MÉMOIRES DE CAULAINCOURT, DUC DE VICENCE

EN TRAINEAU AVEC L'EMPEREUR

II[1]

A TRAVERS LA POLOGNE

Revenant sans cesse sur l'Angleterre qui l'occupait par-dessus tout, l'Empereur me dit dans une de ses conversations :

— L'Europe ne voit pas ses dangers réels; elle n'est attentive qu'à la gêne que lui impose la guerre maritime; on dirait que toute la politique de cette pauvre Europe, que tous ses intérêts sont dans le prix d'une barrique de sucre. Cela fait pitié. Voilà cependant où nous en sommes. On ne crie que contre la France; on ne veut voir que ses armées, comme si l'Angleterre n'était pas partout, aussi bien et plus menaçante. Héligoland, Gibraltar, Tarifa, Malte, ne sont-ils pas des citadelles anglaises qui menacent le commerce de toutes les puissances plus que Dantzig ne menace la Russie? Cependant, si je laissais faire l'Europe, elle se livrerait à l'Angleterre. Dès demain, elle lui donnerait Corfou, Madère, comme elle a déjà le Cap. Cependant, des rochers de Malte l'Angleterre domine déjà la Turquie, par conséquent la mer Noire et la Russie. A Gibraltar, elle tient la porte de la Méditerranée. Si elle parvenait à s'emparer de

(1) Voyez la *Revue* du 1er juillet.

Copyright by le comte d'Espeuilles-Vicence, 1928.

Corfou, elle aurait un pied dans la Grèce et serait maîtresse même du golfe. Cette position crève les yeux et, pourtant, l'Autriche ne veut, pas plus que la Russie, voir les dangers qui la menacent. La jalousie de la France est plus forte que la raison ; on ne veut avoir aucune prévoyance. Sans moi, les cabinets reconnaîtraient dès demain à l'Angleterre la suprématie qu'elle voudrait. Quand toutes les garanties du commerce seront soumises au bon plaisir du cabinet de Londres, quand on sera réduit à ne manger que le sucre de ses négociants, à ne porter que les bas, que les étoffes de ses fabriques, Pétersbourg, Vienne, Berlin apercevront le monopole anglais. Jusque-là on fermera les yeux, afin de ne pas convenir que ce sont les intérêts de tous que je défends. Cela saute aux yeux des gens de bonne foi, mais qui est de bonne foi ? La politique, l'aveuglement de l'Europe font pitié.

CHOSES D'ESPAGNE

Le même genre de conversation nous mena, une autre fois, à parler des débouchés qu'avait trouvés le commerce anglais, de ceux qu'il cherchait et qu'il trouverait dans les colonies espagnoles, enfin de la guerre de la Péninsule.

— Sans doute, me dit l'Empereur, il aurait mieux valu finir la guerre d'Espagne avant de se lancer dans l'expédition de Russie, quoiqu'il y ait beaucoup à dire sur une telle question. Quant à la guerre d'Espagne, elle n'existe plus que dans les guerillas. Le jour où les Anglais seront chassés de la Péninsule, ce ne sera plus que de la chouannerie et on ne peut avoir la prétention d'en purger un pays dans quelques mois.

« L'opposition au nouvel ordre des choses, venant des classes inférieures, le temps et l'action des classes supérieures, dirigées par un gouvernement fort, sage, appuyé par une gendarmerie nationale et soutenu, en même temps, par des corps français, peuvent seuls calmer cette effervescence. La haine s'usera quand on verra que nous n'apportons au pays que des lois plus sages, plus libérales, mieux adaptées au temps où nous vivons que les vieilles coutumes et l'Inquisition qui régissaient ce pays. Aujourd'hui, les Espagnols se battent parce qu'ils croient encore que nous en voulons faire des Français. Tout se calmera, dès que l'on pourra leur persuader que notre

intérêt veut qu'ils restent Espagnols. Sans les désastres de Russie, le moment approchait où les troupes françaises auraient pu n'occuper que des places fortes dans certaines provinces. Les paysans n'en voyant plus dans les campagnes, n'étant gouvernés que par leurs alcades et surveillés que par une gendarmerie espagnole, la confiance s'établirait et amènerait un état de paix et de conciliation qui gagnerait peu à peu. »

La présence de l'armée anglaise était, selon l'Empereur, le plus grand obstacle à la pacification de l'Espagne, mais il aimait mieux la voir dans ce pays qu'en être menacé, à chaque instant, en Bretagne, en Italie, enfin partout où les côtes sont accessibles. Il savait maintenant où aller chercher les Anglais, tandis que, s'ils n'étaient pas occupés là, il serait obligé de se mettre partout en mesure de les attendre et de se défendre, ce qui lui emploierait beaucoup plus de troupes, lui donnerait beaucoup plus d'inquiétudes et pourrait lui faire bien plus de mal.

— Si trente mille Anglais, me dit-il, débarquaient en Belgique ou dans le Pas-de-Calais et mettaient à contribution trois cents villages, s'ils allaient brûler le château de Caulaincourt, ils nous feraient bien plus de mal qu'en m'obligeant à avoir une armée en Espagne. Vous crieriez bien plus fort, monsieur le grand-écuyer, vous vous plaindriez bien plus haut que vous ne faites quand vous dites que je vise à la monarchie universelle. Les Anglais jouent le jeu qui me convient. Je payerais leur ministère qu'il n'agirait pas mieux dans mon intérêt. Il faut bien se garder de parler des réflexions que je vous fais, car, si l'idée leur venait de faire des expéditions sur mes côtes, tantôt sur un point, tantôt sur un autre, de se rembarquer dès qu'on aurait réuni des forces pour les combattre et d'aller immédiatement menacer un autre point, la partie ne serait pas tenable.

« Au fait, ajouta-t-il, la guerre d'Espagne ne me coûte pas plus que toute autre guerre ou toute autre défense obligée contre l'Angleterre. Tant que la paix ne sera pas faite avec cette puissance, il n'y a pas une grande différence pour la dépense entre l'état de choses actuel en Espagne et un état de guerre ordinaire avec l'Angleterre. Avec la grande étendue de côtes qu'a l'Espagne, dans la situation où l'on se trouve, il faut se borner à observer les Anglais, à moins qu'ils ne marchent dans l'intérieur et qu'on ne trouve une occasion très favorable

de les combattre, car, les forçât-on à s'embarquer sur un point, sûrs de trouver partout des auxiliaires, ils débarqueront sur un autre. Les maréchaux, les généraux, livrés à eux-mêmes en Espagne, auraient pu mieux faire, mais ils ne veulent pas s'entendre. Il n'y a jamais eu d'ensemble dans leurs opérations. Ils se détestent au point qu'ils seraient désespérés de faire un mouvement qui pourrait tourner à la gloire d'un autre. Il faut donc se borner à contenir le pays et tâcher de le pacifier, en attendant que je puisse donner moi-même l'impulsion aux opérations. Soult a du talent, mais personne ne veut obéir. Chaque général veut être indépendant pour faire le vice-roi dans sa province.

« Mes généraux, continua-t-il, ont trouvé dans Wellington un adversaire supérieur à plusieurs d'entre eux; ils ont, au reste, fait des fautes d'écolier. Marmont, avec une supériorité réelle de jugement, de raisonnement quand il parle de la guerre, est plus que médiocre dans l'exécution. En définitive, nos revers momentanés dans cette guerre, qui charment la cité de Londres, influent peu sur les affaires générales et ne peuvent même être d'une importance réelle, puisque je changerai cet état de choses quand je le voudrai.

« Ce qui se passe fait une réputation à Wellington, mais, à la guerre, on perd en un jour ce qu'on a gagné pendant des années. Quant au débouché que la guerre a fait trouver au commerce anglais dans les colonies espagnoles, je conviens que c'est, sans doute, une chose fâcheuse, d'autant que ces débouchés pourront balancer sous deux ans nos prohibitions continentales.

L'Empereur voyait dans la séparation de ces colonies de leur métropole un grand événement qui changerait la politique du monde, qui renforcerait celle de l'Amérique et menacerait avant dix ans la puissance anglaise, ce qui était un dédommagement. Il ne mettait pas en doute que le Mexique et toutes les grandes possessions espagnoles outre-mer ne proclamassent leur indépendance et ne formassent un ou deux États avec une forme de gouvernement qui les porterait, comme leur intérêt, à être les auxiliaires des États-Unis.

— C'est une nouvelle ère, disait-il; elle amènera l'indépendance de toutes les autres colonies.

Les changements que produirait le développement de ces

événements étaient considérés par lui comme les plus importants du siècle, en ce qu'ils déplaceraient tous les intérêts commerciaux et changeraient par conséquent la politique des cabinets.

— Toutes les colonies imiteront, disait-il, les États-Unis. On se fatigue d'attendre des ordres de deux mille lieues, d'obéir à un gouvernement qui paraît étranger parce qu'il est loin et parce qu'il vous soumet nécessairement à des intérêts locaux qu'il ne peut vous sacrifier. Dès que les colonies se sentent assez fortes pour résister, elles veulent secouer le joug de ceux qui les ont créées. La patrie est au lieu que l'on habite; on oublie bientôt que soi ou son père est né sous un autre ciel; l'ambition achève ce que l'intérêt a commencé; on veut être quelque chose chez soi et le joug est bientôt secoué.

Je parlai à l'Empereur de l'effet moral que produisait sur les peuples la résistance de la nation espagnole, en lui faisant observer que je croyais qu'il avait tort de ne compter cet exemple pour rien. Je lui rappelai des paroles de l'empereur Alexandre que je lui avais rapportées à mon retour (1) et qui m'avaient frappé : « Vous avez battu les armées espagnoles, mais vous n'avez pas soumis la nation. Elle en lèvera d'autres. Les Espagnols sans gouvernement donnent un grand exemple aux nations; ils apprennent aux souverains ce que peut la persévérance dans une cause juste. »

L'Empereur plaisanta sur ce qu'il appelait « les sentences du prophète du Nord ». Il ajouta :

— L'empereur Alexandre est le seul qui ait bien jugé, bien vu sa position et les événements, quoiqu'il ait fait ou laissé faire beaucoup de fautes à ses généraux. Ce prince a bien plus d'esprit qu'on ne croit et un bon jugement. Il est fâcheux pour lui qu'il soit si mal secondé.

Revenant ensuite sur les affaires d'Espagne, l'Empereur me dit :

— Il n'est pas difficile de porter des jugements sur des choses passées, d'ériger en héroïsme ce qui tient à des causes peut-être même peu honorables. L'héroïsme que l'on prête maintenant à la nation espagnole, en haine de la France, ne tient qu'à l'état de barbarie de ce peuple demi sauvage et à la

(1) De son ambassade en Russie.

superstition que les fautes de nos généraux ont encore excitée. C'est par paresse et non par héroïsme que le paysan espagnol préfère les dangers des contrebandiers et des guets-apens de grand chemin à la fatigue du cultivateur. Les paysans espagnols ont profité de l'occasion pour prendre cette vie nomade de contrebandiers qui est tout à fait dans leur goût et dans l'intérêt de leur misère. Il n'y a là rien de patriotique.

L'Empereur cita, comme preuve de son dire, que des armées de cinquante mille Espagnols cédaient le terrain et fuyaient devant des forces bien inférieures et presque sans combat, parce que les Espagnols ne voulaient courir des dangers que pour faire du butin.

— Les Romains, les Spartiates, dit-il, avaient un autre but. Ils bravaient la mort pour un autre motif. La patrie, le sol, étaient quelque chose pour eux, tandis que le pauvre Espagnol n'est animé que par l'appât du butin. Tout vaut mieux que l'existence misérable qu'il a chez lui. L'esprit de parti, seul, a pompeusement ennobli des actions dont le but n'a jamais été honorable, quoique le résultat puisse être utile maintenant à la cause que l'on croit que l'Espagne défend. L'Espagnol d'aujourd'hui est encore celui du temps des Romains; il a, comme le sauvage, la haine de l'étranger, ou plutôt de ce qu'il ne connaît pas. Il a la haine de tout ce qui tendra à le tirer de son état de barbarie. Les paysans espagnols sont encore moins dans la civilisation européenne que les Russes.

« Sans doute, ajouta-t-il, la dynastie des Bourbons d'Espagne, si près de la mienne qui occupe le trône de Louis XVI, m'a paru un état de choses qui devait avoir des inconvénients. J'en ai souvent parlé avec Talleyrand, comme de tant d'autres questions que les grands intérêts du monde mettent sur le tapis, mais sans y attacher pendant longtemps une grande importance pour le moment actuel, tant la bêtise et la sottise de ce Roi, gouverné par le prince de la Paix, me semblaient devoir ôter à ce pays tout développement qui pût m'inquiéter. Je ne songeais donc qu'à m'en faire un auxiliaire utile contre l'Angleterre; et la faiblesse du Roi, l'intérêt du favori qui devait désirer ne pas être mal avec la France, servaient trop bien ma politique pour que je pensasse à autre chose, quand celui-ci, réveillé sans doute par les murmures de la fierté castillane, blessé soit par quelques propos, soit par

quelque maladresse de nos agents diplomatiques, a cru le moment favorable pour reconquérir l'estime des Espagnols en leur faisant un appel contre moi, auquel on lui reproche d'être vendu. Le sot ! Au moment de perdre sa faveur par les clameurs généralement élevées contre lui, il crut se sauver en excitant la nation dans le sens du mécontentement qu'elle manifestait et il perdit l'Espagne pour se sauver. Murat, à son tour, m'a fait perdre l'Espagne pour avoir voulu sauver ce favori, car la nation, dans l'insurrection de Madrid, n'en voulait qu'à Godoÿ ; elle ne nous a vus en ennemis que parce que Murat, voulant le sauver, a laissé croire à la nation, par cette maladresse, ce que la malveillance répandait contre nous, que nous étions de moitié avec Godoÿ ou lui avec nous.

L'Empereur me parla de l'insolente proclamation du prince de la Paix aux Espagnols (du 5 octobre 1806) (1) :

— La marche du favori me parut déjà un peu suspecte avant Iéna. Elle eût dû me l'être tout à fait, si mon ambassadeur (2) eût été un homme capable et m'eût instruit de ce qui se passait en Espagne, mais j'ai été mal servi. Étonné de trouver alors dans ce cabinet une opposition à laquelle je n'étais pas accoutumé, je fus sur mes gardes ; ce changement me fit même désirer d'arranger les différends qui étaient survenus avec la Prusse, dont j'eusse sans cela ramassé avec empressement le gant que cette Cour me jetait si mal à propos. Je voyais bien un peu de mécontentement dans la nation espagnole, mais je crus que sa vanité, que je comptais satisfaire plus tard, était seule blessée, et j'étais loin, je l'avoue, de m'attendre à ce que la déclaration de guerre me viendrait du favori. Je le croyais mieux conseillé.

L'Empereur ajouta que son étonnement avait été extrême, après Iéna, en recevant cette étrange proclamation, sur laquelle il ne prit pas un seul instant le change. Il ajouta :

— Ne pouvant me faire illusion sur les projets de ce nouvel ennemi, j'avais dissimulé, quoique les succès que je venais d'obtenir m'eussent servi à souhait et que, plus adroit politique que Godoÿ, je lui eusse fourni moi-même, pour le

(1) Dans cette proclamation, Godoÿ avait appelé les Espagnols aux armes sans leur dire encore quel ennemi les menaçait.

(2) Le marquis François de Beauharnais, beau-frère de Joséphine, qui avait remplacé à Madrid en 1806 le général de Beurnonville.

moment, les moyens de tout expliquer et de me croire satisfait, me promettant d'en tirer une vengeance éclatante à la première occasion, ou, au moins, de mettre cette Cour en situation de ne pouvoir m'embarrasser dans une autre occasion.

« Cette conduite m'ouvrait les yeux », me répéta plusieurs fois l'Empereur, en ajoutant :

— Le prince de la Paix m'aurait fait venir des cheveux gris la veille d'Iéna, mais, le lendemain, j'étais maître des événements. Un moment, je crus les Espagnols plus décidés et mon ambassadeur leur dupe ; mais cette inquiétude ne dura pas. Godoÿ fut plus fatal à l'Espagne la seule fois qu'il montra de l'énergie que par sa faiblesse et le déshonneur qu'il imprima publiquement et pendant des années sur son maître. Il n'a pas réfléchi que, quand un homme de son espèce tire l'épée contre un souverain, il faut vaincre ou mourir; car, si les rois se donnent quittance de leurs injures, ils n'ont pas et ne doivent pas avoir la même indulgence avec les sujets. Il eût dû sentir qu'il n'y avait pas de pardon possible pour un homme qui, comme lui, n'avait pas de racine dans le pays, la raison comme la politique n'en admettant pas. Il a sacrifié l'Espagne pour ne pas cesser d'être favori et l'Espagne s'est sacrifiée pour se venger de lui et de ceux qu'elle a cru, à tort, ses partisans. Les révolutions enracinent les bruits populaires et les haines. Le premier coup de fusil tiré, rien ne s'explique ; les passions s'exaltent et, ne pouvant s'entendre, on se tue.

L'Empereur répéta encore que ces dispositions de l'Espagne l'avaient presque décidé à faire la paix à Berlin et même à donner de bonnes conditions à la Prusse. Il ajouta que, si l'officier porteur de la capitulation de Magdebourg était arrivé une heure plus tard, la paix était signée.

Revenant sur l'Espagne, l'Empereur me dit que Godoÿ, comme il l'appelait le plus souvent, le voyant vainqueur des Prussiens, fit tout pour lui faire prendre le change sur la fameuse proclamation qu'il mit à l'adresse du Grand Turc ou du roi de Maroc, ajouta l'Empereur en plaisantant.

— Nous partîmes d'autant plus facilement dupes l'un de l'autre, ajouta-t-il, que nous avions un égal intérêt à nous tromper. Me trouvant disposé à concourir avec son maître pour lui faire un bon sort, il aidait aux arrangements que je projetais. Je ne pensais pas à renverser Charles IV ; je ne voulais

que m'assurer, tant que la guerre durerait avec l'Angleterre, la sécurité dont j'avais besoin pour suivre l'exécution des mesures qui pouvaient la forcer à la paix. Izquierdo (1) était, à Paris, l'agent secret du prince de la Paix et l'intermédiaire d'une correspondance directe entre Charles IV et moi. Comme confident du favori, il était très intime avec Talleyrand et Murat. Les négociations se suivaient le plus souvent à l'insu même du ministère et de l'ambassadeur d'Espagne (2). De notre côté, Champagny ne s'en mêlait pas ostensiblement. Il me fut cependant utile ; c'est un honnête homme, plein de zèle, de dévouement pour moi. Le roi d'Espagne fut fort aise de s'enrichir des dépouilles du Portugal, et son favori de se mettre à l'abri des ressentiments de Ferdinand, si le Roi mourait, en se créant un État indépendant. Méprisé de la nation, envié des grands, n'ayant pour appui que la faveur du Roi et de la Reine qu'il pouvait perdre d'un moment à l'autre, il souscrivit à tout ce que je voulus.

« Murat et Talleyrand étaient les confidents de ses craintes et de ses désirs, surtout le premier. Poussé par son ambition, il crut que j'avais pu oublier sa conduite, parce qu'il était alors de mon intérêt de lui faire des avantages. Aveugle qu'il était, il oublia que sa proclamation n'avait été faite que parce qu'il m'avait cru abattu. Quand on a été un fourbe, il ne faut pas devenir un sot. Frias (3), que le prince de la Paix envoya dans le temps à Paris, pour le justifier et m'apporter, avec les félicitations du Roi sur mes succès, ses excuses et ses regrets sur ce qui s'était passé, n'était là que pour la forme : Izquierdo seul avait le secret des affaires. On ne sentit pas à Madrid que la double mission de Frias ôtait à ses félicitations tout leur prix, en leur donnant la livrée de l'embarras et même de la peur. Je ne témoignai cependant rien, parce qu'il m'importait, avant tout, de faire adopter à l'Espagne et au Portugal les mesures convenues à Tilsitt pour étendre le système continental. Embarrassé de sa position vis-à-vis de moi, le cabinet de Madrid crut tout réparer en l'adoptant avec empressement. Il était plus difficile d'y soumettre le Portugal, pays absolument sous

(1) Don Eugénio Izquierdo de Ribera y Lazaun (1760-1813).
(2) Charles Fieschi, prince de Masserano, ambassadeur à Paris de 1805 à 1808.
(3) Don Diego Fernandez, 13e duc de Frias, ambassadeur extraordinaire d'Espagne à Paris.

l'influence anglaise. S'il s'y refusait, il fallait l'y contraindre et, pour cela, agir de concert avec l'Espagne.

EN PORTUGAL : LE PÈRE ET LE FILS

— Dans cette situation, il importait à la sûreté des troupes que j'enverrais en Portugal, comme au maintien du système continental, que j'occupasse quelques points en Espagne, car je ne pouvais me fier à Godoÿ qui, je le savais, était vendu depuis longtemps à l'Angleterre et avait déjà des fonds considérables dans ce pays. Murat en avait sans doute imposé aux ennemis de la France, mais ne les avait pas détruits.

« Le favori exerçait un tel empire sur le Roi que, ne pouvant espérer de détromper ce vieillard crédule, il fallut négocier avec Godoÿ, pour parvenir à exclure l'Angleterre de tout le littoral européen. La Cour de Lisbonne n'ayant pas voulu se soumettre, le corps d'observation de la Gironde, formé en apparence pour mettre nos côtes à l'abri de toute insulte et repousser la contrebande, fut mobilisé. L'envoi de Junot en Espagne exigeait, dans l'intérêt même de l'Espagne, des arrangements. Duroc signa le traité négocié par Talleyrand avec Izquierdo (1). Il donnait à l'Espagne, au roi d'Étrurie et au prince de la Paix, la moitié du Portugal et réservait l'autre comme un moyen de paix avec l'Angleterre, ce qui était toujours mon grand but. Les troupes espagnoles devaient agir avec nous en Portugal et garder les côtes, pendant que La Romana (2) et O'Farrill (3) opéreraient avec d'autres corps espagnols, dans le Nord et en Toscane, afin de bien constater, aux yeux de l'Europe, notre parfait accord. L'Autriche était bien disposée. L'Angleterre ne pouvait donc plus se faire illusion. Elle allait, enfin, voir son commerce repoussé de partout et l'Europe entière la traiter en ennemie. Tout concourait cette fois au succès de mes projets et mon grand but semblait atteint. Le secret de cette négociation fut si bien gardé et les préparatifs militaires si bien dirigés, même à Madrid, que l'on ne se douta de rien. L'ambitieux

(1) Traité de Fontainebleau, signé le 27 octobre 1807.

(2) Don Pedro Caro y Sureda, marquis de La Romana (1761-1811), commandait le contingent espagnol envoyé à la Grande armée.

(3) Don Gonzalo O'Farrill (1733-1831) commandait les troupes espagnoles en Étrurie.

prince de la Paix, uniquement occupé d'obtenir sa principauté en Portugal (1), fit souscrire Charles IV à tout.

« De fait, l'Espagne gagnait à cet arrangement. Le vieux Roi, enchanté de conquérir le Portugal et d'être empereur, crut que ce titre en faisait un grand homme, comme si ce nouveau titre pouvait charmer ses sujets plus que l'ancien, comme si se qualifier d'Imperator lui donnait le génie et l'énergie nécessaires pour régénérer et défendre son bel empire. Dans le fond, chacun de nous crut avoir fait une chose utile, parce que la gravité espagnole devait être satisfaite, mais on se trompa. Pendant qu'on négociait à Fontainebleau, Ferdinand, pressé de régner, conspirait contre son père. Cherchant un appui, il crut le trouver en m'écrivant pour me demander en mariage une parente de Joséphine (2). Pour expliquer cette demande, faite à l'insu de son père, il prétendait que celui-ci voulait qu'il devînt beau-frère du favori. Le mystère de cette démarche et ce qui se passait m'indigna. Je ne lui répondis pas et je malmenai même mon ambassadeur que je soupçonnai un moment avoir donné les mains à cette demande.

« Bien loin de penser à des changements en Espagne, je fis l'impossible pour faire entendre raison à la Cour de Lisbonne. Talleyrand, qui voyait la paix avec l'Angleterre être le résultat de ces mesures, y envoya même Lima (3); mais, vendue à l'Angleterre, cette Cour tergiversa pendant quelques jours et ne voulut rien entendre. Il fallut donc conclure le traité de Fontainebleau, même pour éviter, avant l'occupation du Portugal, tout sujet de différends avec l'Espagne. Il m'importait fort alors de rester dans de bons termes avec elle. Tout mon système politique reposait sur cet accord. Talleyrand, qui était fort avant dans mes affaires et qui menait les négociations avec Yzquierdo, a pu vous le dire. J'étais loin de penser aux événements scandaleux qui allaient souiller ce pays et qui changèrent pour nous la face des choses. Je me rendis en Italie, pendant

(1) Godoÿ allait recevoir, par le traité de Fontainebleau, la principauté des Algarves.

(2) Lettre du 11 octobre 1807. Ferdinand avait songé à Stéphanie Tascher, plus tard duchesse d'Arenberg. Napoléon pensa un instant à donner pour femme à ce prince la fille aînée du premier mariage de Lucien, la princesse Charlotte, plus tard princesse Gabrielli. Les étourderies de cette jeune fille le détournèrent de cette idée.

(3) M. de Lima, ambassadeur de Portugal à Paris.

que je vous envoyais à Pétersbourg, quoique les attentats du fils contre le père, leurs querelles, les intrigues du palais eussent déjà déplacé beaucoup d'intérêts. Les choses furent enfin poussées à bout par l'ambition de Ferdinand. Tous les liens furent brisés et toutes les convenances blessées.

« Dans cette situation, il fallait prendre un parti, car l'Espagne, à moi par le père et par son favori, devait maintenant, par la force des choses et par suite de l'intrigue qui détrônait Charles IV pour son fils, être contre moi, si je ne devenais pas le complice de Ferdinand. Ce rôle, opposé à mes principes, était indigne de moi. Je ne pouvais d'ailleurs me faire illusion sur les conséquences de cette révolution et je ne tardai pas à me convaincre que la Cour, divisée par des intrigues dégoûtantes, sacrifierait les vrais intérêts du pays et ses relations avec nous, si, n'envisageant que mon intérêt du moment, je me rangeais du côté de Charles IV. Il m'a toujours répugné de suivre une politique mesquine. Seconder Ferdinand, qui paraissait être, dans ce moment, à la tête de la nation espagnole, eût peut-être été politique de ma part, mais c'était trahir le Roi, car il était notoire que l'envie de régner poussait son fils et l'Infantado (1). La haine du favori servait de prétexte à leur ambition. L'intérêt de l'Espagne n'entra pour rien dans cette affaire qui ne fut qu'une intrigue de sérail, rien de plus. M'en mêler me rendait complice de l'infamie et de la trahison du fils envers le père. J'ai ramassé la couronne de France qu'on avait laissée tomber dans le ruisseau. Après l'avoir élevée au plus haut degré de gloire, je ne pouvais aider à avilir le sceptre de l'Espagne et l'autorité sacrée d'un roi et d'un père.

« Les choses étaient telles que si je me déclarais pour l'autorité légitime du père contre l'usurpation du fils, c'était une déclaration contre le vœu de la nation et attirer sur la France la haine des Espagnols. Ce parti contre mon intérêt ne pouvait d'ailleurs qu'entretenir le désordre et la déconsidération que ce règne s'était attirés. Je ne pouvais me faire le soutien d'un Godoÿ contre cette fière nation. Résolu de la sauver et de la régénérer, si j'étais forcé de me mêler de ses affaires, je me décidai à attendre. Je me bornai donc à observer. Quoique je ne dusse, au fond, aucun ménagement politique à une Cour

(1) Don Pedro de Toledo, 13e duc de l'Infantado (1771-1841), ami intime de Ferdinand.

qui m'avait menacé quand elle m'avait cru dans l'embarras, j'éclairai cependant Charles IV sur sa situation; mais les intrigues du prince des Asturies et du favori, dont les intérêts étaient si opposés, étaient un obstacle à tout. Je ne tardai pas à me convaincre que la nation et eux seraient victimes de cette situation. Ferdinand, qui m'avait prié de le marier, me suppliait de le protéger; le Roi me demandait de le défendre; quant au favori, il souscrivait à tout, pourvu qu'il sauvât son crédit et conservât son influence. Lâche conseiller, vil citoyen, il ne pensa qu'à lui. Je ne voulus pas me salir en entrant dans ces intrigues et continuai à me tenir dans une grande réserve, attendant, pour ratifier le traité conclu à Fontainebleau par Duroc, que les affaires s'éclaircissent.

« Pendant ce temps, l'armée de Junot avait occupé le Portugal que la Cour avait abandonné pour se rendre au Brésil (1), ce qui m'obligeait à de nouvelles combinaisons. Les événements dont la Cour d'Espagne étaient le théâtre m'éloignaient plus que jamais de me mêler de ces scandaleux débats. Je crus que le mieux était de les laisser laver entre eux leur linge sale et de leur abandonner le Portugal en les reléguant au delà de l'Èbre, ce qui me répondait du cabinet pour maintenir les mesures prises contre l'Angleterre et nous donnait les provinces basques. Dans le fond, l'Espagne gagnait à ce changement qui ne pouvait que lui convenir. Un bon traité offensif et défensif et la position où cela nous mettait l'un et l'autre en faisaient une véritable alliée, mais la bêtise, la peur, les différends du père et du fils firent tout manquer. Peut-être aussi laissai-je trop pénétrer à Izquierdo, qui se rendit pour un arrangement à Madrid, mon éloignement pour me mêler de leurs querelles et mon mépris pour Godoy et leurs intrigues. Doutant que je voulusse le soutenir, le vieux Roi eut peur et fut au moment de partir pour l'Amérique; mais ils n'eurent pas le courage de prendre une résolution énergique. Ils aimèrent mieux rester pour se faire réciproquement leur procès et mettre le poignard à la main de leurs sujets. Je n'avais rien fait pour amener ces événements contre mon intérêt. J'envoyais en Espagne plus de troupes que je n'avais projeté, afin d'empêcher, dans tous les cas, que les événements ne tournassent contre nous, ce que les

(1) La Cour s'était embarquée le 27 novembre 1807.

intrigues anglaises, qui se mêlaient déjà à celles de Ferdinand, ainsi que la peur du favori, pouvaient amener. Murat, qui commandait l'armée, m'induisit en erreur.

Les affaires d'Espagne, me répéta ensuite l'Empereur, n'avaient tenu qu'à un enchaînement de circonstances que l'on n'avait pas pu prévoir; elles l'avaient fort contrarié et forcé à faire ce qu'il ne projetait pas. Nul calcul humain n'avait pu être fait sur l'excès de bêtise et de faiblesse qu'il avait trouvé dans Charles IV, ni sur la coupable ambition et la duplicité de Ferdinand, qui était aussi méchant que méprisable. Il ajouta que ce dernier était venu à Bayonne sur le conseil d'Escoïquitz (1), qui croyait par là lui donner une femme et un royaume, et que le vieux Roi y était aussi venu de son plein gré. L'Empereur me répéta plusieurs fois qu'il avait alors parlé franchement aux Espagnols qui étaient venus à Bayonne. Il ne leur avait pas caché son opinion sur Ferdinand, même avant son arrivée; il n'avait donc tenu qu'à ceux qui ont été au-devant de lui de le prévenir et à lui de retourner sur ses pas.

L'Empereur ajouta que, même après l'arrivée de Ferdinand, il était resté encore longtemps indécis et fit ensuite la réflexion que, les choses ayant mal tourné, chacun expliquerait maintenant les événements à sa manière pour se justifier, et qu'on lui reprochait cette entreprise, comme tout ce qui ne réussit pas, quoiqu'il n'eût cependant été dirigé dans cette grande détermination que par ce qui lui avait paru, après de mûres réflexions, être dans l'intérêt de la nation espagnole autant que dans celui de la France. Il répéta encore qu'on ne pouvait se faire une idée de l'aveuglement et de la sottise des conseillers qui avaient eu la confiance de ces princes et de l'engouement du Vice-roi pour le prince de la Paix, pour lequel était toute sa sollicitude.

On ne pouvait se figurer, ajouta l'Empereur, la haine de la mère contre son fils et celle de celui-ci contre sa mère et son père. Ils le croyaient capable de tout, même du poison, lui avait dit un jour la Reine! Elle et le Roi craignaient par-dessus tout de tomber entre ses mains; ce motif leur avait fait quitter l'Espagne, où ils craignaient de le voir revenir, et les avait toujours éloignés du projet d'y retourner.

(1) Le chanoine Escoïquitz, ancien précepteur du prince des Asturies.

Ces princes, me dit encore l'Empereur, lui racontaient à l'envi leurs griefs et les torts l'un de l'autre. Cela en était venu au point qu'il en rougissait parfois pour eux et cherchait à interrompre la conversation pour ne pas souiller ses oreilles de tant de saletés; chacun était occupé de soi; il n'y avait jamais eu de la part d'aucun d'eux une pensée dans l'intérêt de l'Espagne.

L'Empereur me parla d'Escoïquitz qui n'avait qu'une seule idée : le projet de marier Ferdinand à Bayonne :

— C'est un homme de petite intrigue, me dit l'Empereur. J'aurais tout aussi bien fait cependant de donner les mains à son projet, puisque ce prince était, dans le moment, l'idole des Espagnols. On n'eût pas manqué de dire alors que je l'avais excité, que j'étais de moitié dans sa conspiration : tout me parut préférable. J'avais trois partis à prendre dans cette affaire. J'ai choisi celui que me conseillaient le bien-être de l'Espagne et notre intérêt. Des deux autres, le second me rendait complice d'un crime et le dernier complice de l'humiliation d'une nation qui repoussait la honte du dernier règne. Mon choix ne pouvait être douteux et ce furent ces motifs qui m'empêchèrent de renvoyer ces princes en Espagne, comme me le conseillait mon intérêt. Ferdinand aurait bientôt usé de l'enthousiasme que la nation avait pour lui et le retour de son père l'eût trop humilié pour qu'il ne m'eût pas désiré et appelé à son secours avant six mois. Mais C... et M... (1) pensaient qu'il fallait profiter du moment où les choses étaient mûres et le changement d'autant plus facile à opérer que ces princes avaient achevé de se discréditer à Bayonne, même près des Espagnols les plus dévoués à leur cause. Murat me faisait des contes qui m'induisaient en erreur. Je crus abréger les malheurs de ce pays; je me suis trompé. Si j'eusse suivi mes inspirations, j'aurais renvoyé des princes chez eux. L'Espagne serait aujourd'hui à mes pieds. On m'a trompé ou plutôt les événements ont trompé toute prévoyance humaine. C'est la capitulation de Baylen qui a tout perdu.

(1) Les noms sont laissés en blanc sur le manuscrit.

LES OUBLIS DE M. DE TALLEYRAND

L'Empereur me parla de M. de Talleyrand.

— Il se vante, me dit-il, que la disgrâce, dans laquelle il se croit, tient à sa prétendue opposition à la guerre d'Espagne Certes, il ne m'y a point excité au moment où elle a commencé, car j'étais moi-même loin de prévoir les événements qui se sont passés et qui l'ont amenée, mais personne n'était plus convaincu que lui que la coopération de l'Espagne et du Portugal contre l'Angleterre et même l'occupation partielle de ces États par mes troupes, était le seul moyen de forcer le cabinet de Londres à la paix. C'était tellement son opinion que c'est dans ce dessein qu'il a négocié avec Izquierdo le traité que Duroc a signé à Fontainebleau. Talleyrand a été l'âme de cette négociation, quoiqu'il n'eût pas de portefeuille; ce moyen de forcer l'Angleterre à la paix pour obtenir l'évacuation de ces États lui paraissait péremptoire. Aussi y a-t-il mis un grand zèle, quand le départ de la Cour de Lisbonne pour le Brésil a changé tous nos arrangements. C'est lui qui a envoyé Izquierdo à Madrid. S'il n'avait pas eu un grand intérêt au succès de ce voyage, je l'aurais soupçonné d'avoir contribué aux inquiétudes que conçut le Roi à l'arrivée de son agent à Madrid.

« Talleyrand, voyant plus tard qu'il était déçu dans les espérances de fortune et d'influence qu'il avait fondées sur ces traités, et voyant que je me passais de lui, s'est cru dupe. En homme adroit, il n'a plus cherché qu'à se justifier dans le public de la part que l'on savait qu'il avait prise à cette affaire et il s'est fait l'apôtre des mécontents. Il a oublié qu'il avait eu aussi précédemment l'idée de déplacer la dynastie d'Espagne, comme on avait fait en Étrurie. Je suis loin de lui en faire un reproche. Il juge bien les choses. C'est le ministre le plus capable que j'aie eu. Talleyrand était trop avant dans les affaires, trop bon politique, pour admettre que des Bourbons pussent rester à Madrid, quand il n'y en avait plus à Paris ni à Naples. Le temps aurait peut-être amené ce changement sans secousses; l'intérêt de la France, même celui bien entendu de l'Espagne, le voulaient ainsi. Il n'y a jamais rien eu d'arrêté à cet égard. Des conjectures à l'infini, comme sur toutes les grandes questions politiques, et voilà tout.

« Talleyrand a vu et m'a dit tout ce que les gens sensés

pensaient, ce que la politique exigeait. Dans des circonstances difficiles, dans une guerre avec une partie de l'Europe, la France pouvait-elle risquer d'avoir une dynastie ennemie sur son flanc ? Talleyrand, qui est un de ceux qui ont le plus contribué à établir la mienne, était trop intéressé à la maintenir, trop habile, trop prévoyant pour ne pas conseiller tout ce qui était dans l'intérêt de sa conservation et de la tranquillité de la France. Il ne s'est prononcé contre cette guerre que parce qu'il n'a pas été fait, comme il l'espérait, archi-chancelier d'État. Oubliant alors que c'était le sang français qu'on répandait en Espagne, il a, comme un mauvais citoyen, déclamé plus haut contre ces affaires à mesure qu'il les voyait aller plus mal. Avec lui, comme avec beaucoup de gens, il faudrait toujours être heureux. J'ai su sa conduite et le lui ai fait sentir, parce que sa malveillance a commencé après la défaite de Dupont. Il m'a jeté la pierre, comme les lâches, quand il m'a cru battu.

L'EXÉCUTION DU DUC D'ENGHIEN

— Tout ce qui a été fait contre les Bourbons, l'a été sous son ministère et a été préparé par lui. C'est lui qui m'a constamment entretenu de la nécessité de les éloigner de toute influence politique. C'est lui qui m'a décidé à faire arrêter le duc d'Enghien auquel je ne pensais pas, quand le préfet Shée (1) et les intrigues anglaises de Drake (2) fixèrent sur lui l'attention de la police. J'étais loin alors d'attacher la moindre importance à son séjour sur les bords du Rhin et, par conséquent, d'avoir aucun projet arrêté sur lui. C'est Moncey ou Shée qui m'apprirent alors qu'il venait souvent à Strasbourg. Je l'avais ignoré. Berthier et Cambacérès hésitaient pour qu'on le fît arrêter, à cause de la Cour de Bade. Talleyrand insista, ainsi que Murat et Fouché. Dupe des révolutionnaires et poussé par eux, Murat, alarmé par Fouché et..... (3), ne vit même de salut pour lui et pour moi que dans son exécution quand il le sut arrivé à Paris. A l'entendre, on eût dit que le gouvernement

(1) Henri d'Alton, comte de Shée (1739-1820), plus tard sénateur et pair de France, était en 1804 préfet du Bas-Rhin.

(2) Francis Drake, dit Musca, agent anglais à Munich.

(3) Ce nom est resté en blanc sur le manuscrit.

était en péril, le gouverneur en danger. C'est un homme d'un grand courage sur le champ de bataille que Murat, mais une pauvre tête. Il n'aime que les intrigants et est toujours leur dupe. Tous les hommes de la Révolution, les généraux, les officiers nourris dans les idées de la République étaient inquiets de ma marche. Les royalistes, toujours intrigants, maladroits, et sans y réfléchir, faisaient courir le bruit que je jouerais le rôle de Monk; j'étais mal assis. A entendre Murat, Fouché, etc., l'opinion flottait sans que je pusse la rassurer, et, dans cette incertitude, aucun parti n'était pour moi, car les faibles royalistes ne me regardaient que comme une transition. Il n'en était pas un d'ailleurs qui pût quelque chose. La nation allait donc être contre moi; les révolutionnaires me craignaient, mais ils craignaient encore plus les Bourbons. Ils effrayèrent Murat et lui montèrent la tête.

« Quant à moi, ils ne me faisaient pas grande impression. Je les protégeais, parce que c'est le devoir du gouvernement de protéger tout le monde indistinctement. Pour ce qui me concernait, je voyais les choses de plus haut que les autres et ne cherchais pas plus que de coutume un appui dans les partis; mais je sentais qu'il fallait à la France un gouvernement qui fût le résultat de ses sacrifices et de sa gloire, un gouvernement qui fût intéressé à assurer et garantir tous les intérêts au dedans comme au dehors. Je me sentais l'homme fort, l'homme fait pour présider à ces grandes destinées. Je n'étais donc pas assez sot pour travailler pour d'autres, quand je me sentais d'ailleurs seul capable de répondre à l'attente de la nation française. J'avais lu l'histoire et ne me souciais pas plus de livrer la France à la haine de l'émigration que de faire des ingrats, quand je me connaissais fait pour tout fixer. Je pris donc un parti. Je préparai tout pour réorganiser une monarchie. Ce gouvernement est le seul qui convienne à la France, le seul qui pût d'ailleurs tranquilliser les rois de l'Europe. Ils avaient besoin de moi; l'expérience m'a prouvé que je ne me suis pas trompé. Quant au duc d'Enghien, je n'y fis pas une bien grande attention quand j'envoyai ordre de l'arrêter. Je crus qu'on prendrait aussi Dumouriez, ce qui m'importait davantage, son nom donnant à cette conspiration le caractère d'une grande intrigue. J'étais dans mon droit, car le prince conspirait contre moi, comme les George et les autres. Toutes ces intrigues se

tenaient. Il était pris à six lieues de mes frontières, en flagrant délit, pendant que les assassins, soudoyés par sa famille, excités par lui et par le ministre anglais à Stuttgart, étaient arrêtés, en France, le poignard à la main. Vous devez savoir cela, Caulaincourt. N'avez-vous pas été chargé de nous raccommoder avec Bade pour la violation du territoire?

Je répondis que oui, et que quelques personnes m'avaient même charitablement imputé l'arrestation du prince.

— On sait bien que ce n'est pas vrai, reprit l'Empereur. Le commandant de la gendarmerie (1) vous dénonça même, dans le temps, comme ayant fait avertir sous main le prince qu'Ordener allait le faire arrêter et comme étant ainsi la cause qu'il l'avait couché en joue et avait manqué le tuer. Je n'en ai rien cru.

L'Empereur ajouta ensuite que, ayant donné l'ordre de faire amener le prince à Paris, il était assez indécis sur ce qu'il en ferait, mais Murat, excité par les révolutionnaires, lui représenta tellement que tout était perdu, s'il ne faisait pas un exemple, que, sans lui donner un consentement positif, il lui envoya l'ordre de le faire juger par une commission militaire, parce qu'il réfléchit que ce n'était de sa part qu'une défense légitime. Le prince demanda à le voir, écrivit même pour lui parler, mais il n'eut connaissance de ces circonstances qu'après l'exécution qui suivit le jugement.

— Cette précipitation de Murat, continua l'Empereur, fut même cause que la police n'eut pas le temps de l'interroger et manqua de renseignements importants sur les ramifications de cette grande conspiration. Berthier, Cambacérès auraient préféré qu'il ne fût pas arrêté et surtout qu'il ne vînt pas à Paris, mais, dès qu'il y fut, ils sentirent que la question était délicate, même embarrassante pour moi vis-à-vis de la nation, à laquelle il ne fallait pas laisser de doute sur mes intentions. Leur raison leur disait que je devais être sévère et, cependant, ils penchaient pour l'indulgence. Talleyrand, plus politique qu'eux, avait, avec raison, été pour l'arrestation. On ne réfléchit pas alors à l'effet que cette exécution produirait; on ne vit que des conspirateurs qui, voulant assassiner le premier magistrat de la France, méritaient la même peine.

« Quoique l'on ait beaucoup bavardé à Paris sur cet événe-

(1) Le commandant Jean-Baptiste-Claude Charlot (1766-1827), commandant le 38e escadron de gendarmerie en Alsace, qui arrêta le duc d'Enghien à Ettenheim.

ment, je ferais la même chose si la même circonstance se représentait (1). Cependant, il est possible que j'eusse fait grâce si Murat m'eût fait connaître ce désir du prince. Certes, il n'aurait pas péri, si je l'avais reçu, quoique la loi fût positive et qu'elle le condamnât, aucun motif ne pouvant l'autoriser à conspirer sur nos frontières et à payer soixante brigands pour me faire assassiner. Ce n'est pas moi qui ai détrôné les Bourbons ; ils ne peuvent en vérité s'en prendre qu'à eux. Au lieu de les poursuivre, de maltraiter leurs amis, je leur ai fait offrir des pensions et j'ai accueilli leurs serviteurs. Ils ont répondu à mes procédés en armant des assassins. Le sang veut du sang. Cependant, j'ai toujours rejeté les propositions qu'on m'a faites. A un million par tête, j'aurais aussi trouvé des gens qui eussent frappé plus sûrement que les George, mais ces moyens étaient au-dessous de moi. Si j'eusse connu une trame contre leur vie, je les aurais fait prévenir. J'ai fait grâce aux Polignac, aux Rivière, parce qu'ils étaient des conspirateurs de leur intérieur et que la morale publique était assez vengée par l'exécution des simples assssins.

« Ce n'est pas à moi, ce n'est même pas aux hommes de la Révolution que les Bourbons doivent s'en prendre de leur expulsion ; c'est Coblentz qui a été la cause de la mort du Roi. Il y a aux Archives des pièces qui ne peuvent laisser de doute à cet égard. Elles dévoilent des intrigues qui ne compromettent que la haute émigration. On a sans doute commis un grand crime en faisant périr le Roi. Étranger à cette catastrophe, les Bourbons n'ont pas le droit de conspirer contre ma vie. Je n'occuperais pas le trône qu'il serait occupé par un autre, car la nation ne veut pas d'eux.

L'Empereur revint sur M. de Talleyrand. « C'est votre ami », me dit-il, puis il ajouta :

— C'est un homme d'intrigues, d'une grande immoralité, mais de beaucoup d'esprit, et, certes, le plus capable des ministres que j'ai eus. Je l'ai boudé longtemps, ajouta-t-il encore, mais je n'ai plus d'humeur contre lui. Il serait encore ministre, s'il avait voulu. J'ai pensé, avant la campagne, à l'employer à Varsovie, où il m'aurait été fort utile, mais des intrigues d'argent de sa part et d'autres intrigues de la part de Mme de Bassano, l'en ont empêché.

(1) L'Empereur affirmera encore cette même résolution dans son testament.

« La duchesse, voyant dans sa rentrée aux affaires l'éloignement probable de son mari du ministère des Relations étrangères, auquel le mari et la femme tenaient par-dessus tout, elle avait tout mis en usage pour en éloigner M. de Talleyrand. Ayant monté une intrigue, ils étaient parvenus à m'irriter tellement contre M. de Talleyrand que j'ai été au moment de le faire arrêter. J'ai su trop tard la vérité par la police. Cette intrigue, ajouta l'Empereur, a été la cause de la nomination de l'abbé de Pradt, dont Savary et Duroc me faisaient un grand éloge ainsi que Maret, qui le croyait un phénix parce qu'il avait du jargon et faisait des articles de gazettes. C'est ce choix qui m'a fait manquer ma campagne. Bignon vaut mille fois mieux que lui et aurait mieux fait ses affaires à Varsovie. Talleyrand y aurait plus fait, par le salon de Mme Tyszkiewicz (1), que Maret et l'abbé de Pradt avec leur zèle, leur bavardage et toutes leurs menées polonaises, dont, grâce à eux, je n'ai tiré aucun parti dans cette affaire de la Russie qui était pourtant celle de la Pologne.

UNE FAUTE DU DUC DE BASSANO

L'Empereur revint sur la faute qu'avait commise le duc de Bassano en n'empêchant pas les Turcs de faire la paix avec la Russie et laissant échapper la Suède à notre alliance, faute d'avoir su donner quelques millions qui n'étaient rien au prix de conserver ces grands auxiliaires. Il ajouta encore quelques réflexions que le manque d'à-propos, l'imprévoyance, le retard d'un jour, quelquefois d'une heure, faisaient manquer les affaires les plus importantes.

— Je n'en veux pas à Maret, dit-il, car je ne puis suspecter ses intentions, et, encore moins, son attachement pour moi. Il est heureux que les ministres n'aient pas en France la même responsabilité qu'en Angleterre : on lui ferait un mauvais parti. Je ne puis pas tout faire moi-même. Maret seul savait mon secret. Le lui ayant dit une fois, je devais croire qu'il m'avait compris et qu'il agissait en conséquence. Il n'a pas vu que le nœud de toutes choses, dans cette campagne, se trouvait dans les forces que fournirait la Pologne, bien plus que dans quelques intrigues et dans les bavardages des Polonais.

(1) La comtesse Louis Tyszkiewicz, née Constance Poniatowska (1756-1830), mère de la comtesse Potocka.

Je fis observer à l'Empereur qu'il ne me paraissait pas que sa puissance eût acquis dans l'opinion, depuis deux ou trois ans, qu'à mon avis nous déclinions, même en nous agrandissant. Je rendis justice aux nobles qualités de M. de Bassano, ce qui parut faire plaisir à l'Empereur. Je lui représentai cependant que, dans le public, on accusait bien plus son ministre pour avoir été partisan de cette guerre et, en général, pour ne point résister à l'ardeur belliqueuse de Sa Majesté que pour la paix des Turcs et l'alliance des Suédois avec les Russes, parce que tout le monde savait que l'Empereur seul gouvernait et que ses ministres n'avaient ni l'habitude ni le pouvoir de trancher les questions, de disposer de millions et d'envoyer de leur propre autorité des agents avec de tels pouvoirs. J'ajoutai qu'en agissant près de ces cabinets comme il le disait maintenant, M. le duc de Bassano aurait annoncé clairement à la Russie que la guerre que nous niions mûrir à Dresde était résolue. Ces démarches eussent donc contrarié sa politique.

L'Empereur me répondit que si l'on pouvait craindre une indiscrétion en Suède, elle ne pouvait avoir lieu à Constantinople, et encore moins à Bucarest près du plénipotentiaire turc, et que M. de Bassano, ayant seul son secret, avait eu bien d'autres sommes à sa disposition. Comme je paraissais douter de cette dernière assertion, l'Empereur me répondit avec humeur :

— Quand je vous dis une chose, vous devez la croire.

AU RELAIS

Notre arrivée à un relais où l'on avait commandé à souper interrompit la conversation. L'Empereur paraissait mécontent de moi. Il était fatigué et joignit à cette contrariété celle de ne pouvoir faire sa barbe, comme il le désirait, Roustan n'étant pas arrivé. Il s'étendit, comme de coutume, sur le divan qu'on trouve dans presque toutes les maisons polonaises. Il s'y reposa une heure et le souper lui rendit sa bonne humeur. Ce soir-là, nous fûmes très bien traités. Était-ce en mon honneur ? Ou le maître de poste, en approchant du terme de sa course, avait-il moins craint d'être indiscret envers M. le sous-préfet ? Je l'ignore. Le fait est que nous étions dans une bonne et belle maison ; que nous eûmes un excellent souper et que les maîtres

de la maison en firent les honneurs avec beaucoup d'obligeance et de discrétion, s'ils savaient que c'était l'Empereur.

Tous les matins, entre huit et neuf heures, quand on pouvait trouver du café à un relais, l'Empereur en prenait une tasse avec du lait, quelquefois sans sortir du traîneau. Le soir, de cinq à neuf heures, suivant le relais où nous nous trouvions, le piqueur qui servait de courrier commandait notre souper. On se reposait là une heure, quelquefois une heure et demie, lorsque le souper se faisait attendre, afin que M. Wonsowicz et le piqueur eussent aussi le temps de manger. En arrivant, l'Empereur faisait quelquefois un peu de toilette, se lavait les yeux, s'étendait les jambes sur un divan, car, depuis que nous avions quitté sa voiture, il ne pouvait plus se coucher. Je profitais de ce temps pour noter à la hâte nos conversations, au moins les choses qui me paraissaient de quelque intérêt.

Le... (1), deux heures avant le jour, nous arrivâmes à Pultusk d'où je congédiai notre brave maître de poste, auquel l'Empereur fit donner une gratification.

Pendant qu'on relayait, l'Empereur, ayant froid, monta chez le maître de poste qui était absent. Sa jeune femme s'empressa d'allumer du feu, de préparer du café et une soupe que nous lui demandâmes, ayant beaucoup souffert du froid pendant cette nuit. Une petite servante polonaise, au quart habillée, attisait et soufflait de son mieux, au risque de se brûler les yeux, le plus mauvais feu qu'on eût jamais vu, pendant que sa maîtresse s'occupait du café. L'Empereur s'informa de ce que gagnait cette pauvre fille. C'était si peu de chose qu'il fit la réflexion que cette somme devait à peine suffire à l'entretien de ses gros vêtements. Il me chargea de lui donner quelques napoléons en lui disant que ceux-là étaient pour sa dot. La pauvre enfant n'en croyait pas ses yeux et ne connut, je crois, tout son bonheur et sa petite fortune qu'après notre départ.

L'Empereur fit la réflexion que, dans cette classe, on pouvait avec peu d'argent faire beaucoup d'heureux :

— Il me tarde bien, Caulaincourt, ajouta-t-il, que la paix soit générale pour me reposer et pour pouvoir faire le bon homme. Nous voyagerons tous les ans pendant quatre mois dans l'intérieur. J'irai à petites journées avec mes chevaux. Je verrai

(1) Date laissée en blanc sur le manuscrit. L'Empereur arriva à Pultusk le 9 décembre 1812.

l'intérieur des chaumières de cette belle France. Je veux visiter les départements auxquels il manque des communications, faire des canaux, des routes, donner des secours au commerce, des encouragements à l'industrie. Il y a énormément à faire en France, des départements où tout est à créer. Je me suis déjà occupé de beaucoup d'améliorations, et j'ai fait réunir par le ministère de l'Intérieur les renseignements les plus précieux. On me bénira autant dans dix ans qu'on me hait peut-être aujourd'hui. Dans quelques villes maritimes, le commerce est si égoïste qu'il est injuste. Il veut toujours gagner. Peu importe que les autres perdent. On a beau faire, c'est moi qui ai créé l'industrie en France. Encore quelques années de persévérance et quelques bivouacs, et Marseille, Bordeaux, rattraperont bientôt les millions qu'ils ont manqué de gagner.

La soupe et le café se faisant attendre, l'Empereur, engourdi par le froid et le feu qui s'allumait, sommeilla. J'en profitai pour prendre des notes. A son réveil, son mauvais repas fut bientôt avalé et nous remontâmes en traîneau. Quoiqu'il y eût de la neige jusqu'aux genoux, l'Empereur visita les ouvrages de Sierock et de Praga. Nous la secouions de notre mieux avant de remonter dans notre cage, car l'antique boîte dans laquelle nous étions en avait absolument la forme.

L'ARRIVÉE A VARSOVIE

Il faisait si froid et nous étions si contents d'avoir découvert ce moyen d'avancer, malgré la quantité de neige qui couvrait la terre, que la vanité de l'Empereur ne s'éveilla qu'à la porte de Varsovie (1). En mettant pied à terre, au pont (2), pour traverser, nous ne pûmes nous empêcher de faire une humble réflexion sur le modeste équipage du Roi des rois. La vieille caisse, autrefois rouge, qu'on avait placée sur un traîneau, avait quatre énormes glaces ou plutôt verres de vitres, encadrées dans des châssis vermoulus qui fermaient très mal. Les jointures de cette carcasse, aux trois quarts pourrie, s'ouvraient de toutes parts et laissaient un libre cours au vent et à la neige dont j'étais obligé de débarrasser à chaque instant

(1) L'Empereur arriva à Varsovie le 10 décembre, et y entra par la porte Trambacka.

(2) Le pont de Praga.

l'intérieur de notre domicile pour ne pas être mouillés en la fondant sur nos sièges.

Tous ces désagréments n'empêchaient pas l'Empereur d'être très gai. Il paraissait enchanté de se trouver à Varsovie et fort occupé de savoir si on le reconnaîtrait. Je crois qu'il n'aurait pas été fâché de rencontrer quelqu'un qui l'eût deviné, car il traversa la ville à pied et nous ne remontâmes dans le modeste traîneau qu'après avoir traversé la place. Il faisait si froid que les gens qui pouvaient se chauffer ne se promenaient pas et que la pelisse de velours vert à brandebourgs d'or de l'Empereur n'attirait l'attention que de quelques modestes passants, plus pressés de retrouver leur logis et leur poêle que de deviner le nom et la qualité des voyageurs dont le costume fixait cependant l'attention. On tournait la tête, mais on ne s'arrêtait pas. Il eût d'ailleurs été difficile de reconnaître l'Empereur, le bonnet fourré dont il était coiffé lui couvrant la moitié du visage. Nous descendîmes à onze heures à l'hôtel de Saxe (1), où Amodru ne nous avait précédés que de peu d'instants. J'envoyai immédiatement chez le directeur général des postes pour commander les chevaux du duc de Vicence jusqu'à Glogau, car j'étais toujours le voyageur marquant et l'Empereur mon secrétaire, sous le nom de M. de Rayneval.

Après avoir établi l'Empereur près d'un mauvais feu dans un appartement au rez-de-chaussée, au fond de la cour, je me rendis chez l'ambassadeur qui logeait à peu de distance, au palais de Saxe. Je rencontrai, en entrant, M. de Rumigny, l'un des secrétaires de légation, qui avait été avec moi à Pétersbourg et que je fus enchanté de retrouver. Il m'annonça à l'ambassadeur, qui ne fut pas peu étonné de me voir et je crois de mon costume, mais qui fut bien plus surpris encore, n'en croyant ni ses yeux ni ses oreilles, quand je lui annonçai que l'Empereur était à l'hôtel de Saxe et qu'il le demandait.

— L'Empereur! répéta-t-il plusieurs fois avec étonnement.

Et revenu de sa surprise :

— Comment êtes-vous ici, monsieur le duc? Comment se porte l'Empereur?

Telles furent les premières questions de M. de Pradt.

(1) Caulaincourt commet ici une erreur. La comtesse Potocka, Bourgoing, M. de Pradt sont d'accord pour indiquer que l'Empereur descendit à l'hôtel d'Angleterre, rue des Saules.

— L'Empereur se rend à Paris. Nous avons quitté l'armée à Smorgoni ; elle doit avoir pris position à Wilna.

— L'Empereur aurait été mieux ici qu'à l'auberge.

— Il veut être incognito ; nous repartons à l'instant.

— Voulez-vous prendre quelque chose ; un bouillon, monsieur le duc ?

— Je déjeune avec l'Empereur à l'auberge, mais envoyez-y une bouteille de vin de Bourgogne. Sa Majesté le préfère. En ayant été privée en route, elle sera bien aise d'en trouver de bon.

— La santé de l'empereur est-elle bonne ? Dans quel état est l'armée ?

— L'armée est dans une triste situation, accablée par la misère, la faim et le froid. La Garde seule a encore l'ensemble d'une troupe.

— M. de Bassano ne parle que de victoires...

— De fait, nous avons battu les Russes partout, même au passage de la Bérésina, où on leur a fait seize cents prisonniers que j'ai comptés.

— M. de Bassano en a fait six mille.

— Le fait est que nous avons battu les Russes qui devaient nous accabler.

— Pourquoi en faire six mille et écrire à un ambassadeur, qui a besoin de la vérité dans de si grandes circonstances, comme au rédacteur du *Moniteur* ?

— Peu importe le nombre des prisonniers quand on ne peut les emmener.

— Qui en empêche ?

— Quand nos propres soldats meurent de faim et sont semés sur la route, comment nourrirait-on des prisonniers ?

— Avons-nous beaucoup perdu ?

— Trop, répondis-je avec un profond soupir. Voilà les résultats bien dignes de ceux qui ont soufflé cette guerre. Quelle folie !

— Tout le monde ne l'a pas soufflée. Tout le monde n'a pas trompé l'Empereur sur ses tristes résultats, mais qu'importe ? Aujourd'hui, on vous rend bien justice, monsieur le duc. On sait que vous avez tout fait pour l'empêcher. Moi aussi, je n'ai pas craint de déplaire à l'Empereur pour l'éclairer sur sa situation, sur l'état de la Pologne. Je ne cesse d'écrire à M. de Bassano qui me répond toujours par des victoires dont personne n'est dupe ici. Ce pays-ci est ruiné. On l'a écrasé.

EN COLÈRE CONTRE M. DE PRADT

Je rompis le conversation en quittant M. l'ambassadeur, pour qu'il pût se défaire du costume de son lever, et je rejoignis l'Empereur qui était d'autant plus impatient de voir arriver M. de Pradt que, n'étant pas content de lui, il était pressé de le lui témoigner. Depuis Sierock, l'Empereur, d'autant plus animé qu'il pensait qu'il allait le voir, n'avait cessé de me répéter ce qu'il m'avait déjà dit sur lui. Ce motif l'avait empêché de descendre chez son ambassadeur, comme je le lui avais proposé, ce qui eût été plus commode et plus convenable, ayant le projet de voir quelques membres du gouvernement polonais.

— Je ne veux pas, me dit-il, descendre chez un homme que je vais renvoyer. J'ai trop à me plaindre de lui.

Je passe sous silence tout ce que l'Empereur ajouta et répéta si souvent dans sa mauvaise humeur. Il lui reprochait sa lésinerie, son peu de tact, la mauvaise direction donnée aux esprits :

— Il a gâté dit-il, toutes mes affaires par son farniente. Il bavarde comme un régent de collège et voilà tout. Talleyrand m'a bien souvent manqué ici.

L'ambassadeur arriva au moment où l'Empereur prononçait ces dernières paroles (1). Il le reçut froidement. M. de Pradt, s'avançant avec émotion, lui demanda de ses nouvelles. Ses paroles avaient l'accent de l'intérêt. Elles me parurent n'en avoir que moins de succès. L'Empereur, qui aurait mieux aimé être blâmé, même critiqué qu'être plaint par tout autre, était encore moins disposé à supporter cet air d'intérêt, peut-être trop d'égal à égal de la part d'un homme contre lequel il était très irrité. M. de Pradt, s'apercevant de l'effet qu'il produisait, devint plus froid et plus réservé. Ces dispositions réciproques m'avertissaient que je rendrais service à l'ambassadeur en le débarrassant de témoin et, le laissant s'expliquer tête à tête, je me retirai. L'Empereur, qui voulait par le même motif un tiers pour que l'explication fût plus désagréable à M. de Pradt, me dit de rester, mais, sur mon observation que j'avais des ordres à donner pour le voyage et une pelisse à acheter pour le mieux couvrir, il me permit de sortir et me chargea de faire appeler le

(1) L'Empereur, dit de Pradt, « était dans une petite salle basse, glacée, les volets à demi fermés pour protéger son incognito ».

comte Stanislas Potocki (1) ainsi que le ministre des Finances (2) et de tout préparer pour son prompt départ et de revenir sur-le-champ. J'achetai la pelisse pour l'Empereur, qui souffrait du froid pendant les nuits, quoique je le couvrisse de la moitié de ma pelisse, ce qui me faisait geler.

Je pressai le dîner et revins dans la pièce qui précédait celle où était l'Empereur pour expédier un courrier à Wilna et le piqueur qui devait nous précéder jusqu'à Posen. Comme la porte de séparation de ces deux pièces fermait mal, j'entendis, sans pouvoir l'éviter, l'Empereur rappeler à son ambassadeur tous les reproches qu'il m'avait déjà énumérés contre lui. Il finit par lui dire que son langage, sa conduite, enfin rien de lui n'avait été français. Il lui reprocha de faire des plans de campagne, de jouer le militaire quand il n'y entendait rien, et ajouta qu'il devait se borner à faire de la politique et à dire sa messe, ayant été envoyé par lui à Varsovie pour y représenter honorablement la France et non pour y faire des économies et y arranger sa fortune qui était assurée, s'il l'eût bien servi, mais il n'avait fait que des bêtises.

M. de Pradt cherchait à se justifier, protestait de son dévouement, de son zèle, de ses regrets s'il s'était trompé, de son désir de faire mieux. Il défendait et justifiait le duché de n'avoir pas fait tout ce qu'aurait voulu l'Empereur pour le succès de l'expédition de Russie. Il énumérait les sacrifices, les forces qu'il avait fournies et qu'il portait à plus de quatre-vingt mille hommes. Il attestait que tout le monde était ruiné, qu'on ne pourrait trouver un écu dans le pays, et qu'il fallait lui donner des secours en argent, si on voulait en tirer parti. Plus de Pradt se défendait et plus l'Empereur s'irritait. Il lui reprocha les conséquences incalculables que pourrait avoir la négligence à opérer les levées et ajouta qu'il voyait, par le compte même qu'il lui rendait, qu'il s'était ménagé une sotte popularité, qu'un homme d'esprit comme lui devait voir et faire comprendre aux Polonais que prolonger la lutte, faute de donner les moyens de la terminer de suite, était se nuire à soi-même.

L'Empereur m'appela ; il paraissait être excédé de la présence de l'ambassadeur. Ses signes, ses mouvements d'épaules le montraient si clairement que je partageais réellement l'em-

(1) Le comte Stanislas Potocki était président du conseil des ministres.
(2) M. Mostowiski. L'Empereur reçut aussi M. Mastuszewicz.

barras du patient, qui était plus que sur les épines. Je crus donc rendre service à l'un et à l'autre en sortant un moment et en rentrant de suite pour annoncer à l'Empereur que le dîner était prêt; mais il avait recommencé la série de ses reproches, et continuait, tantôt avec véhémence, tantôt avec un froid dédain, quand il s'arrêta tout à coup au milieu d'une phrase en apercevant une carte sur la cheminée. Il la prit avec vivacité, y écrivit quelques mots et me la donna. Pendant ce temps, M. de Pradt tâchait de placer quelques mots pour sa justification et rejetait les torts sur toutes les autorités françaises, dont il se plaignait beaucoup, ainsi que des généraux, etc., et, sous quelques rapports, il me parut que ce n'était pas sans raison.

Cette critique irritait encore plus l'Empereur, qui ne lui passait même pas dans ce moment de critiquer les opérations faites par M. de Schwarzenberg. Quant à celle des corps à portée du duché, que l'Empereur n'approuvait cependant pas plus que lui, il ne permettait pas à un abbé de les juger, comme il le dit ensuite. L'Empereur parla de la défense du duché qu'il trouvait facile au moyen des levées et que l'ambassadeur voyait à découvert et fort compromis. L'Empereur raisonnait toujours dans l'hypothèse que l'armée tiendrait à Wilna, que le prince de Schwarzenberg ferait tout ce qu'il devait. Il prétendait couvrir et défendre le duché par des levées polonaises, par une insurrection. Il voulait même couvrir les cantonnements de ses armées par ces Cosaques polonais dont il n'avait cessé de parler et qui, faute d'argent, n'étaient même pas réunis dans les dépôts.

La discussion n'ayant plus rien de personnellement désagréable pour M. de Pradt, M. l'ambassadeur, passionné sans doute pour les controverses militaires, réfutait avec quelque raison, à ce qu'il me parut, mais d'un ton un peu doctoral, ce que l'Empereur avançait du ton d'un maître qui veut que l'on se taise, si l'on n'est pas persuadé. Il semblait même se permettre plus que des réflexions envers celui qui n'en autorisait que dans le tête-à-tête. Il ne voyait de salut que dans ce que nous n'avions plus : dans des armées bien organisées, bien payées, et assurait qu'il n'y avait pas un cheval, pas un homme à espérer du duché sans argent.

— Que veulent donc les Polonais? reprit vivement l'Empereur. C'est pour eux que l'on se bat et que j'ai dépensé mes

trésors. S'ils ne veulent rien faire pour leur cause, il est inutile de se passionner, comme ils l'ont fait, pour leur restauration.

— Être Prussiens, répondit l'ambassadeur.

— Pourquoi pas Russes? dit l'Empereur avec indignation.

Il tourna les talons à M. de Pradt, en lui disant de revenir dans une demi-heure avec les deux ministres qu'il avait demandés.

Après le départ de M. de Pradt, l'Empereur fit une longue et violente sortie contre lui, l'accusant, comme il venait de le lui reprocher, d'avoir, pendant toute la campagne, plutôt effrayé que rassuré les Polonais et d'avoir perdu ses affaires en Pologne.

— Exécutez sur-le-champ, me dit-il, l'ordre que je vous ai donné.

Il entendait par là ce qu'il avait écrit sur la carte qu'il m'avait remise en présence de M. de Pradt : « Mandez à Maret que la peur des Russes a fait perdre la tête à l'archevêque de Malines, qu'il le renvoie et charge un autre des affaires. » J'avais mis alors la carte dans ma poche. Dans ce moment, je continuais à me promener avec l'Empereur sans répondre et sans exécuter son ordre.

Voyant qu'il gardait le silence, je lui rappelai que le dîner refroidissait depuis longtemps, ce qui attira peu son attention, car il me réitéra de nouveau l'ordre qu'il venait de me donner. Je lui fis observer, un moment après, que ce changement produirait mauvais effet vis-à-vis du Conseil à Varsovie :

— Si M. de Pradt, lui dis-je, en a, comme le pense Votre Majesté, cajolé les membres, il ne leur sera que plus agréable dans un moment difficile. Il n'y a aucun inconvénient à le laisser là encore quelque temps. Il cherchera à réparer ses torts et les circonstances stimuleront son zèle. Il fera même mieux qu'un autre ; il dira que vous le déplacez pour avoir défendu les intérêts du duché, ce qui fera un mauvais effet.

L'Empereur énuméra alors les ordres que devait lui avoir donnés M. de Bassano. Il entra dans un long détail sur les moyens mis à sa disposition et à celle du duché, et finit par me dire :

— Vous écrirez de Posen. Dînons, afin d'avoir le temps de voir les ministres et de partir.

Pour que l'Empereur ne revînt pas là-dessus, je jetai alors la carte au feu devant lui. L'Empereur, préoccupé de ses affaires, pressé de voir les ministres et de partir, le dîner fut court, quoique la tasse de café de Pultusk nous eût peu restaurés :

— Les affaires nourrissent, me dit l'Empereur. Le mécon-

tentement rassasie, et cet abbé m'a fâché. Quelle impudence!

L'Empereur reçut bien les ministres qu'accompagnait M. de Pradt. Ces messieurs lui parlèrent des dangers qu'il avait courus, de leur bonheur de le revoir bien portant. Sa présence seule était pour eux la garantie d'un meilleur avenir, etc., etc... L'Empereur repoussa l'idée qu'il eût pu même courir un danger. Il plaisanta sur ce que le repos n'était fait que pour les rois fainéants, ajoutant que la fatigue lui faisait du bien. Il leur dit que l'armée était nombreuse et encore de plus de cent cinquante mille hommes, ce qui était à peu près vrai. Les Russes, d'après ce qu'il ajouta, ne tenaient pas devant nous. Il les avait battus partout, même à la Bérésina. Ces Russes n'étaient plus les soldats d'Eylau et de Friedland. Avant trois mois il aurait une armée aussi nombreuse que celle avec laquelle il était entré en campagne. Ses arsenaux étaient pleins. Il avait tous les éléments d'un nombreux matériel et d'une belle armée. De son cabinet des Tuileries, il imposerait plus à Vienne et à Berlin que de son quartier général :

— Je pèse plus sur mon trône aux Tuileries qu'à la tête de mon armée, dit-il.

Il parla de Marengo, d'Essling, batailles presque perdues et qui, deux heures après, avaient mis l'Autriche à sa discrétion.

Je passai dans l'autre pièce pour m'assurer que tout était bien prêt. Les traîneaux étaient attelés devant la porte. Je payai l'aubergiste, donnai quelques ordres et notai la curieuse conversation que je venais d'entendre. J'avais noté, après le dîner, pendant que l'Empereur faisait sa toilette, celle que j'avais eue avec l'ambassadeur et celle de ce dernier avec l'Empereur. Quand je pus prêter une nouvelle attention, j'entendis l'Empereur n'attribuer ses revers qu'au climat, avouer qu'il était peut-être resté trop longtemps à Moscou, parce qu'ayant envoyé M. de Narbonne au quartier général, il croyait faire la paix. Il dit qu'on tiendrait à Wilna, avoua que les Russes avaient montré du caractère, qu'ils aimaient l'empereur Alexandre et convint que l'incendie de Moscou avait dérangé ses projets. Il insista sur ce que c'étaient les Russes qui avaient brûlé leur capitale. Il parla de la nécessité de montrer aussi du caractère, ajoutant que les grands revers devenaient alors la source d'étonnants succès. Il parla avec chaleur des levées à opérer, notamment de celles des Cosaques qui étaient indispensables.

Les ministres insistaient sur la détresse du pays. L'Empereur n'avait pas l'air d'en tenir compte. M. de Pradt les appuya généreusement, quand ils demandèrent de l'argent. L'Empereur accorda quelques millions sur les contributions de la Courlande et sur du billon (1) et finit par leur annoncer la prochaine arrivée du corps diplomatique, qui venait de Wilna. Puis il parla de son voyage. Je rentrai alors. Les ministres engagèrent l'Empereur à se reposer quelques heures pour donner le temps d'organiser ses relais. Ils lui demandèrent s'il prendrait la route de Silésie par Glogau.

— Oui, par la Prusse, répondit l'Empereur.

Ce trajet en Prusse, quelque court qu'il dût être, le préoccupait, le contrariait. Il ajouta, en m'interpellant, que j'avais dû donner les ordres nécessaires en arrivant, et qu'il allait partir. Il congédia d'un air fort gracieux ces messieurs qui lui renouvelèrent les protestations de leur entier dévouement, ainsi que M. de Pradt, qui paraissait avoir oublié les reproches de l'avant-dîner.

Nous remontâmes à l'instant dans notre traîneau (2), où l'Empereur épancha de nouveau sa bile sur M. de Pradt, en faisant les plus amères réflexions sur sa peur lorsque les Russes s'étaient approchés du duché, sur le mauvais exemple qu'il avait donné alors. Il parla de son ton, de ses manières, si peu d'accord, disait-il, avec l'éducation qu'il avait reçue, avec la société dans laquelle il avait dû vivre et surtout avec l'état qu'il avait embrassé. L'Empereur répétait toujours qu'il lui avait perdu la Pologne, qu'il lui avait fait manquer sa campagne, et qu'il avait eu tort de s'arrêter à de sottes intrigues et de ne pas y envoyer Talleyrand qui l'y aurait aussi bien servi qu'il l'avait fait lorsqu'il était à Finkenstein.

Les plus grandes difficultés de notre voyage étaient sans doute surmontées, mais il nous restait la traversée de cette petite partie du territoire prussien, après Glogau, qui préoccupait plus l'Empereur que tout le reste de son voyage. Nous allions très vite, mais, un brancard s'étant cassé au traîneau, nous fûmes forcés de nous arrêter pour le faire réparer à Kutno (3),

(1) M. de Pradt dit : 3 ou 4 millions en billets provenant des contributions de la Courlande et 2 à 3 millions de billon de Piémont.

(2) A sept heures du soir.

(3) 11 décembre 1812.

ce qui nous retint plus de deux heures. Le sous-préfet reconnut l'Empereur et le reçut de son mieux. Sa femme et sa sœur, jolies Polonaises, étaient dans l'enthousiasme de le voir chez elles et ne savaient que faire pour lui témoigner leur bonheur de le trouver bien portant.

Il n'y a pas de physionomies plus expressives que celles des Polonais. L'Empereur fut sensible à cet accueil, mais, comme il était cependant encore plus occupé de ses affaires que de la conversation des dames et de celle du sous-préfet, il employa son temps à me dicter différents ordres pour M. de Bassano et Varsovie. Il prescrivit à son ministre de presser les levées et l'armement du duché, le prévint de ce qu'il avait accordé aux Polonais et lui ordonna d'expédier un nouveau courrier à Vienne et au prince de Schwarzenberg. Il donna aussi des ordres à M. de Lauriston qui devait se rendre à Varsovie. Il lui enjoignit d'y rester, de prendre le commandement de toutes les troupes, d'armer Prague, Modolini, Sierock. Il réitéra au général Dutaillis, qu'il avait vu à Varsovie, les ordres qu'il lui avait donnés verbalement, lui prescrivit de retenir toutes les troupes qui y passeraient, d'organiser et d'armer la garde nationale, etc...

L'Empereur, impatienté que j'écrivisse doucement, — mes doigts étaient encore engourdis par le froid, — voulut écrire lui-même, pendant que je prenais minute de ce qu'il m'avait déjà dicté, mais ses doigts, aussi engourdis, joints à sa manière habituelle déjà si peu lisible, furent cause qu'il ne put se lire lui-même, après avoir terminé deux lettres, et qu'il dut m'en dicter de nouvelles pour les remplacer. Le dîner mit fin à cette correspondance. Je gardai ces deux minutes historiques de sa main, et j'expédiai les dépêches pendant que l'Empereur dînait. Le traîneau était réparé. Il prit à peine le temps de manger et j'emportai un morceau de pain pour faire mon repas en voiture. L'Empereur, fort touché de l'accueil qu'il avait reçu, m'ordonna de dire à Duroc, à notre arrivée à Paris, d'envoyer un cadeau à la femme du sous-préfet.

CAULAINCOURT, DUC DE VICENCE.

(*A suivre.*)

LA RÉVOLUTION CHINOISE ET LE MONDE CIVILISÉ

I. — L'ÈRE DES DIPLOMATES ET DE L'ÉLITE

AVANT LA GUERRE MONDIALE

Insister sur la brutalité avec laquelle « l'Empire du Milieu » a été mis en contact avec ce que nous concevons comme la civilisation occidentale, et sur la rapidité catastrophique avec laquelle cette civilisation l'a obligé à se plier à des concepts nouveaux pour lui, peut paraître un lieu commun. Et cependant, sous peine d'erreur, il faut reprendre et suivre les étapes hâtives de cette évolution pour comprendre quelque chose à la révolution chinoise.

Au cours du XIXe siècle, l'Europe impose à la Chine le respect de sa solidarité et de sa puissance, découvrant des moyens de combat insoupçonnés. Elle s'assure, par contrat, des concessions, dont le but est parfaitement net : il ne s'agit pas de territoires à exploiter ou coloniser, il s'agit uniquement d'avoir des asiles inviolables où les commerçants européens pourront vivre sans risques, et acheter ou vendre à l'abri de lois connues. Ce sont, à peu de chose près, des ports francs.

En 1895, le Japon inflige à la Chine une humiliation sévère : les Chinois ont la cuisante amertume d'être battus par des hommes de leur race, employant les méthodes et les armes de l'étranger. Dès lors, les *révolutionnaires*, c'est-à-dire les Chinois qui, vivant dans les ports et au contact d'Européens, ont pu

acquérir une teinture d'idées occidentales, ont un point d'appui formidable pour proclamer l'insuffisance d'un gouvernement archaïque et d'une civilisation surannée; et, en même temps, l'amputation violente et sensible que subit la Chine qui voit le Japon annexer la Corée, s'emparer de Formose et des Pescadores, réveille un sentiment national jusque-là assoupi. Sun-yat-sen, figure centrale de la révolution chinoise, est tout à fait représentatif de cette époque et des sentiments qu'elle inspire. C'est un Cantonnais, qui, élevé à Hong-kong au *Queen's College* anglais, s'est frotté d'idées modernes : l'humiliation de la défaite subie, la xénophobie causée par les empiètements étrangers en Chine et la persuasion qu'il faut se moderniser vont être les motifs déterminants de ses actes, le lancer en 1895 dans une première révolte, en 1900 dans le mouvement boxer. Mais cette fois-ci, il est trop tôt. Tous les Européens, sans distinction, font bloc : et, une fois de plus, l'Europe unie impose ses lois à Pékin.

Sun-yat-sen, exilé, partira pour l'Europe, pour la France en particulier : et selon cette loi qui veut que les apôtres soient d'autant plus ardents que leur foi est plus récente, il ira toujours, en politique, aux idées les plus extrêmes : on le reverra dans tous les troubles chinois, républicain en 1911, et mourant bolchéviste en 1925, sur le vœu ultime d'être enterré dans un tombeau identique à celui de Lénine.

Or, 1905 amène un événement capital dans l'histoire de la race jaune. Le Japon a battu la Russie. Qu'un peuple en batte un autre est un fait courant dans l'histoire, et les conséquences ne sont que des renversements d'alliances pour rétablir un nouvel équilibre. Ici, c'est une race qui en bat une autre. L'explosion des espoirs informulés jusque-là est d'une violence inouie. Le succès du Japon, c'est l'avenir ouvert à toutes les races jaunes, puisqu'il est désormais prouvé qu'elles peuvent, sur son propre terrain et par ses propres armes, battre une nation blanche. C'est la confirmation éclatante des thèses modernistes, contre l'esprit traditionaliste : il suffit d'imiter les Européens et d'aller à l'école chez eux pour les égaler, voire pour les dominer. De ce jour, les ligues panasiatiques dont le Japon prend l'initiative vont s'étendre à la Chine, puis peu à peu au continent asiatique entier : et, en tête du mouvement, on trouvera la jeunesse des écoles, plus spécialement celle des

écoles et universités créées par les étrangers à l'abri des concessions, et la population côtière, celle qui se frotte aux Européens.

L'occasion de la révolution va, peu après, se présenter. C'est, en 1908, la mort de l'empereur Koang-siu, qui laisse le pouvoir à un enfant de trois ans. La vieille Impératrice est incapable de rien comprendre aux exigences des modernistes. Le régent, le prince Tchoën, qui cependant a voyagé en Europe et passe pour éclairé, commet au début la faute de se séparer du premier ministre Yuen-che-kaï, qui incline vers l'octroi d'un parlement. Lorsque, dépassé par les événements qui débutent par des révoltes à Canton, il le rappellera, pour opposer aux entreprises républicaines de Sun-yat-sen, qui a pris la direction du mouvement, les concessions constitutionnelles du vieux Yuen-che-kaï, il sera trop tard : c'est, en 1911, la République qui triomphe.

Nous pouvons reprendre les journaux de cette époque, et saluer les mêmes dithyrambes que nous avons vus renaître plus tard à l'occasion de la république russe. Avec une égale incompréhension leurs auteurs, dans les deux cas, se félicitent de la rapide ascension de peuples courbés sous un joug archaïque vers un idéal moderne de progrès, de justice et de liberté. Dans les deux cas, l'aspect extérieur des choses nous satisfait ; la terminologie, qui nous est connue, nous désigne des objets dont nous n'approfondissons pas l'existence. Dans les deux cas, la réalité nous est totalement masquée. La réalité est qu'on a détruit un pouvoir central archaïque, monstrueux même, si l'on veut, à notre point de vue, mais efficace au point de vue chinois comme le tsarisme au point de vue russe, sans mettre rien à la place : j'entends rien qui soit directement utilisable par le pays, dans l'état actuel de sa culture et de son développement politique.

Et pourtant, combien il était aisé de voir que les choses, en Chine, malgré leurs dénominations européennes, ne correspondaient en aucune façon à rien de ce qui constitue, chez nous, une évolution ou même une révolution ! Il faut relire les décrets impériaux : celui où le jeune empereur, âgé de trois ans, se déclare « bien jeune encore » pour assumer les responsabilités du pouvoir; celui, encore plus cocasse, qui institue la République, puisque la République est instituée par décret impérial. D'ailleurs, il faut considérer les négociations prodi-

gieuses de Yuen-che-kaï, qui non seulement conserve, sous la forme républicaine, l'existence de l'Empereur (écarté, il est vrai, du pouvoir), mais encore trouve le moyen de se faire nommer président de la République, lui qui a combattu les républicains..., à l'exclusion de Sun-yat-sen, qui a dirigé la révolution.

Somme toute, à la proclamation de la République chinoise, les diplomates européens restent en présence exactement du même personnage avec lequel ils ont, jusqu'ici, négocié : c'est toujours Yuen-che-kaï. Ils peuvent se leurrer de l'espoir qu'entré résolument dans les idées modernes et débarrassé de l'autocratie, le président de la République chinoise va désormais pouvoir ouvrir largement la Chine aux influences occidentales. En réalité, du jour où ils ont devant eux un président de République, ils n'ont plus rien devant eux : un fantôme sans consistance, sans autorité, sans responsabilité, et dans l'anarchie grandissante, de 1911 à nos jours, ce fantôme change tout le temps.

APRÈS LA GUERRE

La guerre mondiale devait apporter à la situation un changement d'importance capitale.

L'Europe a imposé ses volontés à la Chine, pour la dernière fois en 1900, parce qu'elle se présentait comme une entité indivisible : l'Europe. Or, 1914 offre aux peuples jaunes un spectacle inattendu : ce bloc n'existe pas ; les blancs ne sont pas d'accord, ils se combattent à plaisir ; mieux, ils invitent les jaunes à participer à la lutte.

Le Japon d'abord, la Chine ensuite : voici la Chine alliée, la voici participant au Congrès de Versailles, à la Société des nations ; c'est un changement formidable dans sa situation par rapport à ces États occidentaux qui, hier encore, parlaient en maîtres au monde entier : est-ce le pied d'égalité ?

En même temps, une ère insoupçonnée de prospérité économique s'ouvre pour l'Asie. Nous sommes en guerre, et nous consommons ; ils sont en paix et produisent. Le dollar, comme le yen, monte à des taux insoupçonnés : par milliers, acheteurs et agents étrangers déferlent sur les rives de Chine, créant une atmosphère de fièvre où tous les ferments vont se développer à l'aise. Chacun a ses buts, chacun apporte des idées.

Car la guerre mondiale a été accompagnée d'une véritable débauche de propagande. La doctrine de Monroë était, depuis la création des ligues panasiatiques, fort en honneur en Chine, et n'est pas une importation de la guerre; mais la propagande wilsonienne, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes? Faut-il vraiment nous étonner si la Chine alliée, amie, traitée pendant la guerre en égale, voire courtisée et flattée, nous demande aujourd'hui ce que nous faisons chez elle?

On conçoit quel prodigieux apport au sentiment national représentent la propagande dépensée par les alliés en Chine, et la façon dont elle a été traitée au cours des années de guerre. Mais la question a aussi un autre aspect, savoir l'équilibre des Puissances en Chine.

L'ÉQUILIBRE DES PUISSANCES

Avant la guerre, les Puissances ayant, toutes (sauf les États-Unis, qui n'ont pas participé au XIXe siècle au mouvement général vers la Chine), des intérêts et des concessions équivalentes, pouvaient avoir des besoins équivalents et une politique uniforme.

Or, avec la guerre, que se passe-t-il?

Deux Puissances disparaissent: ce sera d'abord l'Allemagne, dont les possessions sont attribuées au Japon; ensuite bénévolement la Russie, qui, sous le régime soviétique, renonce avec ostentation à l'héritage des concessions tsaristes. Ces deux Puissances vont, après la guerre et simultanément, conclure avec la Chine des traités suivis d'entente commerciale: pour la Russie, 31 mai, 24 et 12 septembre 1924; pour l'Allemagne, mai 1924 et 12 juillet 1924. Ces traités sont sur pied d'égalité absolue.

En revanche, une Puissance voit sa situation en Asie prendre un développement exceptionnel: c'est le Japon. Par sa victoire sur la Chine en 1895, il a acquis la Corée, Formose, les Pescadores; sa victoire sur la Russie lui a donné, au nord du Petchili, les ports de Dalny et de Port-Arthur; l'héritage allemand lui donne Kiao-tchéou: dès lors, le voici, dans la presqu'île du Chan-toung, au sud de ce même golfe du Petchili, maître virtuel de ce golfe qui commande les communications de Tien-tsin et de Pékin, comme il est déjà maître

des terminus du chemin de fer de Mandchourie ; et, comme il hérite, en outre, des îles Carolines, Pelaw, Mariannes et Marshall, sa prépondérance dans les eaux chinoises du Pacifique est formidable. Par un accord de juillet 1916, le Japon reconnaît la prépondérance des intérêts russes en Mongolie et au Turkestan chinois, mais fait reconnaître en échange la prépondérance manifeste de ses intérêts en Mandchourie. De 1918 à 1924, les troubles bolchévistes vont lui offrir une occasion admirable de mettre matériellement la main sur d'importants territoires : il occupera toute la Sibérie jusqu'au Baïkal exclusivement, et maintiendra, par occupation militaire, l'ordre sur les chemins de fer ; en sorte qu'au moment de la reconnaissance du gouvernement bolchévique, il aura en mains les gages nécessaires pour obtenir non seulement la confirmation des accords passés, en juillet 1916, avec le gouvernement tsariste, mais encore des accords nouveaux concernant ses pêcheries, son commerce et Sakhaline. En outre, pour faire reconnaître la nécessité provisoire de son occupation militaire des voies ferrées de Mandchourie et du Chan-toung, il conserve une division à Moukden, 14000 hommes à Port-Arthur et Dalny : et, par la force des choses, le maréchal de Moukden, Tchang-tso-lin, tombé peu à peu sous son influence et subventionné par lui, finit par être entièrement à sa solde. Un formidable parti politique pro-japonais, le club Anfou, étend son influence sur toute la Mandchourie, le Petchili et les provinces maritimes de Chine jusqu'à Changhaï : il y a donc, au bénéfice du Japon, une rupture d'équilibre considérable.

Quant au groupement des Puissances alliées, sa position n'a pas changé : elle est restée stationnaire. Elles ont conservé leurs anciens contrats et leurs concessions, sans aucune acquisition nouvelle. Mais, au point de vue chinois, leur situation va être violemment attaquée. Pendant la guerre, et en raison des charges assumées par la Chine alliée, elles ont renoncé à certains avantages, tels que le paiement de l'indemnité due à la suite de la révolte des Boxers : la paix signée, il faudra, pour les faire reprendre, des négociations longues et pénibles. Pour le public chinois, un fait domine : les nations vaincues ont désormais des contrats dans lesquels elles traitent à droits égaux ; tandis que les nations alliées, celles auxquelles on est lié par des liens d'amitié, conservent leurs « traités inégaux »,

et continuent à imposer à la Chine des obligations sans contrepartie apparente. La raison parfaitement valable, qui milite en faveur du maintien des concessions, puisque c'est la seule garantie d'existence des Européens en Chine, qui milite en faveur du maintien des douanes sous contrôle européen, puisque c'est la seule garantie de l'intérêt des capitaux investis en Chine et du paiement des indemnités dues, cette raison n'est pas accessible à la masse du public. Pour le peuple, un seul fait s'impose : l'étranger opprime la Chine, et c'est d'autant plus odieux que les étrangers qui l'oppriment sont précisément les alliés d'hier : la conséquence de cet état de choses sera que, tous, aussi bien nordistes que sudistes, vont protester avec ensemble contre le maintien des « traités inégaux », que tout contrat arrivant à expiration sera discuté, son renouvellement refusé, et que, de guerre lasse, certaines puissances, comme la Belgique, finiront par renoncer purement et simplement à leurs droits, tandis que celles qui entendent les maintenir encourront la réprobation publique.

Dans ces conditions, il est aisé de concevoir combien l'accord des Puissances, condition essentielle de leur succès commun, devient difficile à réaliser. Les Puissances à traités égaux vont contrecarrer, de tout leur poids, les Puissances à traités inégaux : et le Japon, assuré, quoi qu'il arrive, de conserver en Asie un rôle prédominant par les ligues panasiatiques et ses puissantes attaches en plein continent chinois, et par sa colonisation dans toutes les régions côtières, peut aussi bien balancer d'un groupe à l'autre, et considérer sans s'émouvoir l'éviction totale des Européens de Chine. Dès 1914, ses journalistes écrivent : « Personne au gâteau chinois ! » Ils prophétisent : « Nous chevaucherons la Chine pour la conquête du monde » et, depuis beau temps, à l'exclusive alliance anglaise qui a permis leur développement dans le sens de la civilisation européenne, ils opposent les avantages d'alliances éventuelles allemandes et russes pour l'exploitation de l'Asie : ainsi, au lendemain de la guerre, la possibilité se laissait entrevoir d'une Chine désorganisée, destinée à devenir le champ de bataille d'intérêts étrangers.

Déjà parmi les Tu-kiuns dont l'autorité régionale transformait le territoire chinois en une série de fiefs féodaux, on murmurait le nom des champions dont chacun s'assurait le concours.

Les Japonais, certes, disposaient à Moukden de Tchang-tso-lin. Les Anglais avaient « essayé » Feng-yu-siang, dont la qualité de général chrétien inspirait confiance, puis Ou-peï-fou; les Russes, non contents d'annexer virtuellement la Mongolie par leur traité du 6 novembre 1921, régnaient en maîtres à Canton. Le caractère mercenaire des armées opposées, soldées par l'étranger pour la suprématie d'intérêts étrangers, ne pouvait échapper à personne.

UN PROGRAMME INTERNATIONAL

C'est alors qu'apparaît un programme international d'une rigoureuse équité, tel que nul ne pouvait, sans dévoiler ouvertement des buts particuliers en Chine, refuser d'y adhérer.

Au Congrès de Washington, huit États se mettent d'accord pour tenter la restauration de la Chine, en excluant rigoureusement toute idée de morcellement futur du territoire chinois : et, le 21 novembre 1921, la résolution suivante était adoptée par la Commission d'Extrême-Orient.

Les États-Unis, la Belgique, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas et le Portugal déclarent leur ferme intention :

1° De respecter la souveraineté, l'indépendance et l'intégralité territoriale et administrative de la Chine ;

2° De donner à la Chine la possibilité la plus complète et la plus entière liberté de se développer et de s'assurer un gouvernement stable et efficace;

3° D'user de leur influence en vue de l'établissement et du maintien effectifs du principe de l'égalité pour le commerce et l'industrie de toutes les nations sur tout le territoire de Chine;

4° De s'abstenir de tirer avantage des circonstances actuelles pour rechercher des droits spéciaux ou des privilèges qui pourraient porter atteinte aux droits des sujets ou nationaux d'États amis, et de s'abstenir également d'encourager toute action constituant une menace pour la sécurité des dits pays.

Il est inutile de commenter ce texte qui fut aussitôt publié. Il est impossible de rassurer plus complètement le nationalisme le plus pointilleux; il n'est pas possible de s'engager plus solennellement à ne léser en rien la Chine. Cet accord lie huit Puissances seulement, mais ces Puissances sont telles qu'en

fait l'accord lie le monde entier ; il est certain que le Japon et les États-Unis, maîtres du Pacifique, l'Angleterre, reine des mers, la France victorieuse de 1921 sont capables de faire respecter leurs décisions même par ceux qui n'y auraient pas adhéré : et ils ne renoncent pas à toute conquête en Chine pour permettre, par exemple, à l'Allemagne ou à la Russie d'en poursuivre à leur profit.

L'esprit de générosité qui préside à la confection de ce texte est tel qu'au cours des discussions, la France, par l'organe de M. Viviani, propose de renoncer à ses concessions de Kouang-tchéou : et, par ailleurs, sa rédaction est suivie d'actes qui se continueront pendant plusieurs années.

D'abord il fallait faire ratifier ces engagements par les parlements respectifs des Puissances signataires. Ce fut long : mais le 4 août 1925 les Puissances faisaient connaître à la Chine que les accords de Washington étant partout ratifiés on pouvait passer à l'exécution : par conséquent, lesdites Puissances se déclaraient prêtes à engager immédiatement les pourparlers nécessaires, savoir :

1° Une conférence douanière, ayant pour but de reviser les tarifs douaniers de 1918, afin de donner à la Chine les moyens financiers qui lui sont nécessaires ; le programme comporte un relèvement des droits *ad valorem* sur les marchandises importées de 5 à 7 et demi pour 100, voire même à 12 pour 100 ; il comporte en outre l'étude de la remise ultérieure à la Chine de la gestion complète de ses douanes : cela sous réserve que les *Likins* ou douanes intérieures de province à province seront supprimées ;

2° Une conférence sur l'exterritorialité, pour l'abolition graduelle des droits d'exterritorialité, cela sous réserve que la Chine sera assez forte pour assurer la protection de la vie et des biens étrangers.

Une nouvelle note du 4 septembre 1925 confirme et précise le point de vue des Puissances. Elle dit en résumé : « Les Puissances veulent bien reviser les traités sous réserve que la Chine est en état de garantir la vie et les biens des étrangers. A cet effet, il sera nécessaire d'établir une commission d'enquête dont le rapport servira de base aux négociations. En ce qui concerne l'exterritorialité, les Puissances sont prêtes à constituer la commission juridique prévue à Washington. »

Faut-il s'expliquer sur les buts de ces deux commissions? C'est bien clair. En ce qui concerne l'exterritorialité, tous les États signataires sont tombés d'accord que leurs concessions n'avaient d'autre raison d'être que de servir de lieu d'asile inviolable à leurs commerçants. Donc, si la Chine garantit aux commerçants la vie et la propriété de leurs biens, plus besoin de concessions. Pour les douanes, c'est non moins net. Les Puissances se sont emparées des douanes chinoises, afin d'avoir un gage qui garantisse le paiement des dettes contractées par la Chine, d'une part ; afin de ne pas être imposées arbitrairement, de l'autre. Elles consentent à rendre les douanes, si la Chine est capable de les gérer et de payer ses dettes sans gage ; elles consentent à payer des droits, même plus élevés, mais à condition qu'ils soient uniques. Car si la marchandise paie une première fois au port de débarquement et ensuite autant de *likins* qu'elle traversera de provinces, c'est l'inconnu et l'impossibilité de commercer.

Ces deux conférences furent réunies à Pékin, la conférence douanière le 26 octobre 1925, la conférence sur l'exterritorialité le 12 février 1926... Après des mois de travail, elles durent se séparer sans résultat.

En effet, tout traité suppose un gouvernement capable de faire honneur à sa signature : et jamais les Puissances ne se sont trouvées en face de quelqu'un qui pût, au nom de la Chine, garantir la vie et les biens des étrangers, ou prendre des engagements généraux au sujet des douanes.

En cette affaire, l'obstruction est partie régulièrement du Sud. Le Sud a toujours réclamé la suppression des traités inégaux et par suite des concessions; mais c'est précisément ce qu'on offre. Le Sud a toujours argué de son droit à disposer sans contrôle de ses douanes; mais on est prêt à s'y plier. Seulement, entre le Sud et le Nord il y a une différence capitale. Le Sud refuse de discuter : il réclame l'abandon pur et simple sans aucun engagement, et ne garantit rien.

Les propositions de Washington sont empreintes, encore une fois, du plus remarquable esprit d'équité, et acceptables à coup sûr, si l'exercice de la raison n'est pas un vain mot.

Or, elles se heurtent à une obstruction absolue, à une impossibilité de fait : à cet état de choses, on peut trouver des responsables. Le Sud, certes : mais derrière le Sud, qui ?

II. — LA PROPAGANDE DANS LES MASSES POPULAIRES

LES MOTS QUI ATTEIGNENT « LE PEUPLE »

Voilà une solution satisfaisante pour le sentiment national, satisfaisante pour l'étranger, acceptable, individuellement, par chacun des personnages officiellement responsables de l'avenir de la Chine. Sans nul motif apparent elle n'est prise en considération par personne. Qui, selon la terminologie d'après guerre, la « sabote »? Qui a intérêt, — sans officiellement s'y opposer, — à toute solution satisfaisante de la question chinoise? Et, pour empêcher la raison de triompher, quels mouvements populaires sont perceptibles, et qui les a suscités?

La raison, — et par suite la faculté de déterminer ses actes d'après des déductions logiques, — est l'apanage d'une infime minorité de citoyens. Je peux suivre, à force de travail et de réflexion, la trace des idées directrices dans l'évolution de la politique en Chine, ainsi que je l'ai fait au chapitre précédent : je peux rendre ces idées perceptibles à un public européen instruit, et nul doute que nos diplomates ne puissent de même, individuellement, amener à la parfaite compréhension de leurs buts les Chinois civilisés auxquels ils ont affaire. Mais qu'importe cette minorité, malgré l'autorité nominale dont elle est investie? Va-t-on catéchiser cent, mille, dix mille Chinois occupant des fonctions officielles? C'est possible, et ce n'est rien : les faits sont là, qui démentent la raison : rien n'a été obtenu, il est visible qu'on ne saurait rien espérer ni rien obtenir par la voie de la raison pure.

Pour quelques milliers de Chinois accessibles, combien de millions qui ne le sont pas? Il s'agit d'un Empire dont les provinces sont tellement éloignées que les distances, d'un centre à l'autre, peuvent dépasser celle de Paris à Moscou; et nul chemin de fer ne les relie. La guerre entre le Sud et le Nord? Nous imaginons-nous assez clairement que les combats autour de Hankéou, par exemple, mettent aux prises des combattants venus de mille kilomètres au nord, et cela par la route, pour la moitié au moins d'entre eux? Pouvons-nous imaginer sans effort de réflexion que les provinces intérieures de Chine (celles

par exemple qui touchent au Thibet) sont à des mois de transit de l'étroite bordure côtière où se heurtent nos idées; que des populations entières n'ont, de leur vie, vu un seul Européen ; qu'elles ne connaissent rien, en dehors du culte des ancêtres, et ignorent totalement ce que peuvent être la République, les concessions, les douanes ou les *likins*? Elles ne parlent même pas toutes un langage identique; nulle presse n'est outillée de façon à les renseigner, même en admettant l'idée que les lettrés fussent en nombre suffisant. Or, un fait est certain : on ne fait nul mouvement populaire sans « le peuple »; on ne met pas en marche des armées sans les recruter. Et les provinces les plus éloignées aussi bien que les plus arriérées « marchent ». Nul doute n'est possible. Elles ne marchent certainement pour aucune des idées discutées plus haut.

Il y a là un phénomène devant lequel, voilà seulement un demi-siècle, nos historiens seraient demeurés muets. C'est cependant un phénomène constant. La « raison » des classes dirigeantes, ou réputées telles, n'a rien à voir avec la « raison » déterminante des mouvements populaires : et ceux qui réussissent ne sont pas ceux qui ont pour eux la logique, mais bien ceux qui trouvent le « mot » susceptible de mettre en mouvement les masses. Peu importe que ce mot soit sans aucune signification réelle, peu importe qu'il exprime une stupidité, ou même une contre-vérité évidente : une seule chose importe, qu'il porte et soit entendu. Comme les peuples de la Jungle, la passion populaire obéit à des « maîtres mots » toujours les mêmes, et indépendants, ou presque, des circonstances : il suffit d'affirmer au peuple, à tort ou à raison, qu'il souffre, et de lui désigner, avec ou sans raison, un responsable. Dans la Révolution française, la raison démêle des buts constamment atteints, puis dépassés sans motif apparent par les événements; des chefs, constamment dépassés par leurs troupes. Chacun des tribuns successifs a des buts raisonnés et parfois raisonnables assez rapidement atteints, puis s'étonne de voir « le peuple » courir au delà des extrêmes qui dépassent sa volonté et sa pensée. La constitution? l'égalité devant la loi? idées abstraites, réservées aux intellectuels. « On affame le peuple », « Le boulanger, la boulangère et le petit mitron », idées élémentaires, images tangibles accessibles aux masses populaires, même si elles ne répondent à aucune réalité : il lui faudra la tête de Capet et

celle de l'Autrichienne, malgré un procès où nul juge, nul légiste, nul intellectuel de sens rassis ne trouverait de quoi étayer le moindre chef d'accusation.

LE LEVIER POPULAIRE

Dans la révolution chinoise de 1911 nous disséquons avec peine, mais néanmoins clairement, le processus de l'idée républicaine chez Sun-yat-sen, la savante défense de la conception constitutionnelle chez Yuen-che-kaï. Concepts abstraits, autour desquels, originairement, la question tourne : et, si arriérée que soit la dynastie mandchoue, elle ne l'est pas au point de ne pas comprendre et se plier à l'inévitable. Le prince Tchoën est un lettré, un demi-civilisé : il est capable de se faire expliquer, et de céder s'il ne peut faire autrement. Il cède, même, puisqu'il rappelle Yuen-che-kaï et favorise ses capitulations ; mais, à l'heure où il accorde des concessions, il ne voit pas que déjà la question est déplacée, qu'il n'est plus question d'un conflit d'idées entre des systèmes d'origine étrangère, mais uniquement de sacrifier la dynastie mandchoue à la colère aveugle de la foule chinoise. Car, pour entraîner les masses, la distinction entre les avantages du système constitutionnel et ceux du système républicain auraient été tout à fait inefficaces : pas un coolie n'eût abandonné son travail et son bol de riz. Aussi que leur a-t-on dit ? « Peuple, tu souffres. » « Il faut des réformes... » « Le coupable, c'est la dynastie mandchoue. »

Tout cela est net et direct, et cette fois-ci, c'est une idée autochtone. Dans l'Empire du milieu, la dynastie tartare mandchoue représente une tyrannie étrangère, notion perceptible pour chaque Chinois individuellement ; car l'exécution des ordres du Fils du ciel est assurée par les soldats des huit bannières, et dans toute ville chinoise il y a, au centre, le Yamen fortifié de l'Empereur ou de son représentant, le maréchal tartare ; autour, la ville close tartare, cité militaire impénétrable. Constitution ? République ? Ce sont des amusettes pour quelques-uns, et pour les diplomates étrangers. Il n'en est pas question dans le mouvement populaire qui est le seul mouvement réel. La proclamation révolutionnaire du maréchal du Chensi va droit au but : elle dit qu'il va « tuer les chefs mandchous et exposer leurs têtes dans les

rues ». La proclamation des étudiants qui, dans leur fureur révolutionnaire, brûlent de former des troupes pour assiéger Pékin proclame : « Notre but est de chasser les Mandchous et de reprendre notre patrie. » Le peuple suit : en fait, dans les rues, on massacre tous ceux dont les vêtements ou l'accent décèlent l'origine mandchoue ; après quoi, la révolution est faite. Les discussions autour du Parlement ou de la présidence laissent « le peuple » totalement indifférent.

Ainsi, les dirigeants d'un mouvement ont une idée, qui ici est une idée d'origine étrangère ; pour la réaliser, ils ont besoin du peuple ; mais ils ne le mettront pas en mouvement, ils ne peuvent pas le mettre en mouvement à l'aide de cette idée. Il faut qu'elle se transforme en quelque chose de plus simple et plus accessible à la masse, même si c'est une idée fausse.

Dans la Chine actuelle, la situation est, encore une fois, identique à ce qu'elle était à ce moment. C'est par pur plaisir de dilettante que j'ai suivi, d'aussi près qu'il m'a été possible, un mouvement d'idées d'origine occidentale dans l'évolution de la question chinoise : ce sont des idées logiques dont nos diplomates, et quelques douzaines de Chinois frottés de civilisation, habillent la forme extérieure des faits. Que Sun-yat-sen, et plus tard Chang-kaï-chek nous racontent ce qu'ils veulent sur leur programme politique, et sur le but qu'ils désirent atteindre : c'est sans importance. Ce qui est important, c'est qu'ils ont mis en mouvement ou laissé mettre en mouvement des masses populaires considérables, derrière leur drapeau ; et ces masses suivent, elles, une idée directrice qui diffère peut-être, — qui diffère même certainement, — des buts et du programme de leur chef apparent. Ce qu'il importe de savoir, c'est la nature de la propagande, appropriée au niveau intellectuel populaire, qui a ébranlé ces masses : car elles poursuivront leur route vers le but qu'on leur aura montré, à travers et malgré leur chef actuel, s'il a le malheur d'essayer de les arrêter.

Nous avons, au chapitre précédent, suivi la discussion raisonnable et courtoise poursuivie, en vue d'une entente, entre une poignée de diplomates et une poignée de présidents, maréchaux ou dictateurs qui paraissaient officiellement prési-

der aux destinées du peuple chinois. Et s'ils ne sont que des jouets, suivis par la foule lorsque leur voie précède la sienne, abandonnés ou brisés lorsqu'elle les écarte? Descendons ailleurs, et cherchons, non ce qu'on dit aux diplomates, mais ce qu'on dit aux coolies. Sachons qui le dit, et comment.

C'est là qu'est la vérité.

LE QUADRILLE DES MARÉCHAUX

Dans la marche des événements, il faut, ici, esquisser quelques traits des luttes auxquelles se livrent les chefs militaires chinois.

Il n'y a pas lieu d'en faire l'historique; si imparfait qu'il soit : il serait toujours trop long. Mais quelques indications générales permettront de s'y reconnaître.

La guerre civile, en Chine, n'est pas une nouveauté. La faiblesse matérielle du pouvoir central et l'immensité de l'Empire en ont de tout temps permis l'existence. De même que, sous la Fronde, on se révoltait pour un chapeau de cardinal, en Chine on s'est fréquemment révolté pour faire payer sa soumission.

Le manque d'argent, souvent, en était cause : car lorsqu'un chef a dilapidé, à son profit, la solde des troupes, il ne lui reste que deux ressources : faire la guerre, pour permettre aux troupes de se payer sur le pays, ou se faire payer par le pays pour ne pas faire la guerre. Par ailleurs, confisquer à son profit, en cours d'opérations, les « likins » intérieurs, voire les douanes internationales, offre toujours de l'intérêt; et négocier en cours d'opérations pour obtenir le maximum de la cessation des hostilités, voire d'un changement de camp, reste une opération normale. Rien de tout cela n'a changé : et cela confirme, une fois de plus, la médiocre importance qu'il faut attacher au programme et aux déclarations des chefs. Seulement, il faut compter qu'un jour ou l'autre les combattants, — ceux qui n'attendent aucun chapeau de cardinal, — pourront se lasser de se faire tuer au commandement, et, s'ils ont un but personnel, prendre l'affaire à leur compte.

Depuis 1921, époque à laquelle les décisions du Congrès de Washington n'attendent, pour se réaliser, que l'établissement

d'un pouvoir central effectif, l'histoire de la guerre civile en Chine peut se résumer en trois périodes de deux années chacune, pendant lesquelles un maréchal semble chaque fois susceptible de réaliser l'unité chinoise à son profit; on distingue fort nettement trois périodes :

1° De 1922 à 1924, le règne d'Ou-peï-fou, dont le fief est le Honan, province centrale de la Chine, comprise entre le Fleuve jaune et le Yang-tse-kiang. — Il est unioniste, soutenu, semble-t-il, spécialement par les Anglais; son programme est la restauration d'une Chine individuelle. En mai 1922, il a battu, au nord, Tchang-tso-lin; en octobre 1923, il s'est débarrassé, au sud, de Sun-yat-sen, qui, lui, est fédéraliste, et voit l'avenir de la Chine dans une fédération de républiques selon le type soviétique.

En novembre 1924, Ou-peï-fou, qui revient victorieux de Changhaï, se fait battre dans le Petchili par Tchang-tso-lin... et cela, par suite de la défection de son lieutenant Feng-yu-siang, qui a abandonné le champ de bataille pour aller faire, tout seul, un coup d'État à Pékin.

2° De 1924 au début de 1926, le règne de Feng-yu-siang. — C'est le troisième larron : car tandis qu'Ou-peï-fou et Tchang-tso-lin se battent, il est venu avec deux divisions à Pékin, a chassé l'Empereur qui se réfugie à l'ambassade japonaise, et déposé son chef et allié Ou-peï-fou.

Feng-yu-siang va, lui aussi, essayer de réaliser l'unité chinoise; il a l'idée de réunir en conférence à Tien-tsin et Sun-yat-sen, représentant le Sud, et Tchang-tso-lin, représentant le Nord : de cette conférence naîtra, avec la présidence du maréchal Touan-tsi-fouei, une manière de ministère d'union nationale dans lequel les ministres seront judicieusement partagés entre les trois partis.

Signe particulier, Feng-yu-siang ne mènera aucune lutte contre « le Sud »; il est vrai que Sun-yat-sen étant mort à Pékin le 11 mars 1925, le parti sudiste est momentanément désorganisé. — En revanche, il va avoir à lutter contre Tchang-tso-lin, et aussi contre Ou-peï-fou qui ne lui pardonne pas sa trahison de la veille: et, le 23 décembre 1925, il sera battu à Tien-tsin par ces deux coalisés. Après une période trouble où l'avenir de Pékin reste en suspens (car on ignore lequel des deux, Ou-peï-fou ou Tchang-tso-lin, deviendra bénéficiaire de

la victoire), Feng-yu-siang est acculé aux frontières de Mongolie par ses deux adversaires; et au début de 1926 (avril ou mai) laissant ses armées sans chef défendre, comme elles le peuvent, les défilés de Kalgan, Feng-yu-siang fuit sur Ourga... puis Moscou, chez les Russes.

3° De 1926 à l'époque actuelle (juin 1928), règne de Tchang-tso-lin qui, malgré les tentatives particularistes d'Ou-peï-fou, a entraîné la décision à son profit en faisant occuper Pékin par son fils, le 10 avril 1926. — Et son premier soin est, avec Ou-peï-fou, de poursuivre l'armée de Feng. Toutefois, il est à noter qu'il ne la détruit pas : cette armée s'est retranchée dans le propre fief de Feng-yu-siang, dans la zone montagneuse du Chensi, derrière des défilés faciles à garder : ces 250000 hommes sont là intacts... attendant leur heure.

Tchang-tso-lin représente, lui, une opinion nette et simple. Il est antibolchévique; il a ses raisons pour l'être, car tandis qu'il se battait à Tien-tsin, il a été attaqué à Moukden, sur ses derrières, par un général chinois bolchévique soudoyé par les Soviets. Grâce à l'intervention japonaise (le Japon en a profité pour occuper militairement Moukden), ce général a été battu et exécuté, ainsi d'ailleurs que sa femme. Mais Tchang-tso-lin sait parfaitement que, sans cette attitude du Japon, il aurait eu, sur ses derrières, une intervention soviétique. Aussi n'est-il pas tendre pour les Soviets : il fait d'abord arrêter l'agent des Soviets, Ivanof, qui, en raison de l'accord signé avec la Chine pour le chemin de fer de Mandchourie, est directeur de ces chemins de fer. Il entreprend immédiatement la lutte contre l'ambassade soviétique à Pékin, obtiendra par la suite le rappel de Karakhan, et exécutera enfin le coup de main militaire qui, en avril 1927, occupe l'ambassade soviétique.

Or, dès la prise de pouvoir de Tchang-tso-lin, le parti sudiste qui s'est tenu tranquille pendant toute la période de Feng-yu-siang reprend nettement l'offensive. Depuis la mort de Sun-yat-sen, ce parti s'est organisé : il a un chef militaire, le jeune maréchal Chang-kaï-chek, doublé il est vrai d'un général russe de grand talent, le général Gallente. Les troupes sont encadrées d'officiers russes. Dans les conseils du gouvernement sudiste de Canton, l'éminence grise est le Russe Borodine, et, en août 1926, les armées sudistes marchent sur Hankéou et menacent partout le Yang-tse-kiang : c'est une offensive de

grand style. C'est cette offensive, dont nous voyons aujourd'hui l'épilogue qui, depuis près de deux ans, se poursuit avec d'intéressantes vicissitudes.

Pour Tchang-tso-lin, se retourner d'un front de bataille face à la Mongolie, à un front de bataille face au Yang-tsé n'est pas une opération aisée. Il s'agit de plus de mille kilomètres; il lui faut s'assurer des alliés, pour arriver à mettre en ligne à peu près 500000 hommes; il lui faut choisir une ligne d'opération, et il choisit la voie ferrée directe de Hankéou, à l'exclusion de la voie ferrée côtière Tien-tsin-Changhaï : il va au plus pressé, à Hankéou où un gouvernement bolchévique sudiste s'est institué. Il lui faut, pour aller à Hankéou, traverser le Honan, fief de son allié, Ou-peï-fou; mais précisément, cela ne convient pas à Ou-peï-fou, qui refuse : il lui faut donc battre son allié, avant de battre ses ennemis; toutes ces opérations prendront des mois, au cours desquels les armées de Chang-kaï-chek n'ont pour ainsi dire rien devant elles.

Par conséquent, Chang-kaï-chek conquerra successivement et à loisir toutes les provinces au sud du Yang-tsé, et ce fleuve lui-même; le 21 mars 1927, Changhaï; le 24 mai, Nankin; et, à cette date, il instaurera à Nankin son propre gouvernement, sous une étiquette nationaliste, alors qu'à Hankéou il existe toujours un gouvernement sudiste bolchévique, avec Borodine, et à Canton un gouvernement central sudiste.

A ce moment se produit un revirement considérable, qui déconcerte un instant toutes les diplomaties européennes et, un instant aussi, autorise de vastes espoirs : Chang-kaï-chek, confirmant sa nuance nationaliste à l'exclusion de la nuance bolchévique, fait des coups d'État antibolchéviques le 13 avril à Changhaï, le 15 avril à Canton, et marche contre le gouvernement bolchévique d'Hankéou; du coup Borodine prend peur et s'enfuit. Ainsi, la situation paraît s'éclaircir : au nord, Tchang-tso-lin descend sur Hankéou, à l'est, Chang-kaï-chek prend le même objectif : tous deux nationalistes, à coup sûr, puisque tous deux patriotes, tous deux antibolchéviques... On le sait par les efforts faits depuis l'accord de Washington, les alliés sont prêts à céder sur l'exterritorialité, prêts à céder sur les douanes, prêts par conséquent à satisfaire pleinement aux desiderata des uns et des autres, pourvu qu'ils aient devant

eux un seul gouvernement chinois : l'accord de Tchang et de Chang va-t-il, demain, le réaliser?

Illusions vite dissipées; car, à l'heure où Tchang-tso-lin va toucher à Hankéou, il est battu. Sur ses derrières, Feng-yu-siang, rentré de Russie, est intervenu avec son armée intacte : et c'est lui qui entre à Hankéou, au secours du gouvernement bolchéviste.

Dès lors, les velléités de conflit entre Chang-kaï-chek et Hankéou s'apaisent : elles semblent se résumer à une lutte entre l'aile droite nationaliste, et l'aile gauche bolchévique du parti sudiste. Chang-kaï-chek abandonnera ses projets sur Hankéou pour aller réprimer, à Canton, une révolte bolchévique qui règne sur cette ville du 16 novembre au 11 décembre 1927. A la suite de cette répression, il expulsera les conseils soviétiques. Mais après cela, c'est en fidèle allié de Feng-yu-siang qu'il reprendra, au cours de 1928, sa campagne contre le Nord.

Encore est-il juste de considérer l'épilogue : les bulletins d'opération semblent bien indiquer qu'en avril et mai 1928, ce sont les troupes de Feng-yu-siang qui sont en flèche : et nous voyons (juin 1928) qu'à l'heure de la victoire, Chang-kaï-chek résigne son commandement « à cause des luttes dans le parti sudiste ».

Devant les armées sudistes victorieuses, il n'y a plus rien. Chang-tso-lin est retourné, vaincu, à Moukden, pour y trouver les bombes qui ont écrasé son train. A Tien-tsin, comme à Pékin, il n'y a que des comparses; mais il y a des étrangers. Peu à peu, le Japon a massé deux divisions à Moukden; il a, également, droit à 14 000 hommes dans les ports de Dalny-Port-Arthur. Il a, dit-on, 28 000 hommes au Chantoung.

Au cours de 1927, les Anglais ont débarqué 17 000 hommes à Changhaï, la France a renforcé ses effectifs de deux bataillons de coloniale, et d'un bataillon sénégalais. Les Américains, eux-mêmes, ont débarqué 5 000 marins. Effectifs ridicules, peut-être... mais puissance effective considérable, la valeur de ces troupes étant hors de proportion avec celle des troupes chinoises; et puissance morale formidable... car, derrière, il y a le monde civilisé.

Tout cela est au contact, — *et les fusils ne partent pas.* Rappelons, pour l'exemple, que les troupes sudistes sont

arrivées à 25 kilomètres de Changhaï et ont pris le contact avec la défense de la ville en octobre 1926. Elles n'y sont entrées que le 21 mars 1927, — cinq mois après, et *sans combat*. Méthode bolchévique, dans laquelle la décision est cherchée par la désagrégation de l'adversaire : propagande et trahison. Changhaï a été livré par une révolte intérieure des troupes de la défense, sans que les garnisons étrangères aient eu le moindre motif d'intervenir.

L'ACTION DES SOVIETS

Je n'ai gardé, à dessein, dans l'exposé précédent que quatre figures principales de maréchaux, négligeant les moindres seigneurs, leurs alliés, qui de temps en temps conquièrent une notoriété transitoire. Seuls, ces quatre-là importent.

Et encore... Ou-peï-fou disparaît bien vite de la scène. Il n'a pas d'unité, pas de direction ; c'est de son époque que date l'entente avec l'U. R. S. S., et l'installation de Karakhan à l'ambassade russe de Pékin. Après avoir été trahi par Feng-yu-siang, il s'allie à son ennemi d'hier, Tchang-tso-lin, pour combattre le traître ; mais de nouveau il tourne casaque lorsque Tchang-tso-lin marche sur Hankéou, et le combat. Lorsque Feng-yu-siang intervient à nouveau, il disparaît totalement : c'est un personnage secondaire.

Au contraire, Tchang-tso-lin est une figure de premier plan, — toujours pro-Japonais, toujours antibolchévique. Il jouit d'un privilège remarquable. Chaque fois que sa fortune subit une éclipse, il n'a qu'à se replier au nord de la grande muraille, en Mandchourie, à Moukden. Asile inviolable où il peut se restaurer sous l'égide japonaise. Il n'a nul souci de ses derrières. Il a beau être antibolchévique, il sait qu'aucune armée soviétique, même rassemblée à Tchita, ne marchera sur Kharbine pour l'attaquer : l'entente russo-japonaise, qui reconnaît la prépondérance des intérêts japonais en Mandchourie, lui donne à ce sujet toute garantie. Tout au plus les Soviets peuvent-ils susciter, sur ses derrières, quelque révolte chinoise : mais... on l'a vu en 1925, le Japon veille.

Or, un fait est certain, Tchang-tso-lin, antibolchévique, malgré ses conseillers japonais, malgré cette situation exceptionnelle, malgré des moyens considérables, est battu.

Feng-yu-siang, lui aussi, est une figure de premier plan : figure cependant qu'on ne voit jamais de face, mais pour ainsi dire de profil, avec toujours une partie cachée. Figure d'astuce et d'intrigue, qui disparaît et reparaît, toujours redoutable. Chrétien... mais, jusqu'à quel point? Son fief, en lisière du Gobi, touche précisément cette Mongolie que le traité russo-japonais reconnaît être zone d'influence russe, et qui, par un traité russo-mongol du 5 novembre 1921, est entrée virtuellement dans l'Union des Républiques soviétiques. Or, si les volte-face de Feng-yu-siang peuvent paraître parfois inexplicables, elles cessent de l'être, si on les prend sous l'angle soviétique. Quand, par une trahison, il aura pris le pouvoir, il n'en usera jamais contre Sun-yat-sen, — nettement bolchévique, — qui viendra résider et mourir à Pékin. C'est contre Tchang-tso-lin qu'il marchera, et il aura la chance explicable de voir une révolte bolchévique éclater sur les derrières de son ennemi. Lorsque, battu, il devra fuir, ou fuira-t-il ? A Kalgan, puis à Ourga, puis à Moscou; il poussera même à Berlin en juillet 1926, pour revenir, exactement à temps, ravitaillé en armement et en numéraire, voler au secours du gouvernement bolchévique d'Hankéou que Borodine a abandonné. Est-ce suffisamment précis? Il usera Chang-kaï-chek : et, en fin de compte, les troupes qui, à l'heure actuelle, sont au contact de Pékin, ne sont-elles pas les siennes? Sa ligne de conduite à travers des vicissitudes diverses, manque-t-elle d'unité, et faut-il insister davantage? N'est-il pas l'homme des Soviets, et victorieux?

Pour Chang-kaï-chek, autant qu'on peut juger d'un homme par ses actes sans avoir vécu de sa vie, il offre bien l'apparence d'un chef qui a cru pouvoir se servir du bolchévisme sans s'y asservir, et qui a échoué dans sa tâche. Il est des élèves de Sun-yat-sen, il a mûri dans la fournaise de Canton : son conseiller Gallente, et ses cadres russes, lui sont certainement précieux et représentent pour lui un gage de succès. Il ne craint pas d'employer un langage directement inspiré par Moscou, et dans lequel on chercherait en vain une idée, un terme chinois. En 1925, comme dictateur de Canton, il écrit dans ses proclamations :

« Nos paysans et ouvriers traversent une période critique : les impérialistes étrangers et leurs chiens de meute font tout leur possible pour nous exterminer. Aussi notre intention est-elle d'organiser contre eux une armée d'ouvriers et de paysans,

et ainsi de nous libérer. Vive donc la Révolution nationale, mais vive la Révolution mondiale ! »

Toute sa campagne est menée par des procédés bolchéviques, à coups de propagande. J'ai souligné les cinq mois, non de combat, mais de propagande devant Changhaï. Pourquoi, au lendemain de cette victoire, entre-t-il en lutte avec les bolchéviks ? C'est précisément l'époque où la France insinue qu'il y a lieu de faire une différence entre le gouvernement *nationaliste* de Nankin, et le gouvernement *bolchévique* d'Hankéou : peut-être se rend-il compte qu'il est un point où les intérêts purement chinois diffèrent des buts de l'internationale bolchévique, peut-être aussi y a-t-il, chez ce dictateur victorieux, un simple conflit personnel avec Borodine, et le désir de se débarrasser d'une tutelle gênante. Un fait est certain : si les répressions antibolchéviques de Changhaï et de Canton, en avril 1927, sont encore faciles, en revanche la répression de la révolte bolchévique de Canton en novembre-décembre 1927, est une opération d'une ampleur considérable. Et le mouvement antibolchévique s'arrête là ; car Chang-kaï-chek n'osera jamais intervenir à Hankéou même... En fin de compte, son abdication actuelle démontre assez nettement qu'il est débordé.

Chang-kaï-chek me paraît être l'image exacte de ce chef qui, ayant pris la même voie que le courant populaire, s'est figuré le diriger, et qui s'étonne, lorsqu'il s'arrête, de voir que le flot ne lui obéit pas.

LE TORRENT POPULAIRE

Ce flot est déjà torrent.

Il n'a pas été créé en un jour. Il n'est jamais inutile de rappeler que le langage de la raison est tenu en Chine, par une douzaine de diplomates représentant la civilisation, à une douzaine de mandarins dénués de toute espèce d'autorité, et cela dans un espace restreint..., à Pékin et autour des divers consulats. En contraste, le langage de l'Internationale bolchévique est parlé par des milliers et des milliers d'agitateurs sortant régulièrement chaque année, depuis dix ans, des écoles d'agitateurs de Moscou et de Tachkent, et parlant chinois, puisqu'ils sont recrutés en Chine, parlé non à huis-clos et en de rares conversations diplomatiques, mais ouvertement, en

plein air, au peuple et par des gens du peuple. Point n'est besoin d'idées compliquées : ce sont les mêmes maîtres mots : « Peuple, tu souffres » ; « Il y a des abus » ; « Ce sont les étrangers impérialistes qui sont coupables » ; « C'est le capital, tu es le maître, prends ! »

Prenons ici quelques documents.

En avril 1928, à Moscou, la *Correspondance internationale* publie les chiffres de l'Internationale syndicale rouge dans tous les pays : et son action est spécialement asiatique. On y voit que la « Fédération syndicale pan-chinoise » compte *deux millions huit cent mille adhérents*, tandis que l'Internationale syndicale japonaise n'en compte que 100 000, et la coréenne 123 000. Malgré l'immensité de la population chinoise, le chiffre est impressionnant.

Il est aisé d'objecter : « Trompe-l'œil ! Ces syndicats ne représentent rien, et les chiffres sont truqués. » Patience, nous les trouverons à l'œuvre.

Il y a une propagande pour les semi-lettrés, pour les étudiants. Elle est remplie de mots ronflants, et au demeurant identique à celle que nous pouvons lire dans *l'Humanité*. Ce qui prouve, en particulier, en quelle piètre estime la propagande bolchévique tient le cerveau humain, puisqu'elle juge la même nourriture assimilable pour les Chinois ou pour nous.

Exemple : le manifeste des étudiants, Canton 1925 : « Nous, étudiants, avons reconnu les méfaits du christianisme. Le christianisme n'est que l'instrument d'oppression des impérialistes étrangers. Ses dirigeants ne sont autres que les vautours et les chiens de meute des impérialistes. Sous l'enseigne hypocrite de l'amour, de la charité universelle, ils ne tendent qu'à faire de nous leurs esclaves. »

Mots et idées nettement soviétiques : mais pour le peuple, des idées restent... esclavage, étrangers.

On verra même, en fin 1925, des affiches :

« A bas le gouvernement, à bas le christianisme, à bas le confucianisme et toute autre religion ! A bas la famille ! »

Celle-ci est curieuse, dans un pays où la seule religion nettement populaire est le culte des ancêtres : mais nulle ville au monde, sauf Moscou, ne peut être l'origine de pareilles affiches. C'est, en quelque sorte, signé... Et maintenant, aux résultats, deux ans plus tard. Je prends, comme document, le compte

rendu de la révolte de Canton du 16 novembre 1927, tel qu'il est donné dans la *Correspondance internationale* au sujet du IXe *Plenum* du Comité exécutif de l'Internationale à Moscou. Certes, je couperai : mais, pour laisser au document sa valeur originale, je garderai dans la traduction cette phraséologie exacte qui caractérise la littérature bolchévique.

« Dans tout le pays s'opérèrent deux processus de classes fondamentaux. D'un côté, la bourgeoisie capitaliste fit rapidement cause commune avec la contre-révolution et l'impérialisme... De l'autre côté, le Prolétariat, la paysannerie et les masses toujours grandissantes de la pauvreté citadine commencèrent à se hisser à un nouveau degré supérieur de la révolution, et à se détourner du front unique *national révolutionnaire* avec la bourgeoisie vers le camp de la révolution ouvrière et paysanne *en lutte contre la bourgeoisie* et toutes les autres classes réactionnaires. Si la lutte a été menée dans la période antérieure sous la bannière du Kuomintang, la révolution ouvrière et paysanne se déroulait maintenant sous la bannière des Soviets et sous la direction du parti communiste. »

Malgré les phrases ampoulées, la révélation est nette. La révolution *nationale* bourgeoise, celle que font les intellectuels, comme Chang-kaï-chek, a fait appel aux masses populaires : effrayés de leurs excès, les bourgeois (lisez Chang-kaï-chek) réagissent..., mais il est trop tard : la révolution populaire, dont ils ont cru pouvoir se servir, continue par ses propres moyens et sous sa propre bannière, non plus nationale, mais simplement antibourgeoise. — Leçon et exemple : par ailleurs, technique de Moscou.

Maintenant, voyons à l'œuvre les syndicats et le parti.

« Des réunions illégales de délégués syndicaux et des conférences des représentants d'entreprises du P. C. (parti communiste) eurent lieu régulièrement... Les fonctionnaires syndicaux contre-révolutionnaires institués par le gouvernement furent partout renversés. Les ouvriers organisés élurent de nouveau leurs propres représentants et les portèrent à la tête des syndicats. »

Prise d'assaut des maisons syndicales par la foule... et voici les grèves... Répressions, fusillades, tout cela, peu à peu, en octobre, monte la foule : voici à l'œuvre, à côté des syndicats ouvriers, les syndicats agraires.

« La révolution paysanne prit dès le début de novembre une très grande extension.

« Dans tous les villages, et plus tard aussi dans tous les chefs-lieux de districts et départementaux des six districts situés sur le fleuve de l'est, le pouvoir soviétique fut institué. Tous les poteaux frontières furent détruits, tous les contrats de dettes et de fermages brûlés publiquement, toutes les terres expropriées par les Soviets et distribuées parmi les paysans... Jusqu'à fin de décembre plus de sept cents grands propriétaires ont été exécutés publiquement. »

Cette fois, nous sommes loin des formules de propagande obscure qui ont servi pour les étudiants : voici bien les maîtres mots à l'usage du « Peuple illettré ». « Prenez, c'est à vous. Prenez le pouvoir, prenez les terres, tout est à vous. Tuez les propriétaires, ils oppriment; brûlez les contrats, ils sont iniques. » C'est d'inspiration soviétique : la forme précise, soviets paysans et ouvriers, en est preuve certaine. Mais c'est une idée éternelle de vengeance des petits contre les puissants, accessible aussi bien au dernier coolie qu'à n'importe quel misérable au monde ; la direction soviétique n'a gardé pour la propagande populaire que les idées assimilables par le milieu.

Les soviets paysans envoyèrent aux ouvriers cantonnais 2000 livres sterling, prises sur l'argent confisqué aux grands propriétaires, pour leur permettre d'acheter des armes en vue de l'insurrection.

« Le Comité cantonnais du P. C. de Chine, ainsi que le Conseil général des syndicats cantonnais, avait déjà, en octobre, par un manifeste commun, invité les soldats de toutes les armées du Kuomintang à combattre la réaction, à élire des comités de soldats pour passer avec leurs armes à la révolution ouvrière et paysanne... Des bataillons entiers se prononçaient pour la politique du P. C... »

Ainsi, on comprend de mieux en mieux Chang-kaï-chek ! Il s'est servi, étant dictateur de Canton, du bolchévisme, en 1925. Juste retour, voici qu'en 1927 ses troupes sont truffées, et travaillées contre lui.

« Le Comité cantonnais du P. C. de Chine, en décidant à l'unanimité, dans sa séance du 7 décembre, de déclencher l'insurrection dans la nuit du 10 au 11 décembre, avait choisi un moment favorable pour la lutte de pouvoir. »

Nous voici à la date critique : c'est réglé comme une mobilisation, à l'heure H. Et il n'est pas inutile de préciser, encore une fois, pour ceux qui ne veulent pas entendre, avec quel art et quelle technique sûre cette prise de pouvoir est organisée.

Voici les directives générales.

1° Élaboration d'un programme politique général de l'insurrection;

2° Préparation militaire de l'insurrection ;

3° Organisation du soviet de Canton :

4° Mobilisation des masses ouvrières par les syndicats rouges;

5° Accentuation du travail parmi les soldats;

6° Établissement de la liaison avec les paysans insurgés...

Passons sur les idées générales, confiscations, nationalisations, lutte contre les généraux du Kuomintang et allons à la préparation de l'insurrection.

Nous trouvons :

Un Comité militaire révolutionnaire, direction générale, assisté d'un état-major de la garde rouge, direction technique.

Ce dernier fait le plan stratégique précis, savoir les points à occuper, et répartit les tâches :

1° A une garde rouge illégale de 2 000 ouvriers *sévèrement* organisés (compagnies, bataillons) et à des troupes de choc spéciales « composées des ouvriers les plus sûrs, les plus capables et les plus expérimentés au point de vue militaire » ;

2° Aux ouvriers des transports et chauffeurs, qui mobiliseront au profit de la révolution les moyens de transport;

3° Au service de l'armement, savoir la fabrication illégale des armes, bombes... achat et réunion de revolvers, cartouches ;

4° Au service de l'instruction, qui recrute et dresse des ouvriers choisis en vue de fournir des « commandants moyens » (lisez officiers subalternes) à la garde rouge;

5° Au service des renseignements, chargé de créer un grand service d'information dans tous les groupes militaires ennemis;

6° Au service de liaison, pour assurer une liaison parfaite avec les chefs du parti, les syndicats, et les soldats et officiers révolutionnaires de l'armée du Kuomintang.

Viennent des détails précis.

Une réunion comprenant des délégués des partis, des syndicats, des paysans et des officiers et soldats décide de tous

les détails. On est sûr du régiment de l'École militaire, qui a, en secret, adhéré en bloc à la révolution : il jouera le rôle décisif. On a, en outre, les adhésions de 200 soldats et officiers communistes d'autres régiments ; et une école illégale du parti dresse, depuis quelque temps, des propagandistes paysans qui parcourent les campagnes. Il n'y a plus qu'à fixer l'heure : 3 h. 30 du matin.

« A 3 h. 30... les soldats du régiment de l'École militaire introduisent dans leur caserne le camarade Tchang-ta-leï, membre du Comité central du parti communiste de Chine et commissaire à l'armée du Soviet de Canton. Après le discours du représentant du parti, le régiment réuni en assemblée déclara déchu le gouvernement du Kuomintang et se mit à la disposition du Soviet de Canton. On fusilla sur place les officiers réactionnaires. Des bannières rouges avec l'insigne du marteau et de la faucille furent déployées, et au mot d'ordre « l'Insurrection » les soldats partirent dans les directions indiquées par les comités militaires pour occuper la ville, exterminer la police et désarmer les troupes de la milice réactionnaire. »

Tout se déroule comme un ballet bien réglé !

Les arsenaux sont saisis, les armes retournées contre leurs détenteurs de la veille, les détenus des prisons mis en liberté.

En même temps, on créa une *Tchéka* et « les ouvriers firent preuve d'une véritable énergie bolchévique : ils arrêtèrent et fusillèrent une foule de réactionnaires, de policiers, de fonctionnaires des syndicats fascistes ».

« Le Pouvoir soviétique a fait tout pour anéantir l'ancien appareil d'État bourgeois (banques, capitaux, etc.) »

LA PERMANENCE DES IDÉES SOVIÉTIQUES DANS LE PEUPLE CHINOIS

Cette insurrection, après un mois de violences sans nom, fut réprimée par Chang-kaï-chek. Dès lors, pourquoi s'y attacher ?

Parce que la répression peut avoir tué quelques chefs et instauré à Canton un pouvoir militaire, mais elle n'a pas vaincu la propagande soviétique ; cette fois-ci, je dis soviétique en toute certitude, car il n'y a pas un seul indice qui ne soit abondamment soviétique dans la mise en scène de l'insurrection. Tout, jusqu'à la Tchéka, le prouve, et l'aveu de Moscou encore plus.

Car Moscou enregistre, dans son IXe *Plenum* d'avril 1928, l'affaire de Canton comme un échec, nullement comme une défaite. L'étude de la *Correspondance internationale* continue par un examen critique extrêmement serré des raisons de cet échec. Ces raisons sont découvertes, commentées, et les mesures aussitôt prises pour repartir sur des bases plus sûres. Ici, je ne suivrai pas littéralement le texte, qui est fort long : je résume.

En tablant sur des mouvements ouvriers, comme agent principal d'insurrection, on commet une erreur. Ce sont les plus faciles à déclencher, parce que les ouvriers sont groupés : *mais ce sont aussi les plus faciles à réprimer*, pour la même raison, parce que la réaction peut les ramasser tous dans le même coup de filet, et les énerver pour longtemps par une répression de terreur blanche impitoyable. Les ouvriers de Canton ont eu un coup dur dont ils ne se relèveront pas de longtemps.

En revanche, les mouvements paysans, répartis sur des surfaces considérables, échappent à la répression d'ensemble ; les paysans restent longtemps et en majeure partie impunis, les troupes blanches ne peuvent aller partout, ni séjourner partout.

Par conséquent, la conclusion est que, loin de concentrer l'effort en de grands centres ouvriers, il faut avant tout diffuser au maximum et sur les plus larges étendues la propagande révolutionnaire agraire, d'une part ; et, d'autre part, intensifier largement la propagande soviétique dans les armées régulières de l'ennemi.

Plan de campagne adopté, et largement exécuté depuis avril 1928. Nous ne sommes encore qu'en juin. Mais nul doute que les ordres donnés sont en cours d'exécution, et suivis avec succès.

Il faut, par ailleurs, calculer que cette propagande s'exerce sans contre-partie dans toute la Chine au sud du Yang-tsé-kiang, et cela, depuis que Sun-yat-sen a attiré à Canton les agents soviétiques, dès la fin de la guerre ; qu'elle a déferlé, de Mongolie, à travers le Chensi vers la Chine centrale, derrière les armées de Fen-yu-siang, et que le gouvernement soviétique de Hankéou, avec Borodine, l'a largement diffusée. Nous savons qu'elle bat son plein aux frontières d'Indochine, où le maréchal francophile de Yunnam est, depuis près d'un an, renversé et remplacé par un pouvoir soviétique. Nous voyons, — par la démission même de Chang-kaï-chek, — que la mince digue qu'il a essayé

d'opposer au bolchévisme, à la fin de 1927, est renversée; et les bombes qui viennent de tuer Tchang-tso-lin, en pleine zone japonaise, sont un indice assez net que ni la tracassière police japonaise, ni les baïonnettes nipponnes, ne sont un obstacle formel aux procédés de propagande bolchévique.

La conclusion s'impose :

Dans la Révolution chinoise, deux méthodes d'action, totalement opposées, sont en présence.

D'une part, la méthode diplomatique de la civilisation, qui suppose que des chefs responsables et raisonnables guident la destinée des peuples, et qui s'efforce de se tenir au contact avec ces pasteurs des peuples, pour les persuader de prendre des mesures propres à l'intérêt commun : toutes ces tractations entre interlocuteurs limités étant d'ailleurs menées avec prudence et avec une publicité juste suffisante pour en permettre l'examen.

D'autre part, la méthode de propagande des Soviets, qui passe en dehors des chefs responsables des peuples, les considérant comme inexistants. Celle-là va directement à la masse ouvrière et paysanne, par n'importe quelle voie illégale, pourvu qu'elle soit directe, avec le souci de l'atteindre sur la plus grande surface et par le plus grand nombre de points possibles. Elle ne ménage rien, et vise directement au renversement brutal de tout pouvoir existant : elle s'exerce par le bas.

Pour le moment, la victoire de la seconde méthode est complète; les diplomaties ont été totalement paralysées.

III. — PERSPECTIVES D'AVENIR

Qui a, certainement, intérêt à l'existence d'une Chine libre, puissante, ouverte à tous? Ceux qui renoncent à y chercher tout intérêt particulier, et on est bien obligé de ranger dans cette catégorie les États signataires des accords de Washington.

Qui a intérêt à ce que la Chine ne se relève pas? Ceux qui peuvent espérer mettre, en tout ou en partie, la main sur son héritage.

Commençons par la Puissance la moins visiblement intéressée: l'Allemagne. Elle a, par sa défaite, perdu toutes ses colonies. Il

n'y a rien à glaner dans aucune partie du monde, sauf peut-être en Asie : question qu'il y a intérêt à laisser ouverte. Le *Drang nach Osten*, cause accidentelle de la grande guerre, n'a jamais été abandonné : mais il s'est déplacé. Le Sandjak et Salonique, Constantinople et le Bagdad, autant de routes fermées. Nous savons pour les avoir rencontrés que, pendant la guerre même, des agents allemands étudiaient de très près la pénétration en Asie par le Turkestan. De quelque façon que ce soit, la pénétration allemande en Asie, même pénétration économique, ne peut se faire que par un intermédiaire ; l'Allemagne ne possède plus de ports en Chine : il n'y a qu'une voie possible, lier sa fortune asiatique à celle des Russes. Il y a de belles possibilités : le Transsibérien en particulier est une voie d'influence singulièrement favorable pour Berlin. Cette politique est si évidemment commandée par les circonstances qu'elle suffirait, à elle seule, à expliquer le soin qu'ont pris les Allemands, dès le début du bolchévisme, d'établir avec lui des rapports étroits. Tout récemment encore, au cours d'une enquête en Allemagne, M. J. Sauerwein insistait sur l'intérêt apporté par le public et les diplomates allemands aux choses russes, et sur la foi de l'Allemagne en l'avenir des Soviets. Il est évident qu'il ne peut exister de monopole allemand en Asie, si la Chine est, uniformément et également, ouverte à tous; mais dans le cas d'une Chine ayant expulsé les étrangers et fermé ses ports..., tout le commerce d'Asie affluera à Nijni-Novgorod et Leipzig.

Si l'intérêt allemand est, pour ainsi dire, de seconde main, l'intérêt russe est direct. Les Soviets ont hérité de la politique asiatique des tsars : et il ne faut pas sous-estimer la formidable puissance colonisatrice des Russes. Aux marches de l'Empire, le cordon des Cosaques, métissés des races à conquérir, a eu un rôle extrêmement important pour la pénétration pacifique. Avant la guerre et à l'insu de l'Europe, partout la tache d'huile des frontières russes empiétait en territoire chinois, au point que les fonctionnaires russes, apportant avec eux mille commodités, télégraphe et subsides, finissaient par cohabiter en territoire chinois avec le mandarin local. Le bolchévisme héritait donc d'un personnel admirablement adapté à la pénétration en Asie : et il prenait soin, dès le premier jour, d'aviser le monde qu'il était puissance asiatique, qu'il avait besoin de l'Asie pour la conquête du monde ; au

demeurant, que les Russes étaient frères de race des Asiatiques, ce qui lui permettrait de ne pas prendre en Chine figure d'étrangers. C'est extrêmement adroit : car si les xénophobes chinois réclament l'expulsion des Anglais, des Américains ou des Japonais, ils ne parlent jamais des Russes.

Il faudrait être aveugle pour nier l'évidence des faits, et se refuser à étudier les documents officiels pour nier la parfaite continuité de la politique russe en Asie : traité avec la Perse, 26 février 1921 ; avec l'Afghanistan, 28 février 1921 ; avec la Turquie, 16 mars 1921 ; avec la Mongolie, 5 novembre 1921 ; avec la Chine, 31 mai 1924 ; et la série prudente des négociations avec le Japon, pour se ménager les mains libres en Mongolie comme au Turkestan ; par la suite, nier l'action directe de la Russie dans la révolution chinoise serait nier les faits. La précision avec laquelle Feng-yu-siang intervient, exactement à propos, pour empêcher tout succès définitif des uns ou des autres ; l'envoi, aux sudistes, de conseillers militaires ou politiques, de cadres, de généraux, de subsides ; l'établissement minutieux de toute l'organisation en partis, en syndicats, en sociétés, sur un plan rigoureusement soviétique, tout, jusqu'aux drapeaux rouges avec le marteau et la faucille, jusqu'aux plans d'insurrection, tout crie l'action directe des Soviets. Est-il question de la nier ? Mais les documents saisis à l'ambassade russe de Pékin sont des preuves indiscutables... et plus encore que ces preuves, il y a non seulement l'aveu, mais les proclamations réitérées de Moscou.

Moscou ne s'en cache en aucune façon. Pour conquérir la Chine, nul besoin de traités ni de concessions, ni d'ambassades ; la propagande soviétique aura, sans aucune action militaire ni diplomatique, raison des Chinois. L'existence de diplomates chamarrés est parfaitement indifférente à des gens qui sont capables, par d'autres méthodes, de diriger à leur gré les révoltes chinoises, qui ont des milliers d'agents dans la place et en outre déjà des millions d'adeptes autochtones ; ils n'ont pas besoin du gouvernement chinois, ils ont besoin qu'il n'y ait pas de gouvernement chinois. C'est clair : ils ont réussi à l'empêcher, et pour que nous ne l'ignorions pas, ils le disent. Mais l'opinion est ainsi faite que nous ne prenons jamais au sérieux ce que disent les Soviets : prenons du moins au sérieux ce qu'ils font : et, puisque tout concorde pour le

prouver, ne nous dissimulons pas que la victoire des sudistes est un succès complet pour Moscou.

Et maintenant, que faire? Agir en Chine : comment? Nous ne sommes pas outillés pour lutter avec les Soviets sur le terrain des Soviets, savoir l'organisation des masses populaires en vue de l'action directe. Ce n'est pas avec le retard que nous avons, et sans aucun élément adapté à cette tâche, que nous pouvons tenter quoi que ce soit en Chine. Alors? laisser faire, comme nous avons laissé faire en Russie, au nom du principe sacro-saint de non-intervention dans les affaires intérieures : et nous verrons, à coup sûr, les 2800000 syndiqués chinois asservir la Chine, comme nous avons vu les 500000 bolchéviques asservir la Russie. En vertu du même principe, nous verrons, sans bouger, la révolution gagner le monde entier, saper l'Indo-Chine, les Indes, etc... Continuer à attendre un gouvernement puissant et unique pour « négocier » avec lui, puisque tous nos atavismes de civilisés voient dans des « négociations régulières » le seul moyen d'agir sur un peuple étranger? Il ne reste, du côté nordiste, que de bien vagues espoirs de trouver jamais le chef d'un semblable gouvernement. Tout semble indiquer que le seul chef de gouvernement qui puisse, dans un avenir prochain, prétendre à représenter toute la Chine sera sudiste, et entièrement sous la domination des Soviets : ou alors, comme Chang-kaï-chek, il ne sera pas. En ce cas, négocierions-nous avec lui? Mais, les Soviets en seraient enchantés; et si l'on en venait, après avoir reconnu les Soviets de Russie, à reconnaître des Soviets en Chine, ce serait la consécration formelle et définitive du bolchévisme. Le voulons-nous?

Après avoir examiné une question, l'heure sonne où il faut choisir parmi les solutions. Non-intervention? Laisser faire, quoi qu'il arrive, c'est la certitude de la bolchévisation totale de la Chine. L'histoire se répète. De même qu'après l'effondrement de la puissance du Tsar, nul gouvernement n'a pu acquérir assez de force pour endiguer le bolchévisme, de même qu'aucun des dictateurs militaires, Koltchak, Denikine ou Wrangel, n'a pu réagir contre lui, de même, après l'effondrement de la puissance du Fils du Ciel, nul gouvernement n'a pu acquérir assez de force pour endiguer le bolchévisme, et nul dictateur militaire, Tchang-tso-lin ou Chang-kaï-chek, n'a pu réagir contre lui.

Répéterons-nous, nous aussi, notre politique de non-inter-

vention, et ensuite d'acceptation du fait accompli? Peu d'entre nous réalisent exactement ce que cela nous a déjà coûté; je voudrais avoir fait comprendre aujourd'hui combien davantage nous coûterait, demain, une nouvelle abdication.

Désirons-nous, au contraire, jeter dans la balance tout le poids de la vieille civilisation, et déclarer que nous ne connaîtrons *en aucun cas* nul gouvernement, — fût-il dix fois victorieux en Chine, — qui ne répondrait pas à telles conditions, ne nous offrirait pas telles garanties formelles contre l'action officielle ou officieuse des Soviets; qu'au cas où un tel gouvernement ne pourrait se trouver, nous réservons notre liberté d'action en Chine, avec toutes les conséquences qui en pourraient résulter? Alors la question change d'aspect, car elle implique la nécessité d'une lutte ouverte contre les Soviets, soit en Chine même, soit à Moscou; soit militaire, soit économique, soit les deux.

On peut temporiser. Mais, qu'on temporise ou non, un fait matériel reste : seule la puissance militaire du Japon, immédiatement disponible, et déjà fortement représentée en Chine, permet la temporisation et éventuellement l'action.

Il est certain qu'à l'époque où la lutte pour les zones d'influence en Chine était ardue, et où l'on pouvait envisager peut-être des ruptures d'équilibre importantes, le Japon a pensé à la possibilité d'une politique commune avec la Russie et avec l'Allemagne, — triple alliance de puissances nordistes reliées par le transsibérien, admirablement outillées, et susceptibles d'acquérir en Asie une prépondérance indiscutée. Mais on doit à la vérité d'ajouter que les écrivains japonais qui ont serré cette question de près disent : « en cas de gouvernement russe, non bolchevique ». Aujourd'hui, le Japon est amplement renseigné sur le danger que présente une bolchévisation de la Chine. Ses divisions en Chine sont déjà bolchévisées; il vient d'y avoir une répression sévère à la 3e division. Pour la Corée, pour Formose, pour la métropole même, il a à s'y opposer exactement les mêmes raisons que nous, pour l'Indochine, que les Anglais, pour l'Inde : tout porte à penser que, pour une action commune, nous pourrions arriver à nous entendre contre le bolchévisme.

En tout cas, nulle action fragmentaire ne peut viser à des résultats importants : et dans les décisions à prendre, il est capital que le point de vue anglais et le point de vue français

soient étroitement solidaires. Nos deux puissances, si essentiellement différentes, se complètent sans se porter ombrage, et leur volonté commune représente un poids dont il est difficile d'éluder la pression. Nous sommes les deux plus grandes puissances coloniales, les deux plus grandes puissances musulmanes, les deux plus grandes puissances asiatiques, et tout ce qui atteindra l'une atteindra l'autre. L'harmonieux frontispice de notre édifice asiatique repose sur deux piliers d'inégal volume, peut-être, car l'Inde est autrement importante que l'Indochine : mais qu'importe; qui ne voit que la chute de l'un entraînerait la ruine de l'ensemble? Nos forces sont de nature différente... Mais la guerre mondiale ne nous a-t-elle pas démontré que, si la liberté des mers, garantie par la flotte anglaise, était une condition essentielle de notre capacité de résistance, notre capacité de résistance sur terre était la garantie essentielle de l'existence de l'Angleterre? En ce moment-ci, nous deux, et nous deux les premiers, nous sommes directement visés par la politique des Soviets en Asie, prélude de son action près des peuples coloniaux : si vraiment nous l'ignorons, c'est que nous voulons l'ignorer, car il ne se passe pas de semaine que Moscou ne le répète et que les faits ne l'affirment. Si nous ne l'ignorons pas, nous ne pouvons agir qu'ensemble, et rien n'excuserait que nous eussions des politiques différentes.

Je ne crois pas pouvoir apporter à cette étude de conclusion plus parfaite. Le triomphe de la Révolution chinoise, c'est le triomphe d'un système organisé et raisonné qui confie les destinées du monde aux passions des masses populaires les moins éclairées. Je ne vois de riposte possible à cette action que dans l'union des pays civilisés, possédant des gouvernements puissants, et bien convaincus que ces gouvernements ont un rôle et une responsabilité dans l'avenir des peuples. Cette union, tôt ou tard, devra se faire, sous peine de destruction : il est naturel de la chercher tout d'abord avec les peuples qui nous sont le plus proches, et qui ont des intérêts visiblement solidaires des nôtres. Les autres suivront, à coup sûr.

* * *

CLORINDE

TROISIÈME PARTIE (1)

L'AVENTURE D'ÉCOSSE

— Quel brouillard ! On n'y voit goutte.

— Il n'est pas surprenant que les Gaëls, mes ancêtres, l'aient compté pour un cinquième élément !... Mais n'ayez crainte, je suis sûr de ma route.

Sir John Malcolm avançait en effet, sans hésitation, sur le sentier qui tantôt traversait une bruyère feutrée d'herbe rase, tantôt escaladait des escarpements rocheux que l'humidité rendait terriblement glissants. Depuis la défaite infligée au prince Charles-Édouard à Culloden par le duc de Cumberland, il errait en fugitif. Il s'était constitué l'un des gardes du corps du prince, et avait couru les mêmes dangers. Il en avait reçu la mission d'accompagner La Merveille pour lui servir de guide, et pour renforcer l'illusion que provoquerait son étonnante ressemblance.

Malcolm représentait le type le plus exact du gentilhomme écossais de son temps : chaussé de sabots, des bas de toile rayée lui montaient jusqu'aux genoux laissés à découvert ; une petite jupe à l'écossaise, de camelot cramoisi, une veste noire, un habit court de drap vert avec des boutonnières en cordonnet d'or, tel était son costume ; sur la tête, une large perruque jaunâtre, et un grand bonnet bleu garni d'un bouton de trait d'or. Il avait quelque peu passé la soixantaine ; l'air mâle et

Copyright by Henri Malo, 1928.

(1) Voyez la *Revue* des 15 juin et 1er juillet.

robuste, sa carrure et la souplesse de ses mouvements prouvaient que l'âge n'avait encore aucune prise sur son tempérament. Une barbe épaisse et forte couvrait une bonne partie de son visage, qui pour le reste était hâlé et haut en couleur. Sous des sourcils abondamment fournis, son œil vif dardait un regard perçant. Il était la loyauté et la fidélité mêmes.

Quant à La Merveille, il avait revêtu les hardes que le prince portait peu de jours auparavant : un justaucorps noir usé, un plaid commun de montagnard, serré par une ceinture où pendaient un poignard et une paire de pistolets.

— Nous arriverons au manoir de Mugstot avant la nuit, dit Malcolm. Nous avons le temps de nous reposer un moment sur ce rocher.

— Comment le prince a-t-il supporté depuis six mois une existence pareille ?

— Il a des jarrets de fer. Il me disait souvent qu'avec une portée de fusil d'avance sur les soldats du duc de Cumberland, il ne serait jamais pris. Et je le crois, pour l'avoir vu à l'œuvre. Ainsi leur a-t-il échappé dans le désert de Glengary. Grâce à Dieu, il est maintenant en sûreté dans l'île de Skye. Ce sol tourmenté, basaltique, hérissé d'aiguilles aux arêtes vives, semé de gouffres semblables à des cratères, de lacs et de cascades, offre des grottes nombreuses qui constituent autant de cachettes introuvables. Cumberland eut beau faire brûler toutes les maisons de l'île comme il en a tant fait brûler sur notre pauvre terre d'Écosse, les abris ne manqueront pas pour cela à notre prince. Serré de trop près, il passera aisément dans quelque autre des Hébrides, soit North Uist, soit South Uist, soit Lewis, soit Barra. Vous savez combien cette mer est semée d'îlots et d'écueils, et combien étroits sont les passages qui les séparent.

— C'est grâce à cette particularité qu'un de nos corsaires finira bien par le joindre. On a choisi les plus rapides parmi ceux de Dunkerque, de Saint-Malo et de Nantes, ceux dont le tirant d'eau est le plus faible, et capables, cependant, de porter du canon. Loin de craindre les écueils, ils s'y réfugieront pour échapper aux croisières anglaises qui surveillent ces parages. Les hommes sont plus à craindre que les éléments. Ceux que tenteraient les trente mille livres sterling promises par le gouvernement anglais...

— Je serais surpris qu'en Écosse Charles-Édouard rencontrât un traître. Et cette loyauté de notre race risque de faire échouer la tentative hardie que vous exécutez.

— Quel meilleur moyen de dépister les émissaires du duc de Cumberland? Leurs rapports lui signaleront la présence du prince là où je serai, et dérouteront la surveillance. Il s'agit de l'attirer sur le sosie pour dégager l'original, et lui faciliter l'embarquement.

— Capitaine La Merveille, vous êtes un brave. Mais Mackinnon, tout attaché qu'il soit au parti contraire, Mackinnon à qui vous allez vous présenter, ne vous livrera pas, j'en jurerais.

Ils se remirent en route. Le vent se levait, chassant le brouillard devant lui. On eût dit qu'une main puissante le déchirait comme un voile, et en dispersait les lambeaux. A la tombée du jour, ils arrivèrent à la porte du manoir de Mugstot, que possédait sir John Mackinnon.

La Merveille se présenta avec une assurance qui fit l'admiration de son compagnon. Introduit dans la grande salle où Mackinnon se chauffait à un feu de bruyères, il alla directement à lui, et dit :

— Le fils de votre Roi vous demande un peu de pain et quelques vêtements. Je connais votre attachement pour mes ennemis, mais je sais aussi que vous avez trop d'honneur pour abuser de ma confiance et profiter de mon malheur.

Mackinnon fronça les sourcils.

— Votre Altesse a bien calculé. Je ne violerai pas les lois de l'hospitalité. Ce soir vous vous asseoirez à ma table, et nul autre que moi ne vous servira. Cette nuit, vous coucherez sous mon toit, et nul autre que moi ne veillera à votre sûreté. Je vous donnerai des vêtements. Mais demain, vous continuerez votre route.

— Les haillons que je vous laisserai, vous me les rapporterez sans doute un jour, quand je serai assis sur le trône de la Grande-Bretagne.

Au repas, on lui présenta du pain de froment. Il en demanda de seigle :

— Je préfère le pain de mon pays à tout autre, dit-il.

Au cours de la soirée, assis dans un grand fauteuil, devant le feu, il médita profondément. Il soupirait souvent, disant comme s'il se parlait à lui-même :

— Pauvre Écosse!... Pauvre Écosse!...

Puis il fredonna une chanson populaire en langue erse. Il l'avait apprise de Malcolm. Chose singulière, la rudesse de Mackinnon s'adoucit à ce trait, et il détourna ses yeux humides. Malcolm eut l'impression que La Merveille transformait une hostilité en une sympathie pour le Prétendant.

Le lit était bon, et La Merveille recru de fatigue. Il dormit tard le lendemain. Il remercia son hôte, et lui rappela qu'il le recevrait avec plaisir à Saint-James, si jamais la Fortune lui permettait de s'y installer.

— Je vous le promets, dit Mackinnon.

— Je vous somme de votre parole, fit en souriant La Merveille.

Avec son compagnon, il repartit au milieu du jour.

— Vous avez supérieurement joué votre rôle, capitaine, lui dit Malcolm. Mais cette épreuve doit vous convaincre : vous ne rencontrerez pas un traître en Écosse. Donc, au lieu de vous montrer chez des ennemis du prince, où nul, j'en suis sûr, ne signalera votre présence, et où le duc de Cumberland ne vous fera sans doute pas chercher, il me paraît plus expédient, pour remplir l'objet de votre mission, de ne pas quitter les parages où le prince compte des partisans. Il est évident pour moi que le duc dirigera ses investigations plutôt dans les domaines des Macdonald : les chefs de ce clan ont toujours prouvé leur fidélité et leur dévouement aux Stuarts. Leurs terres bordent la côte Ouest, et l'on soupçonne le prince de ce côté, puisqu'on l'a déjà cherché à Skye.

Ils marchèrent le jour; ils couchèrent le soir dans une grange abandonnée. Le lendemain, au moment du départ, ils virent venir à eux un homme vêtu en paysan, qui regarda fixement La Merveille, leva les bras au ciel, et s'écria :

— Hélas!... Est-il possible?...

Malcolm demanda à La Merveille quel parti prendre :

— Lui faire jurer le secret.

Malcolm s'avança vers l'homme et lui demanda qui il était.

— Un soldat de l'armée écossaise, fut la réponse.

Alors Malcolm tira son sabre, et lui fit jurer solennellement sur la lame de ne dire à personne qu'il eût vu le prince fugitif, avant d'avoir appris par le bruit public que Charles-Édouard

avait définitivement échappé à ses ennemis. L'homme jura, et s'éloigna en soupirant.

— La ressemblance produit son effet, dit Malcolm. Mais il est certain qu'il n'en ira pas de même vis-à-vis des Macdonald. Ils ont tous approché le prince de très près, et les différences entre l'original et le sosie les frapperont. Il y en a une légère dans la taille; il y en a surtout dans la voix.

— En tout cas, le point délicat est de se laisser deviner et de ne pas commettre d'imprudence ostensible. Se jeter dans la gueule du loup serait le meilleur moyen d'éveiller les soupçons sur la réalité de ma personne.

— Très juste, capitaine. Il faut avoir l'air de fuir et de vous cacher comme si vous étiez réellement le prince. Mais si nous ne mettons pas d'emblée les Macdonald dans la confidence, nous provoquerons leurs soupçons, et infailliblement ils dévoileront ce qui leur semblera une imposture. Au contraire, une fois avertis, ils pourront nous aider, ne fût-ce qu'en témoignant d'une inquiétude qui fera croire qu'ils en ont réellement sujet.

Des patrouilles circulaient, en effet, dans les territoires de l'Ouest. Là se trouvaient les terres de Macdonald de Kinsburgh, de Macdonald de Scothouse, de Macdonald de Barisdaël, de sir Alexander Macdonald, et de Donald-Roy qui se rattachait à leur clan. Ils possédaient encore plusieurs îles de l'archipel des Hébrides, Long-Island et Rassay entre autres, où Charles-Édouard se réfugia de prime abord après sa défaite; traqué par une troupe d'Anglais que commandait le major Harris, il réussit à s'enfuir du château de Kinsburgh, tandis que miss Flora Macdonald, assistée de lady Primrose, donnait à dîner, embobelinait et jouait sous jambe le major, qui croyait bien tenir son homme, cependant. Depuis lors, Harris considérait qu'il avait une revanche à prendre.

Miss Flora Macdonald jouissait d'une grande réputation de beauté, et ne la faisait pas mentir : grande, élancée, un teint d'une blancheur éblouissante accentuant le contraste de ses cheveux noirs, des yeux bleus illuminant un visage pur aux traits réguliers et fins. Il lui suffit de considérer avec quelque attention le major pour qu'il perdît quelque peu l'usage de facultés que, suivant les ordres du duc de Cumberland, il eût dû consacrer toutes à la recherche du prince fugitif.

Après qu'il se fut éloigné, habilement dirigé sur une fausse

piste, on avait vu miss Flora quitter le château, et passer dans une barque le bras de mer étroit séparant Long-Island de la terre d'Écosse. Un domestique l'accompagnait, et une femme de chambre. Cette dernière avait de singulières allures. En traversant un ruisseau, elle releva haut ses jupes, avec une désinvolture qui lui attira des observations de sa maîtresse. Au ruisseau suivant, elle les laissa au contraire traîner dans l'eau, si bien qu'elle se mouilla entièrement. Lorsque le groupe se crut en sûreté, la suivante dépouilla ses oripeaux féminins et découvrit Charles-Édouard.

Or, la belle miss Macdonald et lady Primrose se trouvaient au château de Macdonald de Barisdaël lorsque La Merveille et sir John Malcolm y vinrent demander asile. Miss Flora s'était-elle conduite avec le courage et le dévouement que l'on vient de voir par simple loyalisme envers le fils de son Roi? Ou par ambition? Un sentiment plus tendre, cette admiration amoureuse, qu'éprouvent invinciblement les femmes pour les héros et qui se mue si facilement en amour, ne l'avait-il pas poussée? Il serait difficile de le dire. Mais Macdonald de Barisdaël en ressentit de la jalousie. Il n'avait jamais osé exprimer à sa cousine qu'il l'aimât. A peine osait-il se l'avouer à lui-même. Et en présence de cette beauté qui ne lui avait jamais témoigné qu'indifférence, tout au plus la vague sympathie des parents que les intérêts de famille n'ont pas encore aigris les uns contre les autres, il éprouvait les tourments d'un amant ignoré, et incompris. C'était un petit homme d'une trentaine d'années, maigre et musclé, aux yeux de faïence, aux cheveux drus et roux qui s'avançaient en trois pointes sur le front et les tempes, et dépassaient comiquement la perruque; des touffes de poils roux avaient poussé vigoureusement sur les phalanges de ses doigts osseux; d'innombrables taches de rousseur mosaïquaient sa peau laiteuse; en guise de fossettes, deux rides en demi-lune enfermaient sa bouche comme dans une parenthèse, surtout lorsqu'il prétendait sourire.

Son château se dressait sur la pointe d'un rocher qui avançait en coin, perpendiculairemant à une vallée étroite où coulait un ruisseau aux allures de petit torrent. Il consistait essentiellement en un donjon, une tour carrée et crénelée assez bien entretenue depuis trois cents ans qu'elle existait. Au début du siècle, on y avait ouvert de larges baies à la place des meurtrières

de jadis, et aménagé des appartements doublant le corps de logis habitable attenant à la tour. Puis venaient quelques bâtiments de ferme. Le tout enserré dans une enceinte médiocrement fortifiée qui, elle, n'avait pas été entretenue : le mur ondulait, écrêté, délabré, dentelé, écroulé, coupé de brèches, couvert de mousse, incrusté de fougères mâles ; on en utilisait les pierres pour réparer les autres bâtiments. Les deux tours d'entrée, de dimensions modestes, servaient de pigeonniers. Un pont de pierre, datant d'une soixantaine d'années, remplaçait le pont-levis de jadis. De ce côté, les sapins de la forêt gagnaient du terrain à toucher les constructions. Du côté du ruisseau, des buissons escaladaient le rocher à pic et en masquaient les crevasses. Trois lieues plus bas, ce ruisseau se jetait dans une crique, et aboutissait à la mer, à la côte de Lochabar.

Malcolm avait jugé sage de se présenter d'abord seul, pour prendre langue avec les habitants du château. Son compagnon l'attendit, dissimulé dans les sapins. Macdonald de Barisdaël eut peine à croire à la ressemblance extraordinaire dont Malcolm lui parla, mais se montra disposé à accueillir le sosie du prince. La curiosité de miss Flora et de lady Primrose fut excitée au plus haut point. Et ce fut un cri d'étonnement lorsque La Merveille parut.

Il perçut de prime abord en miss Flora une sympathie expansive et chaude, mais aussi, — était-ce à cause de cette ressemblance avec le héros pour qui elle se dévoua? — une dissonance entre Barisdaël et lui. Avec cet instinct secret dont sont doués les hommes qui ont l'habitude du danger, il se tint immédiatement sur ses gardes. Barisdaël l'ayant conduit dans une chambre située au premier étage du donjon, qui jouissait à la vérité d'une vue magnifique sur la vallée, il remarqua qu'il serait là comme au fond d'une nasse, sans possibilité de s'évader en cas de danger. Il insista pour en habiter une à double issue, où Malcolm coucherait également.

— Parbleu ! J'ai votre affaire, s'écria Barisdaël, au rez-de-chaussée par rapport au niveau de la cour, et à deux étages plus haut que le fond de la vallée ; l'une des dalles forme trappe : un escalier descend jusqu'à une ouverture proche du ruisseau... tout au moins d'après une tradition de famille, car personnellement je n'y suis jamais allé voir! Je ne saurais trop vous engager à reconnaître au préalable cette ligne de

retraite, si vous voulez pouvoir en profiter en toute sûreté.

Ce qu'ils firent, munis d'une lanterne et accompagnés de Malcolm. Ils reconnurent aisément la dalle, descendirent avec précaution un escalier étroit, passablement humide, et embarrassé de quelques éboulements qui l'obstruaient partiellement; c'était tantôt un mur qui en formait la paroi, et tantôt le roc même sur lequel reposait le château. Ils aboutirent à une épaisse porte de chêne, si rongée d'humidité qu'elle se détacha de ses gonds lorsqu'ils voulurent l'ouvrir, et, aux trois quarts entrebâillée, se posa obliquement contre la paroi. La Merveille se faufila, franchit le seuil, et constata que cette ouverture avait été habilement dissimulée dans une crevasse de rocher encombrée de ronces : on ne pouvait la découvrir du dehors qu'à la condition de la connaître. Il vit le ruisseau proche; en temps de crue, l'eau devait monter jusque-là. Il examina soigneusement les abords, se fixa quelques points de repère, après quoi tous trois remontèrent l'escalier sans avoir pu refermer la porte. Le lendemain, au jour, La Merveille se rappela ses points de repère, et remarqua que de sa fenêtre il lui était facile de surveiller les abords de cette sortie cachée. Par surcroît, il s'appliqua, sans trop le laisser deviner, à étudier la topographie du château.

Il comptait s'y arrêter quelques jours. Bien vite, l'inaction lui pesa. Il accompagna son hôte à la chasse pour se distraire. Le soir, la conversation se prolongeait dans le salon, autour du feu que les premières fraîcheurs de l'automne forçaient d'allumer; déjà, l'on avait plaisir à tendre les mains vers la flamme. La belle Flora Macdonald racontait les péripéties de sa fuite avec Charles-Édouard; elle s'adressait au capitaine français avec un intérêt visible, et lui demandait le récit de ses croisières. Barisdaël l'interrompait pour gémir sur le sort de l'Écosse. Malcolm, silencieux, regardait brûler les bûches. Lady Primrose se livrait à un travail de tapisserie, tout en écoutant passionnément La Merveille. Il parlait l'anglais avec aisance, couramment; il contait bien, savait ménager l'intérêt, et présentait ses actions d'éclat comme choses toutes naturelles. La causerie se résolvait en un dialogue entre miss Flora et le jeune capitaine. Ils y prenaient plaisir.

— Quoi qu'il advienne, disait-elle, tout cœur vraiment écossais vous sera reconnaissant de votre dévouement au sang des Stuarts.

Les autres approuvaient; Barisdaël ne pouvait faire autrement, mais à contre-cœur. La présence du capitaine français l'excédait. Il reportait sur lui la jalousie qu'il avait vouée au prince. Il en souhaitait ardemment le départ : de là à y mettre la main, il n'y avait pas loin. Après la première semaine de séjour au château, La Merveille fut frappé de son attitude plus visiblement contrainte.

Un matin de fin septembre, accoudé à la fenêtre de sa chambre, il contemplait la brume légère qui ouatait le fond de la vallée, et que le soleil teintait de cuivre. Il n'entendait pas dans son coin son compagnon dont la respiration égale et forte dénotait un coffre robuste et une conscience tranquille. Il était plongé dans ses souvenirs et dans sa rêverie. Sous un ciel pâle et doré, le manteau somptueux des bois et des prairies s'étendait sur la terre, ondulant avec elle, déchiré aux pentes abruptes par des rochers grisâtres, ou rouges, ou moussus, sombre avec les sapins, clair avec les aulnes et les bouleaux, vert-émeraude avec les prairies; des taches de sang rouillaient les feuilles des ronces où des gouttelettes d'eau condensée perlaient, brillantes et translucides. Le ruisseau chantait, en s'en allant à la mer, une chanson cristalline et monotone qui berçait la pensée. La Merveille savourait cette paix, et sur l'écran de sa mémoire l'image de Clorinde se projetait, dans sa fraîcheur et dans sa grâce.

En s'élevant vers le zénith, le soleil retrouva de la force; ses rayons aspirèrent la brume; elle monta du fond de la vallée, suivit les pentes, s'accrocha aux arbres, avant de s'envoler et de se fondre dans l'azur léger du ciel. Dans ce coin de paysage où tout à l'heure il ne pouvait rien discerner, soudain La Merveille remarqua une anomalie : de ci, de là, des parties d'uniformes anglais se laissaient voir, dont les propriétaires cherchaient de toute évidence à se dissimuler derrière des buissons, des troncs d'arbres, des saillies de rochers.

Le capitaine se rejeta brusquement en arrière, sans perdre de vue ce spectacle de nature à l'intéresser prodigieusement, et appela Malcolm. Tous deux observèrent avec la plus grande attention.

— Voilà des gaillards qui m'ont tout l'air de se poster de manière à installer une souricière à la sortie de l'escalier secret.

— Qu'est-ce que cela veut dire? fit Malcolm.

— Parbleu ! C'est clair : nous sommes éventés. Une troupe anglaise venue là au hasard de ses recherches ne s'appliquerait pas aussi soigneusement à nous fermer une issue qui n'est connue que de nous, et du propriétaire de ce château.

— Le misérable ! gronda Malcolm.

— Du calme, mon cher Malcolm. Nous nous tirerons bien de là.

Ils s'habillèrent vivement, ceignirent leur épée, et amorcèrent leurs pistolets.

On n'entendait à l'intérieur de l'habitation que les bruits habituels du réveil. Comme chaque jour, La Merveille et Malcolm passèrent dans la salle à manger pour prendre leur déjeuner du matin. Ils affectaient le plus grand calme. De coutume, chacun déjeunait à son heure ; on choisissait soi-même le mets préféré parmi les différents plats installés sur une vaste desserte, et recouverts de cloches d'argent pour en tenir le contenu chaud. Macdonald de Barisdaël avait déjà fini lorsqu'ils entrèrent, et était parti. Lady Primrose n'avait point encore paru. Miss Flora se versait du thé. Ils échangèrent des propos insignifiants, tout en mangeant le porridge, le poisson fumé, les œufs au bacon, et les confitures habituels.

En se levant de table, La Merveille s'approcha de miss Flora, et lui dit d'une voix contenue, avec un air de gravité qui soulignait le sérieux de ses paroles :

— Miss Flora... sir John Malcolm et moi sommes menacés. Ni l'un ni l'autre ne sommes accessibles à la peur, vous le savez; mais, dans l'intérêt même du prince, il faut que nous échappions à nos ennemis...

Il n'eut pas le temps d'aller plus loin :

— Disposez de moi, dit-elle avec simplicité.

Pour tout remerciement, il lui baisa la main avec ferveur.

— Voici ! fit-il. Laissez la porte de votre chambre entr'ouverte. Si vous entendez du bruit, sortez naturellement comme pour vous enquérir de ce qui se passe. Si, avant que vous soyez sortie, nous pénétrons subitement dans votre chambre, je vous supplie de ne pas le trouver mauvais, de ne pas pousser un cri, de ne pas prononcer une parole.

— Je vous le promets. Ensuite ?

— D'ici là, soyez aux aguets et aux écoutes. Pour le reste, je m'en rapporte au sang-froid et à l'esprit dont vous avez déjà

donné la preuve. Parlez et agissez au mieux des circonstances.

Lady Primrose entra. Ils ne la mirent pas dans la confidence, et sortirent. Miss Flora saisit le premier prétexte pour en faire autant. Les deux hommes avaient regagné leur chambre.

La Merveille commença par huiler soigneusement le verrou de la porte, laquelle joignait imparfaitement et laissait largement le champ libre aux vents coulis. Il passa un fil assez long à la poignée du verrou. Avec l'aide de Malcolm, il leva la dalle qui masquait l'entrée de l'escalier secret, et la laissa ouverte. Ces préparatifs terminés, il s'assura que les soldats postés dans la vallée n'avaient pas bougé; alors il se mit ostensiblement à la fenêtre, et attendit.

Vers dix heures et demie, il entendit un remue-ménage dans la cour du château. Aussitôt alertés, Malcolm et lui sortirent doucement de leur chambre; ils fermèrent la porte en ayant soin de tenir extérieurement les deux bouts du fil préalablement passé à la poignée du verrou et que La Merveille tira doucement : le verrou, manœuvré de l'extérieur, joua comme si quelqu'un l'avait poussé à l'intérieur; il ne restait plus qu'à lâcher un bout du fil et à tirer l'autre: aucune trace ne subsista de la manœuvre. Deux tours de clef à la serrure, et, par un couloir de service, les deux hommes gagnèrent la chambre de miss Flora Macdonald, au premier étage du bâtiment d'habitation attenant au donjon. Cette chambre ouvrait deux fenêtres sur la cour; une porte communiquait avec un cabinet qui prenait jour sur la campagne par une ouverture assez étroite.

Miss Flora n'était déjà plus là.

Elle avait vu entrer dans la cour une compagnie d'environ quatre-vingts hommes, conduits par un officier qu'elle reconnut du premier coup d'œil : le major Harris. Il descendit de cheval pendant que ses hommes formaient les faisceaux, plaça des sentinelles aux issues du château et aux principales brèches du mur d'enceinte, et pénétra dans le vestibule, où Barisdaël accourait à sa rencontre. Ils entrèrent dans le salon : lady Primrose ouvrit de grands yeux ; miss Flora se leva gracieusement et s'avança vers le major :

— Vous, major? A quoi devons-nous l'honneur de votre visite... en si nombreuse compagnie ?... Êtes-vous toujours à la recherche du prince Charles-Édouard ?

— Toujours, miss, et je ne compte guère sur votre collaboration pour l'attraper... au contraire! Aussi, si j'éprouve le plus grand plaisir à vous rencontrer, et à admirer votre beauté, en revanche, lorsque je vous vois dans mes affaires préférerais-je n'avoir pas à admirer votre esprit, lequel s'exerce généralement à mes dépens. J'ai une revanche à prendre.

Le major offrait le type de l'Anglo-saxon grand et blond, aux yeux de myosotis, au visage flegmatique, au teint poupin, à la parole convaincue. Sûr de soi, il affirmait avec force des vérités premières. Le moindre de ses gestes prenait la valeur d'un rite, même celui, cependant bien simple, de bourrer sa pipe. Malheureusement, lorsque les événements déroutaient ses habitudes ou ses prévisions, il perdait pied, et son cerveau manquait de la souplesse nécessaire pour opérer le redressement indispensable.

— C'est donc le prince que vous cherchez ici ? interrogea miss Flora, railleuse.

— Peut-être. Le même jour, sa présence fut signalée à mon général, Sa Grâce le duc de Cumberland, à la fois ici et à l'île de Skye. Il serait étrange, avouez-le, qu'il fût dans les deux endroits en même temps. Votre présence, miss, m'incline à penser que le fugitif n'est pas loin. Cette fois, il ne m'échappera pas : le château est étroitement cerné, la fuite impossible, et la résistance hors de saison. Sir, dit-il à Macdonald de Barisdaël, conduisez-moi à la chambre du prince, ou priez-le de se rendre dans ce salon.

Des crosses de fusil retentissaient sur les dalles du vestibule. Un piquet de dix hommes attendait les ordres du major.

— Vous me mettez, major, dans un cruel embarras, dit Barisdaël. Comment vous obéir sans violer les lois de l'hospitalité ? Et si je refuse, ne m'aurez-vous pas bientôt réduit à vous obéir par la force ?

— C'est exactement comme vous le dites, sir.

Et le major de rire à ce qu'il considérait comme un trait d'esprit. Sa jubilation se doublait de l'expression de plus en plus inquiète empreinte sur la physionomie de Flora Macdonald. Lady Primrose joignait les mains et invoquait le Seigneur en regardant le plafond.

Le major ouvrit la porte donnant sur le vestibule et intima l'ordre à ses hommes de le suivre. Miss Flora porta la main

à son cœur, ses jambes se dérobèrent sous elle, et elle se laissa tomber dans une bergère. Elle ne perdait pas de l'œil Barisdaël, dont l'attitude louche la frappa : de subites rougeurs coloraient sa peau laiteuse; entre ses paupières plissées, des regards verts filtraient, fuyants, honteux, méchants ; une moiteur perlait à ses tempes. Le major, sûr de son coup, heureux de tenir sa revanche, lui dit :

— Conduisez-moi, sir.

Il ajouta, la main sur la crosse d'un pistolet passé à sa ceinture :

— Et ne m'obligez pas à user de violence.

Barisdaël s'inclina, et le précéda. Il n'entendit pas sa cousine, soudain redressée et méprisante, siffler entre ses dents :

— Traître !...

Les soldats emboîtèrent le pas derrière leur chef. A la porte de la chambre qui lui fut indiquée, il frappa :

— Ouvrez, au nom du Roi !

Pas de réponse, non plus qu'à deux nouvelles injonctions. Il donna l'ordre de faire sauter la serrure : ce ne fut pas long. Mais alors on s'aperçut que la porte était encore fermée intérieurement au verrou. A coups de crosse, les soldats la défoncèrent. Le bois éclata. Le verrou tomba à terre. Le major pénétra le premier dans la pièce, le pistolet au poing et criant :

— Rendez-vous !...

Personne ! Mais la dalle restée ouverte et l'escalier béant indiquaient suffisamment le chemin pris par les fugitifs. Harris sourit en regardant Barisdaël.

— Mes précautions sont prises de ce côté... Ils n'iront pas loin ! Sans doute les a-t-on déjà cueillis à la sortie...

Il jeta un coup d'œil par la fenêtre, et ne constata rien d'anormal. Il se gratta la tête, et considéra Barisdaël d'un air à la fois stupéfait et soupçonneux.

— Il faut véritablement qu'ils soient partis par ce chemin, dit ce dernier. Ils ont poussé le verrou. Une fois engagés dans l'escalier, ils ne pouvaient replacer la dalle, et l'ont laissée ouverte. Si on ne les a pas vus se sauver, c'est que, mis en méfiance pour une cause quelconque, ils ne sont pas sortis. Ils doivent être encore dans l'escalier.

Le major réfléchit un instant, et demanda un flambeau qu'il confia à l'un de ses hommes.

— Allons les débusquer !

Toujours le pistolet à la main, il s'engagea précautionneusement dans l'escalier, Barisdaël sur ses talons. Ils descendirent lentement les marches, enjambèrent les éboulis, et aboutirent sans avoir rencontré personne à la porte descellée, toujours obliquement posée contre la paroi. Le major la franchit, et héla un sous-officier, qui accourut. Les sentinelles postées derrière les arbres et les buissons se montrèrent.

— Hé bien ?

— Vous n'avez arrêté personne ?

— Personne n'est sorti, major.

— C'est impossible !

— C'est comme j'ai l'honneur de vous le dire, major.

Harris fixa de nouveau Barisdaël : ce dernier s'était-il moqué de lui ? Le soupçon s'envola devant la mine déconfite et rageuse de cette physionomie rousse. Comme répondant à une question muette, Barisdaël s'écria :

— Il ne peut y avoir de doute... puisque le verrou était tiré *à l'intérieur* de la chambre... Quelle meilleure preuve ?... Ils se sont enfuis par ici !

Furieux, vexé, le major infligea quinze jours de prison à son sous-officier, ahuri. Il lui donna l'ordre de rallier avec ses hommes le reste de la compagnie dans la cour du château. Il expédia une estafette au duc de Cumberland pour lui annoncer qu'il était sur la trace du prince, après l'avoir manqué de bien peu, et qu'il fallait diriger toutes les troupes de manière à encercler les domaines des Macdonald. Cette fois, on le tenait. En même temps, tous les bâtiments en croisière dans ces parages devraient serrer au plus près la côte de Lochabar.

Il se fit servir un déjeuner hâtif. Ses hommes avaient eu le temps de casser la croûte. Il scrutait la physionomie de miss Flora et de lady Primrose, cherchant un indice dans un regard, dans une contraction de lèvre. Lady Primrose portait fréquemment son mouchoir à ses yeux. Miss Flora restait énigmatique et dure. Le major voulut plaisanter sa propre déconvenue :

— Soyez heureuse, miss Macdonald : j'ai fait buisson creux. Mais mon gibier n'est pas loin ; le filet est bien tendu cette fois, et... rira bien qui rira le dernier.

Elle ne mordit pas à l'hameçon et ne répondit rien, même pas par le plus léger salut de la tête lorsque le major prit

congé. Il monta à cheval, divisa ses hommes en quatre patrouilles qu'il dirigea en éventail vers la côte, se réservant le commandement de la plus forte.

Barisdaël, soucieux, se tint auprès de lui jusqu'à son départ. Miss Flora profita de cette absence pour écrire un billet hâtif. Peu après, un valet de ferme, rude montagnard aux jarrets de fer, quitta le château par une porte de côté donnant sur la forêt de sapins. Lorsque Barisdaël rentra au salon, miss Flora déclara que les émotions de ce jour lui avaient donné la migraine, et se retira dans sa chambre.

A cinq heures et demie du soir, la cloche sonna le dîner, comme d'habitude. Barisdaël, voyant cinq couverts disposés sur la table de la salle à manger, allait ordonner au maître d'hôtel d'en enlever deux, lorsqu'à sa grande stupéfaction La Merveille et Malcolm entrèrent, et prirent place comme si de rien n'était.

— Vous ici? s'écria-t-il.

— Oui, sir, dit La Merveille en souriant; et avec un excellent appétit!

— Vous avez pu échapper aux investigations du major et à ses patrouilles?

— Sans doute, puisque nous voilà. Mais il nous a bien fait courir les bois, et rien ne creuse davantage l'estomac.

— Le pauvre diable de sergent qui vous a laissés filer en a pour quinze jours de prison.

— Qu'il s'estime heureux! A mon bord, je l'aurais fait fusiller!

— Diable!

— Dame! Un traître n'aurait pas commis de faute plus lourde.

Miss Flora ne quittait pas la pendule des yeux. Soudain, ses traits se détendirent : elle avait perçu un bruit de chevaux dans la cour. Presque aussitôt, un valet introduisit Macdonald de Scothouse.

— Vous, Scothouse? A quoi dois-je le plaisir?...

— Dînons d'abord, mon cher cousin. Nous aurons ensuite tout loisir de causer.

Barisdaël lui conta la visite du major Harris, venu pour arrêter le prince Charles-Édouard, l'adresse avec laquelle La Merveille et Malcolm prirent la clef des champs sans que

l'on sût comment, — et il se le demandait lui-même, — et tandis qu'on les cherchait là où ils n'étaient pas, s'en étaient revenus tranquillement s'asseoir à cette table. Il essaya un rire faux. Personne ne lui donna la réplique, et nul commentaire ne l'éclaira. Après le dîner, la compagnie passa au salon. Les portes closes et les serviteurs éloignés, Scothouse dit à son cousin :

— Mon cher Barisdaël, je suis ici de par la volonté du prince, et j'ai mission de vous communiquer ses ordres : il m'a enjoint, et vous enjoint, de venir immédiatement auprès de lui.

— Vous savez où il se cache ?

— Son Altesse me l'a indiqué, mais je ne dois le dévoiler à personne.

— Pas même à moi ?

— Pas même à vous, quant à présent. Ce serait d'ailleurs sans intérêt, puisque je vais vous y conduire.

— Quand partons-nous ?

— Sur-le-champ. Le capitaine La Merveille et Malcolm vous accompagneront jusqu'au point que je fixerai.

— Diable ! Vous me laisserez bien le temps...

— Son Altesse a dit : sur-le-champ. C'est un ordre que je suis chargé d'exécuter, et de faire exécuter.

Le ton tranchant, énergique, volontaire n'admettait pas de réplique. Et du reste, les autres opinaient du bonnet avec non moins de fermeté. Les yeux mobiles de Barisdaël allaient furtivement de l'un à l'autre. Le regard de miss Flora pesait sur lui comme du plomb. Il comprit qu'il devait se résigner. Il dissimula mal une inquiétude grandissante, et grimaça un sourire entre les parenthèses des rides de ses joues :

— Mon cher cousin, je manquerais à mon nom, à toutes mes traditions de famille, et à mes propres penchants, si je ne me rendais avec joie aux ordres de notre prince.

Il sonna. Un domestique parut, et reçut ses ordres. Miss Macdonald serra fortement la main de Scothouse, et lui dit à voix basse :

— Merci, cher, d'avoir répondu à mon appel. Vous rendez un grand service à notre cause...

Une demi-heure plus tard, la petite troupe quittait le château : Scothouse en tête, puis Barisdaël flanqué de La Merveille, et en queue Malcolm avec Macfriar, le domestique de Scothouse.

Sachant la direction suivie par les patrouilles anglaises et leur objectif, ce fut un jeu de les éviter. Avant le jour, Scothouse s'arrêta au point de la côte le plus rapproché de l'île de Skye. Il repéra aisément une crique qu'il devait parfaitement connaître. Les pêcheurs y avaient amoncelé plusieurs tas de varechs qui séchaient. L'un d'eux dissimulait une petite barque qu'avec l'aide de Macfriar il dégagea, hala sur le sable, et mit à l'eau, où il entra jusqu'aux genoux. Il invita Barisdaël à y prendre place. Le maître et le domestique ramèrent à force pour franchir la ligne des brisants qui les repoussaient au rivage en les prenant de flanc. La Merveille et Malcolm leur firent un signe d'adieu, et bientôt les perdirent de vue, dans l'ombre que dissipaient à peine les premières lueurs de l'aube.

Le demi-mille qui les séparait de l'île une fois franchi, Scothouse n'aborda pas, mais continua à longer la côte. Il atteignit une région particulièrement sauvage, où la falaise basaltique est abrupte et déchiquetée par le travail des eaux. Les vagues se précipitent avec fracas contre la roche, effroyable tonnerre lorsque le vent souffle en tempête. Ce jour-là, la marée était presque basse, et l'Océan relativement calme. L'eau découvrait quelques petites grèves parmi les dentelures de la falaise. Scothouse désigna celle où aborder, grimpa jusqu'à mi-hauteur de la falaise par un sentier de chèvres, pierreux, glissant, et serpentant ensuite horizontalement jusqu'à une énorme roche qui l'obstruait. Là, il imita par trois fois et de façon significative le cri du courlis. Un écho lui parvint. Une échelle de corde lancée de l'autre côté se déroula le long de la roche. Il y grimpa, en enjoignant à ses deux compagnons de le suivre. Derrière, une sorte de grotte s'ouvrait dans la falaise. Depuis huit jours, Charles-Édouard y vivait de farine d'avoine délayée dans de l'eau, attendant anxieusement la délivrance. La fatigue et les privations avaient empreint leur griffe sur ses traits tirés, qu'allongeait encore une barbe de la semaine. Il n'avait de bon sur lui qu'un ample manteau de laine écossaise dans lequel il s'enveloppait pour dormir; le reste n'était que haillons.

En deux mots, Scothouse lui expliqua comment Barisdaël avait voulu livrer La Merveille, comment un billet de Flora Macdonald l'avait averti, et à la suite de quelles circonstances il l'amenait avec lui, sachant la venue imminente de deux cor-

saires français destinés à enlever le prince. On embarquerait le traître et on lui ferait son procès en France.

Lorsqu'il se montra, le prince l'accueillit froidement, remerciant ce *fidèle* sujet d'être accouru à son appel. Barisdaël bredouilla des assurances de dévouement auxquelles le prince affecta de ne prêter aucune attention, occupé à dévorer quelques provisions apportées par Macfriar dans une musette.

Comme le soir tombait, deux voiles apparurent à l'horizon. Tous les regards se fixèrent sur elles et ne les perdirent plus de vue. Elles s'approchaient en louvoyant. L'obscurité vint, et les noya dans l'ombre. Le lendemain matin, elles étaient toujours là : deux frégates d'environ deux cent cinquante tonneaux. Parvenues à une portée de canon de la côte, l'une d'elles hissa deux fois, puis encore deux fois, une flamme blanche à sa drisse de misaine. Charles-Édouard ne se tint plus de joie : c'était le signal de reconnaissance. A son tour, il répondit par le signal convenu, en déployant une longue ceinture rouge. Alors les deux frégates mouillèrent, et l'une d'elles mit à la mer une chaloupe qui vogua vers la terre.

C'étaient deux corsaires de Saint-Malo, l'*Heureuse* et le *Prince-de-Conti*, capitaines Beaulieu-Tréhouard et Dufresne-Marion, accompagnés par quatre fidèles du prince, son écuyer Sheridan, son aide de camp le colonel Richard Warren, et les capitaines Lynch et O'Brien. Tous quatre avaient pris place dans la chaloupe ; ils accostèrent à la même petite grève où était échouée la barque de Macdonald de Scothouse. Charles-Édouard descendit vivement au-devant d'eux. Sheridan et les autres s'agenouillèrent et lui baisèrent la main. Il levait les yeux au ciel et répétait :

— Dieu soit loué !

S'activant à la recherche de son sosie, les soldats de Cumberland et les navires de guerre anglais, concentrés à la côte de Lochabar, avaient dégagé les accès des Hébrides. Les corsaires passèrent, plus heureux qu'une dizaine d'autres qui depuis plusieurs mois n'avaient pu réussir à le joindre. Cette fois, le stratagème imaginé par Louis XV et réalisé par La Merveille avait assuré le succès.

Avant de s'embarquer, Charles-Édouard s'agenouilla et baisa la terre, cette terre d'Écosse sur laquelle il savait bien que désormais il ne régnerait jamais. Le vent du malheur disper-

sait ses derniers espoirs. Lorsqu'il se releva, des larmes coulaient sur ses joues hâves. Il prit congé de Macdonald de Scothouse, et le remercia de son dévouement. Il remercia aussi le domestique Macfriar.

Barisdaël s'approchant pour lui faire ses adieux :

— Non, pas vous, dit-il. En dénonçant le capitaine français, c'est moi que vous avez trahi. Macdonald de Barisdaël, vous avez forfait à l'honneur, à la foi que vous devez à votre naturel et légitime seigneur, et à l'homme qui était *votre hôte*. Je vous déclare traître et félon. Vous m'accompagnerez en France. On y fera votre procès.

Barisdaël, le teint livide, jeta autour de lui des regards éperdus. Il esquissa un mouvement de révolte. Sur un signe du prince, le colonel Warren le saisit par le bras et le fit monter dans la chaloupe. A bord du *Prince-de-Conti*, il fut consigné dans une cabine, un factionnaire à sa porte.

Le petit port de Roscoff, où Charles-Édouard, déçu et découragé, aborda le 10 octobre 1746, à cinq heures du soir, marqua le terme de son extraordinaire et vaine aventure.

LA FÂCHEUSE RENCONTRE

Le corsaire le *Hardi-mendiant* filait à toute allure. C'était un petit cotre d'une cinquantaine de tonneaux, armé de deux canons de trois livres de balle pas bien méchants, et d'une dizaine de pierriers. Toute sa force résidait dans l'ardeur de son équipage à monter à l'abordage en cas de rencontre ennemie. Couvert de toile, la voilure élancée, la coque finement construite, il couvrait ses onze milles à l'heure par bonne brise. Le capitaine Dumont, qui le commandait, était un vieux routier des mers Étroites, et connaissait comme sa poche les parages des îles britanniques.

Il avait pour passager un officier portant l'uniforme de la Marine royale, La Merveille, dépouillé de ses haillons princiers et redevenu lui-même, tout à la joie d'avoir rempli heureusement la dangereuse mission que le Roi lui avait confiée.

Sitôt que l'on conuut à Paris l'évasion de Charles-Édouard, un courrier partit à franc-étrier, porteur d'ordres pour l'intendant de la Marine à Dunkerque, qui réquisitionna incontinent deux corsaires, le *Hardi-mendiant* de Dumont, et le *Lévrier-*

Volant, capitaine Dumay, cotre de même force à peu près que le premier, et tous deux en relâche entre deux croisières, l'un à Dunkerque, l'autre à Boulogne. Il les chargea de découvrir La Merveille et de le ramener sain et sauf; il leur permit de faire la course en cours de route, pour leur propre compte, mais sans s'y attarder. L'un et l'autre appareillèrent sitôt l'ordre reçu, et firent force de voiles pour le Nord, bien décidés à tenter l'impossible pour sauver le jeune capitaine, dont la réputation était grande parmi les marins de nos ports du Nord. Le premier, Dumont réussit à le joindre.

Après que La Merveille et Malcolm eurent vu disparaître dans l'ombre la barque qui emportait à Skye Macdonald de Scothouse, Barisdaël et Macfriar, ils avaient, par une nouvelle marche de nuit, regagné sans encombre le château de Barisdaël, où il était convenu qu'ils attendraient des nouvelles. Trois jours plus tard, Scothouse leur annonça l'heureux embarquement du prince, qui, avant de toucher la terre du salut, n'avait plus à craindre que la fortune de mer.

Afin de n'être pas remarqués des gens du château, La Merveille et Malcolm prirent la précaution d'y pénétrer par l'entrée souterraine menant à leur chambre, et laissée ouverte. La dalle qui fermait l'escalier n'avait pas été replacée, ils le savaient. Une fois entrés, ils la rétablirent sur l'ouverture, puis rafistolèrent de leur mieux la porte défoncée par les crosses des soldats. Malcolm se présenta seul à miss Flora. Il fut convenu qu'un serviteur dont on était sûr aurait seul connaissance de la présence de La Merveille, qu'il restait à tirer de la situation toujours fort dangereuse où il se trouvait : en effet, si les Anglais le prenaient en mer, ils se borneraient à le tenir en prison jusqu'à ce qu'un cartel permît de l'échanger. Sur le sol même du Royaume-Uni, il n'en allait plus de même; il risquait d'être considéré comme espion et traité comme tel, c'est-à-dire pendu ou fusillé sans autre forme de procès.

Scothouse raisonnait ainsi :

— Patientons. La nouvelle de l'évasion du prince ne tardera pas à se répandre. La surveillance dont les côtes d'Écosse sont l'objet se relâchera forcément. Les escadres s'en iront ailleurs, tandis que sur terre les troupes seront rappelées. Le départ présentera bien moins de difficultés qu'à présent.

En effet, une demi-douzaine de frégates furent lancées aux

trousses de l'*Heureuse* et du *Prince-de-Conti*, mais trop tard. Le gros des forces navales reçut d'autres directions; la besogne ne leur manquait pas : il ne suffisait pas de nettoyer de corsaires la Manche et la mer du Nord, il fallait encore bloquer des ports ennemis, défendre des terres lointaines aux quatre coins du globe, et toute la puissance de la flotte britannique n'était pas de trop pour remplir un tel office. Ainsi, les prévisions de Scothouse se réalisèrent.

Il donna l'ordre à des pêcheurs établis sur ses domaines et dont la fidélité lui était acquise, de chercher en mer quelque corsaire français et de remettre au capitaine une lettre dont il confia à chacun d'eux plusieurs exemplaires. Ainsi Dumont fut le premier informé. Il accourut, et mouilla à la côte de Lochabar. Un pêcheur vint l'annoncer au château.

La Merveille fit des adieux rapides à Flora Macdonald et à lady Primrose. Pourquoi le sein de miss Flora se souleva-t-il avec précipitation sous sa guimpe lorqu'elle lui serra la main? Pourquoi ses cils battaient-ils aussi vivement sur son regard baissé? Cependant sa voix, où une légère brisure sonna lorsqu'elle le remercia encore une fois du courage avec lequel il se dévoua à la cause du prince, s'affermit pour lui souhaiter bonne chance. Cette émotion sembla le gagner, lui aussi; laissait-il un regret en passant le seuil de la porte?

Restée seule avec lady Primrose, miss Flora, silencieuse, immobile, fixa avec une telle intensité la page d'un livre que de toute évidence elle ne lisait pas, que lady Primrose lui demanda :

— Qu'avez-vous, darling?... Vous voilà pensive comme une jeune personne que son sweetheart quitterait pour toujours...

— Je crois qu'en effet je ne reverrai jamais le capitaine.

— En vérité, darling, on croirait qu'il a produit sur vous quelque impression.

— Je l'admire comme un héros, voilà tout... comme j'ai admiré cet autre héros : notre prince chéri. Je songe que l'un et l'autre sont à jamais disparus pour moi, et cela ne va pas sans un serrement de cœur...

Lady Primrose la considéra attentivement, ne répondit rien, et se contenta de l'embrasser affectueusement au front en répétant :

— My darling...

Elles devaient se séparer quelques jours plus tard, la jeune fille pour regagner le château de son père, sir Alexander Macdonald, et lady Primrose pour aller passer l'hiver à Londres, où elle comptait de nombreuses relations dans la plus haute aristocratie.

A bord du *Hardi-mendiant*, La Merveille s'était avec joie retrouvé sur son élément. Accoudé au bastingage, il regardait l'eau filer le long du bord, ou bien, à l'arrière, il considérait le sillage qui s'allongeait et mesurait l'espace dont il se rapprochait de la France. Ses idées tourbillonnaient avec les bouillonnements blancs et les bulles d'air qui se jouaient dans la limpidité de l'eau; les vagues, coupées par le navire, se creusaient comme si son étrave y eût creusé un sillon de charrue; puis la blancheur des remous s'atténuait, les flots se reformaient, reprenaient leur cours interrompu, et le sillage se perdait et s'effaçait sans plus laisser de trace.

La songerie de La Merveille tantôt se perdait dans le passé comme le sillage du navire dans le lointain, tantôt interrogeait l'avenir comme l'horizon vers lequel la brise du large le portait rapidement. Désormais, les incidents de son séjour en Écosse constituaient un passé dans son existence. Il se rendait compte qu'il y avait là des images et des sentiments qui ne s'effaceraient ni de sa mémoire, ni de son cœur : sensation étrange, sorte de coupure dans sa vie morale, comme une parenthèse dans son amour pour Clorinde. Sur le moment, il ne s'était pas aperçu de ce qui se passait en lui; il l'avait éprouvé sans l'analyser. Impressionné par la beauté de Flora Macdonald, il ne le fut pas moins par son courage, sa décision dans le danger, et cette générosité d'âme qui l'avait portée à courir au-devant du sacrifice pour une cause belle et noble, mais déjà perdue. Il l'admira. Il se sentit porté vers elle par un courant de sympathie. Au bercement des vagues, la brise dans les cordages chantait à son oreille une complainte chargée de mélancolie, à la pensée qu'il ne la verrait jamais plus. Il lui fallut un léger effort pour s'en arracher. Il se le reprocha comme un tort envers le souvenir de Clorinde, et tout son amour pour elle lui reflua au cœur.

Le capitaine Dumont avait pris sa route par l'ouest de l'Irlande. Le second jour, la brise fraîchit, ce qui n'empêcha pas le *Hardi-mendiant* de rançonner au passage un bateau

marchand chargé de vin de Madère et d'Alicante, dont Dumont préleva un tonneau pour régaler son équipage. Il en signa d'ailleurs son billet au capitaine anglais, afin que tout fût en règle.

Le lendemain, le vent monta rapidement, finit par souffler en bourrasque; une violente tempête du sud-ouest se déchaîna comme il arrive souvent à cette époque de l'année, balayant tout devant elle. Le petit corsaire dansait sur les flots comme une plume; ses membrures craquaient; un de ses focs se déchira en un claquement sec comme une détonation, s'envola, et disparut comme par enchantement; pas un pouce carré de toile qui offrît prise au vent, et cependant les mâts pliaient à chaque rafale. Les hommes qui le montaient, conscients du danger, l'affrontaient sans crainte, les traits contractés, toute leur énergie concentrée dans chacun de leurs gestes, attentifs à saisir la signification de ceux du capitaine dont la voix ne leur parvenait plus, afin d'obéir strictement à ses ordres, lui dont la décision lucide et froide devait sauver leurs existences.

Le capitaine est seul maître à son bord après Dieu : La Merveille n'hésita pas, lui, passager, à se placer sous le commandement de Dumont, et à manœuvrer pour le salut commun. Les uns se relayaient aux pompes, car le cotre embarquait d'énormes paquets de mer ; les autres, avec des haches, se tenaient prêts à couper les cordages pour le cas où un mât se romprait, et où il faudrait d'urgence en débarrasser le navire, qui n'obéissait plus au gouvernail. D'aucuns se signaient. Bientôt, le capitaine Dumont n'eut d'autre ressource que de fuir devant la tempête. Elle l'avait pris à l'ouvert de la Manche : elle le précipita dans le canal de Bristol et la mer d'Irlande.

Les vaisseaux et les frégates de la flotte britannique qui avaient établi leur croisière entre l'île d'Ouessant et le cap Clear au sud de l'Irlande, subirent le même sort, sauf ceux qui réussirent à entrer au port de Plymouth. Il en résulta que la tempête s'étant apaisée au milieu de la nuit, le *Hardi-mendiant* se trouva au petit jour dans les eaux de deux vaisseaux de ligne et de trois frégates ennemis. Chacun était occupé à se raccommoder. La houle demeurait forte, malgré le vent tombé. A quelque distance, Dumont aurait pu espérer, grâce à la petitesse de son cotre, échapper aux vues, mais ici, à une portée de canon, il n'y fallait pas compter.

En effet, la frégate la plus proche de lui ne tarda pas à l'arraisonner d'un coup de canon à blanc. Il répondit en hissant pavillon danois, qui était neutre : simulation d'usage courant, et d'ailleurs international, parmi les corsaires, malgré les ordonnances des divers souverains. La frégate ne se contenta pas de cette assurance. Elle mit une chaloupe à la mer pour procéder à la visite du soi-disant neutre.

— Nous sommes pris, dit La Merveille, à moins de risquer le tout pour le tout.

— Risquons, répondit le capitaine Dumont.

Il donna l'ordre de hisser les voiles, d'arborer le pavillon blanc à croix bleue des corsaires de Dunkerque, et de tirer à boulets sur la chaloupe. L'ordre fut exécuté avec autant de promptitude que de précision. Le boulet emporta le bras de l'officier qui tenait la barre de la chaloupe, et les Anglais n'étaient pas encore revenus de leur surprise que déjà le vent gonflait les voiles du *Hardi-mendiant*, qui prit aussitôt de l'avance.

L'un des vaisseaux de ligne donna le signal de chasse à deux frégates. Elles appareillèrent à leur tour, et se lancèrent à la poursuite du petit cotre. Il était couvert de toile et gagnait du champ. Malheureusement pour lui, il avait affaire à deux fines voilières. Une heure de jour de moins, et il aurait eu le temps de se perdre dans l'obscurité; elles le joignirent en temps voulu à petite portée de canon, et lui envoyèrent quelques boulets, dont l'un coupa des manœuvres et provoqua la chute de la grande voile, qui ballotta lamentablement contre le mât. Le corsaire continua sur son erre pendant quelques encâblures, puis sa marche se ralentit de plus en plus. Chacune des frégates lui détacha une chaloupe fortement armée, et garnie d'un équipage de prise.

L'inutilité de la résistance éclatait. Les matelots anglais sautèrent à bord, désarmèrent les hommes, s'emparèrent des vêtements offrant quelque valeur, des bijoux sur lesquels ils purent mettre la main, et pillèrent les coffres des officiers. Ils prirent à La Merveille son épée et la magnifique paire de pistolets qu'il tenait de Mme de Pompadour, lui arrachèrent ses dentelles, une bague, et ne s'arrêtèrent que parce qu'il adressa en anglais de vigoureuses observations à l'officier de prise, menaçant de le dénoncer à l'Amirauté. Ce dernier saisit tous les

papiers du bord, les envoya à sa frégate, et s'installa avec ses hommes à bord du *Hardi-mendiant*; il en renversa le pavillon, qu'il surmonta de l'Union Jack. Les prisonniers furent réunis sur l'une des deux frégates; elle mit le cap sur Plymouth, tandis que l'autre ralliait sa croisière.

Le capitaine anglais, sur le vu de la commission d'officier de la marine royale qu'il découvrit dans le coffre de La Merveille, se conduisit correctement, et lui témoigna des égards. Il lui fit restituer ce qu'on lui avait pris, au moins ce qu'on put récupérer, à l'exception des pistolets. Il poussa la courtoisie jusqu'à l'inviter à sa table, et il fit de même pour le capitaine Dumont.

Le lendemain, à la pointe du jour, il mouilla en rade de Plymouth.

L'ÉVASION

— A lui demandé pourquoi il avait trahi son légitime et naturel seigneur?

— A répondu qu'il ne croyait pas le trahir en faisant tenir au major Harris le faux avis de la présence du prince dans son château, et qu'ainsi il pensait entrer au contraire dans les vues de ceux qui avaient envoyé le capitaine français en Écosse pour donner le change, grâce à son étonnante ressemblance avec le prince de Galles.

— A lui demandé si, en faisant prendre de la sorte ledit capitaine La Merveille, il ne se rendait pas compte qu'il nuisait au contraire à la cause dudit prince, puisque l'ennemi se serait aperçu bien vite de la supercherie, et qu'ainsi il n'y aurait plus eu moyen de le dépister comme on comptait que ledit capitaine La Merveille le ferait?

— A répondu qu'il ne l'avait pas cru.

— A lui demandé s'il n'avait pas quelque motif de mécontentement contre ledit prince?

— A répondu qu'il ne s'en connaissait aucun.

— A lui demandé s'il n'en avait pas contre ledit capitaine La Merveille, car il devait bien savoir que si ledit capitaine était pris, il n'aurait pas manqué d'être passé par les armes?

— A répondu qu'il n'avait aucune raison d'en vouloir à ses

jours, et qu'il n'avait pas envisagé une telle conséquence de ses actes.

— A lui demandé si, tout en ne souhaitant pas la mort dudit capitaine, il n'aurait pas désiré lui voir quitter son château, par crainte d'attirer sur sa tête les représailles du parti anglais ?

— A répondu en protestant vivement que ce danger ne lui faisait pas peur, et qu'il en avait fourni précédemment la preuve en s'attachant à la cause des Stuarts et en la défendant les armes à la main.

— A lui demandé si, dans ces conditions, il ne voulait pas reconnaître qu'il fallait bien qu'il eût un motif, et lequel ?

— A répondu d'un air embarrassé qu'il n'y avait pas apparence qu'il en eût.

— A lui demandé avec insistance de nous dire le motif qu'il avait certainement, en dépit de ses dénégations, et cela dans son propre intérêt, car il était impossible qu'il eût agi autrement que de propos délibéré, et s'il ne l'avouait pas, nous serions bien forcé de croire qu'il ne disait pas la vérité en affirmant que ce n'était pas ledit prince qu'il avait voulu trahir?

— A répondu qu'en effet il avait eu un motif, mais qu'il lui répugnait de le dévoiler, à cause d'une tierce personne qu'il devrait nommer.

— A lui demandé quelle complicité ladite personne avait dans son acte ?

— A répondu que ladite personne n'était point complice, vu qu'il avait agi seul; que, dans ces conditions, il était préférable qu'il la nommât pour éviter qu'aucun soupçon pesât sur elle; qu'il s'agissait de miss Flora Macdonald; que lui, Barisdaël, en était fort épris; qu'elle ne faisait nulle attention à lui; qu'au contraire, tout en se maintenant dans les bornes des convenances les plus strictes et les plus conformes à la modestie adéquate à son sexe, elle témoignait, inconsciemment peut-être, d'un penchant inavoué mais réel pour ledit capitaine La Merveille; que lui, Barisdaël, avait été mordu par le démon de la jalousie, et qu'il avait imaginé ce moyen expédient pour écarter le rival que ladite miss Flora Macdonald semblait préférer.

Arrivé à ce point de sa lecture, M. Solennel posa le papier sur son bureau et réfléchit. Apprenant qu'à son débarquer sur

les côtes de France le prince Charles-Édouard avait incontinent expédié à M. de Pontcaré de Viarmes, intendant de Bretagne, l'ordre d'avoir à tenir sous bonne et sûre garde le nommé Macdonald de Barisdaël, comme traître et félon, coupable de noirceurs et autres abominations à l'encontre de sa cause, et à instruire contre lui, le premier commis de M. de Maurepas avait demandé au nom de son ministre communication des interrogatoires du prisonnier, et autres pièces de la procédure. Si le comte de Maurepas se montrait parfaitement insouciant des cachotteries du roi, M. Solennel, au contraire, avait sans doute des raisons pour désirer les pénétrer. Que cherchait-il en dépouillant ce dossier? Il semblerait que, dans l'aveu de Barisdaël, il crût l'avoir trouvé, puisqu'il prit aussitôt la plume et écrivit la lettre suivante au baron de Bléringhen :

« Monsieur le Baron, j'apprends que le capitaine La Merveille, qui prétendait devoir faire le voyage des Iles, a pris une direction tout opposée. Il s'est rendu en Écosse, et là, il a suscité la jalousie d'un seigneur écossais en faisant la cour à une beauté de ce pays. Le seigneur écossais, ayant trahi son prince, est actuellement sous nos verrous. Le capitaine La Merveille est toujours là-bas, retenu sans doute par les charmes de son enchanteresse plus que par la volonté de l'ennemi. Je vous fais part de ces nouvelles, persuadé qu'elles vous intéresseront, et qu'elles n'intéresseront pas que vous seul, mais aussi d'autres personnes à qui vous aurez plaisir à les communiquer.

« Je vous prie de croire, monsieur le Baron, aux assurances du profond respect avec lequel j'ai l'honneur d'être votre très humble et très obéissant serviteur. »

Le baron ne se le fit pas dire deux fois. Et le temps que le courrier mit à faire le trajet, Clorinde apprit qu'à n'en pas douter celui qu'elle aimait, celui pour qui elle avait commis l'inexcusable esclandre de fuir la maison familiale, ne pensait plus à elle le moins du monde, et volait à d'autres amours. Voilà ce que c'était que de s'éprendre de gens de cette espèce!

Depuis le départ de La Merveille, la jeune fille lisait passionnément les récits des navigateurs contant les péripéties de leurs voyages à travers les lointains Océans pour aller aux Iles d'Amérique chercher fortune : c'étaient l'*Histoire des aventuriers flibustiers qui se sont signalés dans les Indes*, du hollandais Esquemeling, dont le traducteur français avait fait Œxmelin;

et le pathétique *Journal du voyage fait à la mer du Sud*, par le sieur Raveneau de Lussan; et le *Voyage fait autour du monde* par le capitaine Woodes Rogers qui découvrit dans l'île Juan Fernandez un marin du nom de Selkirk, abandonné sur cette île déserte, lequel y vivait à la manière des sauvages et attrapait les chèvres à la course; et encore les *Voyages autour du monde* de Guillaume Dampier, qui faillit être mangé par son équipage. Son imagination amplifiait les images naïves qui ornaient ces petits volumes, montrant des indigènes effrayants, des animaux monstrueux, des fruits extraordinaires, donnant l'idée d'un monde étrange et mystérieux où il fallait courir des dangers immenses et continuels, poison des plantes ou des reptiles sournois, flèches des anthropophages à l'appétit avide de chair fraîche, et subir enfin les plus rudes privations, pour conquérir l'or, les perles et les épices.

Sensible, spontanée et naturelle comme était Clorinde, la lettre de son frère l'atteignit en plein cœur. Elle pâlit, elle trembla, puis une réaction se produisit, et elle fondit en larmes. D'affreux sanglots la secouaient, la suffoquaient et lui brisaient la poitrine, lorsque la duchesse de Noailles entra. Tout de suite alarmée :

— Ma chère enfant!... Qu'y a-t-il?

Clorinde ne pouvait répondre.

— Voyons!... Calmez-vous!... Dites-moi la cause de ce gros chagrin...

Elle aperçut la lettre du baron de Bléringhen que Clorinde avait laissée tomber sur le tapis.

— Est-ce cette lettre?

Entre deux sanglots, Clorinde fit signe que oui. La duchesse ramassa le papier, et le lut :

— Quoi! dit-elle, ce n'est que cela?... Mais, ma chère enfant, il n'y a pas de quoi fouetter un chat!... Et je gage qu'en tout ceci, s'il existe un fond de vérité, la malveillance l'a singulièrement travesti.

Clorinde cessa un instant de sangloter, et regarda la duchesse avec de grands yeux ronds.

— Dame! Raisonnons un peu. Il s'agirait d'abord de savoir d'où votre frère tient ces nouvelles : elles cadrent trop bien avec son animosité contre le capitaine pour n'être pas quelque peu arrangées à sa façon.

— Vous croyez, madame?

— J'en suis sûre.

Le calme de la duchesse impressionna Clorinde, qui se tamponnait les yeux avec son mouchoir.

— C'est que si le capitaine La Merveille ne m'aimait plus, il ne me resterait qu'à entrer au couvent!

Et elle recommença à pleurer.

— Allons, allons... ne dites pas de folies, mon enfant! Il vous aime, soyez-en sûre... je m'y connais!

Elle sourit finement. Puis, d'un ton sérieux, elle ajouta :

— Je le répète : d'où votre frère les tient-il, ces nouvelles? Ou bien de ces rumeurs plus ou moins exactes, plus ou moins amplifiées, plus ou moins déformées, comme il en court dans les ports sans que l'on puisse en contrôler l'origine, ni l'exactitude? Ou bien de quelque ennemi du capitaine? Le vrai mérite en a toujours, ou tout au moins des jaloux et des envieux. Celui-là savait-il vous atteindre par contre-coup? Avait-il quelque raison d'être agréable à vôtre frère en nuisant à un homme qu'il déteste? Toutes ces hypothèses sont permises. Comprenez-vous?

— Je comprends, madame... mais cela n'est pas moins triste pour moi... Et pourquoi le capitaine...

De gros sanglots entrecoupaient sa phrase.

— Pourquoi... m'a-t-il dit... qu'il allait aux Iles... alors qu'il allait en Écosse?

— Voyons, mon enfant, vous n'êtes pas raisonnable! Songez-vous que l'Écosse vient d'être le théâtre d'événements fort graves, que l'on s'y est grandement battu, que le prince dont le Cabinet de Versailles souhaitait le succès fut vaincu, et que son pays est entièrement aux mains de nos ennemis?... Croyez-vous que, de gaîté de cœur, le capitaine La Merveille se serait allé fourrer dans un pareil guêpier, au risque de la vie... et pourquoi, s'il vous plaît? Pour les beaux yeux d'une péronnelle qu'il n'a jamais vue auparavant, dont il n'a jamais entendu parler, et qu'en somme il ne connaissait pas le moins du monde? C'est tout bonnement absurde! S'il est allé là, ce n'est pas pour son plaisir... ce ne peut être que par ordre. D'ailleurs, nous serons bientôt fixées : je prierai le maréchal de s'enquérir. Nous finirons bien par savoir à quoi nous en tenir.

La duchesse appuya ses lèvres sur le front de Clorinde.

— Et maintenant, vite, un peu d'eau fraîche sur ces beaux yeux vilainement rougis...

Clorinde sortie, la duchesse s'installa dans sa bergère auprès du feu, tisonna machinalement les bûches, et se dit à mi-voix :

— Que diable y a-t-il de vrai dans tout cela? Et qui donc a pu faire écrire une lettre pareille à cet imbécile de Bléringhen?

Elle conta l'histoire au maréchal. Le maréchal s'enquit de La Merveille auprès de Maurepas. Maurepas, beaucoup plus préoccupé d'un couplet dont il acérait les pointes, répondit distraitement, mais dans un sens qui se rapprochait de la version du baron de Bléringhen : rien de moins surprenant, puisqu'il s'était renseigné à la même source. Mais le maréchal perçut cette concordance, et conclut que ces méchants bruits partaient d'une même origine. Il soupçonna quelque manigance. Afin de mieux s'en éclaircir, il choisit son moment, à la fin d'un conseil, pour en toucher deux mots au Roi. Le Roi ne se fit pas prier :

— Monsieur le maréchal, le capitaine La Merveille s'est rendu en Écosse pour brouiller l'entendement de nos ennemis, en faisant apparaître le prince de Galles en d'autres quartiers que ceux où le prince se trouvait réellement, cela grâce à une curieuse ressemblance dont vous fûtes sûrement frappé comme tout le monde. Dangereuse mission où il réussit parfaitement. Il dérouta si habilement nos ennemis que ces derniers laissèrent la voie libre au prince en courant après son sosie. Je ne vous apprendrai pas comment le prince a heureusement débarqué en Bretagne, et vous l'avez sûrement vu dans ma loge à l'Opéra. En récompense, je viens de faire le capitaine La Merveille capitaine de mes vaisseaux pour la campagne. Par malchance, le corsaire sur lequel il réussit à s'embarquer une fois sauvé le prince, vient d'être pris par des forces supérieures, et l'on croit notre capitaine détenu à Plymouth. J'ai donné des ordres pour qu'il fût promptement échangé.

A ce moment, le Roi regarda autour de lui et demanda :

— Quelle heure est-il?

M. de Souvray se trouva là pour recueillir la question, et avec un mélange de respect courtisanesque et d'impertinence tout aristocratique, répondit :

— Sire, il est l'heure qu'il plaira à Votre Majesté.

La physionomie du Roi se figea, le regard atone. Il se dirigea vers le passage de la garde-robe, et monta l'escalier menant chez Mme de Pompadour. Arrivé sur le palier, il hésita une seconde; au lieu d'entrer chez la favorite, il pénétra dans une petite pièce que suivait un couloir carrelé, sous les combles. Le long des murs, de grands placards de bois ordinaire, peints en blanc, s'ouvraient, garnis de rayons chargés de livres. Il renvoya le valet de chambre qui l'accompagnait. Son regard erra sur les dos des livres, avec un air d'intérêt que les courtisans ne lui connaissaient pas, et qui les aurait bien surpris. Il appuya l'index sur la tranche supérieure d'un in-douze modestement habillé de basane, le fit basculer, l'ouvrit au titre, s'assit sur un escabeau, et se mit à lire. Car cet éternel ennuyé était un grand liseur. Il s'absorba dans sa lecture, oubliant la bassesse des flatteurs, les cupidités haletantes autour du Pouvoir, la fausseté des airs de Cour, tout ce qu'il méprisait jusqu'à l'écœurement, au milieu de quoi il vivait, et qui distillait cet insurmontable ennui dont il souffrait comme d'un mal physique.

Ici seulement, bien seul, tandis qu'on le croyait chez sa maîtresse, sur le carreau de terre rouge, devant ces dos de livres alignés sur des planches de bois blanc, la lecture l'en guérissait pour quelques moments toujours trop brefs.

Et, chose étrange, personne, même parmi ses familiers, ne s'en doutait.

HENRI MALO.

(La dernière partie au prochain numéro.)

ADVERSAIRES POLITIQUES ET AMIS

FALLOUX ET PERSIGNY

I

LA PÉRIODE DES RÊVES

Un hôtel à Londres en 1835. Par l'entremise du marquis de Gricourt, qui est de passage à l'hôtel, deux jeunes Français sont mis en relations, et bientôt leurs causeries n'ont plus de terme. Dans la France de la monarchie de Juillet, tous deux se sentent dépaysés. S'étant fortuitement rencontrés, ils échangent leurs idées, leurs rêves; et les conversations, à mesure qu'elles se font plus intimes, plus confiantes, accusent un irréparable désaccord et préparent une indestructible amitié. Tous deux, un jour, seront hommes politiques; l'un, Fialin de Persigny, ramènera sur le trône de France, par étapes, un empereur qui régnera dix-huit ans; l'autre, Alfred de Falloux, saura, — sans prendre l'attitude d'un conquérant et parce qu'il aura l'art d'éviter cette attitude, — conquérir pour l'Église de France la liberté d'enseigner. La victoire napoléonienne, dont Persigny sera le principal artisan, sera marquée par une brève incarcération de Falloux; la politique religieuse napoléonienne trouvera dans Falloux un adversaire infatigable. Mais l'amitié des deux hommes planera sur ces conflits; et leur loyauté réciproque éclairera les divergences, sans d'ailleurs pouvoir les atténuer, ni peut-être le vouloir. Dans leur correspondance, ils en parleront, en n'ayant que rarement l'illusion d'une possibi-

lité d'accord. Toujours ils sentiront qu'un fossé les sépare : trop sincères pour le nier, trop exempts de naïveté pour aspirer à le combler, il leur plaira que leur amitié jette un pont, un pont sur lequel ils se chercheront, se trouveront, un pont où leurs idées puissent se rencontrer sans se bousculer, et, bien loin de s'offusquer, s'illuminer réciproquement. Tel est l'attrait de leur correspondance (1), que le comte Louis de Blois, sénateur de Maine-et-Loire, petit-neveu du comte de Falloux, a bien voulu mettre à notre disposition avec la plus amicale bonne grâce.

I. — LE PASSÉ DES DEUX AMIS. UNE PROMESSE DE PORTEFEUILLE

Deux gentilshommes, au début de 1830, désiraient faire de leur neveu, Fialin de Persigny, un garde du corps de Sa Majesté Charles X. Le neveu se dérobait, il s'agitait dans sa garnison de Pontivy, il en était l'une des fortes têtes; et lorsque, à la nouvelle des journées de Juillet, une sorte de *pronunciamiento* s'ébauchait dans la petite ville, il s'y compromettait avec entrain. Un an plus tard, on le voyait journaliste à Paris, et la rencontre qu'il faisait d'un ancien secrétaire du cabinet particulier de Napoléon Ier commençait d'orienter vers le bonapartisme ce jeune adversaire de la légitimité. Sa destinée achevait de se décider, — non de se fixer, certes, car elle devait être une perpétuelle aventure, — au cours d'un voyage au delà du Rhin.

Il était parti en quête de vieux souvenirs ou de vieux papiers; il avait pris la route d'Augsbourg, pour chercher des documents de famille. Une femme était survenue, « une de ces rencontres charmantes, écrira plus tard, de son vivant même, un de ses biographes, qui détournent si facilement un jeune homme de son chemin ». Et Fialin de Persigny n'avait pas détesté d'être détourné, et de prolonger la rencontre, et de la renouveler; on s'était promis de se revoir à Ludwigsburg. Adieu les archives, c'était l'heure d'aimer! Persigny, fiévreusement, se hâtait vers cette ville et vers cette heure, lorsque soudainement, sur le siège de sa carriole, il avait vu s'agiter son cocher. Une voiture l'avait croisé, et cet homme, levant son

(1) Archives du Bourg d'Iré (Maine-et-Loire).

chapeau, avait frénétiquement crié : « Vive Napoléon! » Grâce à ce hourrah d'un Allemand en l'honneur de Louis Bonaparte, le chemin de Ludwigsburg était devenu, pour le jeune homme, une façon de chemin de Damas ; Persigny, désormais, connaissait le demi-dieu auquel sa vie appartiendrait. Adieu l'amour, non moins que les archives! C'était en extase, sous un arbre, que Persigny avait passé la plus grande partie de sa nuit (1). Le lendemain, il avait repris la route de France, mystiquement docile au hasard d'une rencontre; et cette docilité mystique allait commander son rôle politique.

Il était venu chercher au delà du Rhin quelque chose de son passé familial; et ce qu'il en avait rapporté, c'était tout son *Credo* politique, tout son illuminisme d'agitateur, tout son avenir personnel, qui devait un jour être si intimement mêlé à l'avenir de la France. Et tout de suite, pour faire parvenir son Bonaparte, pour faire de lui le lion de l'Europe, on l'avait vu non moins tenace, non moins impétueux, non moins subtil en ses manèges, que l'étaient, pour parvenir eux-mêmes et pour devenir les lions de Paris, les héros balzaciens de ce temps-là.

A l'écart du salon parisien de la comtesse Regnaud de Saint-Jean-d'Angély, où le parti bonapartiste frondait sans méchanceté le roi citoyen, on eût dit que Fialin de Persigny aspirait à créer un quartier général de l'idée bonapartiste ; et ce quartier général, c'était lui tout seul, avec son imagination, avec sa dialectique, avec sa fièvre. Il voulait être le doctrinaire de la religion napoléonienne, il en voulait être « le Loyola ». Religion, il aimait ce mot. « Le principe de mon dévouement, disait-il volontiers, n'est pas seulement dynastique, mais religieux (2). » Il faisait bon marché des vétérans du parti, qui certainement eussent exigé qu'il leur soumît ses idées ; sa fierté d'homme nouveau se fût insurgée contre une telle humiliation. Au demeurant, il y eut toujours en lui des côtés d'extatique, planant trop au-dessus des critiques des hommes pour s'y subordonner aisément.

(1) Notice sur Persigny, dans Sarrut, *Biographie des hommes du jour* (Paris, 1839). — Delaroa, *le Duc de Persigny et les doctrines de l'Empire*, p. 5-6 (Paris, Plon, 1865). C'est à la notice précédant ce recueil des actes et discours de Persigny, que nous empruntons beaucoup de renseignements.

(2) Delaroa, *op. cit.*, p. 13.

Les bonapartistes parisiens apprirent un jour que sur un fascicule qui s'appelait *l'Occident français, œuvre mensuelle, publiée par une société d'hommes d'État et de militaires*, Napoléon Ier reprenait la parole et qu'il disait au monde : « J'ai dessouillé la Révolution, ennobli les peuples, et raffermi les rois »; ils surent que celui qui rendait ainsi la parole à l'Empereur n'était autre que Persigny. Le fascicule que leur recommandait cette épigraphe impériale était bien réellement, et dans son entier, l'œuvre de ce jeune homme qui, dédaignant leur expérience comme on dédaigne une impuissance, se tournait vers ceux de son âge, et même vers les plus jeunes. Il était à l'affût des énergies en chômage, énergies de sportsmen, énergies de duellistes, auxquelles il pourrait, comme il disait, « montrer un but et donner une direction plus élevée ». Pour toutes ces énergies connues ou inconnues, cet *Occident français*, qui n'eut jamais de second fascicule, avait la précision d'un manifeste et la portée d'un appel.

« A nous donc, s'écriait-il, l'idée napoléonienne, suppliciée et mise à mort au rocher de Sainte-Hélène, dans la personne de son glorieux représentant! En cette impériale idée résident la tradition tant cherchée du XVIIIe siècle, la vraie loi sociale du monde moderne, et tout le symbole des nationalités occidentales. » Il ne voulait pas que cette lumière fût tenue plus longtemps sous le boisseau ; il avait hâte de la faire resplendir. « Le temps est venu, continuait-il, d'annoncer par toute la terre européenne cet évangile impérial qui n'a point encore eu d'apostolat. Le temps est venu de relever le vieux drapeau de l'Empereur, non pas seulement l'étendard de Marengo et d'Austerlitz, mais celui de Burgos et de la Moskowa. L'Empereur, tout l'Empereur! Que les peuples infidèles qui l'ont laissé mourir écoutent maintenant sa loi, leur salut est à ce prix! Et que les Juifs qui l'ont crucifié apprennent enfin leur sentence : il ne restera pas pierre sur pierre de la Babylone britannique. » Il y avait du messianisme dans cette brochure, mais un messianisme qui rêvait qu'au plus tôt la vérité politique s'incarnât. « S'il nous était permis d'agir, disait l'auteur au début, nous n'aurions garde de penser à la discussion publique. » Lorsqu'on parle ainsi, on n'est pas loin de s'octroyer à soi-même le droit d'agir ; et les méditations dont il se laissait hanter depuis son aventure d'outre-Rhin conspiraient avec son étoile, avec

l'étoile des Bonaparte, avec ce qu'il croyait être l'instinct des foules, pour faire succéder à la période des programmes la minute plus décisive de l'action.

L'action, Persigny la voyait déjà sur la voie du succès. Il avait une foi d'apôtre dans la victoire posthume de celui qu'il appelait « l'homme souverain, celui qui est monté sur le trône vierge des crimes de sa position, sans traverser les haines acquises à tous les chefs de dynastie; qui a conduit des armées sur les sables brûlants des tropiques et dans les steppes glacés du Nord; qui a failli mourir dans les flots de la Mer Rouge et dans les flammes du Kremlin ». Cet homme-là, proclamait-il, « est une tradition plus féconde que tous les conciles parlementaires et toutes les écritures constitutionnelles ». Et il concluait avec la plus allègre audace : « En 1815, Napoléon lui-même demandait vingt ans et deux millions d'hommes pour refaire le grand empire détruit par l'invasion. Aujourd'hui, il suffirait de deux ans et de nos quatre cent mille hommes au pied de paix (1).»

Le roi Joseph, qui vivait à Londres, lut ce fascicule; il envoya quelqu'un complimenter Persigny. Celui-ci passa la Manche, causa plusieurs jours avec Joseph: un instant, il eut de lui la promesse d'un concours actif, mais finalement, se sentant trop vieux pour des entreprises politiques, Joseph se déroba. Il lui donna pourtant une lettre pour le prince Louis Napoléon ; Persigny s'en fut en Suisse sous les auspices de cette recommandation royale et du poète Belmontet. Il vit le prince ; ils s'éprirent l'un de l'autre, et Persigny lui dévoua sa vie. Tous deux avaient vingt-sept ans : à eux deux ils feraient l'avenir, Persigny le faisant et le prince se laissant faire. Peut-être, dès ce moment, — c'était au début de 1835, — parlèrent-ils de conspiration (2) ; et s'ils n'en parlèrent point, on peut être assuré que Persigny y pensait déjà. Il traversa la Manche, hanté du rêve qui voulait donner un maître à la France, un démiurge à la future Europe, et vint demander un asile à cette « Babylone britannique » dont il projetait l'anéantissement.

Il pensait tout haut, sans ambages ni sourdines, sans gêne ni réticences, dans le salon d'hôtel où il rencontrait son ami Gricourt et un ami de celui-ci, le vicomte Alfred de Falloux.

(1) *L'Occident français*, p. 79.

(2) C'est ce que croit M. André Lebey, *les Trois coups d'État de Napoléon Bonaparte*, p. 102 (Paris, Perrin).

Le jeune Falloux faisait alors son tour d'Europe. Celui-ci aussi souffrait d'une sorte de heurt entre son idéal civique et les réalités de la France politique. Des liens d'étroite fidélité l'attachaient presque filialement à la branche aînée des Bourbons. Il ne pouvait songer sans quelque mélancolie que cette Europe qu'il était réduit à parcourir en touriste, c'est probablement en secrétaire d'ambassade qu'il l'eût explorée, si les Bourbons avaient occupé le trône. Il raconte, en ses *Mémoires d'un Royaliste* (1), qu'il se trouvait en Savoie lorsqu'il avait appris la chute de Charles X. Il avait cru d'abord que l'ouest allait s'insurger, et que l'heure avait sonné, pour lui, d'être chouan; mais son père, d'esprit plus rassis, l'avait obligé, en l'emmenant en Suisse, à laisser venir les événements, sans vouloir les devancer. Et la suite des événements avait été si malencontreuse, si gauchement enchaînée, si piteusement couronnée par l'équipée de la duchesse de Berry, que le marquis de Coislin, derrière qui le jeune Falloux aspirait à faire le coup de feu, avait négligé de le convoquer, ayant lui-même négligé de s'armer. Dans les salons légitimistes de Paris, Falloux avait trouvé plutôt une atmosphère de taquinerie qu'une sérieuse action politique; et il s'en était allé vers Prague, près de la royauté en exil, pour affirmer une bonne volonté qui n'eût aspiré qu'à faire acte de volonté.

Montbel, l'ancien ministre du cabinet Polignac, qu'il avait rencontré à Vienne, lui avait laissé voir sa pleine certitude que « l'avenir de la monarchie était du moins affranchi de toute crainte d'une résurrection bonapartiste »; quels que fussent les aléas du lendemain, quels que fussent les obstacles qui barraient aux Bourbons de la branche aînée la route du trône, le jeune homme s'était réjoui qu'un observateur aussi expert ne crût pas que les aigles impériales pussent demeurer une menace pour les fleurs de lis. Et voici que, passant de Vienne à Londres, le hasard lui donnait comme interlocuteur, comme compagnon, comme ami, un aventureux manœuvrier d'histoire, qui voulait, lui, ressusciter la dictature de ces aigles, afin qu'une fois de plus la France étonnée s'en éprît. L'œil du vieux Montbel, à Vienne, ne s'armait pas d'une longue-vue suffisante pour entrevoir, jusqu'au delà de la Manche, les turbulents desseins du jeune Per-

(1) *Mémoires d'un royaliste*, 2 vol. (Paris, Perrin).

signy. La surprise même qu'éprouvait Falloux était trop instructive pour qu'il se dérobât aux entretiens de ce prochain conspirateur; était-ce chose indifférente, d'ailleurs, pour le service de l'idée légitimiste, que de connaître avec quelque précision les ambitions rivales? Falloux se trouvait en présence de tout un programme : même en matière religieuse, le jeune Persigny avait une politique personnelle, ou plutôt une conception personnelle de la politique religieuse du grand Empereur.

« A l'enseignement de la théologie, avait-il expliqué dans *l'Occident français*, l'Empereur aurait voulu que l'on joignît un cours d'agriculture, les éléments de la médecine et du droit. Par là, disait-il, le dogme et la controverse, qui ne sont que le champ de bataille du fanatisme et de la sottise, deviendraient insensiblement plus rares dans la chaire. Il demeurera la pure morale toujours belle, toujours éloquente, toujours persuasive, toujours écoutée. Les prêtres entretiendront les paysans de leur culture, de leurs travaux, de leurs champs ; ils pourront donner de bons conseils contre la chicane et de bons avis aux malades. C'est ainsi qu'ils eussent été vraiment une Providence pour leurs ouailles; et comme on leur eût composé un très bel état, ils auraient joui d'une très grande considération. Ils n'auraient pas eu le pouvoir de la seigneurie féodale, mais ils en auraient eu, sans danger, toute l'influence. Un curé eût été le juge de paix naturel et le médecin ordinaire de sa localité, tout à la fois le chef moral et le directeur pratique de la population. La justice de paix nous est venue en effet de l'action du christianisme sur la législation des temps modernes. On a voulu en faire honneur à l'Assemblée constituante ; mais quatre siècles auparavant le principe de l'institution était déjà posé. Napoléon ne fait ici qu'harmoniser au nouvel état social les conséquences de la grande loi du Christ. Mais quelle harmonie c'eût été pour toute l'Europe chrétienne! Si l'on songe au noviciat et aux épreuves qui auraient garanti la vocation des pasteurs, on peut dire qu'un tel clergé au milieu des peuples eût infailliblement amené les plus grands progrès de la civilisation. »

Et Persigny, interpellant le régime des Bourbons, interpellant le régime de Juillet, continuait : « Eh bien ! a-t-on seulement abordé le moindre côté de tout cela en vingt ans de parlage constitutionnel? Le clergé a été tout-puissant, il a pu se refaire une belle destinée; qu'a-t-il fait, à quoi lui a servi sa

puissance? Les esprits les plus avancés en sont à rêver, dans un lointain avenir, ce que Napoléon eût réalisé, et bien au delà, depuis si longtemps. L'idée napoléonienne aurait entraîné dans sa sphère d'activité et de progrès cette milice même qu'on dirait frappée du vertige de la dégradation (1). »

On devine combien la conscience religieuse de Falloux, combien sa scrupuleuse sollicitude pour la liberté du ministère spirituel, devait être heurtée par cette conception de l'Église qui paraissait ressusciter, sous l'égide de Napoléon, les idées les plus archaïques de Joseph II.

Mais puisque Falloux faisait alors un voyage à travers le monde des idées, pourquoi ne se fût-il pas complu à laisser parler ce jeune homme, dont George Sand disait avec quelque admiration, vers la même époque : « Il est charmant et d'un esprit très remarquable » (2)?

Un matin, ce ne fut plus au salon, mais dans la chambre de Falloux, que les entretiens eurent un terme. Tous deux avaient échangé le récit de leur passé, fait s'entrechoquer leurs conceptions de l'avenir; la causerie avait créé l'intimité. Persigny, ce matin-là, venait annoncer que subitement il devait partir pour la Suisse. Falloux lui rendait un service pécuniaire, nécessité par cet urgent voyage. Persigny s'éloignait avec un merci, puis derechef frappait à la porte, confiait que c'était Louis Bonaparte qui l'appelait là-bas. « Laissez-moi vous supplier de partir avec moi, disait-il à Falloux. Vous verrez par vous-même que là est l'avenir de notre pays, et je connais assez le prince pour savoir d'avance avec quelle justesse de coup d'œil il vous rendra justice. » Et plus Falloux se dérobait, plus Persigny insistait, « développant avec beaucoup de feu la grandeur du second et prochain Empire ». Falloux finit par couper court: « Vous savez, interrompit-il, que je suis d'une province où la fidélité royaliste est inébranlable; votre insistance, toute flatteuse qu'elle soit, demeurerait donc absolument inutile. » Et Persigny de répondre, après un dernier effort : « Je respecte votre sincérité, mais je connais aussi votre patriotisme. Vos yeux s'ouvriront. Le prince Napoléon régnera, et vous ferez partie de son premier ministère! »

« Malgré l'accent pénétré du prophète, raconte Falloux, j'ac-

(1) *L'Occident français*, p. 39-40.
(2) Ollivier, *l'Empire libéral : Louis Napoléon et le coup d'État*, p. 47.

cueillis la prophétie par un éclat de rire, et je répliquai sur le ton de la plaisanterie : « Promettez-moi, monsieur, que vous me donnerez mon portefeuille. — Eh bien, monsieur, je vous le promets ». La promesse fut tenue, treize ans plus tard, au jour même où la prophétie se vérifia ; et nous avons vu au Bourg d'Iré le solennel portefeuille, cadeau de Persigny, que le comte de Falloux trouva sur son bureau, en ce matin de décembre 1848 où il vint s'installer au ministère. Les journaux de 1848, qui connurent l'amusant incident, racontèrent que Falloux et Persigny s'étaient autrefois « promis une amitié qui survivrait au triomphe de l'une ou de l'autre cause, et que pour gage de cette amitié, indépendante de la politique, le premier qui deviendrait ministre recevrait son portefeuille en cadeau des mains du second ». Persigny, dans ses propres *Mémoires*, reproduit avec quelque complaisance cette version de la presse, et ajoute : « Cela est vrai » (1). Nous sera-t-il permis, entre les deux récits, de préférer très nettement celui de Falloux? Cette réciprocité d'engagement m'apparaît comme un enjolivement, assez peu conforme au caractère du jeune royaliste ; et, parce qu'un paradoxal persiflage fut inopinément justifié par les vicissitudes de la politique, gardons-nous de faire dégénérer cette scène en une sorte de colloque où deux jeunes gens, à défaut d'opinions communes, auraient commencé de mettre en commun leurs ambitions.

Plus tard, Falloux, commentant l'épisode, écrira : « Ce qu'il y a de douloureux, c'est que les destinées de la France furent assez agitées, assez compromises, pour que les deux jeunes gens de vingt-cinq ans, qui échangeaient en se jouant une telle gageure, finirent par être pris au mot tous les deux. Je ne jette jamais les yeux sur le portefeuille sans me répéter tristement : Malheureux, bien malheureux, est le pays où une telle aventure ne reste pas dans le domaine du roman ! »

« Roman », le mot est lâché : ce qui venait de s'inaugurer à Londres, ce n'était rien de moins qu'un roman, qui pourrait s'intituler « Les jeux de l'amitié et du hasard, » bien que les propos des deux partenaires fussent assurément beaucoup plus proches de la langue de M. de Tocqueville que de celle de Marivaux.

(1) Falloux, *op. cit.*, t. I, p. 118-120. — *Mémoires du duc de Persigny*, édit. de Laire d'Espagny, p. 11 (Paris, Plon, 1896).

II. — UN GRENIER DE STRASBOURG : FALLOUX CHEZ LES CONSPIRATEURS

A Paris, dans les mois qui suivent, les deux amis se revoient. Ce n'est pas Falloux qui cherche Persigny, il ne saurait où le trouver. Un domicile est une chaîne pour la liberté d'action, Persigny n'en veut aucune : l'idée à laquelle il est en proie pourrait être desservie par la fixité du logis. Mais Persigny sait où saisir Falloux, et il le visite, il s'attarde, et Falloux se dit peut-être que c'est bien dommage que la légitimité bousculée et la Vendée désarmée n'aient pas un pareil homme à leur disposition. « Nous étions faits pour devenir amis, lui dit-il un jour, vous êtes aussi un vendéen à votre façon ! » Et j'imagine que le « bleu » qu'est Persigny accueille ce parallèle avec un sourire satisfait; les chouans furent de bons maîtres pour la course à l'aventure, Persigny ne peut qu'être flatté de faire songer à eux.

Falloux, au printemps de 1836, achève son tour d'Europe par une promenade en Russie, où l'accompagne son coreligionnaire politique François de la Bouillerie, futur coadjuteur de l'archevêque de Bordeaux. Les touristes, au retour, passent par Strasbourg (1). Il y a là un Breton, ancien chef d'escadron, le comte de Bruc, qui parmi ses intimes s'était fait une notoriété par sa folle haine contre Napoléon. Il disait jadis à un camarade de régiment, s'il le trouvait mal monté : « Tu n'as là qu'un cheval bonapartiste. » Et, s'il se trouvait mal servi à table : « Voilà, s'écriait-il, un plat qui est fièrement bonapartiste. » Falloux ne connaissait pas cette particularité du comte de Bruc, et certes il n'eût pu la deviner, puisque Bruc, subitement passé au bonapartisme, vint lui murmurer à l'oreille : « Vous apprendrez, je crois, avec plaisir, que M. de Persigny est ici, mais très en secret, et vous savez pourquoi. »

« Vous savez pourquoi »... Falloux, légitimiste, craignait d'en trop savoir. Pouvait-il brûler la politesse à La Bouillerie? Leurs deux montures étaient commandées pour regagner Paris, dès le lendemain, à cinq heures du matin. La malicieuse destinée, qui, dans la première ville où il posait pied en rentrant en France, semblait vouloir le rejeter dans les bras de Per-

(1) Voir, sur cet épisode de Falloux à Strasbourg, les *Mémoires d'un royaliste*, I, p. 153-156.

signy! Il fit à Bruc quelques difficultés : « Nos familles nous attendent, nous ne pouvons retarder notre départ. — Eh bien! venez tout de suite. — Comment, tout de suite? minuit va sonner! — C'est précisément l'heure des rendez-vous de Persigny. Je connais son affection pour vous. Votre refus lui causerait un vrai chagrin. — Allons, riposta Falloux, je vais au moins rendre à M. de Persigny une de ses visites. »

Le temps de s'excuser auprès de La Bouillerie, et Falloux suivait Bruc dans un lacis de rues tortueuses, courbait sa taille sous une porte basse, et montait à une sorte de grenier. Ils étaient là six ou sept jeunes gens, qu'illuminaient la flamme d'un punch et l'éloquence de Persigny.

Falloux entre; Persigny d'abord est muet de surprise. En deux secondes il réalise ce fait : la légitimité venait conspirer pour l'Empire, contre les parlementaires de Paris. Cette vision le suspend au cou de Falloux : « Pouvons-nous donc enfin compter sur vous? » lui demande-t-il. Mais Falloux de répondre : « Comme ami, toujours; comme napoléonien, moins que jamais. » L'étreinte se desserre; Bruc et Falloux racontent leur fortuite rencontre... Décidément, cette visite de minuit n'a pas la portée d'un événement politique; il n'y a là rien de plus qu'une malice nouvelle de ce pittoresque metteur en scène, qui s'appelle le hasard. On répond à cette malice par un redoublement de cordialités. Trève de conspiration, puisque Falloux veut n'être qu'un étranger! Mais Persigny ne peut se taire, Persigny parle : « Soyez sûr, dit-il à Falloux, que la Providence vous envoie à nous. Le prince Louis est ici, à deux pas de la frontière. La garnison nous appartient; dans trois ou quatre jours, nous serons acclamés de la France entière. » Et Falloux lui réplique : « Non, vous serez tous pendus, et vous devriez admirer mon courage, de demeurer encore ici après tout ce que vous me contez là. Dans un instant, peut-être, la police va faire invasion; je serai pris en flagrant délit, et je partagerai votre triste sort, tout en l'ayant bien peu mérité. »

Et de fait, à quoi tiennent les destinées humaines! Supposez cette nuit-là, dans ce grenier suspect, un coup de filet de la police strasbourgeoise; Alfred de Falloux, bon gré, mal gré, eût passé pour conspirateur au profit de Bonaparte. Il eût pu, je pense, se disculper, mais non sans peine pourtant, car

un procureur royal se serait levé qui probablement lui aurait dit : « Ce comte de Bruc, que docilement vous avez suivi, il était venu à Paris, quelques jours plus tôt, avec une lettre de Louis Napoléon, tenter la fidélité du général Exelmans, et celui-ci l'avait éconduit (1). N'ayant pas réussi là-bas, il s'est rabattu sur vous, vicomte de Falloux ; il n'avait pas eu Exelmans, il vous a eu ; et puisque parmi les conspirateurs il y a Persigny et Gricourt, vos deux amis de Londres, j'en induis qu'à Londres même vous complotiez déjà tous ensemble. » Et cet injuste réquisitoire, même suivi d'un non-lieu, aurait probablement entravé, dans l'Anjou royaliste, la carrière politique de M. de Falloux.

Mais la police ne parut pas ; les conversations continuèrent, Persigny et ses compagnons démontrant la grandeur de leur entreprise, et Falloux essayant de leur en faire sentir le péril et l'inanité. Au bout d'une heure, on se sépara : Falloux, embrassant Persigny, s'en fut à son hôtel, pour chevaucher vers Paris au petit jour, avec son ami La Bouillerie, qui ne sut rien, naturellement, de cette nuit historique.

Quelques jours se passaient, et la presse annonçait qu'au matin du 30 octobre, Louis-Napoléon Bonaparte avait voulu soulever la garnison de Strasbourg, et qu'il avait échoué. Persigny, paraît-il, aurait préféré que le prince vînt à Paris, qu'il lançât une lettre aux Chambres pour réclamer la fin de son exil et le grade de sous-lieutenant. La monarchie de Juillet l'aurait fait rejeter hors des frontières, mais du moins, disait Persigny, « il aurait laissé à la France une carte de visite dont elle se souviendrait » (2). Le prince avait décidé de tenter plutôt l'aventure à Strasbourg, et Persigny s'y était dévoué. Les poursuites qui s'engagèrent après l'échec révélaient quel avait été le prologue de ce coup de main : des colloques entre Persigny et son amie Mme Gordon, qui avait su rallier au projet le colonel Vaudrey (3), commandant un régiment de Strasbourg ; puis un colloque à Fribourg entre Persigny et un couple mystérieux venu dans le grand-duché de Bade sous le nom de M. et Mme de Cessay ; elles révélaient que, sous ce pseudonyme, étaient cachés le colonel Vaudrey et Mme Gordon ; que Louis-Napoléon, arrivé

(1) Thirria, *Napoléon III avant l'Empire*, I, p. 63-64 (Paris, Plon, 1895).
(2) Castille, *Persigny* (Paris, 1858).
(3) Lebey, *op cit.*, p. 108-110.

clandestinement à Strasbourg le 29 octobre, était d'abord descendu chez un M. Manuel, 17, rue La Fontaine, qui n'était autre que Persigny ; que Persigny en personne était venu arrêter le préfet dans son lit... Mais trois heures avaient suffi pour que le gouvernement de Louis-Philippe eût le dessus, et les prisons strasbourgeoises s'étaient refermées sur presque tous les conspirateurs.

Persigny s'était sauvé chez Mme Gordon ; elle avait su le faire fuir, quand les gendarmes s'étaient présentés ; grimé, méconnaissable, il avait gagné Bade, puis la Suisse, puis Londres (1). Dans le *Sun* du 24 décembre 1836, il justifiait avec une triomphante aisance l'inutile échauffourée. Le gouvernement de Louis-Philippe, ne se souciant pas à cette date d'avoir un prisonnier qui s'appelait Bonaparte, laissait partir le prince pour l'Amérique ; le jury de la Seine, le 18 janvier 1837, acquittait les comparses qui n'avaient pas pris la clef des champs. On voudrait connaître ce qu'écrivait Persigny, sur l'ensemble de l'aventure, à son ami Falloux, qui, dans le grenier de Strasbourg, en avait surpris les derniers préparatifs ; la lettre où il s'en expliqua s'est perdue. C'était apparemment une lettre d'ordre politique, à laquelle Persigny souhaitait une réponse d'ordre politique ; une « bonne petite lettre » qu'il avait reçue de Falloux et dans laquelle celui-ci, probablement, lui exprimait sa sympathie, ne lui suffisait point. Et le 10 février 1837, Persigny, de Londres, écrivait à Falloux : « Je tiens beaucoup, vous le savez, à votre opinion, parce qu'on rencontre peu de personnes qui aient comme vous un esprit si juste et un cœur si noble, deux qualités éminemment propres à juger toutes choses. Du reste, mon bon ami, comme je sais bien qu'au milieu des occupations et des plaisirs qui absorbent votre temps, ce serait trop exiger de votre amitié que de vous demander de longues lettres, dites-moi seulement quelques mots. »

Persigny souhaitait une appréciation légitimiste sur le premier échec de la restauration bonapartiste ; nous ne savons si cette appréciation lui fut envoyée.

(1) Lebey, *op. cit.*, p. 162-165.

III. — LES BESOGNES POLITIQUES DE PERSIGNY, ET LES BESOGNES HISTORIQUES DE FALLOUX

Il semble qu'au cours des années suivantes, les destinées des deux amis devaient les éloigner l'un de l'autre. Les pensées de Persigny suivaient partout Louis Bonaparte : en Amérique d'abord, puis en Suisse ; et quand le prince, en octobre 1838, s'exilait lui-même de Suisse, où sa présence inquiétait la France, et passait en Angleterre, Persigny se trouvait là pour le servir. Il était l'exégète de la pensée du prétendant. Le souvenir même de la partie qu'ensemble ils avaient jouée et qu'ensemble ils avaient perdue, les attachait de plus en plus étroitement l'un à l'autre ; et pour commenter le livre que publiait en 1839 Louis Bonaparte sous le titre : *Idées napoléoniennes*, paraissaient, au début de 1840, des *Lettres de Londres*, dont l'auteur était Persigny. Il y faisait de son prince un portrait idéalisé ; il s'affichait comme conspirateur, et s'affichait comme conspirant avec lui. Ces pages étaient la suite naturelle de celles de l'*Occident français* ; mais au lieu d'envisager la destruction de l'Angleterre, Persigny, cette fois, prophétisait une alliance dont, treize ans plus tard, il devait être l'ouvrier.

Falloux, lui, sans hâte, mais sans indolence, étudiait le terrain sur lequel les intérêts de la religion et ceux de la royauté légitime pouvaient être efficacement défendus : Montalembert servait les premiers, Berryer les seconds. Il lui paraissait que les préoccupations purement confessionnelles de Montalembert pourraient lier partie avec les préoccupations plus politiques de Berryer, et qu'en servant entre eux de trait d'union, il jouerait peut-être un rôle utile (1). Un voyage qu'il faisait à Rome, où se trouvait le comte de Chambord, lui laissait l'impression que ce prince avait « d'heureuses qualités qui ne demandaient plus qu'à être largement et politiquement cultivées », et que certains familiers le tenaient dans « une sorte de quarantaine qui ne lui laissait arriver que des idées ou des conseils bien passés à la fumigation » (2). Fidèle défenseur de son roi, le plus grand succès que Falloux put recueillir fut un succès de comédie, dans deux pièces de Scribe, où le comte de

(1) *Mémoires d'un royaliste*, I, p. 177-178. — (2) *Ib.*, I, p. 205 et 209.

Chambord souhaitait que des Français se fissent acteurs (1) : il était certainement venu pour d'autres besognes. Mais il n'était pas homme à vouloir s'imposer à l'attention du prince, comme Persigny, s'il eût été besoin, se fût imposé à l'attention de Louis Bonaparte ; et les comédies où il figurait n'avaient vraiment rien de commun avec ces tragi-comédies dont Persigny était le protagoniste, celle de Strasbourg naguère, celle de Boulogne bientôt.

Il avait laissé à Paris, dans son tiroir, un manuscrit sur Louis XVI, pour lequel il s'était aidé des lumières du baron Mounier, fils de l'ancien Constituant, et de l'avocat Roux-Laborie, qui avait jadis assisté Malesherbes dans le procès du roi (2) : à son retour, il en préparait la publication, espérant que ce livre d'histoire, qu'il avait conçu comme un hommage et comme un service pour la cause qui lui était chère, serait utile à l'opinion publique, utile aussi peut-être à l'héritier des Bourbons.

IV. — UNE VISITE DE FALLOUX A LA PRISON DU LUXEMBOURG : PERSIGNY EN CITADELLE

Chacun des deux amis servait sa cause au gré de son propre tempérament, et du tempérament, aussi, de chacun des deux princes. Pendant que Falloux s'occupait pacifiquement, au profit du comte de Chambord, de rectifier et d'illuminer l'histoire du passé, Persigny, lui, était toujours sous les armes, pour les coups de main qui devaient soumettre à Louis Bonaparte les évolutions du lendemain. Le 6 août 1840, sans avoir conseillé lui-même la folle entreprise de Boulogne, il s'y associait intimement : parmi ces cinquante-six conspirateurs qui s'essayaient à renouveler, au Nord de la France, le coup de main qui avait échoué à l'Est, Persigny avait joué un rôle de premier plan. C'était lui qui avait commandé les gardes à cheval, en tête de la colonne ; il était de ceux qui, cernés sur la plage par la maréchaussée de Louis-Philippe, avaient entouré Louis Bonaparte dans son essai de fuite à la nage, et qui, comme lui, recueillis ruisselants sur un canot, avaient été finalement ramenés au port, et emprisonnés (3). Ce nouvel échec n'avait pas démonté

(1) *Mémoires d'un royaliste*, I, p. 207.
(2) *Mémoires d'un royaliste*, I, p. 178 et suivantes.
(3) Thirria, *op. cit.*, I, p. 154 et suivantes.

son imperturbable confiance. La voix qui criait à Louis Bonaparte, dans la cour de la prison de Boulogne : « Allez, l'ombre de l'Empereur vous protège, vous triompherez de vos ennemis », c'était la voix de Persigny (1). D'aucuns lui firent l'injure de le soupçonner de trahison, prièrent le prince de mettre son dévouement en quarantaine. Bonaparte répondit : « On n'éprouve pas ses amis. » Tous les inculpés de Boulogne furent amenés en septembre à la prison du Luxembourg, pour que la Chambre des Pairs les jugeât.

Persigny, dans sa cellule, se sentait très délaissé ; sa famille le réprouvait, ne lui envoyait que des reproches. Il vit un jour arriver Berryer, qui avait accepté de plaider pour Louis Bonaparte, et qui trouvait piquant de demander à une monarchie issue d'une révolution de quel droit elle osait juger coupable un autre essai de révolution. Et Berryer causait à Persigny la plus grande des joies, car il lui parlait de Falloux, lui disait que Falloux cherchait un moyen de pénétrer près de lui, et qu'il était chargé, lui, Berryer, de ménager cette possibilité. « Ah! s'écriait Persigny, sans M. de Falloux, je n'aurais pu serrer une main amie! »

Muni du permis de pénétrer que Berryer lui avait procuré, Falloux courut au parloir de la prison. Persigny fut amené, fondit en larmes. Deux grilles l'isolaient de Falloux ; entre les deux grilles, un sergent de ville allait et venait. Ils se tendirent la main à travers l'espace qui les séparait, et Falloux, retirant sa main, « sentit le frôlement d'un bout de papier furtivement glissé par le prisonnier ».

Falloux, sans le vouloir, avait été mêlé, quatre ans plus tôt, à la préparation de l'aventure de Strasbourg ; ce petit papier le mêlait inopinément à la liquidation de l'aventure de Boulogne. Car Persigny lui confiait qu'en une certaine maison dont il donnait l'adresse, étaient déposés les uniformes que d'avance il s'était commandés pour l'entrée dans Paris de Bonaparte vainqueur, et Persigny priait Falloux de les vendre. Et pendant que la police de la monarchie de Juillet cherchait probablement en milieu bonapartiste les cachettes qui lui dissimulaient les accessoires du complot, le jeune légitimiste s'acquittait de la commission confiée par Persigny (2).

(1) Delaroa, *op. cit.*, p. 20.
(2) *Mémoires d'un royaliste*, I, p. 215 et suivantes.

Du haut des tribunes publiques du Luxembourg, Falloux voyait se dérouler les journées émouvantes du procès de Boulogne. Il entendait Persigny transformer le banc des accusés en tribune et y développer l'idée napoléonienne; il le voyait répondre avec désinvolture aux questions dont on le pressait : « J'ai apporté ici ma tête. » Elle ne fut pas acceptée; un arrêt rendu par cent cinquante-deux pairs, et auquel cent soixante abstentionnistes restèrent volontairement étrangers (1), enferma Persigny pour vingt ans dans la citadelle de Doullens, et Louis Bonaparte dans celle de Ham, pour le temps qu'il lui restait à vivre. « Monsieur, dit Louis Bonaparte au greffier qui lui lisait ce verdict, on disait autrefois que le mot *impossible* n'est pas français; aujourd'hui on en peut dire autant du mot *perpétuel* (2). » Persigny n'aurait pas désavoué ce genre de défi.

La force armée l'achemina vers Doullens; il y fut rejoint bientôt par un message où Falloux lui annonçait son prochain mariage avec Mlle de Caradeuc de la Chalotais, et par un paquet qui lui apportait le *Louis XVI*, enfin sorti des presses.

V. — COMMENT LOUIS XVI AURAIT MATÉ LA RÉVOLUTION S'IL AVAIT EU PERSIGNY COMME MINISTRE

De la citadelle même où il venait d'entrer, Persigny, le 31 octobre 1840, répondait par une longue lettre. Elle s'ouvrait par des félicitations à Falloux pour l'événement qui fixait sa vie : « Le bonheur, philosophait Persigny, est toujours dans les mains de l'homme qui sait réunir aux qualités du corps et de l'esprit la puissance morale qu'inspirent à l'homme les vertus chrétiennes. » Tout doucement, faisant un retour sur lui-même, il semblait qu'il voulût se confesser; il avouait « avoir vécu beaucoup plus de la vie des passions que de celle des vertus »; il avouait s'être vu forcé, « après avoir passé sa vie à édifier certaines grandes passions, de descendre aux hideuses réalités de la vie des passions ». Sa plume s'appesantissait sur ce mot de « passions »; elle le répétait dix fois en quelques lignes; elle dénonçait les passions qui se pressent autour d'un chef de parti, celles qui disputent au confident du chef la confiance qui lui est accordée, celles que ce confident éprouve

(1) Thirria, *op. cit.* I, p. 203-206. — (2) *Ib.*, I, p. 200, n. 1.

lui-même, et se redressant en face de toutes ces vilenies, Persigny s'écriait : « Vous comprenez quel bonheur c'est pour moi que de pouvoir me reposer dans la pensée d'une amitié pure, noble, élevée, étrangère à toutes ces passions, d'une amitié basée sur des vertus et non sur des passions. Je ne sais quel écrivain disait en parlant de l'amitié, que les hommes ne s'accrochaient bien que par leurs vices. Cela doit être, comme vous devez le pensez, un écrivain de notre époque. Mais si cela est vrai, quand on s'est accroché pendant si longtemps à des passions, il est bien doux de rencontrer un noble cœur dont la vertu soit l'unique lien qui vous attache. »

L'amitié de Falloux, on le voit, suggérait à Persigny de très bonnes pensées, et ces pensées s'exprimaient en une phraséologie qui rappelait les louables efforts du moralisme du XVIIIe siècle pour retrouver une spiritualité après en avoir tari les sources. Persigny passait ensuite au cadeau qu'il avait reçu de Falloux. « Il faut que je vous parle, poursuivait-il, de votre admirable livre : c'est bien là, en effet, le digne mémorial du Temple. Je n'hésite pas à dire que c'est la plus belle histoire royaliste qui ait été faite sur cette époque. Et je ne sais pourquoi je dis royaliste, car en vérité, il est impossible d'y trouver la passion d'un parti.

« Ce bel hommage rendu à la plus noble et à la plus grande de toutes les infortunes m'a vivement touché. J'ai suivi la marche de cette fatale destinée avec tout l'intérêt d'un cœur subjugué par la pieuse résignation du malheureux roi. Jamais je n'avais senti la poésie de ce grand drame comme vous la faites comprendre. Ce qu'il y a de grand dans cette courageuse résignation m'avait échappé jusqu'ici. Cette résignation, toutefois, je ne l'approuve pas, mais je l'admire. Car toutes les grandes vertus sont dignes de notre vénération. Mais en parcourant votre beau livre, j'ai été tourmenté de bien tristes pensées. Quand vous nous faites voir ce noble roi comprenant, dans son esprit droit et surtout dans son cœur, le besoin de réformer d'anciennes institutions devenues par la suite des siècles de dangereux abus, quand vous nous le montrez animé de la grande pensée de doter ses peuples de nouvelles et salutaires institutions, quand enfin vous le présentez comme le premier réformateur de la société; pourquoi faut-il ensuite le voir privé de la gloire d'accomplir lui-même de grandes choses? Quand

vous nous le montrez dans la séance royale du 23 juin posant lui-même toutes les grandes questions de la Révolution française, tous les grands principes de cette transformation sociale, et leur donnant lui-même leur véritable signification, pourquoi doute-t-il de son autorité pour réaliser sa noble pensée? Pourquoi oublie-t-il que le sceptre qui lui a été transmis ne doit être touché par aucune main profane? Pourquoi laisse-t-il dans le fourreau l'épée de Henri IV et de Louis XIV? — A chacune des nouvelles souillures que subit la majesté du trône, le Roi courbe un front résigné devant la religion de l'humilité. L'insatiable avidité de l'esprit révolutionnaire ou plutôt du débordement populaire lui arrache, pièce par pièce, les débris de son empire, et à chaque nouvelle humiliation la religion semble lui ordonner de se résigner. Dites-moi et pardonnez-moi cette question : pourquoi les esprits religieux dans le christianisme ont-ils généralement cette disposition à s'humilier devant la violence, et à se résigner devant la force? Malgré moi je compare l'humilité chrétienne à la résignation fataliste du musulman. Dans la destinée des empires, sans doute, l'humilité chrétienne peut jouer de grands rôles, car elle devient la première base du principe d'autorité. Mais pourquoi le dépositaire de l'autorité y est-il soumis? où est l'autorité, où est la grandeur des empires, si le droit s'humilie devant la force et si l'on considère les grandes catastrophes comme des épreuves envoyées par Dieu au bénéfice d'une vie future? Mais j'oublie que le royaume du Christ n'est pas de ce monde : principe fatal, qui dans ma faible intelligence, en jugeant des choses divines, me paraît la cause première de tous les malheurs du christianisme. Pourquoi borner la religion à préparer le bonheur de l'individu dans l'autre monde, au lieu de servir aussi au bonheur des sociétés dans ce monde? La séparation du pouvoir temporel du pouvoir spirituel est dans le principe de la religion chrétienne, elle est plus particulièrement exigée par les circonstances où se trouve la religion dans nos sociétés modernes. Mais humainement parlant, quelle absurdité! Combien Rome fut plus intelligente que les sociétés chrétiennes, en faisant de la religion la première base de l'autorité politique! Que de grandeur, que de merveilles produisit ce principe! »

Persigny, on le voit sans peine, avait sur le christianisme

des notions fort incomplètes. Que la résignation fût une vertu bonne pour les sujets, mais seulement pour eux, c'est une conception qu'en dehors même de l'idée chrétienne les stoïciens auraient dédaigneusement répudiée; et l'idée qu'il se faisait des rapports de la société civile et de la société religieuse, l'hostilité qu'il affichait contre leur distinction, l'hommage de regrets qu'il rendait à la Rome païenne, dénotaient un état d'esprit qu'il n'est peut-être pas inutile de connaître pour comprendre la politique religieuse des premières années du second Empire. Mais trêve de droit canon! Persigny, se reprenant, disait à Falloux :

« Je reviens à votre beau livre. Si je me permettais de faire une critique de votre admirable ouvrage, je ne pourrais la faire que sur un seul point. Pour comprendre tout à fait la position de la royauté au commencement de la Révolution, il faudrait connaître exactement quelle résistance aurait pu faire le Roi, s'il avait voulu défendre la majesté du trône. A-t-il jamais senti la force dans ses mains ou s'est-il vu privé dès le commencement de toute résistance? A-t-on pu impunément violer la dignité royale? Ce point historique me paraîtrait important à éclaircir. Quelle était la force et l'esprit des troupes? Étaient-elles encore fidèles, ou déjà soulevées? Pour la gloire de Louis XVI, j'aimerais mieux que dès le principe il ait été privé de toute force, de tout moyen de résistance, et qu'il n'eût eu qu'à se résigner, mais le fait n'a pas été démontré, et même il me serait difficile de le croire : après le premier acte de la révolution, après avoir vu son autorité méconnue, ses intentions calomniées et la majesté royale violée de la manière la plus grave, ne pouvait-il aller se placer à la tête de ses troupes, pour de là dissoudre l'assemblée, décréter lui-même la réalisation des nouveaux principes et l'abolition des anciens abus, et convoquer une nouvelle assemblée?

« Sans doute l'assemblée ne se serait pas dissoute, elle aurait embrasé les passions et engagé une lutte violente. Mais si le Roi fût resté dans une position indépendante et forte, s'il eût conservé surtout son esprit de modération, après quelque temps de violents désordres les esprits modérés qui font la masse d'une nation lui fussent revenus, et il n'eût plus eu qu'à traiter avec les chefs de l'assemblée pour rétablir l'ordre. Un pouvoir de huit siècles eût triomphé d'un pouvoir si nouveau. Mais il

fallait être maître des troupes, et c'est la question qui ne m'a pas paru suffisamment éclaircie par tous les historiens de cette époque. Quand on voit le malheureux Roi rester à Versailles et ensuite à Paris, où il est condamné à ce rôle effrayant d'un roi sans sceptre et sans épée, offert en holocauste à toutes les passions d'une époque de délire, on ne peut s'empêcher de se demander : Où était donc son épée? Pourquoi ne s'en est-il pas servi? Sans doute sa résignation devant les effrayantes agitations de son peuple a un caractère de grandeur que nul écrivain n'a si bien fait ressortir que vous, vous son véritable historien. Mais n'eût-il pas été plus grand d'entreprendre l'épée à la main de rétablir l'ordre, lui qui pouvait se sentir fort de sa conscience et de ses intentions pures? Et ne valait-il pas mieux mourir à la tête d'une poignée de braves que d'assister pendant trois terribles années à l'avilissement de la royauté: après les épouvantables scènes des 5 et 6 octobre, devait-il subir philosophiquement cette liquidation de la royauté? Ce n'est que le 21 juin de l'année suivante qu'il essaie de se soustraire à son horrible position. Remarquez bien qu'en jugeant la conduite du Roi, je ne reproche pas à ce malheureux prince de n'avoir pas su conjurer l'orage ou le dissiper, encore moins de n'avoir pas prévu la fin de cette épouvantable crise. Il est facile de raisonner aujourd'hui, mais le caractère de cette révolution est sans exemple dans l'histoire. Nul ne pouvait prévoir, nul ne pouvait deviner la marche des événements, mais pourquoi le monarque a-t-il subi la dégradation de la royauté, pourquoi n'a-t-il pas préféré mourir en combattant? Encore une fois je rends hommage à sa résignation chrétienne, mais je la blâme dans un roi. » Ainsi s'achevait, par un nouveau trait contre l'idée de résignation, cette curieuse page où Persigny reprochait à Louis XVI, en définitive, de n'avoir pas su faire, contre la Constituante, le geste qui, onze ans plus tard, devait s'appeler le geste du 2 décembre.

« Je recevrai de vos nouvelles avec un véritable bonheur », disait-il à Falloux. Et il ajoutait quelques détails sur sa situation de captif : « Nous sommes ici dans une situation peu agréable. J'occupe une chambre si froide et si humide qu'il est impossible d'y travailler. J'ai demandé vainement d'y avoir du feu à mes frais. On me l'a jusqu'ici refusé. Mais ce qui est le plus insupportable, c'est qu'il nous est interdit de recevoir des journaux, et que nous sommes au secret le plus absolu pour

toutes les nouvelles. Nous ne pouvons correspondre au dehors qu'à la condition que les lettres que nous recevons ne contiennent aucune nouvelle politique. »

VI. — PERSIGNY SENTIMENTAL : L'AMITIÉ DES FEMMES ET L'AMITIÉ DE FALLOUX

M. André Lebey publiait naguère une série de lettres adressées par Persigny à une amie de George Sand, de Fourier, de Victor Considérant, Mme Rosanne Bourgoin. Persigny s'y montre sous un jour assez différent de celui sous lequel il se laissait voir à Falloux. On dirait, lorsqu'on lit ses lettres à Falloux, que l'obsession de la politique bannit de son âme toute autre préoccupation. Il écrivait au contraire à Mme Rosanne le 20 août 1841 : « A cette unique pensée qui m'a conduit ici, n'ai-je pas sacrifié froidement les devoirs les plus saints du cœur et les liens de l'attachement le plus noble et le plus dévoué? Dans la fureur de mes ambitieuses préoccupations, mon âme ne s'est-elle pas fermée cruellement jusqu'aux obligations de la mémoire?... Aujourd'hui que la défaite me permet de peser dans le silence et le recueillement de la prison les choses saintes que j'ai sacrifiées si légèrement, vous dire les regrets amers que j'éprouve et les remords qui parfois agitent mon âme serait trop triste pour vous (1). »

Le regret qu'avait Persigny en songeant aux aventures sentimentales d'antan, si douloureusement interrompues par sa captivité, déteignait même sur son enthousiasme politique ; il redisait à Mme Rosanne le 2 octobre : « Je ne me fais pas illusion. La France est dans une telle situation que je n'espère ni d'un côté ni de l'autre la fin de ma situation présente (2). » Et le 28 novembre : « L'effet naturel de ma situation, c'est que, dans l'impossibilité d'entretenir aucune espérance raisonnable d'un avenir déterminé, mon esprit, comme celui des vieillards, est condamné à ne vivre que du passé. Quand je vois toute la jeunesse, ou la partie qui se dit l'opinion avancée, ne s'occuper que de niaiseries sociales ou de puérilités politiques, il n'y a rien à espérer en faveur de mes idées. Je n'ai plus de carrière politique à prétendre en France (3). » Voilà un découragement

(1) *La Révolution de 1848*, V (1908-1909), p. 624-625. — (2) *Ib.*, V (1908-1909), p. 627. — (3) *Ib.*, V, p. 628 et 632-633.

qu'il n'eût jamais avoué à Falloux. Je ne crois pas non plus qu'il lui aurait confié ce qu'il écrivait à Mme Rosanne, le 17 août 1842, au lendemain de l'attentat contre le duc d'Orléans : « J'avais façonné mon esprit, lui disait-il, à envisager dans l'avenir une existence bien différente des premiers rêves de mon ambition. Je me voyais condamné à m'expatrier et m'étais habitué à cette pensée dont j'avais embrassé toutes les conséquences. Mais aujourd'hui, à tort ou à raison, les événements ont pris un caractère d'incertitude qui me paraît devoir amener des combinaisons nouvelles, ou plutôt, toutes les combinaisons sont appelées à se produire (1). » Mme Rosanne avait évidemment le privilège de connaître les fléchissements de l'énergie de Persigny; celui-ci ne se dénudait vis-à-vis de Falloux que lorsque son énergie était en belle forme, et crâne en ses allures.

Eût-il aimé d'ailleurs, — en vérité, je ne le crois pas, — que l'ami Falloux eût pu lire par-dessus son épaule lorsqu'il déclarait, le 28 novembre 1841, dans une dissertation psychologique adressée à Mme Rosanne : « En laissant même de côté toute pensée d'amour, l'amitié des femmes m'a toujours paru mille fois plus précieuse que celle des hommes; à vrai dire, je n'en ai pas eu d'autres ou, pour mieux dire, je n'ai jamais cru à cette dernière (2). » Persigny, en griffonnant ces lignes, oubliait, semble-t-il, les messages d'amitié qu'il adressait à Falloux. Il y avait au moins un homme en l'amitié duquel il croyait, ou bien ces messages n'eussent été que des duperies. Persigny continuait : « Les hommes s'associent par des intérêts, des idées, mais ils sont toujours naturellement divisés par des rivalités. L'amitié des femmes, au contraire, c'est un asile contre toutes les mauvaises passions de notre nature. Là, nulle rivalité, nulle jalousie, c'est comme un autre monde, le seul où l'homme brisé par l'adversité peut aller demander des consolations sans s'humilier. » Lisons de près ces lignes : sa critique des amitiés masculines ne s'applique nullement à celle qui l'attachait à Falloux; entre eux, pas d'intérêts communs, pas d'idées communes, et pas de rivalité : rien qui les associât, rien qui mît leurs ambitions aux prises, rien qui pût engendrer une jalousie. L'amitié du légitimiste Falloux, c'était pour Persigny,

(1) *La Révolution de 1848*, V, p. 738. — (2) *Ib.*, V, p. 630.

tout comme les amitiés de femmes, « un autre monde »; et son verdict sur les amitiés masculines comportait ici une exception.

Persigny, assurément sincère quand il disait à Falloux son admiration pour les vertus chrétiennes, réservait à Mme Rosanne ses persiflages, toujours un peu doctrinaires, à l'égard du catholiscisme, et de la confession, et de l'indissolubilité du mariage. Il ne craignait pas, par exemple, de lui écrire le 30 avril 1842 : « Dans notre société, les préjugés du catholicisme ont fait du mariage une institution vicieuse. Ce lien forcé éternel est contraire à la nature même. Dans la société romaine, le divorce était une chose si naturelle que la femme pouvait passer dans les bras de plusieurs maris sans jamais rien perdre de la considération, sans porter atteinte en aucune manière aux principes de la famille, qui n'a jamais été aussi bien constituée chez aucun peuple (1). » Il n'était pas inutile à Persigny, — on le voit par les confidences qu'il faisait à l'amitié féminine, — que son amitié masculine, qui se trouvait être l'amitié d'un catholique, l'orientât vers quelques lectures religieuses un peu approfondies, et Falloux n'avait pas négligé de s'en rendre compte, puisqu'il nous dit dans ses *Mémoires* qu'il envoya à Persigny, comme compagnie pour ses loisirs, les *Confessions* de saint Augustin, les *Prisons* de Silvio Pellico, et les *Études* d'Auguste Nicolas *sur le christianisme* (2).

VII. — LE MYSTÈRE DES PYRAMIDES CHERCHÉ DANS LES FOSSÉS D'UNE CITADELLE

Persigny, dans sa solitude attristée, songeait à faire des livres : en 1841, il développait à Mme Rosanne le projet d'un grand ouvrage où, « de l'histoire d'Angleterre depuis deux cents ans et de l'histoire de la tentative de Napoléon pour constituer une nouvelle société, il ferait sortir des principes et des règles concernant l'esprit public des sociétés modernes ». Peu à peu l'ample programme se restreignait ; il ne s'agissait plus, en 1842, que d'un livre sur l'Angleterre (3).

Mais soudain certaines lectures sur l'Égypte l'induisirent en distraction ; et scrutant l'histoire des Pyramides, il en voulut

(1) *La Révolution de 1848*, V, p. 723.
(2) Falloux, *Mémoires d'un royaliste*, I, p. 405.
(3) *La République de 1848*, V, p. 633 et 731.

surprendre le mystère. Car il y avait là, pensait-il, un mystère, et qui se liait à deux autres : « celui des mouvements du désert, et celui des lois du choc et de la résistance des milieux, surtout des fluides élastiques. » Il constatait, dans les vieilles annales, que les Pyramides avaient passé pour des tombeaux d'Osiris, personnification du Nil ; il y recueillait l'écho des défaites de Typhon, personnification des montagnes mouvantes du Sahel, de ces masses de sables qui périodiquement assaillent la vallée du Nil. Persigny prenait acte de ces mythes, et, d'un geste imprévu, se détournait vers les traités de mécanique. Les pyramides, d'après ses intuitions, avaient pour objet d'« opposer au fluide atmosphérique une résistance égale à l'excès de vitesse capable d'entraîner les sables. » On voyait Persigny, aux jours où quelque vent d'équinoxe déchaînait ses fureurs, regarder avec une fixité méditative, qui se prolongeait d'une anormale façon, les fossés de la citadelle. Projetait-il, d'aventure, quelque évasion ? Mais non, il s'occupait de mécanique. Il regardait les courants du vent frapper directement la muraille de la citadelle, et puis se rabattre en sens contraire, du côté de la contrescarpe, en paraissant provenir de cette muraille elle-même. Et pour préciser ses expériences, il se servait d'une roue à palettes. Ses observations de prisonnier lui paraissaient justifier son hypothèse égyptologique, et l'Académie des sciences devait recevoir, à la date du 14 juillet 1844, un mémoire sur « la destination et l'utilité permanente des pyramides d'Égypte et de Nubie contre les irruptions sablonneuses du désert », mémoire dont, en 1845, un livre sortira (1).

Au cours de ces recherches, Persigny sentit s'affaiblir ses yeux ; il en faisait part à Falloux, le 10 juin 1843. Il avait l'air de vouloir le renseigner sur son âme ; et c'est en souvenir, sans doute, des lectures religieuses procurées par Falloux, que

(1) Delaroa, *op. cit.*, p. 21-22 et 330-387.

Les théories qui, d'après son biographe, auraient eu l'approbation implicite d'Arago, n'ont pas prévalu : « La science de M. de Persigny, écrivait sévèrement en 1882 Georges Perrot, vaut la politique dont il a été plus tard l'un des inspirateurs ; c'est le même ton d'imagination, aventureux et chimérique, c'est le même manque de réflexion et de sens. Si cette barrière, élevée à si grand frais, eût été nécessaire ou même utile, il aurait fallu la prolonger d'un bout à l'autre de l'Égypte ; les pyramides ne se trouveraient pas toutes rassemblées, à peu d'exception près, dans le voisinage de Memphis. (*Histoire de l'Art dans l'antiquité, I, L'Egypte*, p. 196.)

Persigny lui écrivait : « De plus en plus résigné à mon sort, je remercie Dieu de m'avoir donné la force de triompher des tumultueuses passions qui agitaient mon âme dans le commencement de ma captivité. Les conseils de votre bonne et généreuse amitié n'ont pas été perdus. J'ai cherché et trouvé la consolation dont j'avais besoin, où se trouvent toutes les consolations. » Il ajoutait : « La vie d'un prisonnier n'est pas faite pour servir de sujet de correspondance. N'attendez pas que je vous donne des détails de la mienne ; j'aime bien mieux demander à la vôtre de quoi intéresser notre correspondance... Les vivants doivent passer avant les morts ; et les reclus sont des espèces de morts, la pire des espèces. Mais si parfois vous avez un moment pour me mettre au courant de ce qui vous arrive d'heureux ou de malheureux, soyez sûr que personne n'y prendra un plus vif intérêt que moi. Je ne puis jouir ou souffrir aujourd'hui que dans la personne de ceux que j'aime. » Et il souhaitait que Mlle Loyde, la fillette de Falloux, eût bientôt un frère.

Quelques mois plus tard, nous le savons par une lettre à Mme Rosanne, Persigny était transporté à la Conciergerie, pour qu'à la surveillance de la police se joignît celle d'un oculiste. Souffrait-il de névralgie ou bien d'amaurose ? Il ne le savait au juste. Ce malaise même le rapprochait de Falloux ; la réclusion de Persigny n'avait point à Paris la même rigueur qu'à Doullens ; et durant les périodes où Falloux séjournait à Paris, Persigny pouvait aller chez lui, le voir en famille, et regardait s'entasser, sur le bureau de son ami, les épreuves du livre sur saint Pie V, qui allait être bientôt son compagnon de captivité.

VIII. — LE LIVRE SUR SAINT PIE V ET LES IDÉES RELIGIEUSES DE PERSIGNY

Ce livre parvint à Persigny en ces premiers mois de 1845 qui le ramenaient dans la citadelle de Doullens. Son premier soin fut d'écrire à Falloux une longue lettre, datée du 9 mars. Sommairement il lui parlait de son propre travail sur les pyramides et de la foule de lettres qu'il adressait aux savants et aux sociétés savantes de l'Europe pour provoquer leur attention. Et tout de suite il arrivait à *Saint Pie V* : « Mon opinion, disait-il à son ami, peut avoir à vos yeux la valeur d'une unité, et

je vous la dois entière, absolue, sans déguisement. » Il affirmait que désormais ce Pape serait pour lui une des plus grandes figures de l'histoire. Il regrettait d'ailleurs que le catholique militant qu'il y avait en Falloux parût fortement « préoccuper l'historien » : « Dans l'intérêt même de l'Église catholique, précisait-il, vous aviez avantage à ne pas traiter sévèrement ses ennemis. Est-il vrai, est-il juste de dire que le grand schisme qui a séparé le nord du midi de l'Europe n'ait été produit que par de petites causes? Un misérable esprit de révolte, est-ce là tout le secret de cet immense mouvement des esprits?... Si le catholicisme est dépositaire de la véritable tradition, de la loi divine, qu'a-t-il à craindre de la souillure des hommes?... Sur ce terrain élevé vous pouviez traiter vos adversaires avec moins de sévérité, et, je le répète, avec plus d'impartialité... Comment avez-vous pu justifier la monstrueuse politique de Philippe II à l'égard des Maures? »

Persigny distinguait deux politiques à l'endroit des vaincus : celle qui assimile, qui unit, et celle « qui traite les vaincus comme un peuple de parias », qui « décrète leur croyance comme un tarif douanier », qui les parque, qui les « condamne à cet isolement farouche où s'exalte le fanatisme », et il demandait à son ami : « Comment le christianisme peut-il être mêlé à une politique aussi barbare et inintelligente? » S'élevant vers les sphères de la philosophie religieuse, il continuait : « Je ne crois pas, je ne croirai jamais qu'une religion divine ne puisse unir la foi et la science... Vous êtes un apôtre du catholicisme, et si j'ai pensé souvent depuis quelques années aux choses de la religion, c'est par l'influence de votre amitié. Je vais donc me laisser aller à dire toute ma pensée. La religion ayant pour objet non seulement de préparer l'homme à la vie future, mais de le diriger dans la vie présente, la foi ne saurait être séparée de la science. De là la nécessité pour la religion de marcher à la tête du progrès de l'esprit humain, et c'est l'histoire de l'Église pendant quinze siècles... Comme un peuple libre, l'Église a eu ses États généraux pour mettre son organisation en harmonie avec les véritables transformations du temps. La foi et la science se sont entendues dans dix-neuf conciles œcuméniques; mais entre le dix-huitième et le dix-neuvième, entre celui de Basle, qui condamna le Pape, et celui de Trente, l'hérésie, un grand schisme vint diviser le monde chrétien.

Malheureusement, le concile de Trente vint trop tôt ou trop tard ; trop tard pour prévenir la Réforme ; trop tôt pour pouvoir réconcilier la chrétienté. Depuis le Concile de Trente l'Église est restée stationnaire, et elle est séparée du présent par trois grands siècles de progrès en tout genre, ou, si vous voulez, de transformations de toute nature. Un abîme effrayant sépare l'Église de la civilisation européenne... C'est la raison du malaise des esprits, de la difficulté, de l'impossibilité peut-être de réunir le monde chrétien. Les uns rejettent la foi au nom de la science, les autres repoussent la science au nom de la foi. Double erreur aussi funeste l'une que l'autre.

« Pour l'homme qui, s'élevant à une haute impartialité, confond dans un égal amour la foi et la science, ces deux bienfaits de Dieu, il n'y a rien dans l'ensemble des connaissances humaines qui soit contraire à la religion du Christ... La création de la Genèse est tout à fait conforme aux lois géologiques connues. L'homme n'est arrivé sur la terre que le dernier. Le sujet de la querelle ne porte donc que sur un mot, sur le sens du mot *jour*, sur une puérilité enfin. Quelle valeur, en effet, donner au temps avant que la lumière ne fût créée, avant que la terre ne fût assujettie aux lois admirables de l'harmonie du monde?... Voilà la science forcée de se mentir à elle-même en renfermant l'histoire du monde dans un cadre chronologique impossible, ou de devenir impie! Et la religion condamnant les plus nobles efforts de l'esprit humain, pour satisfaire à de véritables chimères. Et tout ce désordre, pourquoi? Parce que l'état de l'Église n'est point en harmonie avec l'état des connaissances humaines, parce que l'Église a failli à la loi même de son existence, c'est-à-dire à l'obligation de marcher à la tête des sciences, parce qu'enfin l'Église en est encore au Concile de Trente, à ce concile tenu en des temps de colère, et que depuis trois siècles la chrétienté a besoin d'un vingtième concile, pour réunir tous ses enfants épars et divisés. »

Il est assez curieux de voir Persigny, en une époque où personne dans l'Église ne songeait à un concile, souhaiter au contraire, lui, un vingtième effort conciliaire ; il recueillera, vingt-quatre ans plus tard, les échos du concile qu'il avait appelé de ses vœux, mais qui suscitera les susceptibilités de l'Empire déclinant.

Persigny, rouvrant le livre de Falloux, se posait devant les deux portraits de Marie Stuart et d'Élisabeth : « Je ne crois pas, s'écriait-il, qu'il y ait rien de mieux écrit dans notre langue. »

Mais il en contestait l'exactitude historique. Et, philosophant de nouveau, jetant du fond de sa cellule un regard sur l'univers, Persigny continuait : « Il se fait un mouvement religieux dont le monde chrétien commence à se préoccuper. En France, tous les esprits tâchent de se retremper dans les idées religieuses ; en Angleterre, au sein de l'Église anglicane, dans l'Université d'Oxford même, des idées favorables à l'unité de la chrétienté commencent à se faire jour. On dirait qu'une grande crise religieuse se prépare. L'Europe, qui tend à se réunir par les idées, par les sciences, verra peut-être bientôt les idées religieuses remplacer les théories politiques. Et, dans de telles circonstances, que de soins, que de prudence devrait montrer le parti catholique pour attirer les esprits, pour les préparer à une régénération religieuse ! Malheureusement, et ici je me fais un devoir de vous dire mon sentiment tout entier, votre parti, pardonnez-moi cette expression peu relevée, vous, M. de Montalembert et les principaux représentants de la foi catholique en France, je crois que vous vous abusez. Le mouvement qui se fait aujourd'hui est religieux simplement, et n'est pas plus catholique que protestant. Vous pourriez sans aucun doute le diriger et le faire servir au catholicisme, mais c'est à la condition que l'Église fasse d'immenses concessions à l'état actuel de la société, et comble elle-même le vide entre la foi et la science. Malheureusement, vous ne paraissez pas apercevoir le vide, vous ne paraissez pas comprendre les besoins de l'esprit public. Forts de ce réveil des idées religieuses, vous marchez fièrement, ouvertement, à votre but, sans vous inquiéter des dissidents. Eh bien ! Dieu veuille que je me trompe, je vous vois marcher à la ruine de l'Église catholique. Si réellement l'opinion publique vient à s'échauffer sur les questions religieuses, vous serez immédiatement débordés, et la France entraînée dans d'autres voies. »

Au demeurant, pour éviter de laisser Falloux sur ces sombres pronostics, il s'amusait à rappeler en *post-scriptum* que Louis Reybaud, dans un article de la *Revue* (1), avait rapproché

(1) Voir la *Revue* du 1er juillet 1842, p. 7.

son grand-oncle, l'abbé Fialin, de ce Campanella qui, au début du XVIIe siècle, ne voulait rien de moins que décerner au Pape « une autorité universelle tant sur le temporel que sur le spirituel de toute la chrétienté », et qui rêvait l'établissement de la République du Christ ou, suivant sa propre expression, de la « monarchie du Messie ». Il est vraiment piquant de voir Persigny se prévaloir auprès de son ami catholique d'une telle parenté sacerdotale. Cet abbé Fialin avait, dans le dernier quart du XVIIIe siècle, succédé, dans la cure forézienne de Marcilly le Chatel, à un certain abbé Bonjour, qui avait enrôlé ses paroissiens dans une secte de Béguins. Secte étrange, où l'on se croyait en passe de devenir plus parfait que le Christ, et où l'on estimait licite de céder à toutes les convoitises charnelles. Fialin, continuant ce bizarre apostolat, avait su persuader à ses paroissiens que le prophète Élie allait paraître, et qu'il leur fallait, pour rencontrer ce grand revenant, quitter leurs terres, courir au fond des bois, et s'acheminer ensuite vers Jérusalem, afin d'organiser la République du Christ sans roi et sans prêtres. Toutes ces extravagances s'étaient terminées, en 1795, par l'emprisonnement d'un certain nombre de Béguins, et par un voyage de leurs prêtres à Paris, en vue d'y voir Claudine Delphan, une vierge de la secte, mettre au monde un nouveau Messie. Mais Fialin et ses confrères avaient vite renoncé à prêcher ce Messie, et bientôt Fialin devait se marier, ouvrir à Bercy un dépôt de vin, puis un cabaret, jusqu'à ce qu'en 1806 le Premier Empire l'exilât à Nantes (2). Je ne sais si Falloux connut jamais cette histoire, ni même s'il répondit au long message de Persigny : il ne pouvait être d'accord, évidemment, ni avec les rêveries du grand-oncle, ni avec l'agnosticisme du petit-neveu.

IX. — DÉMARCHES DE FALLOUX POUR LA GRACE DE PERSIGNY REFUS ET PRONOSTIC DU PRISONNIER

Mais peu après, une période nouvelle s'ouvrait, durant laquelle Falloux pourrait causer plutôt qu'écrire; car les yeux de Persigny, de plus en plus malades, exigeaient qu'il fût soigné à l'hôpital de Versailles, où il occupait une chambre sous les

(1) Brossard, *Histoire du département de la Loire pendant la Révolution*, II, p. 391-399 (Paris, Champion, 1907).

combles ; et il avait toute licence d'aller voir Falloux, une fois la semaine, soit à Paris, soit même dans sa campagne de Stors, comme l'atteste un mot rapide du 15 octobre 1845, adressé par Persigny à la comtesse de Falloux. Il semble que Falloux profitait de cette proximité, pour tenter d'exercer sur Persigny quelque influence religieuse. Il le faisait assister, un dimanche, à une conférence de Lacordaire, et Persigny l'en remerciait, se déclarant « réellement heureux d'avoir entendu cet apôtre illustre du XIXe siècle », et de « comprendre maintenant tout ce qu'il y a d'élevé dans cet apostolat ». Et, lorsqu'en décembre 1846, Persigny perdait son père, Falloux glissait dans l'expression de ses condoléances une invite à « regarder vers l'au-delà pour y assouvir toutes les aspirations du cœur ».

« La foi qui, au moment suprême, a fait la force de votre père, écrivait-il à son ami, fera, j'en suis sûr, un jour la vôtre, dans l'épreuve qui vous reste à traverser, et vous reconnaîtrez de plus en plus que les affections qui n'auraient que la terre pour théâtre et pour limite seraient bien insuffisantes pour ce torrent d'amour qui palpite en nous. C'est d'ailleurs un culte bien doux à la douleur que de prendre pour modèles ceux que la mort a consacrés, et toute votre lettre respire, comme à votre insu, ce sentiment, à un degré qui m'a bien vivement ému. Je vous en remercie, je vous en félicite, et surtout, cher ami, croyez bien que je ne vous en parlerai jamais d'une façon indiscrète jusqu'à ce que vous m'y autorisiez vous-même. » La lettre s'achevait par une allusion à un article que Persigny avait envoyé à Émile de Girardin, et que Falloux désirait connaître : « Je ne demeure désintéressé, insistait-il, de quoi que ce soit qui vous occupe. »

Ce n'étaient pas là de vaines paroles : car Falloux, élu député, en 1846, par ses concitoyens de Segré, songeait tout de suite aux moyens d'obtenir la libération de son ami. Il s'adressait au duc d'Elchingen, second fils du maréchal Ney, et aide de camp d'un des princes d'Orléans. Le duc lui répondait que Persigny n'avait qu'à demander sa grâce, « en motivant sa demande sur sa santé et sur ses travaux scientifiques », et que remise entière de sa peine lui serait très promptement accordée. Mais Falloux connaissait la fierté de Persigny. Falloux pressentait, chez son ami, une scrupuleuse noblesse d'âme qui craindrait de paraître désavouer la cause napoléonienne, et de

contrister son prince... Ne pouvait-on gracier Persigny sans que celui-ci eût à le demander? Entre Falloux et le duc d'Elchingen, les négociations se prolongeaient; finalement, il fut décidé que le ministre se contenterait d'une lettre que Persigny adresserait à Falloux, et que Falloux remettrait à qui de droit. « Sous cette forme, je ne désespère pas », confiait Falloux au duc d'Elchingen, et vingt-quatre heures après, le député légitimiste de Segré courait à Versailles. « Accepter, c'est impossible », lui disait Persigny, tout en le remerciant. Et Falloux de lui répondre : « Comment, impossible? Vous êtes fou! » Mais Persigny ripostait : « Vous verrez bientôt que c'est vous qui vous trompez. Je ne demanderai aucune grâce, même sous la forme la plus adoucie, parce que demander de quelque façon que ce fût, ce serait promettre, et je ne promettrai rien, parce que je ne veux pas tenir. » Falloux insista, mais en vain; il n'avait plus qu'à rapporter aux familiers des Tuileries qui s'étaient intéressés à cette affaire la nouvelle de son échec. Et son ami lui glissait dans l'oreille, en lui serrant la main : « Souvenez-vous bien de ceci : dans un an nous serons à leur place. »

Prisonnier donc il restait, préférant sa captivité présente à l'aliénation de sa liberté future. Un peu de patience suffisait, puisqu'il prévoyait être au pouvoir « dans un an ». Et de fait il faudra moins de deux ans, effectivement, pour que l'avènement de Louis Bonaparte à la présidence de la République justifie les aventureux, mais pénétrants pronostics qui, depuis la rencontre de 1835, s'étaient imposés aux réflexions de Falloux.

GEORGES GOYAU.

(A suivre.)

REGARDS SUR L'ÉGYPTE ET LA PALESTINE

III [1]

MEMPHIS ET SAKKARA
LA SOCIÉTÉ DU CAIRE

L'ARBRE DE LA VIERGE

Nous rentrons au Caire sans nous laisser tenter par le voyage d'Assouan, le service des bateaux à vapeur étant déjà suspendu.

Dès le jour de notre arrivée, Fakhry Pacha, avec une complaisance inlassable, nous conduit à l'Arbre de la Vierge, à proximité d'Héliopolis.

Dans une sorte de modeste banlieue, jardins, couvents, petites fermes, cultures maraîchères, sur les bords d'une fontaine, la Vierge se serait assise et aurait lavé dans le flot clair le linge de l'Enfant Dieu. Un antique sycomore tout gibbeux, entouré d'autres arbres épuisés de vieillesse, représente la continuité de la tradition fixant, en ce lieu ombragé, le repos de la sainte Vierge. Ici, non loin des ruines du fameux temple du Soleil, l'un des plus renommés de la vieille Égypte, et dont un obélisque de granit rose marque l'emplacement, cette simple station d'une femme portant un enfant dans les bras nous remplit d'une émotion indicible : on dirait que le souffle de la grâce respire encore autour de nous.

Il était, donc, dans les desseins de la Providence que

(1) Voyez la *Revue* des 15 juin et 1er juillet.

l'Égypte qui avait vu, préparé, pressenti tant de choses, assistât aux origines du grand mystère de l'humanité renouvelée.

La tradition veut que l'arbre lui-même remonte à l'époque du séjour divin. La critique moderne le conteste, et il est possible que, matériellement, elle ait raison. Il faut tenir compte, cependant, du fait que les arbres séculaires étaient, selon le mot de Renan, « chargés du rôle de porte-souvenirs » (1). On ne doit pas non plus négliger trop à la légère, surtout en Orient, la tradition non écrite. Ainsi que je l'ai déjà fait observer pour l'histoire de France, on ne compte guère qu'une trentaine de générations depuis le temps de Jules César; et c'est une chaîne plus courte qui nous relie aux témoins de la vie du Christ. En admettant que l'arbre lui-même ait péri, il n'est pas impossible que la souche ait produit des rejetons; on peut admettre que la piété des fidèles ait veillé à des plantations renouvelées. D'ailleurs, ce qui est en question, c'est la localisation du souvenir sacré en ce point. Or, rien ne s'y oppose : tout au contraire.

Puisque que la Sainte famille s'est réfugiée en Égypte, sa venue précisément dans cette région est vraisemblable : en effet, le passage plus ou moins volontaire des Hébreux y était fréquent. Sans remonter aux temps d'Abraham, de Joseph, de Salomon (qui, comme on sait, avait pour femme une fille de Pharaon), il est de certitude historique que, dans les époques de guerre, de famine, de malheur public, les gens de la Palestine cherchaient asile en Égypte. Une province était affectée à leur résidence : c'était, aux confins du Delta et du désert, la terre de Gessen ou de Goshen, souvent citée dans la Bible. Arrosée par le canal d'eau douce qui rejoint l'actuelle Ismaïlia, elle avait de beaux pâturages; on la détermine par le triangle Zagazig, Belbeïs, Abou-Hammad. La route qui conduisait de l'Asie en Gessen était la voie hébraïque par excellence. Les centres principaux du pays, nommés, eux aussi, dans la Bible, sont Ramessé et Pithoun (Per-Athon) : celle-ci possédant, comme son nom l'indique, un sanctuaire consacré spécialement au culte d'Aton. D'autre part, à proximité de l'actuelle Zagazig, se trouvait cette extraordinaire Bubaste, dont le temple magnifique, dédié à la déesse à la tête de chat Baster, attirait, à certaines époques, des centaines de mille d'idolâtres

(1) *Histoire du peuple d'Israël*, t. I, p. 21.

venant célébrer ces cérémonies orgiaques, qui valurent à la ville la malédiction d'Ézéchiel : « Je détruirai les dieux infâmes... Ces raffinés d'Aven et de Pibezety (Bubaste) tomberont par l'épée et seront emmenés en captivité. »

Mais, si, se détournant de Bubaste, on poursuivait la route vers le Nil, une autre étape s'indiquait naturellement : c'était Héliopolis, où se gardait une tradition monothéiste ayant, sans doute, quelque rapport avec la haute pensée religieuse des Sémites. Il est donc raisonnable d'admettre que la Sainte famille, s'étant enfuie en Égypte pour échapper aux poursuites d'Hérode, après avoir gagné, comme il était d'usage, le pays de Gessen, soit allée à Héliopolis et qu'elle se soit arrêtée à proximité d'un sanctuaire qui attirait d'autres Hébreux ; elle aurait ainsi campé près de la fontaine qui murmure encore sous les arbres séculaires... Et puis, à quoi bon tant de raisonnements ? Il est si doux de croire.

Nous rentrons par une soirée d'un charme indicible. L'air est embaumé. Le soleil couchant qui verse à foison les roses se tient longtemps suspendu sur l'horizon. Un si beau jour ne veut pas mourir.

Mais voici que des lumières éclatent ; un bruit offensif attaque nos oreilles ; une cadence sauvage marque un rythme dégingandé : ce sont les danses modernes. Dans l'Héliopolis actuelle, une Cordoue de café-concert évoque, assez bassement, les plaisirs de l'ancienne Bubaste... Si près de l'arbre de la Vierge !... Rentrons vite !... Au Caire !

De nouvelles visites au musée de Boulak nous conduiront, mieux avertis, à ce qu'il nous est possible de voir encore des monuments de l'antique Égypte. Nous irons bientôt chez Zoher, et cela mérite une attentive préparation. M. Lacau ayant dû se rendre, pour quelque inspection, dans le Sud, Mme Lacau veut bien nous accompagner : fille et petite-fille de savants et d'archéologues, elle a vu se remplir peu à peu ces galeries, maintenant trop étroites.

Nous allons droit au Tout-ank-amon qui nous a si cruellement fermé sa porte à la Vallée des Rois. La connaissance que nous avons faite de son fameux prédécesseur et beau-père Akhnaton, nous a rapprochés de lui et nous permet de le mettre à sa place dans la série des dynasties et dans le tableau que

nous essayons de nous faire du développement de la pensée égyptienne.

Akhnaton portait, dans son nom, le culte du Soleil. Tout-ank-amon a restauré, dans le sien, le culte d'Amon. Le jeune homme maladif dont la physionomie touchante, entrevue à Karnak, fait un si singulier contraste avec celle de son beau-père et père peut-être, Akhnaton, a renoncé à la lutte. Il s'est soumis à la tutelle des prêtres du grand temple. Son règne, qui s'intercale entre la fin de la dynastie des Thoutmès, XIIIe dynastie, et l'avènement du soldat Harembeb, date de 1350 avant Jésus-Christ environ, et sa minorité paraît avoir été, comme il arrive souvent, une époque de réaction. J'imagine un Louis XIII enfant aux mains d'une Marie de Médicis quelque peu bigote, se désintéressant de la grande pensée du défunt Henri IV.

L'art paraît subir un fléchissement analogue. Ce ne sont plus les magistrales conceptions des époques précédentes : c'est le goût du détail, du fini, du précieux; art décoratif luxueux, voyant et riche, bon pour ces jeunesses aux ressorts affaiblis. Tout s'est amenuisé.

Jamais on n'a vu tant d'or employé autour de la chose si mince qu'est une pauvre loque humaine. L'éclat en est éblouissant, le détail épuisant à considérer. Plus de trois tonnes du superbe métal auraient été employées autour du corps royal. Quelle était la fortune de ces princes? L'or, comme on le sait, venait de Nubie et de ces environs du lac Rodolphe où les prospecteurs modernes ont retrouvé les anciennes fouilles. Le dernier mot n'est pas dit, peut-être, sur les trésors cachés dans ces montagnes, pour le moment à peu près inabordables. La Reine de Saba, j'ai cru pouvoir l'établir quand il s'est agi de fonder notre établissement d'Obock et de Djibouti, puisait, de l'autre versant, à cette même source.

Mais, pénétrant dans le détail des œuvres rassemblées ici par suite de l'admirable découverte, la surprise, l'étonnement devant l'ingéniosité et le précieux de l'exécution se désespèrent de l'examen trop rapide auquel nous sommes condamnés. Le moindre de ces colliers émaillés, ciselés, articulés, surchargés de pierres précieuses qui s'appesantissaient sur la jeune poitrine, représente, comme valeur et comme qualité, l'effort de plusieurs générations. Notre Louis XIV est un pauvre hère auprès de ce Dauphin. Les têtes des canopes et les déesses qui

défendent, de leurs bras ouverts, les viscères du mort, sont des morceaux exquis. Voici le char et l'attelage des chevaux sertis d'or. Debout sur le char, le Roi brandissait ses armes étincelantes; il menait ses chevaux non pas de la main, mais d'un mouvement des reins. Voici tous les instruments de sa vie terrestre, son carquois, sa boîte aux poignards, son éventail, son tue-mouches, son bâton de commandement; voici une reconstitution minutieusement exacte de la maison qu'il habitait, le palais, les communs, la pièce d'eau, les palmiers. Et le voici, enfin, en personne, c'est-à-dire le coffre fait à son image, enveloppe extérieure de la momie. J'essaye de dessiner le visage tout cerclé d'or, à la forme ronde, aux oreilles détachées, au nez légèrement épaté, à l'œil saillant et au front bas que surmonte l'Ureus. Mais, par sa banalité décorative et toute conventionnelle, la figure, à supposer que ce fût un portrait, échappe à l'analyse, de même que la physionomie du jeune prince échappe à l'histoire. A père hardi, fils timide.

En contemplant ce chef-d'œuvre incomparable d'une civilisation vaine qui, de l'élan mystique, retombe dans la superstition basse, je pense à l'observation de M. Capart : « L'Égyptien ne sait pas se résigner, en adoptant les idées nouvelles, à abandonner les anciennes... Il donne souvent l'impression d'un homme qui, ayant reçu les éléments d'une civilisation supérieure, n'a pu réussir à la digérer complètement (1). »

RÉCENTES DÉCOUVERTES

Maintenant, il faut faire un bond en arrière et remonter jusqu'à la très vieille histoire.

Rendez-vous est pris, de nouveau, à l'hôtel Mena avec ces aimables Français et amis de la France dont les prévenances nous entourent; de là nous gagnerons Memphis et le champ de fouilles de Sakkara. Le directeur anglais de ces belles recherches, M. Firth, est prévenu et nous attend. Sa femme et sa fille, qui habitent avec lui en ce terrible désert et qui se sont adaptées à son existence de labeur et d'isolement, veulent bien nous accompagner. Ce sera le dernier mot et le couronnement de notre pèlerinage passionné : la plus récente découverte nous

(1) Cité par A. Dufourcq, *op. cit.*, p. 71.

met en présence de la plus ancienne humanité. Allons donc chez Zoher!

Zoher est, si l'on se reporte aux nomenclatures de Manéthon, le fondateur de la troisième dynastie. On sait bien peu de choses de celles qui ont précédé et dont le développement est supposé couvrir quelques siècles. A peine des noms; c'est la nuit noire. Et, soudain, Zoher surgit du fond des ténèbres, et le plus singulier, c'est qu'il s'accompagne, tout de suite, d'un des maîtres de la sagesse humaine, Imhotep, dont les « Proverbes » sont comme une sorte de prototype des *Proverbes* du roi Salomon.

Zoher, quittant la région du Delta, transporta le séjour royal à Memphis et établit en ce point central, pour de longues années, bien avant les dynasties thébaines, le gouvernement de l'Égypte. Après s'être bâti un premier tombeau de briques cuites, un « mazbata » à Abydos, il en éleva un second, en partie de pierres, à Sakkara et, ainsi, il esquissa le premier type de la pyramide construite, type qui s'affirma bientôt à Ghizeh. Nous avons donc sous les yeux, à Sakkara, peu s'en faut, les premiers monuments de l'architecture égyptienne et ceux de cet art sculptural qui nous a laissé l'extraordinaire statue de musée de Boulak. A cet ensemble, déjà si extraordinaire et si imprévu, viennent se surajouter les découvertes récentes de M. Firth.

On nous arrête, d'abord, devant la pyramide à gradins : affaissée, à demi effondrée sous le poids des ans, elle n'a, bien entendu, ni la netteté, ni la grandeur des pyramides de Ghizeh. Mais la leçon qu'elle apporte n'en est peut-être que plus éloquente. La vieille humanité nous parle, par signes, le langage le plus clair, le plus compréhensible. Nous voyons se développer, sous nos yeux, l'ordre logique dans lequel, au tas de sable et de cailloux, premier monument du souvenir, on substitue la construction de briques cuites au soleil, type qui se transmettra lui-même à travers les siècles et qui, ayant formé les corporations juives, sera porté, par celles-ci, dans les villes du désert africain, avec les secrets de la truelle, de l'équerre et du marteau. En Égypte même, l'art de la brique se muera, à son tour, en art de la pierre et nous allons en voir, ici encore, les plus anciens monuments. La pyramide de sable, devenue pyramide de briques, deviendra pyramide de pierres, inaltérable monument! Et, dans le monument de pierre se conser-

vera, assurée du repos, la figure de l'homme, la statue (1) !

Mais l'art des tombeaux ne représente pas, à lui seul, l'art égyptien. S'il y a l'architecture de la mort, il y a aussi l'architecture de la vie. Faisons quelques pas : dans le rayon même de la pyramide à gradins, on vient de mettre à jour un palais, sans doute le palais de Zoher, dont les proportions, le style et le caractère général, donnent, à première vue, l'idée de l'art grec archaïque, magnifiquement stylisé. Chose plus extraordinaire encore, le type *futur* de la colonne grecque cannelée apparaît ici, mais « tel qu'il sortit des mains de la nature ». En effet, cette colonne primitive n'est rien autre chose que la représentation d'une botte de roseaux, la fleur liée en couronne servant de chapiteau. C'est bien, déjà, la colonne-plante que nous avons retrouvée grandie et triomphante à Louqsor ; mais c'est, en même temps, la colonne grecque !... On resterait des heures à contempler cette genèse architecturale, si simple, si directe, née de la flore locale. Comme elle nous apparaît, du premier coup, frappante et sincère, l'impression produite par la vie ambiante sur le génie humain !

M. Firth nous fait observer que le principe même de l'appareillage par petites pierres, si différent de l'appareillage des pyramides qui employait des pierres énormes, tient à l'état où en était l'outillage technique de ces premiers constructeurs. Ils ne disposaient pas encore, en effet, de pièces de bois assez fortes et assez solides pour le maniement des lourds matériaux. L'Égypte ne fournit que des bois faibles et de peu de portée. Il fallut les conquêtes des Pharaons en Syrie, dans le Liban, pour que les troncs magnifiques, transportés de ces contrées lointaines sur les bords du Nil, y donnassent jour au développement des architectures démesurées. Ainsi la grâce du charmant petit palais dont nos yeux et nos mains caressent les délicates pierres blanches conservées par le sable serait due à une sorte d'infériorité technique. Peut-être l'architecture grecque, tant célébrée depuis, apparaissait-elle à l'antique Égypte comme un art de petites gens.

Mais, pour que l'émotion se surpasse encore, et pour que le

(1) Ne dirait-on pas qu'il y a comme une réaction directe contre les progrès de l'art égyptien dans les prescriptions de Moïse au peuple hébreu : « Si tu me fais un autel de pierres, tu ne le bâtiras pas *en pierres de taille*. Et tu ne monteras pas mon autel *par degrés*... » Et encore : « Tu ne feras pas d'idole ni d'image. Tu ne te prosterneras pas devant elle et tu ne les adoreras pas, etc. »

dernier mot soit prononcé, il faut suivre M. Firth et descendre avec lui dans les profondeurs du sol. Au coin le plus aride du désert funèbre, nous aborderons cette région réservée où les dynastes de Memphis eurent, bien antérieurement à ceux de Thèbes, leurs tombeaux.

Une tranchée dans le sable, un chemin sablonneux et rocailleux, une porte, un trou noir. On allume des lumignons; chacun des visiteurs en tient un à la main, et, par une descente difficile dont les degrès de sable alternent avec des pentes glissantes et roulantes, on pénètre dans les corridors étroits où, la tête penchée, le dos arrondi, la figure en sueur, nous nous enfonçons pour gagner la demeure souterraine du Roi. Nous sommes, peut-être, à vingt mètres sous le niveau du sol. Et c'est une merveille!

Non pas que nous retrouvions, ici, le luxe et l'or de Thèbes et de la Vallée des Rois : l'âge ancien ne connaissait pas ce faste. Mais l'admirable est que cet âge, en sa simplicité robuste, connaissait, déjà, le beau ! L'architecture de la pyramide à gradins et du palais, la sculpture de la statue du dynaste ne sont pas des phénomènes isolés. Ces très anciens hommes, si proches encore des temps où l'humanité avait pris conscience d'elle-même, savaient distinguer ce je ne sais quoi d'exquis qui, dans l'art, doit soulever, à jamais, l'émotion de l'humanité. J'oserais dire que la plus ancienne des statues est la plus belle, comme le premier livre, la Bible de Gutenberg, est le plus beau des livres. De même, le plus impressionnant des tombeaux est celui de Zoher.

C'est toute une civilisation hors des âges qui se révèle ainsi à nous, et elle apparaît parfaite, quoique perdue dans un si lointain passé.

Sous la lumière tremblante, les parois de la maison souterraine s'animent; ils reflètent notre cortège d'ombres courbées, violatrices du repos. Nous pénétrons dans les salles mortuaires; de proportions assez modestes, elles s'éclairent d'une étrange lueur métallique qui multiplie et déverse la lumière en un effet d'abord incompréhensible : nous sommes comme enveloppés d'azur. Nos yeux s'habituent : peu à peu, ils discernent un décor de panneaux de faïences bleu turquoise garnissant les murailles du haut en bas. Ainsi illuminés et auréolés, nous approchons et nous distinguons le délicieux motif décoratif d'un lacis de roseaux, tapissant le mur et entourant le mort

d'une représentation fluide et vivante, un Nil inférieur. L'art est encore, ici, un emprunt direct à la nature ; le génie humain a inventé cette matière et cette coloration à l'appel du goût.

Comment s'imaginer, dans un tel recul du passé, une technique aussi sûre d'elle-même, aussi parfaite, telle est la pensée qui nous saisit dans ce tombeau comme devant les Pyramides. L'esprit se lasse à cet entassement de mystères. Alternant avec les lambris de faïence, des reliefs sculptés et des gravures au trait, d'un style incomparable, achèvent la décoration murale. Ils représentent le Roi dans les diverses scènes de sa vie terrestre ; et les scènes sont d'un intérêt, d'une variété et d'une qualité d'exécution qui demanderaient des heures d'étude et provoquent des cris d'admiration. Qui a dicté, à ces artistes, ces motifs si admirablement choisis, encore si humains, si prenants, malgré le décalage des siècles ? De quelles écoles avaient-ils hérité un tour de main si sûr, si ferme, et l'expression de la figure humaine d'un caractère si héroïque ? Le plus beau en art serait donc le plus ancien...

S'il en est ainsi, si le *fait* nous impose cette conclusion, comment peut-elle s'arranger avec l'idée d'une barbarie originelle évoluant vers le progrès dans le cours des siècles ? Autre problème, autre mystère !... La civilisation est-elle une ascension ou bien une évolution à forme larvée avec des régressions et des reprises divergentes ? Jusqu'à quels âges faut-il remonter pour connaître les origines et suivre le chemin parcouru ?... Nous nous laissons saisir par cette méditation angoissée tandis que la certitude de la belle découverte rayonne sur la figure, si modeste et si douce, de ce « prophète du passé » qu'est M. Firth. Quelle joie a dû éprouver l'homme de ces merveilles quand elles lui apparurent pour la première fois !...

Il faut nous arracher à ce spectacle inoubliable.

LA GRÈCE EN ÉGYPTE

L'heure est venue, pour nous, de tourner le dos à la haute antiquité égyptienne : la vie ne suffirait pas à un simple aperçu, et cette vieille terre nous réserve encore tant de surprises et d'enchantements !

Son inépuisable attrait vient de ce qu'elle a vécu en communauté d'efforts créateurs avec tous les grands ouvriers de

l'histoire, soit orientaux, soit occidentaux. Civilisatrice jusqu'aux moelles! Si proche de l'Assyrie, de la Phénicie, de la Judée, unissant, dans une incroyable fertilité d'imagination, l'idée du Dieu unique à cette surproduction imaginative qui fit d'elle, selon le mot de l'antiquité, une latrine des Dieux, elle est, en même temps, initiatrice de la pensée grecque, associée à la grandeur romaine; et voici que l'ingénieuse Alexandrie dérobe aux héritiers de Platon la philosophie antique pour en faire un tapis aux pieds du Christ. Les mystères s'accumulent, se compliquent, s'infiltrent et se compénètrent, tout en se purifiant: le fumier livre la fleur.

Chercher à la fois la Grèce et la Judée en Égypte, cela dépasse les visées d'un simple touriste; il faut y renoncer: d'ailleurs, à y réfléchir, les témoignages accessibles à la simple curiosité, dans l'état actuel des choses, font défaut. La rareté relative des monuments grecs et gréco-romains, vient, m'assure-t-on, de l'extraordinaire faculté d'absorption qui est, précisément, celle de cette terre, dont on peut dire, éminemment, que vaincue, elle a conquis ses vainqueurs. Comme Cambyse, Alexandre et César ont adopté, en quelques mois de séjour ici, un profil pharaonique : ils ont coiffé le pschent; ils ont bâti des sérapéums, élevé des obélisques et se sont placés courtoisement sur la stèle, face à face avec ces vilains dieux du bestiaire, eux des Grecs et des Romains!

La pensée hellénique et la *pax romana* n'ont, en somme, travaillé, sous les yeux de l'histoire, que pour apporter à l'Occident stérile le flot impétueux des religions orientales.

Alexandrie fut le canal; mais Alexandrie, devenue, aujourd'hui, une sorte de Marseille africaine, a bien autre chose à faire qu'à s'occuper de son passé. Des monuments de son antique grandeur, les ruines même ont péri. Les archéologues le reconnaissent, la ville de tant et de si hauts souvenirs est, au point de vue de leurs études, une déception. C'est à peine si quelques rares morceaux subsistants, l'aiguille de Cléopâtre, la colonne de Dioclétien, donnent l'idée de ce que fut une ville qui passa pour la plus belle, la plus riche, la plus abondante en idées, en paroles, en créations, de toute l'antiquité. « Il n'y a pas une autre métropole du monde ancien, dit M. Breccia, qui puisse contester à Alexandrie son regrettable droit de préséance relativement à la complète destruction de ses édifices

et à l'incertitude qui règne sur sa topographie (1). » Quelques beaux fragments recueillis au musée, de rares et curieuses peintures funéraires qui nous donnent une idée bien intéressante, mais bien insuffisante, des procédés de la peinture chez les anciens, de belles effigies sculptées, des torses, d'exquises Tanagras, tout cela ne peut, tout au plus, que nous renseigner sur ce que fut cet art hellénistique d'Alexandrie dont les œuvres et l'influence se propagèrent dans tout le monde romain.

Conservées ici, des répliques assez nombreuses de la fameuse statue de Lysippe m'ont permis, du moins, de m'approcher de la figure du conquérant fondateur, Alexandre le Grand. « Ces cheveux retombant sur le front, ces yeux dirigés légèrement en haut, cette inclinaison de la tête et du cou » (ce sont les propres mots dont se sert Plutarque), tels que je les retrouve ici, donnent à l'ensemble un caractère surprenant de beauté supérieure, de pénétration allègre, de calme maîtrise intellectuelle, adoucie seulement par une mélancolie sereine, inséparable de la grandeur. Mais, si précieux que soient ces fragments, que pèsent-ils en présence de tant de magnificences artistiques répandues de la Méditerranée jusqu'aux cataractes?

L'Égypte, soumise pendant des siècles aux caprices des conquérants et aux disputes des héritiers, faillit perdre à ce rôle d'adaptatrice et d'éducatrice, sa propre originalité. Une si longue application, qui la détournait d'elle-même, l'avait alourdie, empâtée, défigurée. Il fallut de profondes révolutions religieuses pour que son admirable génie décoratif se renouvelât. Mais, le plus extraordinaire dans ce miracle, c'est qu'il s'imposa, en quelque sorte, à la moins esthétique des religions, la plus éloignée de toute intention artistique, ce mahométisme sévère qui avait reçu, de l'âme des déserts, la loi des mysticismes muets : *Nulla effigies*. L'Égypte s'empara du souffle divin et elle osa le rendre sensible, le fixer.

MONUMENTS DE L'ART ARABE

Installés au Caire pour la fin de notre séjour, je demande au Français le plus qualifié pour nous donner accès aux œuvres de l'art musulman, M. Wiet, de vouloir bien disposer, en notre

(1) Voyez *Alexandra ad Ægyptum*, par M. Breccia, conservateur du Musée gréco-romain, 194. *Introduction*.

faveur, des courtes heures qu'il peut nous accorder. Il le fait avec une bonne grâce juvénile, une obligeance cordiale qui nous charment.

La visite des mosquées du Caire me donne, d'abord, parmi les autres œuvres de l'art musulman que j'ai vues, soit en Turquie, soit en Tunisie, en Algérie, soit même en Espagne, l'impression de la robustesse et de la puissance. Il s'agit, ici, d'un art jeune et parti pour les longues aventures. Il est, d'ailleurs, tout proche de ses origines, la Perse, l'Arménie, la Syrie, Byzance, et suit de près la leçon que le christianisme a déjà imposée à Alexandrie, à Abou-Mirà, à Sakkara, à Baouit, à Sohag-en-Thébaïde et dans les couvents du désert (1). Mais il est évident, aussi, qu'un sang nouveau coule dans les veines de ces générations et qu'un élan d'enthousiasme les enlève au-dessus du passé somnolent où le pays s'attardait.

Les proportions des nouvelles créations architecturales sont, en général, beaucoup plus larges, plus épanouies, si la technique est un peu essoufflée et hors d'haleine, comme il est naturel, à qui débute et prétend s'affirmer.

La plus ancienne de ces mosquées et, peut-être, à ce point de vue, la plus éloquente, c'est Ibn-Touloun. Sa construction remonte au IXe siècle après J.-C. et on l'attribue au chef de la famille des Touloun, soldat turc qui secoua, un instant, le joug des Abassides de Bagdad. Ce Touloun paraît un ambitieux, un volontaire, construisant comme on usurpe, de force et d'emblée, prenant, un peu de toutes mains, ses instruments et ses matériaux tels quels. Dans l'espace et dans le temps, sa courte apparition, qui n'eût été qu'une lueur vite éteinte sans cette mosquée, hérite, un peu sans le savoir, des grandes civilisations artistiques qui, en se mobilisant, vont décider de l'aspect des rivages méditerranéens : la syriaque, l'arménienne, la persane, la byzantine. Nous les retrouverons accomplissant le circuit, se prêtant la main et multipliant leurs œuvres, pareilles et diverses, dans toute l'Afrique du Nord, en Espagne, en Sicile et jusque dans le sud de la France. Mais la conception de cette mosquée de la « Délivrance », qui se rattache encore au passé, est déjà, comme nous allons le voir, pleine d'avenir.

(1) Voyez Charles Diehl. *Manuel de l'art byzantin*, t. I, p. 63; et l'excellente publication du *Bulletin du Comité des monuments de l'art arabe*, qui se publie au Caire.

Ce qu'on veut d'abord, c'est faire grand : 25000 mètres carrés sont livrés aux manieurs de pierres. De telles dimensions indiquent la volonté de se mesurer avec les plus glorieux édifices de l'Orient, soit les palais pharaoniques, soit le Temple de Salomon, soit la Kaaba de La Mecque. Toutefois les soldats de l'usurpateur étaient bien incapables de remplir ce cadre; certainement, on recourut au savoir technique d'un chrétien. Mais, s'appuyant sur les traditions persanes et byzantines, celui-ci donna à son œuvre une sorte de grandiose capable de satisfaire au caprice du maître. C'est l'époque où l'on commence à bâtir partout, non seulement en largeur, mais en hauteur : on pourrait dire que la nouvelle inspiration s'achemine, d'instinct, vers la future cathédrale.

Autre fait non moins caractéristique : l'emploi de l'arc brisé. En effet, la grande cour d'Ibn Touloun est un carré oblong entouré d'une quintuple colonnade aux arches ogivales; on sent naître le cloître. J'ai beau me défendre de cette impression, il me semble qu'on entre, dès lors, dans notre propre moyen âge, comme, par Averroès, on est conduit vers saint Thomas. Ainsi se développe le premier prolongement, la première déviation tendant à l'art futur qui fleurira en Occident. Hauteur + Ogive = Moyen Age. Cela dit, les matériaux sont médiocres, les soubassements mal établis, les pieds-droits chancelants. La preuve en est que des rangées de colonnes sont à terre. Ces décorateurs hâtifs n'étaient pas de bons constructeurs : ils abusent du crépi. Nos classiques du XVIIe siècle et les maîtres maçons de Notre-Dame eussent dit : « Ce n'est pas sérieux. »

Tout compte fait, quelle puissance d'imagination, quelle fantaisie, quelle volonté d'être soi s'affirment dans certaines parties vraiment belles! Par exemple ce minaret, imité du *zigurat* persan et qui, construit en pierres, et non en briques, s'élève si roidement. Quel joli tour de reins, aussi, dans cet escalier extérieur qui l'escalade en colimaçon! Et quel achèvement savoureux dans cette coupole, du XIIIe siècle d'ailleurs, qui s'impose au ciel comme s'imposent à lui tant de coupoles, à Constantinople, à Venise, à Périgueux, à Rome, à Paris, à Moscou. Beaux destins!

L'unité méditerranéenne, à peine brisée, se rétablit, et ce sont les croisades qui, bientôt, la colmateront, en leur flux et

reflux, l'art se transposant, s'adaptant pour le plaisir de l'esprit, mais selon l'exigence des climats.

Établie carrément au milieu de la ville bruyante, la mosquée d'Ibn Touloun domine, au loin, la campagne de sa sérénité tranquille. Même quand ils deviennent urbains, ces fils de la tente font toujours circuler autour d'eux quelque chose du souffle du désert.

Je suis moins frappé par la Ghamé el Ghazar qu'on m'avait beaucoup vantée. Il m'eût vivement intéressé de me trouver, ici, en présence de l'art des Fatimites et de la création de cet El Moïzz, fondateur de la dynastie (953), « homme doux et juste », à ce que dit l'histoire. La grandeur des proportions et la richesse de certains décors, la survivance du vieil enseignement coranique, tout m'attirait; mais la bâtisse ancienne est tellement surchargée de réparations et de restaurations que la leçon historique m'a paru se dérober. Ne nous attardons pas!

Allons à l'un des plus beaux édifices arabes qu'ait conservés le Caire, Mouristan Kâlaoûm, dont le mausolée, construit un peu après le temps de notre roi saint Louis, donne l'idée des hommes qui combattaient contre lui, que notre Joinville appelle « les Émirs » et dont il a dépeint la violence et l'anarchie. C'étaient, tout de même, des personnages non négligeables ces demi-civilisés, puisqu'ils ont construit Mouristan Kalâoûn. Qui donc, quel architecte a bâti, pour l'un d'eux, ce puissant morceau d'un caractère si noble, d'un *vide intérieur* si stupéfiant? Est-ce un chrétien? Est-ce un byzantin attardé? Probablement, puisque son ministre et général Jawhar, conquérant de Fostat (le Caire), était un ancien esclave grec. En tout cas, l'édifice présente, dans sa robustesse, un parti pris de vigueur et de hardiesse révélateur : il s'agit d'un maître en son art. Rien de barbare. La façon dont, au-dessus du catafalque, la coupole se déploie soudain, portée sur quatre énormes piliers doublés par quatre colonnes de décharge du plus beau porphyre rouge sang, a quelque chose de triomphant. C'est le développement à la fois le plus simple et le plus magnifique d'un thème donné : l'enveloppement aérien d'un tombeau. J'ose dire que le motif qui évoluera le long des siècles, vers la chapelle des Invalides, est déjà trouvé. La décoration, arceaux, mosaïques, plafonds ajourés, est d'une richesse extrême dans une

sûreté parfaite, et le style oriental à caractère géométrique se précise en sa vigueur musulmane.

L'Égypte, dont la destinée est de rester soumise, longtemps encore, aux dominations extérieures, se dégage, cependant, à l'appel de ces vassaux à demi indépendants qui s'y installent, s'y remplacent, s'y bousculent. La sève ne tarit pas; l'idée nationale ne se perd pas.

Mais voici la mosquée qui dépasse toutes les autres et à laquelle il faut rendre les armes : Sultan Hassan. Hassan, petit-fils de Kalâoûn, est le dernier des Ayoubides ; après lui, les Émirs ou Mamelouks l'emporteront. Nous sommes, du point de vue de l'histoire, dans une période d'anarchie ; or, singulier contraste, l'art atteint une période d'ordre et d'éclat sans pareille. Hassan est un enfant, et c'est lui qui élève le monument, qui domine le Caire. La « Splendide » est construite sur les quartiers supérieurs; car cet art choisit les *hauts lieux* : là, il s'élance comme un hymne. S'agit-il du cri vers Dieu d'un régime qui meurt, ou du chant de triomphe d'un régime qui naît? De toutes façons, l'inspiration et la technique sont à leur point culminant. Je ne crois pas que, sur la vaste étendue du champ de conquête musulman, on trouve, alors, rien qui dépasse Sultan Hassan. Les mosquées de Constantinople sont plus vastes, mais non aussi nobles. Sûrement, elles n'ont rien de comparable à ce portique *en arc ogival* mesurant, m'assure-t-on, quarante mètres en hauteur, d'une seule venue. Le minaret s'érige vers le ciel jusqu'à cent mètres. La frise décorative frémit, comme une treille animée, d'une abondance et d'une souplesse charmantes. Dans le sanctuaire, la géométrie et la nature marient leurs entrelacs autour d'une inscription en caractères coufiques ; c'est la perfection même. La loi coranique est, ainsi, à la fois, illustrée et respectée, l'art tournant en quelque sorte la prescription sévère du *nulla effigies*. Quant à la grande salle carrée, surplombée d'une coupole, c'est une merveille. Je ne sais quelle gloire de majesté s'y trouve incluse, achevée par l'opposition sublime entre la richesse décorative et l'austerité du tombeau.

Sommes-nous donc, enfin, en présence d'un architecte indigène et d'un art véritablement local? Qui peut dire? J'ai remarqué ce détail devant lequel nous nous attardons quelque temps, M. Wiet et moi. Sur l'un des montants du magnifique

portail, le motif de l'architecture à colonnettes est interrompu et, dans une sorte de *quadro*, apparaît une maison, oui, une maison avec un toit, des fenêtres et des lucarnes, en un mot une maison *occidentale* ! Que vient-elle faire ici ? Comme le confirme M. Wiet, il n'y avait pas une seule maison *à toit* dans toute l'Égypte ; et je me demande si quelque architecte de l'autre rivage (les Vénitiens avaient depuis plus d'un demi-siècle leur « fondouk » à Alexandrie) n'a pas apposé ici sa signature nostalgique, en évoquant l'image, qui remplissait son cœur, du toit familial... Unité méditerranéenne. Saint Louis, qui sur l'autre rive bâtissait la Sainte-Chapelle, ne se fût pas trouvé dépaysé devant Sultan Hassan.

Nous ne négligerons pas la plus grande œuvre moderne du Caire, la mosquée de Mehemet-Ali, qui, à deux pas de Sultan Hassan, contourne la colline. Aucun monument moderne ne peut avoir, à nos yeux, le charme de l'antiquité ; rien ne remplace la patine des siècles. Je disais à M. Rockefeller quand il voulut bien venir visiter le modeste prieuré d'Orchaise : « Cette maison remonte à l'an 1050. — Nous n'avons pas cela en Amérique, me répondait-il ; — et je ne pus qu'ajouter : Mais, c'est comme à Versailles : on répare toujours... » Vieilles demeures branlantes au charme indicible. Ici aussi, on répare toujours, mais non dans le vieux, dans le neuf ; et c'est tout autre chose... Le site est admirablement choisi. Le grand Albanais avait évidemment la plus haute idée de l'avenir de sa dynastie. Il voyait de haut et au loin. Mais son architecte, un Grec de Constantinople (décidément l'art musulman ne paraît pas s'être totalement émancipé ici) n'avait pas le génie au niveau de la pensée qui l'inspirait. Il ne sut se débarbouiller de ses origines et se tint asservi au modèle de Nouri Osmaniyé, avec je ne sais quoi de poncif et de déjà vu que souligne encore la pauvreté de l'horloge dont Louis-Philippe fit don à son glorieux ami.

Cependant, là aussi, de belles choses s'imposent qui évoquent, malgré tout, le caractère du fondateur et la haute pensée qui anime son règne : ce sont, d'abord, les proportions, c'est l'emplacement et c'est, surtout, le galbe général avec cette allure souveraine que l'édifice prend là-haut, veillant militairement sur la citadelle : la double aiguille des minarets, comme des lances de sentinelles, pique le ciel.

Cette rapide revue de l'art musulman s'achève par une promenade dans les salles du Musée arabe. Elle n'ajoute rien de décisif à ce que j'ai vu à Constantinople. L'influence de l'art persan est, peut-être, un peu moins sensible ici. Il faudrait avoir à la main le manuel de M. Migeon pour suivre le détail. Mais le temps nous presse. En ce qui concerne les arts décoratifs, l'ameublement, les miniatures, la peinture, les tapis, je reste sur mon impression que la Perse mène le chœur. On trouve, dans cet intéressant musée, une précieuse collection de lampes de mosquées : l'architecture du verre y est traitée avec une grâce et une autorité insignes. Ce sont des fruits d'or, de diamant, de lumière, qui pèsent de toute leur maturité étincelante à la pointe des pendentifs. Quels sont les artisans de cet art verrier? L'antique aptitude de l'Égypte nous porte à les croire indigènes, mais sous des influences mêlées. La collection des bois sculptés et des incrustations, des cuivres, plafonds de fontaine, moucharabiés, guéridons, cabinets, est d'une richesse et d'un luxe sans prix. Nous avons déjà vu, à la légation de France, une réunion de ces objets délicats qui bientôt auront disparu et qu'on ne trouvera plus que dans les musées, les collections et les édifices religieux.

Les maisons des princes, jadis, en étaient remplies. La tradition n'est pas, d'ailleurs, tout à fait abandonnée. Nous avons pu admirer chez le prince Mohammed Ali, le type accompli d'un palais de style arabe *moderne* dont toutes les parties, jardins, portiques, escaliers d'apparat, salles de réception, appartements intimes, font un grand et unique chef-d'œuvre. La terre qui a connu ces splendeurs ne renonce donc pas à en produire de nouvelles. Par ordre du Roi l'art musulman est remis en honneur. Un de nos compatriotes poursuit ici l'œuvre entreprise dans toute l'Afrique du Nord, le sauvetage des industries indigènes. Le musée a réuni les modèles destinés à inspirer cette renaissance égyptienne : objets de métal, plâtres, stucs, mosaïques, sculptures, stèles gravées. Je m'attarde devant une collection de faïences qui, par sa variété et sa richesse, donne une très haute idée de cette fabrication qui, venant de l'ancienne Égypte, mais inspirée à nouveau de la Perse et même de la Chine, lavait de bleu les murs des mosquées et, parfois, ceux des habitations privées. Délicieuse impression de repos fluide loin des rayons du soleil implacable! Ma pensée se

reporte vers la tombe de Zoher à Zakkara. Tous les siècles sont, ici, en même temps, présents.

J'aimerais m'attarder à la collection des tapis. Le tapis n'est-ce pas tout l'Orient? Jadis, à Constantinople, sous la conduite du fameux Antonio, j'ai approché du secret de ces dessins où les quatre fleurs stylisées représentent les saisons, où le centaure et le dragon restent comme des souvenirs de l'antiquité ou comme des traces de l'influence chinoise, où l'on voit, en un mot, fleurir, dans la laine et la soie, le génie inventif de l'Asie elle-même. Comme Bode, j'ai relevé les tapis peints sur les tableaux de la Renaissance italienne et même de l'école hollandaise (Rembrandt en avait de magnifiques), et dont la reproduction donne des dates. Sur tout cela il y aurait tant à admirer, tant à apprendre... Mais il faut passer...

LA VIE AU CAIRE

Peu à peu, le charme de cette grande ville nous a pénétrés. La première impression de confusion se dissipe. Nous nous débrouillons. Nous nous dirigeons même dans le labyrinthe de la grande ville mi-vieille, mi-neuve, mi-africaine, mi-européenne, mi- « Babylone », mi-Paris. Nous écartant des quais du Nil, la statue du fameux soldat de Napoléon, Souleiman Pacha (Sèves), chef d'état-major d'Ibrahim, et dont le sang coule dans les veines de la famille royale, nous sert de repère. Nous courons les boutiques, nous fréquentons le bazar; les belles antiquités sortent de leurs cachettes et voici que les tapis, les velours persans, les chats, les canopes, et les « répondants » dansent, devant nous, le ballet de la tentation. Une hospitalité à la fois cordiale et fastueuse nous ouvre les portes. Et comme nous nous amusons de tant d'urbanité, de franchise et de belle humeur! Et comme nous sommes surpris de ces affiches de théâtre qui, partout, annoncent les spectacles de Paris, que ce soit *la Parisienne* ou que soit *Ta Bouche!* Et comme nous comprenons l'éclat de cette belle ville, qui veut être plus belle encore, et qui ayant, comme tant d'autres, sa crise du logement, élève des palais à tour de bras. Fêtes nautiques sur le Nil, tièdes soirées dans les jardins qui le bordent, nonchalances attardées sur ses bords, bercées au clapotis du père des eaux, si familier, si bon enfant !

Nous vivons, surtout, au sein de notre belle colonie française, et ayant appris à la connaître, je voudrais bien la faire mieux connaître en France. Il faut que notre opinion le sache : il y a là-bas, à une distance de quatre journées de Marseille, — ce n'est tout de même pas dans la lune, — une colonie (ce qu'on appelait jadis une *nation*) qui vit pour la France, respire pour la France, travaille pour la France, veille au bon renom de la France, et qui maintient, dans une harmonie cordiale avec le peuple égyptien, le lien des séculaires amitiés!

Cette colonie, ministre, consuls, ingénieurs, professeurs, prêtres, sœurs, médecins, légistes, hommes d'affaires, écrivains, artistes, journalistes, commerçants, ouvriers, etc., est de tout repos, sans tare, sans reproche. L'un des chefs de cette colonie, M. Miriel, me disait un mot que j'ai la grande satisfaction de répéter ici : « Pas un scandale, pas une querelle en vingt-cinq ans. » Dans un climat souvent dur, en raison même de l'éclat du soleil, ces hommes du nord, nos compatriotes, s'appliquent à leur tâche journalière, se mêlent à la population active, participent à ses joies et à ses peines, s'abstiennent, avec une sagesse et un tact exemplaires, de toute intervention risquée dans les affaires locales et internationales, et, surtout, se retrouvent serrés dans une solidarité confiante, autour du drapeau aux trois couleurs.

— Nous savons tous, me disait M. Wiet, que nous devons quitter nos idées particulières, et mettre bas, nos préjugés, nos partis pris et même nos opinions à la minute où nous quittons Marseille. Nous savons que toute affaire sérieuse est difficile ici et que nous marchons sur des œufs. Notre premier devoir, à tous, est d'éviter le mot qui froisse, le sourire qui blesse, le léger accès de vanterie nationale qui appelle la riposte intérieure et fait de ces blessures muettes qui ne se guérissent pas. Nous savons, qu'ici, rien n'est pressé et que tout nous presse. Il faut être toujours sur le pont et disposés à toujours attendre. Ni négligence, ni impatience. Le devoir est souvent difficile. Mais quelle récompense dans cette harmonie que nous sentons se maintenir, malgré les heurts de la vie journalière et de la vie publique, entre ce peuple qui apprend notre langue parce qu'il cherche nos mœurs et que nous comprenons les siennes! Ce qui nous lie, ce qui nous attache les uns aux autres, c'est une bonhomie réciproque. N'est-ce pas le privilège des

riverains de la mer bleue? Il y a un sabir qui se parle à Marseille, à Alexandrie, au Pirée, à Caïffa, à Beyrouth, que nous comprenons rien qu'à la mimique et qui nous sert de truchement partout; mais ce sont les âmes qui le parlent et il monte du cœur aux lèvres. Querelles sans rancunes, galéjades sans pointes, moue s'achevant en sourire, c'est toute la spontanéité et la joyeuse fantaisie de la camaraderie antique entre ces beaux rivages. Relent de Marseille où il y a un goût d'oranges et d'ail, de vin et de fleurs. Une confiance mutuelle se propage sur les eaux, circule au ras de ces courtes lames. Si nous nous sentons chez nous sur cette vieille terre, c'est que nos deux patries ont été, de tout temps, coutumières des mêmes astres, favorites du même ciel, animées du même esprit, aspirant au même Dieu.

CEUX QUI PROPAGENT LA LANGUE FRANÇAISE

Pour rendre la visite que je devais à la colonie, — pardon, à la nation française, — je ne pouvais mieux faire que de voir nos maisons d'enseignement. Là, il m'était possible de constater les efforts accomplis par tant de maîtres dévoués pour que le nom de la France ne périsse pas. J'avais été averti du succès de cet enseignement par un discours d'une belle franchise tombé de la bouche du haut commissaire britannique, lord G. Lloyd. Après avoir indiqué les résultats assez maigres, il faut en convenir, de l'enseignement britannique en Égypte, il s'était exprimé en ces termes : « Maintenant, en face de ce tableau, l'effort français se détache en un saisissant contraste. Au Caire, quelque dix mille enfants de nombreuses nationalités reçoivent l'instruction de mains françaises, dont quatre mille sont dans les écoles secondaires. Les résultats de ce magnifique succès de nos amis français sont visibles ici pour tous et aujourd'hui leurs institutions religieuses scolaires achèvent le vaste collège Saint-Marc. Pas un enfant français à qui ne soit fournie une éducation française, tandis que parmi des milliers d'autres on développe de bonne heure, et d'une façon très profonde, l'amour et la sympathie pour la France et les choses françaises au-dessus de tout. »

Ces déclarations, si honorables des deux parts, ne font d'ailleurs que constater un fait. Ne nous le dissimulons pas, cependant, lord G. Lloyd lui-même donne, dès maintenant, un

vigoureux élan aux écoles britanniques, et les autres colonies, — au premier rang, les Italiens, — marchent sur nos talons. On m'a donné le chiffre de 40 000 élèves comme celui des élèves apprenant le français en Égypte. Rien n'importe plus que de maintenir notre avance et de ne pas laisser fléchir de si précieux résultats.

J'ai donc voulu me rendre compte par moi-même et j'ai demandé l'autorisation de visiter quelques-unes des maisons d'enseignement secondaire consacrées aux enfants de la bourgeoisie et de celles qui donnent l'enseignement primaire, destiné surtout aux classes populaires.

La mission laïque remonte, comme on le sait, à 1902 : démocratique, mais sans esprit de parti, M. Gaston Doumergue, président de la République, est son président d'honneur. Le lycée d'Alexandrie a été fondé, par elle, en 1909 ; il compte, aujourd'hui, plus de 1 000 élèves. Le lycée du Caire, qui avait 600 élèves en 1918, en compte, cette année, 1 102. L'enseignement s'y donne à des élèves distribués en quatre groupes : grand Lycée de garcons ; École française de commerce ; petit Lycée de garçons ; Lycée de jeunes filles. Trente professeurs et instituteurs, la plupart tirés des cadres de l'Université de France, en constituent le personnel. Le lycée a, à sa tête, en qualité de proviseur, M. Adrien Berget, ancien proviseur des lycées de la Réunion, d'Albi et d'Aix-en-Provence, en qui j'ai le plaisir de retrouver un ancien camarade de mon propre lycée de Saint-Quentin. Nombreux sont les élèves qui se préparent au baccalauréat français. Le proviseur m'a introduit dans les classes en me faisant observer qu'elles étaient beaucoup trop petites pour le personnel scolaire ; mais, à partir du 1er octobre, le lycée sera transféré sur un vaste terrain de 12 000 mètres carrés dont 3 500 mètres déjà construits, acquis par la mission laïque avec l'aide du ministère des Affaires étrangères français ; « et nous pourrons jouer des coudes ! »

On apprendra, certainement, avec intérêt que les élèves du lycée appartiennent à quinze nationalités et à six religions différentes : orthodoxe, musulmane, catholique, protestante, juive et copte, « donnant tous l'exemple d'une amitié et d'une tolérance parfaites, sous l'égide de la douceur et de la culture françaises, fraternellement unies à celles de l'Égypte indépendante ».

Je me suis arrêté, en particulier, dans les classes de *pre-*

mière, latin-langues, et dans la classe de philosophie. La tenue générale est excellente.

Chose frappante, les garçons et les jeunes filles travaillent côte à côte, sans aucun inconvénient, me dit le proviseur. Les visages respirent la santé et la bonne camaraderie; il y a, seulement, entre les deux sexes, un rien d'émulation. J'interroge sur les origines nationales des élèves, sur la connaissance du pays, sur les classiques français et latins. Le professeur me fait observer que la plupart sont handicapés, pour leur instruction française, du fait qu'ils partent de la connaissance de l'arabe et qu'ils doivent mener de front l'étude de deux langues sans parler, en plus, de l'anglais. Cela donné, les résultats sont vraiment remarquables. Mon impression est que peu d'élèves de nos lycées seraient plus *prêts*, comme on dit, sur les matières très diverses qui sont passées en revue. Un élève de philosophie m'expose une théorie du langage qui, en vérité, m'embarrasse un peu. Je n'en sais pas si long. Il paraît que ces complications viennent des nouveaux programmes. Pauvres de nous! On parle de la philosophie des sciences et, comme je demande qu'on me cite deux noms de grands esprits scientifiques français ayant aussi marqué dans la philosophie, on nomme Descartes et Painlevé. On est à la page, en Égypte! Une jeune fille copte a répondu dans une jolie langue à mes questions sur notre La Fontaine, et je pense que le bonhomme n'eût pas été fâché de voir sourire ces beaux yeux d'Orient et d'entendre ses vers rouler sur cette lèvre charnue.

J'ai passé au lycée de filles et j'ai assisté à la leçon d'anglais donnée par une maîtresse russe, la princesse V... J'avais connu ses parents à Saint-Pétersbourg. Ces destinées héroïques ne sont pas les leçons les plus négligeables que l'on puisse recueillir en ce pays de rencontres extraordinaires.

Le lendemain, je me rendais chez les pères Jésuites. Leur établissement a formé la plupart des hommes distingués qui sont, actuellement, aux affaires en Égypte. Le Père Étienne me reçoit avec cette aisance mondaine qui est le propre de l'ordre. Grande simplicité, bon ton, allure générale tranquille et unie, affirmant trois siècles de sécurité. Cependant, on sent poindre, maintenant, une légère inquiétude venant de la difficulté du recrutement. Il faut que la France ait ces choses bien présentes à l'esprit : en laissant tomber les ordres religieux,

elle se laisse tomber elle-même. Les missions lointaines ne se soutiennent que par le dévouement, qui s'appelle en langage supérieur, la vocation. Dans la classe des grands, j'interroge sur les carrières futures. En général, les élèves musulmans sont absents parce que je suis venu, par hasard, le jour du Beiram. La majorité des Européens se préparent à devenir avocats; l'un d'eux me répond posément, quand je l'interroge sur ce qu'il veut être : *député*; plusieurs sont de futurs ingénieurs, un seul « agronome », quelques-uns préparent l'École des sciences politiques de Paris. J'ai rencontré, chez un marchand de tapis, un futur élève de l'École des Beaux-Arts. Nous parlons belles-lettres. J'interroge sur *Britannicus*. Le grand discours d'Agrippine est bien compris, dans son caractère général ; les expressions « raciniennes » sont signalées et goûtées ; même sur certaines finesses de la langue, les remarques sont au-dessus de l'ordinaire. Nous passons à Virgile : quelque confusion entre les *Géorgiques* et les *Bucoliques* ; mais bonne connaissance et compréhension de l'*Enéide*. Sur Homère, rien! « On n'apprend plus le grec... » Tout de même! Homère! Nulle connaissance du passé local et des grands souvenirs qui nous émeuvent tant. On sent bien qu'il y a, à cet enseignement, des difficultés tenant, peut-être, aux susceptibilités des races et des religions : tant on se garde de tout ce qui pourrait troubler la paix! Le père Hénaut a écrit une *Histoire d'Égypte* qui, à ce qu'il me semble, pourrait être mise dans toutes les mains. L'établissement est beau, cossu, bien tenu, *calé*. Il appartient aux pères depuis longtemps.

A onze heures un quart, nous étions chez les sœurs de Saint Vincent de Paul qui dirigent une magnifique maison d'enseignement primaire. Mme Gaillard, qui donne tous ses soins à cette œuvre, de même qu'à toutes celles qui intéressent la cause française, veut bien nous accompagner. Dans une cour immense, toute pavoisée aux couleurs françaises, des centaines de fillettes et de bambins, vêtus de noir et rose, produisent un effet pittoresque où il y a une émotion joyeuse. Le cri de : « Vive la France! » nous accueille. On joue la *Marseillaise* et on chante des cantiques de France. Ces gentilles frimousses de toutes nuances et de tous types, ces gosiers dissonants qui s'accordent en un chant unique, nous plongent dans une impression d'exotisme discipliné des plus rares.

Après la musique, des vers. Un moutard joufflu, aux jambes un peu courtes, aborde l'estrade et s'avance vers nous les deux drapeaux à la main. Il monte avec peine, et culbute un peu, mais il nous dit si gentiment, avec un petit accent du Caire, son compliment!

Nous causons avec la supérieure que vient de décorer M. Herriot, et avec les dames assistantes, deux ou trois femmes de tête et d'imagination qui entourent Mme Gaillard. On m'expose les grands besoins des œuvres françaises. Ce beau bâtiment vénitien, qui entoure la cour d'honneur, tombe en ruines. Il faut le rebâtir ou aller ailleurs. Mais quoi ? Acheter, construire? Impossible. Les concours de l'État, les souscriptions, les quêtes, rendent peu. Pauvre *franc*, pauvre France! On a à cœur l'honneur du vieux pays, du pays de Louis XIV et de saint Louis, du pays des *Francs*... Francs de France qui n'ont jamais manqué. Le gouvernement sait et soutient, mais cela ne suffit pas. Il faut que l'opinion et le Parlement agissent, eux aussi. Ces belles œuvres ne doivent pas périr. Notre passé ne sera pas démenti. Dix mille, vingt mille nouveaux élèves, nous les aurions demain, si nous pouvions offrir les locaux et les professeurs. Je promets d'écrire, de répéter ce qu'a déjà dit, beaucoup mieux, Maurice Barrès. Il m'écrivait dans ce sens en 1914 et me priait d'agir. Hier, l'Académie française a attribué aux œuvres françaises d'Égypte son grand prix de Langue française. Mais, qu'on ne la laisse pas seule accomplir un devoir qui est le devoir de tous!

Je poursuis mes visites consacrées aux établissements d'enseignement, en me rendant à l'Institut français dirigé par mon confrère de l'Institut, M. Jouguet. Là, les professeurs français de la Faculté de droit ont bien voulu se réunir, entourés des élèves qui composent une sorte d'École des Hautes Études. Un entretien s'engage avec ces hommes d'autorité et d'expérience qui ont vu passer, devant eux, des générations de jeunes Égyptiens parvenus, depuis, aux hauts emplois dans toutes les branches de l'activité nationale; la confiance, la sympathie qui règnent des maîtres aux élèves et qui ne font que se confirmer quand les études sont achevées, constituent le meilleur témoignage en faveur de ces institutions si importantes pour la formation de l'esprit public. Je ne tarirais pas sur les observations fines et fortes qui me sont présentées et dont je fais mon profit

Je couronne, enfin, cette journée de l'ordre intellectuel, si j'ose dire, par une trop courte séance à la *Société de géographie* et à la *Société d'économie politique*, auxquelles le roi Fuad, qui les préside, reste particulièrement attaché. A la *Société de géographie*, un magnifique plan en relief de la Haute Égypte, des confins du Soudan et de l'Abyssinie me retient longtemps. C'est là, peut-être, que se trouve le secret de la future politique africaine, en tout cas, la clef de la prospérité nilotique. N'est-ce pas en ces montagnes, en effet, que les Pharaons allaient chercher l'or? Et n'est-ce pas de là que découlent les eaux fertilisantes? Toujours le présent se rattache au passé. Par-dessus ce pays rugueux et de difficile accès, j'entrevois l'avenir de notre établissement du golfe de Djibouti. Il n'y a pas de problème circonscrit. Tout se retrouve partout; et, en somme, l'articulation des deux mondes n'est-elle pas ici?

Je voudrais dire deux mots des méthodes de cet enseignement donné par nos maîtres laïques ou ecclésiastiques en terre d'Égypte : la part faite aux admirables résultats que je viens d'indiquer brièvement, l'heure est venue, à ce qu'il me semble, d'élargir un peu les programmes et de les adapter plus étroitement à la civilisation locale dans son passé et dans son avenir. On pourrait, sans inconvénient, s'approcher un peu plus de la réalité et jeter, parfois, dans les esprits, non seulement la précieuse semence des vieilles humanités, mais celle d'une humanité à la fois plus large et plus actuelle. Ignorer l'Égypte pérenne n'est pas une solution; mieux vaut la comprendre et la suivre dans ses destinées alternatives où il y a parfois des éclipses, mais souvent tant de grandeur. Pourquoi nos maîtres ne s'empareraient-ils pas, — avec prudence et mesure, c'est entendu, — de ce champ encore peu exploité? Ils pénétreraient davantage dans le cœur et l'esprit de cette jeunesse qui les écoute avidement et qui est toute prête à recevoir d'eux une connaissance plus moderne et plus féconde.

CE QUE J'AI VU DE L'ÉGYPTE ACTUELLE

Ces réflexions me font mieux comprendre encore le désir du roi Fuad de voir écrire une histoire d'Égypte, non seulement de l'Égypte antique, mais de l'Égypte *méditerranéenne*, dans le sens le plus vivant du mot. Les grands problèmes de la conci-

liation et de la paix sont posés, en particulier, dans cette partie du globe ; les contacts de l'Europe avec le monde musulman, qui ne peuvent s'établir durablement que dans un esprit de réciproque compréhension, ont leur point sensible ici. Ce qui se passe en Égypte a un immense retentissement dans tout l'Orient.

On vient d'élever un monument, fort beau, d'ailleurs, au « Réveil de l'Égypte ». La pensée est noble, mais la réalisation exige une préparation complète, un entraînement achevé, auxquels les leçons et les sympathies de l'Europe ne doivent pas manquer. L'histoire, une histoire non pas seulement érudite, non pas seulement pittoresque, mais complète, réelle, logique et émouvante à la fois, peut y contribuer en retraçant le cycle de tant d'événements, en apparence dispersés, mais qui ont leur ordre providentiel. Oui, cette œuvre peut être entreprise. Non seulement le réveil de l'Égypte, mais la paix du monde la réclament. Sonder de tels problèmes dans leurs origines et leur développement, c'est aider à les résoudre.

Depuis des semaines que nous étions en Égypte, nous avions pu pénétrer, grâce à de nombreuses et exquises prévenances, dans une connaissance moins superficielle des milieux égyptiens. Nous avions été reçus à des tables hospitalières ; nos entretiens s'étaient multipliés avec les compétences les plus variées. Fakhry Pacha, toujours si empressé et si attentif, nous les avait facilités. Je ne pourrai jamais dire le souvenir que je garde de ces rencontres : il faudrait des pages pour tout rappeler. Un jour, dans les jardins du prince Mehemed Ali, un jour à la table d'Arakel Bey Nubar, un jour à la table de M. et Mme Gaillard, de M. et Mme Lacau et de M. et Mme de Seryone, un jour au thé de l'hôtel Semiramis, les témoignages, les aperçus, les anecdotes, les souvenirs se croisaient et tout nous acheminait insensiblement vers le difficile secret de l'âme égyptienne.

Parmi ces traits, en donnerai-je quelques-uns surpris au vol ? Mohamed Ali, le grand Mohamed Ali, le fondateur de la dynastie, se rend à Kavala, dans la Turquie d'alors, d'où il tirait son origine. Il veut être agréable à ses compatriotes. — « Que puis-je faire pour vous ? » leur demanda-t-il — Ceux-ci de répondre : « Une fondation pieuse. » Mais les plus âgés et les plus sages : « Un cimetière... » Est-ce assez oriental ? Dédain de la vie, aspiration au repos, à l'au-delà. Par de tels traits

un monde se définit. — Indication sur l'approfondissement de la loi morale, héritage, à ce qu'il me semble, de la vieille anxiété pharaonique : les tribunaux, m'assure-t-on, se préoccupent moins *de la preuve du fait* que *de la recherche de l'intention*. Que dire d'une étude si raffinée du juste? N'est-elle pas le propre de ces vieilles races sur lesquelles l'esprit de Dieu a passé? — En Égypte, nous l'avons déjà dit, la force de la terre est telle qu'elle absorbe tout, de même qu'elle nourrit tout. C'est un limon. A son contact, les choses deviennent noires, la vache noire, la tourterelle noire, la femme s'habille de noir. Il y a une sorte d'harmonie du noir de la terre féconde et du blond de la plaine déserte. L'Égypte est une poussière engraissée par les eaux; mais, si on l'époussetait après une forte sécheresse, il resterait toujours le roc. C'est de ce roc que sont faites les pyramides.

L'Égypte moderne pose, devant nous, des problèmes qui viennent de la nature, de la situation, des hommes, du mouvement de l'histoire, mais aussi de certaines conditions permanentes qui, elles, ne changent pas. Je les sens qui nous accompagnent, en quelque sorte, tandis que nous parcourons ces belles rues, que nous entrons dans les boutiques, que nous nous perdons dans les détours du bazar, que nous écoutons ce qui se dit, que nous lisons ce qui s'écrit. On sent que ce monde qui s'agite, que cette population qui se presse, que ces tranquilles citoyens assis au café et qui se parlent à l'oreille, ont, en eux, quelque chose qui ne s'apprend pas, qui vient de très loin dans les âges et qui se transmet des pères aux enfants dans une intangible hérédité. Quelle sagesse il faut pour bien comprendre ce peuple et quel tact pour le diriger! Et voilà qu'on renforce ou qu'on déplace un de ces éléments mystérieux en rendant l'inondation du Nil, de semestrielle, pérenne. Que produira ce changement? — Jusqu'ici, les poussées alternatives donnaient, à l'abondance elle-même, un aspect de précarité, de fragilité. Les fortunes se construisaient vite, se délabrant de même. On se confie au *fils*, dit un de nos interlocuteurs (et c'est encore une légende de l'ancienne Égypte). Mais le fils a manqué souvent à l'espoir qui se reportait sur lui. Le père devient, ainsi, orphelin. La vie trop dense, trop violente, se gave de richesse et tombe de lassitude. Elle étoufferait de graisse si, à creuser sa tombe, elle ne trouvait le sol

maigre qui, lui, ne s'use pas. Et voilà que tout : antiquité et progrès, lassitude et ardeur à vivre pèse, à la fois, sur le présent. Quelle complexité !

Le fond des pensées, naturellement, nous échappe; ici, plus que nulle part ailleurs, insaisissable, précisément parce qu'un immense passé mal connu s'y attarde. Le sphinx reste l'emblème. Peuple aux démarches souples et insinuantes! On voit le pli du roseau sans deviner le sens du courant.

En pleine crise ministérielle, je ne puis que regarder sans essayer même d'interroger. La réserve qui s'impose accroît le mystère. Cependant l'ambiance m'entoure et me pénètre; précisément à cause de la crise, je sens les caractères permanents du pays en action : un vigoureux sens du sol paternel, et, au-dessus, un idéalisme lointain comme d'un mirage, une lutte constante entre un présent fécond mais borné et un avenir obscur et qui se cherche. Au développement de ces données contradictoires, les institutions, les situations actuelles sont-elles favorables? autre problème : Baruch prophétisant dans une commission parlementaire!

La crise finie, plusieurs des nouveaux ministres veulent bien me recevoir... Et ce sont des Européens! Hommes extrêmement intelligents, d'une culture complète, parlant le français à ravir, sur un rythme légèrement chantant, la plupart avec une nuance de pénétration et de finesse, un geste de prévenance plein de charme. Comme ils regardent bien de leurs grands yeux de velours noir!

Ce que j'ai entendu sur la situation de l'Égypte, sur la réforme de l'enseignement, sur les transformations sociales qui s'adapteraient le mieux à la vie indigène, tout décelait des intelligences nourries de patriotisme et d'enthousiasme, avec cette aptitude à l'exposition et à la discussion si spéciale aux races orientales. Mais, en plus, il y avait en eux une aspiration lointaine, un souffle, un rien de hardiesse et de détachement qui, à quelque tournant de l'entretien, révélait la race, et cette belle faculté d'imagination sans laquelle il n'y a pas de politique, mais à laquelle parfois le présent échappe.

Je m'en entretenais avec l'un de nos compatriotes qui sait tout de l'Égypte, le passé et le présent, et qui jette un regard pénétrant sur l'avenir. L'embarras de tous est réel, me dit-il. L'état des choses est tel, qu'avec des sentiments d'estime réci-

proque, deux mondes se heurtent ici, quasi sans le vouloir ni sans ne le vouloir pas. L'occupation est un de ces faits historiques par enchaînement qui s'est créé et développé insensiblement. Il y a eu, surtout, de ces nécessités journalières et accumulées qui créent l'histoire, mais qui parfois aussi la faussent.

Comment les choses s'arrangeront-elles? Par soudure, usure, transformation, accord? Qui sait? Peut-être, par aucun de ces procédés faciles à libeller dans un programme politique ou dans un document aux formules minutieusement discutées; la nécessité travaillera et arrangera les choses à sa façon. Il y a beaucoup à faire fond sur la sagesse et la patience du Roi et sur l'esprit de conciliation qui, fort heureusement, domine tout le monde, de part et d'autre. L'Égypte n'a jamais été à personne tout à fait; mais il n'est pas de pays qui sache mieux s'arranger des concours extérieurs, s'ils sont *offerts*, rien de plus. Et puis les hommes manquent, quelquefois, aux grandes tâches qui les appellent. Il faut savoir les attendre, sans brusquerie et sans désespoir. Des imprudents ont souvent gâché, par hâte, des choses qui eussent, sans doute, évolué d'elles-mêmes. Si notre Necker, calculateur vain, n'eût pas enflé absurdement le « fameux déficit », l'histoire aurait peut-être tourné autrement.

Telles sont les données qui se superposent et qui, de crise en crise, irradient et s'enchevêtrent comme des lianes selon le procédé de cette évolution créatrice qu'a décrite Bergson. C'est par le tact mutuel, une estime et des égards réciproques, une prudence journalière que les choses ont les plus grandes chances de se régler. Parmi les trois grands problèmes : régime de l'occupation, canal de Suez et Soudan, il en est qui se règlent, pour ainsi dire, d'eux-mêmes, et les autres ne sont pas si essentiels. Bien des accommodations sont possibles. La preuve en est qu'il y en a déjà eu d'acceptées qui eussent paru improbables. Le temps a toujours été et reste le grand maître des choses égyptiennes. « Selon moi, ajoute mon interlocuteur, certaines victoires sont déjà acquises, nées de ces *verbes* qui portent loin : c'est, par exemple, quand ont été prononcées les deux grandes paroles qui dominent désormais le débat : *indépendance*, *alliance*. D'avoir saisi au vol ce dernier mot quand il fut prononcé à Londres, c'est un service, un grand service que Saroit Pacha a rendu à son pays. »

Ai-je bien compris, ai-je bien traduit la pensée qui naissait, pour ainsi dire, devant moi, dans un esprit averti? Sûrement mon interlocuteur était sincère, en sa volonté *française*, de voir les choses s'arranger dans le cadre international. Il tournait les yeux vers Genève, mais n'oubliait ni l'impartialité qui nous est une loi, ni la double sympathie qui nous est un sentiment... Absorbé par la complexité du problème, il se taisait et par dessus le Nil, enflammé par le couchant, il regardait le ciel en feu derrière les Pyramides.

Nous avions, dès notre arrivée, fait une démarche d'égards auprès du haut commissaire britannique, lord G. Lloyd. Il ne voulut pas me laisser partir sans me revoir et je lui rendis visite dans sa belle résidence officielle. Je n'eus pas besoin de lui dire que je m'étais tenu en dehors de toute question politique durant mon court séjour, occupé d'archéologie et d'histoire; en toute simplicité et naturel, sans le moindre embarras, il me témoigna une confiance qui me toucha.

J'avais, devant moi, un homme dans la cinquantaine, comme nous disons, brun, à l'œil vif, svelte et sportif, plein de spontanéité, d'intelligence et d'éclat. Il n'y a, d'ailleurs, ici, qu'un sentiment à son sujet; il est l'homme qui convient en ces temps difficiles : le gouvernement anglais a eu la main heureuse en le choisissant.

Sans entrer dans le détail d'une conversation à bâtons rompus, il m'est permis de dire quel témoignage amical le haut commissaire britannique voulait bien porter sur notre ministre, M. Gaillard, sur la colonie francaise, sur l'esprit de sagesse et de cordialité dans lequel tout le monde, y compris la presse, applique l'arrangement de 1904. Il m'a parlé de l'amélioration des choses en Syrie, non sans souligner à quel point la fidélité mutuelle des deux puissances alliées intéresse l'avenir de la paix dans cette encoignure du monde. Quant à sa propre politique, il entend qu'elle soit faite de fermeté modérée, d'opportunité et de patience nuancées.

— Quand des éléments extérieurs agissent dans tout ce monde musulman, où vous avez aussi vos responsabilités, me disait-il (il visait la propagande bolchéviste), nous devons être, ensemble, vigilants et résolus. Des excitations dangereuses, je le sais pertinemment, sont venues de là, et j'ai fait le possible

pour les signaler et les réprimer. Vous faites de même en Syrie et vous avez raison.

« Ici, j'ai, en plus, les ennuis que donnent, dans tous les pays du monde, aux gens chargés de la besogne journalière, une opinion et un parlement. J'en prends mon parti, bien entendu, et je tâche de tout concilier. Mais, ailleurs, on ne comprend pas toujours. Souvent, rien que par la façon de les présenter, la presse envenime des faits secondaires ou des incidents de la vie normale des peuples. Vous avez pu voir ce qu'on a raconté de cette « insurrection » de Tantah, où il n'y avait guère qu'un chahut d'étudiants; sans nier toutefois qu'on y trouvait encore cette main étrangère, que nous avons rencontrée en Chine et que vous avez rencontrée au Maroc. La crise s'atténue; la sagesse du Roi et la tranquillité foncière du pays nous ont permis de gagner du temps et de laisser aux problèmes la possibilité d'évoluer. C'est une politique de compréhension et de suite qui aura raison peu à peu de certaines dispositions ardentes, nées d'aspirations respectables. Je sens bien tout cela. Mais je ne suis pas seul... Plus haut que ces crises d'un jour, je vois les intérêts permanents. Je vois ce canal de Suez, qui vous est dû et qui a dépassé les espérances de ses constructeurs; je vois ce Soudan qui paie de jour en jour et qui paiera, si on le laisse à son développement progressif; je vois cette collaboration qui sera d'autant plus avantageuse pour les deux parties qu'elle sera, de part et d'autre, le plus naturellement voulue et acceptée. Voilà le problème tel qu'il se pose à mes yeux; j'en ai fait le tour; je l'approfondis par la pratique; je m'applique à le résoudre fil à fil et au jour la journée. C'est un travail d'application qui, sans doute, préparera une trame solide, si on nous laisse faire, sans mêler l'écheveau, et sans brouiller les couleurs... Je ne m'amuse pas tous les jours, dit-il en tournant vers moi son vif regard un peu abattu.

— Eh ! lui dis-je, c'est la vie. La loi de la politique est toute persévérance et souplesse. Si vous restez ici, vous ferez beaucoup de bien ; car on sent en vous de ces ressources du dedans et du lendemain qui finissent par agir sur le dehors et sur les jours futurs. J'ai toujours vu, dans ma vie, que la bonne volonté éclairée finit par réussir : la raison, comme nous disons en France, finit par avoir raison.

Suis-je indiscret en répétant ces paroles échangées, ces propos d'un homme éminent, où il y avait tant de sagesse et auxquels ma vieille habitude des grands problèmes de l'histoire donnait tout leur prix? J'évoquais en mon souvenir d'autres temps difficiles, et je rendais, en moi, ce témoignage aux hommes d'État britanniques, que je les avais toujours trouvés loyaux et conciliants. Ils ont un grand sentiment de leur situation et des intérêts de l'Empire. Qui le leur reprocherait? Mais les intérêts de l'Empire sont infiniment complexes dans tous les sens : d'où cet équilibre prudent et patient cherchant à s'établir selon la norme de la vaste stabilité britannique. Avec le respect mutuel des peuples, le goût même hardi de la liberté, le sentiment de l'honneur réciproque, les accords, fussent-ils même difficiles, finissent par se dégager.

L'HISTOIRE D'ÉGYPTE PAR DES FRANÇAIS

J'avais terminé mes conférences et mes études avec Fakhry Pacha. Le principe et le cadre du projet d'une *Histoire d'Égypte* s'étaient précisés. Une liste de collaborateurs était établie, le nombre des volumes, le caractère et les conditions de la publication, tout avait été étudié. Le temps de notre départ approchait. Il fallait rentrer en France pour les élections.

Le Roi voulut bien me recevoir. C'était le jour anniversaire de sa naissance et, en même temps, la fin du Ramadan. Le Caire était en liesse. Les réceptions officielles s'étaient succédé toute la matinée au Palais. Cependant le Roi voulut bien disposer de quelques instants pour me confirmer ses intentions relativement à l'accord intervenu en principe :

— Je ne voulais qu'une chose, me dit-il, votre adhésion. Mettez-vous à l'œuvre aussitôt que possible, vous et vos collaborateurs, et ne perdez pas une minute. Je suis pressé. On a beaucoup parlé des vieux Pharaons dans les histoires de l'Égypte, et vous savez combien je me suis attaché à ces études et à ces recherches. Mais, maintenant, si on se mettait aux temps modernes!... L'histoire de mon grand aïeul Mohamed Ali est à peine connue; racontez-la; parlez du génie militaire d'Ibrahim, des grandes transformations qui se sont accomplies sous Saïd, sous Ismaïl mon père. Rattachez-nous au monde vivant et tirez-nous de la grandeur monumentale où l'on nous confine un peu. Le Nil et le sol sont ce qu'ils ont toujours

été. Voyez mon pays, sa richesse, son ardeur, sa bonne volonté, ses aspirations et ses œuvres actuelles. Tout cela mérite aussi d'être raconté, expliqué. L'opinion est-elle bien renseignée sur nous? Avertissez-la. Ramenez les choses à leur réalité. Rendez-nous justice par la vérité. C'est un beau sujet que je vous confie, M. Hanotaux. Je vous le confie et je me confie à vous. Que puis-je dire de plus?

Et le Roi me tendit la main.

... Eh bien! oui. Nous nous efforcerons de l'écrire, cette *Histoire de la Nation égyptienne*, dans le cadre complet qui nous est tracé. Nous le ferons pour répondre à l'appel de ce Roi plein de si hautes pensées et d'une si noble allure intellectuelle. Je m'y consacrerai pour travailler à l'accord entre les forces de civilisation qui se rencontrent ici, pour aborder, en ce point vital, ce problème de l'Orient méditerranéen qui a tant intéressé ma vie; nous nous y donnerons pour l'Égypte elle-même, si laborieuse, si tourmentée, mais si féconde au cours de sa longue destinée; et, aussi, pour la France, pour l'honneur de son nom, pour que la tradition de saint Louis, de Bonaparte, de Champollion, de Lesseps ait une suite et pour que les amitiés franco-égyptiennes se prolongent dans un effort mutuel, vers le bien par la vérité.

Et, maintenant, en route pour le canal de Suez et pour Jérusalem.

G. HANOTAUX.

(*A suivre.*)

DE QUI EST
RIQUET A LA HOUPPE?

Émile Montégut, il y a quelque soixante-cinq ans de cela, publiait dans la *Revue* une étude sur « les Fées et leur littérature en France » (1). Il y traitait surtout des *Contes de ma Mère l'Oye*, « ces enfants perdus de la tradition... amenés au foyer de Perrault par ses voisins et ses amis..., les uns de provenance bourgeoise..., les autres d'extraction tout à fait rustique ». Et le critique, entre tous, mettait à part l'avant-dernier de ces contes comme singulier et séduisant :

« Parmi ces contes il en est un, le seul dont on n'ait trouvé l'analogue en aucun pays, qui se distingue de tous les autres par son air noble et courtois : *Riquet à la Houppe*. Celui-là n'est pas légendaire le moins du monde ; il est visiblement de souche lettrée et aristocratique. A-t-il été inventé un soir, pour l'amusement d'enfants nobles, par quelque grande dame spirituelle et polie, comme on dit que fut inventée la chanson de Malborough pour endormir un enfant royal ? Une Mme de La Fayette écrivant des contes d'enfants aurait vraiment pu se plaire à développer la donnée de cette allégorie charmante, car ni M. de Clèves, ni M. de Nemours ne s'expriment d'un ton plus courtois et ne donnent un tour plus poli à leur parole que le prince Riquet à la Houppe s'adressant à la belle princesse qui soupire après l'esprit qui lui manque : « Il n'y a rien, madame, qui marque davantage qu'on a de l'esprit que de croire n'en pas avoir, et il est de la nature de ce bien-là que,

(1) Voyez la *Revue* du 1er avril 1862.

plus on en a, plus on croit en manquer. » Mais quelle que soit l'origine de ce conte, on peut le prendre comme le type le plus général et le plus philosophique du merveilleux français. »

Ces lignes, presque divinatrices, sont du 1er avril 1862. Le problème qu'elles posent n'a pas encore été élucidé. Ne serait-il pas opportun d'en rappeler les éléments aux lecteurs de la *Revue* et de leur apporter par la même occasion, en cette année du troisième centenaire de Charles Perrault, une solution précise, toute proche d'ailleurs de celle qu'Émile Montégut avait entrevue?

LÉGENDE OU INVENTION ?

Un conte de Perrault n'est pas à l'ordinaire pour nous un objet de critique. *Riquet à la Houppe*, comme *le Petit Poucet* ou *le Petit Chaperon rouge*, tient à notre âme la plus naïve. Nous l'acceptons en bloc, tel que nous l'avons entendu pour la première fois « le soir près des tisons », sur les genoux de quelque grand mère ou de quelque vieille mie qui nous semblait contemporaine de Mélusine, et nous ne songeons pas plus à analyser sévèrement la conduite du récit qu'à nous demander comment la substance d'une citrouille a pu fournir des glaces et des coussins de velours au carrosse doré de Cendrillon, ni de quelles pierreries est faite une robe couleur du temps.

On peut s'étonner toutefois que, depuis 1862, en dépit des nombreux travaux des folkloristes et de telle découverte des historiens de la littérature qui aurait dû tout au moins éveiller les soupçons, il ne se soit trouvé personne pour faire quelques pas de plus dans la direction indiquée par Émile Montégut ni pour signaler combien, si l'on y veut prendre garde, *Riquet à la Houppe* est un conte mystérieux et même *deux fois mystérieux*.

Il l'est d'abord par sa composition. A les regarder de près, les autres dits de *Ma Mère l'Oye*, avec leur naïveté et leur négligence apparentes, sont des merveilles d'agencement ingénieux, de composition précise et serrée. Le conteur y semble emporté par le mouvement de son récit, mais tel détail pittoresque qu'il nous donne comme en passant est celui qui précisément prêtera plus de vraisemblance à la suite de l'aventure. Ainsi l'ogre, en rentrant chez lui, demande aussitôt « si l'on a

tiré du vin » ; un moment après, ravi d'avoir fait captifs le *Petit Poucet* et ses frères, il se remet à table et boit « une douzaine de coups de plus qu'à l'ordinaire » ; c'est pour nous divertir, peut-être, mais c'est surtout parce qu'il ne doit pas avoir les idées nettes, dans la nuit toute proche, pour égorger sans s'en apercevoir ses propres enfants. Or, de ce point de vue, *Riquet à la Houppe* offre le contraste le plus frappant avec les autres contes. Non seulement les détails, mais les personnages superflus y sont de règle.

Ce défaut nous frappe dès le début. Nous assistons à la naissance de Riquet à la Houppe, puis, dans un autre royaume, à celle des deux princesses. Le prince Riquet est aussi laid que spirituel. La première princesse est jolie et stupide, ainsi que la logique des contes nous le laissait attendre ; mais la seconde est spirituelle et laide, exactement comme Riquet à la Houppe, et elle n'a aucun rôle à jouer dans l'aventure, si bien que Perrault l'oublie au bout de quelques pages et qu'il ne nous reparlera plus d'elle.

Mieux encore, si la princesse laide nous est présentée sans motif, que dirons-nous d'un autre intrus, non seulement inutile, mais qui a le tort d'engager pour un moment l'esprit du lecteur dans une fausse direction ? Alors que la jolie princesse, pour acquérir de l'esprit, a juré d'épouser Riquet à la Houppe au bout de l'an, elle se voit recherchée par d'autres prétendants : « Il en vint un si puissant, si riche, si spirituel et si bien fait qu'elle ne put s'empêcher d'avoir de la bonne volonté pour lui. Son père s'en aperçut, lui dit qu'il la faisait maîtresse sur le choix d'un époux et qu'elle n'avait qu'à se déclarer. » Après cela, quand l'affreux Riquet reparaît pour réclamer sa fiancée, qui n'attendrait quelque effet tragique de cet amour éclos sous nos yeux : douleur ou fuite éperdue de la jeune fille, tentatives de son amant pour la sauver ?... C'est là un thème connu : nous le trouvons dans *le Nain jaune*, de Mme d'Aulnoy, où l'imprudente princesse Toute-Belle, qui s'est promise au Nain un jour de détresse, finit par périr avec le roi qu'elle aime pour avoir voulu manquer de parole au petit monstre couleur de citron. Mais Perrault n'en est pas à une incohérence près ; il oublie et le pauvre prince « si puissant, si riche, si spirituel et si bien fait », et la « bonne volonté » que la princesse avait pour lui, tout comme il a déjà oublié

cette intéressante sœur cadette, laide comme une guenon, mais qui disait « mille choses agréables » et « rangeait tout le monde autour d'elle en moins d'un quart d'heure ».

Autre singularité. L'héroïne, à sa naissance, a reçu d'une fée le don de « rendre beau ou belle la personne qui lui plaira ». Ce don, qui assure le dénouement, le conteur semble l'avoir perdu de vue durant tout le conte. La princesse l'ignore, et l'on ne comprend pas pourquoi sa mère lui en aurait fait mystère, d'autant moins que, suivant l'étiquette au pays de féerie, qui rappelait fort celle de Versailles, l'assistance devait être nombreuse aux couches de la Reine : princesses du sang et dames d'honneur, matrones de toute sorte, remueuses, berceuses et caméristes; ne se serait-il trouvé personne d'assez curieux, parmi toutes ces femmes, pour prêter l'oreille aux paroles de la fée, ni d'assez bavard pour les redire un jour à la jeune fille douée ? Riquet à la Houppe, héritier d'un royaume voisin, se trouve, lui seul, mieux renseigné ou moins oublieux que les autres, mais dans quelle intention, au lieu de révéler le secret à sa belle lors de leur première rencontre, la laisse-t-il se demander une année entière si elle l'épousera laid comme il est ? C'est là se conduire de manière cruelle autant qu'absurde, et tout au moins bien imprudente pour un prince de si grand esprit.

Enfin la façon dont Riquet rappelle à la princesse le mariage qu'elle a promis n'est pas moins surprenante que le reste. Tout le monde sait par cœur ce charmant épisode : «... Elle entendit un bruit sourd sous ses pieds, comme de plusieurs personnes qui vont et viennent, et qui agissent. Ayant prêté l'oreille plus attentivement, elle ouït que l'un disait : Apporte-moi cette chaudière ; l'autre : Mets du bois dans ce feu. La terre s'ouvrit dans le même temps, et elle vit sous ses pieds comme une grande cuisine pleine de cuisiniers, de marmitons et de toute sorte d'officiers nécessaires pour un festin magnifique. Il en sortit une bande de vingt ou trente rôtisseurs, qui allèrent se camper dans une allée du bois, autour d'une table fort longue, et qui, tous, la lardoire à la main et la queue de renard sur l'oreille, se mirent à travailler en cadence, au son d'une chanson harmonieuse... » C'est ce tableautin à la fois fantastique et familier qui a peut-être fait le plus grand succès du conte, mais l'auteur eût bien dû nous apprendre pourquoi

les serviteurs d'un prince puissant et fortuné lui préparent son souper sous la terre.

Déconcertant par sa composition, le conte de *Riquet à la Houppe* l'est peut-être encore plus par le mystère de son origine. Lorsqu'Émile Montégut, en 1862, préparait son étude sur « les Fées et leur littérature en France », il s'était sans doute renseigné auprès des spécialistes de son temps, et, comme Sainte-Beuve consultant Edelestand du Méril, il s'était entendu répondre que « tous les contes de Perrault existent dans la tradition populaire, *à l'exception de Riquet à la Houppe* ».

Il a été publié de 1862 à 1928 quantité d'articles et d'ouvrages consacrés aux *Contes de ma Mère l'Oye*, et quelques-uns par des travailleurs de premier ordre. Mais *Riquet à la Houppe* n'a pas bénéficié de cette vaste enquête. On sait que, pour *Peau d'Ane* et pour sept contes sur huit du petit volume paru en 1697, des formes primitives ont été découvertes à foison ; une Anglaise, miss R. Cox, n'a pas collectionné moins de 345 versions différentes pour la seule *Cendrillon*. Mais qu'il s'agisse de *Riquet à la Houppe*, et les commentateurs ne peuvent que regarder avec amertume leurs dossiers qui restent vides, s'ils ne les gonflent pas avec des rapprochements de hasard.

L'ignorance à laquelle nous sommes réduits est d'autant plus frappante que l'effort des chercheurs a été plus grand. Il est impossible d'énumérer ici toutes les tentatives d'explication, toutes les hypothèses qui se sont succédé. On en trouvera une somme excellente dans l'ouvrage de Charles Deulin, *les Contes de ma Mère l'Oye avant Perrault*, qui date déjà de 1878, et dans celui de M. Saintyves, *les Contes de Perrault et les récits parallèles* paru en 1923.

Les commentateurs en général peuvent se diviser en deux groupes. Les uns, laissant de côté la donnée même du conte et ce qui en fait l'originalité propre, ne s'attachent qu'au petit paragraphe final où la métamorphose de Riquet évoque un instant, le temps de dénouer l'aventure, les thèmes de *la Belle et la Bête* et de *Psyché*, qui sont parmi les plus richement représentés de la littérature populaire : il leur est aisé d'emprunter à tous les pays des histoires de beaux cavaliers revêtus d'une forme monstrueuse, souvent même animale, jusqu'à ce qu'une jeune fille amoureuse détruise l'enchantement, et ce leur est un jeu d'ajouter, pour nous éblouir, les Princes-grenouilles aux

Princes-crapauds, aux Princes-porcs et aux Princes-serpents. Les commentateurs du deuxième groupe, qui sont du moins plus intéressants s'ils ne sont pas plus heureux, s'attaquent à la personne même de Riquet et lui cherchent une ascendance à travers les âges.

Ainsi, parmi eux, Gaston Paris avait d'abord été tenté d'identifier avec Riquet à la Houppe

Le nain vert Obéron jouant au bord des flots,

parce que ce charmant « petit roi faë », dans le roman d'*Isaïe le triste*, paraît pour quelque temps sous l'aspect hideux de Tronc-le-Nain. Puis il a cherché vers l'Inde ; mais le prince Kouça, au mufle de lion et à la voix terrifiante, n'a certainement rien à voir avec le héros du conte ironique de Perrault. D'autres ont parlé du magicien Elberich, qu'on suppose fils de Clodion : il poussait, sur sa tombe, dit-on, de grands arbres que le peuple appelait « la chevelure ou la houppe de Clodion ». D'autres encore ont songé à Albérich, le fameux nain germanique qui garde les trésors des Niebelungen. D'autres ont été réveiller Kovlad, des contes slaves, le dieu des métaux, au milieu de ses pygmées.

Parmi tant d'opinions contradictoires il devait s'en trouver aussi d'absurdes. C'est ainsi que le bibliophile Jacob n'était pas loin de découvrir en Riquet à la Houppe une caricature du célèbre ingénieur Riquet. On sait que, ce constructeur du canal du Languedoc ayant proposé d'amener à Versailles les eaux de la Loire, Charles Perrault, alors contrôleur des bâtiments, avait déclaré l'entreprise impossible et engagé Colbert à faire vérifier les niveaux : l'expérience avait démontré la vanité du projet. Mais quel rapport peut-on apercevoir entre ce débat technique et les aventures du spirituel et galant prince bossu ?

Ainsi, à notre époque où les investigations des folkloristes, conduites avec méthode par toute la terre, n'ont presque pas laissé un thème ni un épisode sans en établir la généalogie et les alliances, l'origine populaire de *Riquet à la Houppe* n'a pas encore été découverte. Cet échec nous autorise à conclure que *Riquet à la Houppe* ne doit pas être d'origine populaire. Il nous faut donc songer à une origine littéraire. Et dès lors une hypothèse se présente d'elle-même. Elle a déjà été formulée par

Marty-Laveaux, et aussi par Charles Deulin, qui n'aimait pas *Riquet à la Houppe;* c'est que le sujet du conte aurait été tout bonnement imaginé par Charles Perrault: « ce récit précieux et alambiqué nous montre ce que peut l'auteur quand le fonds populaire lui fait défaut et qu'il se trouve réduit à ses propres inventions. »

L'affirmation est plausible; elle lève toute difficulté, et l'on serait tenté de s'y rallier..., si elle n'avait été formellement récusée à l'avance par Perrault lui-même. Le consciencieux académicien a tenu en effet à fixer ses contemporains sur ce point : le *Mercure Galant* de janvier 1697, annonçant aux lecteurs que les *Contes de ma Mère l'Oye* venaient de paraître chez Barbin, ajoutait une petite note visiblement inspirée, sinon même rédigée par Perrault. « Ceux qui font de ces sortes d'ouvrages sont ordinairement bien aises qu'on croye qu'ils sont de leur invention. Pour luy [l'auteur] il veut bien qu'on sache qu'il n'a fait autre chose que de les rapporter naïvement en la manière qu'il les a ouï conter (1). »

L'énigmatique *Riquet à la Houppe*, qui « n'est pas légendaire le moins du monde », comme nous le faisait remarquer Émile Montégut, n'est donc pas non plus de l'invention de Charles Perrault. « Il est visiblement de souche lettrée », mais l'auteur des *Contes de ma Mère l'Oye* s'est contenté de le rapporter naïvement comme les autres histoires de son recueil « en la manière qu'il les avait ouï conter ».

Nous voici ramenés de la sorte à la solution qu'indiquait, en 1862, le critique de la *Revue* : le conte de *Riquet à la Houppe* « a-t-il été inventé par quelque grande dame spirituelle et polie...? Une Mme de La Fayette, écrivant des contes d'enfants, aurait vraiment pu se plaire à développer la donnée de cette allégorie charmante... »

Hélas! la réalité n'est jamais aussi belle que la rêvent les critiques littéraires. Au lieu d'une grande dame, il nous faut accepter une séduisante bourgeoise, spirituelle et polie d'ailleurs, et passée maîtresse en la science du monde; — au lieu

(1) Le texte dit exactement « *qu'il les a ouï conter dans son enfance* », mais il n'y a pas lieu de retenir cette indication, puisque l'*auteur* dont parle le *Mercure* (auteur fictif ou non, nous n'entrerons pas dans cette discussion), Pierre Perrault Darmancour, celui qui a signé la dédicace et obtenu le privilège à son nom, se traite lui-même d'*enfant* dans sa préface.

de l'auteur de *la Princesse de Clèves*, une romancière qui, toute sa vie, admira, imita, démarqua *la Princesse de Clèves*; — au lieu de Mme de La Fayette : Mlle Catherine Bernard.

LA CARRIÈRE D'UNE FEMME DE LETTRES

Il ne faut pas confondre Catherine Bernard, — Guyonnet de Vertron nous en avertit, — avec une autre « illustre fille », Mlle Bernard de Lyon, qui prononça en 1694 le panégyrique d'une sainte devant les recteurs de la Charité. Il ne faut pas non plus la mettre sur le même plan que les mondaines éprises de féerie qui se retrouvaient chez Perrault, chez Mlle l'Héritier et à l'Hôtel Lambert. C'est, elle, une femme de lettres professionnelle, d'une grande activité, habile à se pousser et à parvenir.

Née à Rouen, en 1652, de parents protestants, elle s'était avisée de bonne heure, en petite personne pratique, que des liens de famille, même lointains, sinon illusoires, avec Pierre Corneille, et Thomas, puissant au *Mercure*, et encore Bernard de Fontenelle, représentaient de beaux atouts aux mains d'une joueuse résolue. Elle vint donc à Paris tenter sa chance, — avant d'avoir dix-sept ans. Elle apportait dans ses bagages un projet de roman en trois volumes et le ferme dessein de se faire un nom. Nous ne savons pas si elle était jolie, mais nous pouvons le supposer, puisque son cousin Fontenelle lui découvrit beaucoup de talent; « la beauté faisant sur lui une assez grande impression, écrivait Mme de Lambert..., il ne demande aux femmes que le mérite de la figure; dès que vous plaisez à ses yeux, cela lui suffit et tout autre mérite est perdu... » Ce fin connaisseur n'est-il pas allé, dans une lettre au *Mercure*, jusqu'à comparer publiquement *Éléonor d'Yvrée* à *la Princesse de Clèves!* Il conseilla la jeune Catherine, il l'aida souvent, et de mauvaises langues ont prétendu qu'il lui écrivit tous ses ouvrages. Lui-même à la fin de sa vie en avouait à peu près autant à l'abbé Trublet, mais c'est une discussion où nous n'entrerons pas. Il suffit de restituer au galant philosophe la *Relation de l'Ile de Bornéo*, cette attaque assez vive contre Rome qui est bien certainement de lui; le reste, romans, tragédies et poèmes, ne vaut pas assez pour être contesté.

Un autre Rouennais, Nicolas Pradon, avait aussi subi le charme un peu apprêté de cette compatriote débutante qui

n'oubliait jamais de rosir ses joues ni de se poser coquettement des mouches. Il l'aimait ; elle acceptait volontiers ses suggestions littéraires, mais ne lui répondait sur le reste que par des plaisanteries, si bien qu'il finit par se plaindre en un madrigal qui courut salons et ruelles :

Vous n'écrivez que pour écrire :
Pour vous c'est un amusement.
Moi, je vous aime tendrement :
Je n'écris que pour vous le dire.

On a cru, de nos jours, apercevoir la main de Pradon dans les trois volumes de *Frédéric, prince de Sicile*, qui parurent sans nom d'auteur en 1680. Mais les contemporains, Bayle en tête, en faisaient honneur à Mlle Bernard. Quelques pièces de circonstance suivirent ce roman.

Cependant, dans les États du grand Roi Très-Chrétien, une poétesse protestante n'avait que de médiocres chances de devenir jamais poétesse à la mode. Ce n'est peut-être pas la raison pourquoi Catherine Bernard se décida à embrasser la religion catholique le mois même où fut révoqué l'édit de Nantes ; mais il faut reconnaître qu'une fois sa résolution prise, elle sut lui donner la publicité désirable. M. de Visé, en octobre 1685, annonçait ainsi la bonne nouvelle aux lecteurs du *Mercure* : « Vous apprendrez avec plaisir que Mlle Bernard, de Rouen, pour qui les galants ouvrages qui ont paru d'elle vous ont donné tant d'estime, a fait abjuration depuis huit jours. Comme elle a infiniment de l'esprit, il est aisé de juger qu'elle n'a renoncé aux erreurs où sa naissance l'avait engagée qu'après une longue et sérieuse recherche de la vérité. »

Dès 1687, la nouvelle convertie inaugurait une série de romans sous le titre général *les Malheurs de l'amour*. Le premier fut *Éléonor d'Yvrée*. Le second, *le Comte d'Amboise*, suivit en 1689. *Inès de Cordoue*, à laquelle *Riquet à la Houppe* nous fera revenir, ne parut qu'en 1696 (1).

(1) Il convient, pour compléter la liste des écrits en prose de Mlle Bernard, de mentionner encore une « nouvelle mauresque » : *Histoire de la rupture d'Abenamar et de Fatime*, imprimée en 1696 à la suite d'*Inès de Cordoue*. Les contemporains crurent y trouver des allusions à l'aventure de Mme du Vigean avec le grand Condé (voir à la Bibliothèque nationale, ms. 12724, note à l'une des chansons du feuillet 15, verso).

Il est toujours bon pour un écrivain de se choisir une spécialité bien définie, afin que son public puisse le classer sans fatigue d'esprit, et il n'était pas mauvais alors, Mme de Maintenon régnante, d'assigner un but éducateur et moral à des productions qu'on eût pu facilement trouver frivoles. Catherine Bernard entendit cette politique. Solennellement elle prit pour tâche de combattre l'amour et d'en diminuer les ravages parmi les hommes. C'est pourquoi elle écrivit des romans passionnés, qu'elle avait grand soin de terminer par des catastrophes. « Je conçois tant de dérèglement dans l'amour même le plus raisonnable que j'ai pensé qu'il vaut mieux présenter au public un tableau des malheurs de cette passion... », disait-elle dans sa préface à *Éléonor d'Yvrée*, et elle revenait à la charge en publiant *le Comte d'Amboise* : « J'ai déclaré que mon dessein était de ne faire voir que des amants malheureux, pour combattre, autant qu'il m'est possible, le penchant qu'on a pour l'amour. »

On ignore si *le Comte d'Amboise* a jamais dégoûté quelqu'un de l'amour. Aussi bien qu'*Éléonor d'Yvrée* ou *Inès de Cordoue*, cette « nouvelle galante » procède directement de *la Princesse de Clèves*. Ce sont les mêmes personnages sous d'autres noms, les mêmes situations, presque les mêmes épisodes. Sans doute, à voir la façon dont Catherine Bernard enjolive son modèle, dans la célèbre scène de l'aveu par exemple, on peut se demander si elle comprend bien où gît l'intérêt pathétique du chef-d'œuvre qu'elle a tant admiré et tant imité. Mais nous n'en devons pas moins applaudir la dextérité avec laquelle elle a su déguiser et masquer ses marionnettes, aussi bien que l'aisance de plume qui lui a permis de tirer trois romans, assez longs et différant assez l'un de l'autre, de la seule nouvelle de Mme de La Fayette.

Les romans et les poèmes font lentement leur chemin dans le monde. Mlle Bernard ne tarda pas à essayer du théâtre. Sa tragédie de *Laodamie*, représentée pour la première fois par les comédiens du Roy sur le théâtre de la rue Mazarine, le vendredi 16 février 1689, eut vingt représentations de suite. Ce n'était pas une chute. Il faut se souvenir que le plus grand succès théâtral du XVIIe siècle, le *Timocrate* de Thomas Corneille, en eut quatre-vingts et que les pièces particulièrement « approuvées » de Molière, *le Malade imaginaire*, *Sganarelle* et

l'École des Femmes, se donnèrent respectivement quarante-deux, quarante et trente et un soirs. Les tragédies les plus heureuses ne dépassaient guère la trentaine. *Britannicus* fut joué huit fois.

La poétesse normande semble d'ailleurs s'être fort bien entendue à organiser, puis à exploiter sa réussite. Il nous est parvenu d'elle une lettre « au sieur de La Grange, comédien », véritable cri du cœur qui est un cri de bataille pour la défense de ses droits d'auteur : « Si on veut bien, Monsieur, me laisser le choix d'avoir une petite pièce à la suite de *Laodamie*, mercredi, ou de n'en avoir pas, je vous prie qu'on n'y en mette pas encore. On en dit, ce me semble, trop de bien pour la précipiter si fort : et si l'on n'avait pas saisi si fort l'occasion de la mettre au simple, je crois qu'elle pourrait m'avoir fait plus d'honneur. Le monde s'y serait toujours retrouvé dans la suite, comme il est venu. Enfin, Monsieur, je vous prie bien fort qu'on retarde le plus qu'il se pourra d'y mettre une petite pièce, car il serait fâcheux pour moi qu'une pièce qui a l'approbation publique ne fût guère plus jouée que celles qui ne l'ont point eue. Je serais fort obligée à toute la troupe si l'on me fait ce plaisir. Je suis, Monsieur, votre très humble servante. » Signé : Bernard. Cette lettre, soit dit en passant, rend assez plausible l'opinion de ceux qui ont prétendu que, pour écrire en français, Mlle Bernard ne pouvait se passer d'un collaborateur.

Laodamie, « qui coûta des larmes à tous les cœurs tendres », dépasse aujourd'hui notre capacité d'ennui. Le *Brutus*, au contraire, garde encore quelque intérêt, grâce au choix du sujet, et cela, malgré les faiblesses du plan et la platitude des vers : il eut vingt-cinq représentations, soit dix de plus que n'en devait avoir, en 1730, la tragédie du même nom de Voltaire; il fut joué par la troupe du Roi au nouveau Théâtre Français des Fossés Saint-Germain, entre le 18 décembre 1690 et le 18 février 1691.

Cependant, tout en sentant vivement la faveur de cette « approbation publique », Catherine Bernard adressait sans relâche des pièces de poésie au Roi, à Mme de Maintenon, au Duc de Bourgogne, à la Princesse de Conti, première douairière, la fille favorite de Louis XIV, à Mme la Chancelière de Pontchartrain. Experte en tactique littéraire autant qu'en diplomatie mondaine, elle ne néglige pas non plus de se con-

cilier des protecteurs moins importants, mais bien vus à Versailles et assez complaisants pour y prononcer son nom. Le R. P. Buffier, jésuite, a l'oreille de quelques ministres. Mme de Coulanges peut glisser un madrigal sur la table de la marquise de Maintenon, et M. de Coulanges, à son tour, recevra « quatre vers pour l'engager à trouver le moyen de faire présenter les vers ci-dessus à monseigneur le Duc de Bourgogne ». Il n'est pas facile de mettre en échec une solliciteuse aussi souple. Si le Duc de Bourgogne ou Mme de Maintenon n'aime pas les louanges, qu'à cela ne tienne, l'obéissante Catherine se taira, pourvu qu'on lui « tienne compte du silence » imposé par cette modestie :

Que l'on sache que je me tais,
C'est tout ce que je vous demande.

Et Follet, le petit chien de Mme de Coulanges, a reçu lui aussi des placets quand sa maîtresse en était lasse (1).

Bientôt vinrent les honneurs officiels : le prix de poésie en 1693, pour une pièce sur le thème : « Plus le Roi mérite de louanges et plus il les évite », et de nouveau en 1697 pour une *Ode sur la paix de Savoie*. La même année, une *Ode sur l'établissement de la Religion chrétienne* valait à Mlle Bernard le premier prix aux Jeux Floraux de Toulouse. En 1698 elle remportait encore les deux amarantes, tandis que les Ricovrati de Padoue, sur la proposition de M. Guyonnet de Vertron, l'admettaient au nombre de leurs membres comme la huitième Muse française avec le surnom de Calliope « l'Invincible ».

Le Mercure galant, le recueil de Moetjens, les recueils de l'Académie imprimaient à l'envi ses œuvres, sinon même des pièces en son honneur (de l'abbé Bardou ou de M. Gacon), des apostrophes à Apollon pour lui signaler les dangereux progrès de cette nouvelle muse triomphante :

Thalie en murmure à l'écart
Et t'accuse en pleurant d'avoir donné ta lyre
A l'ingénieuse Bernard.

(1) On trouve des vers de Mlle Bernard dans presque tous les recueils collectifs imprimés à la fin du XVIIe siècle, mais il existe aussi beaucoup de pièces manuscrites. Voir surtout à la Bibliothèque nationale, Ms. fr. 1500 : *Recueil de diverses pièces de poésie et principalement du Duc de Nevers. Autant du moins que j'ai pu en recueillir* par M. de Coulanges, et Bibliothèque Mazarine, Manuscrit 2344.

Les cercles littéraires louaient son esprit d'à-propos et se répétaient son épigramme *Sur la capitation* ainsi que son *Placet au Roi* :

Sire, deux cents écus sont-ils si nécessaires
Au bonheur de l'État, au bien de vos affaires?...

Mme Deshoulières et Mlle de Scudéry la recevaient en amie; Mme de Coulanges, en octobre 1694, ne jugeait pas indigne d'être transmis à la marquise de Sévigné « un madrigal que Mlle Bernard a fait impromptu en voyant le portrait du Roi par Mignard et celui de Mme de Maintenon en sainte Françoise romaine »; et elle annonçait un nouvel envoi en novembre : « Voilà encore des vers de Mlle Bernard; malgré toute cette poésie, la pauvre fille n'a pas de jupe; mais il n'importe, elle a du rouge et des mouches. »

Ainsi les bons connaisseurs, les gens à la mode, les directeurs de théâtre, les académies et les gazettes, la France et l'étranger, s'accordaient pour reconnaître le talent de « la parente du grand Corneille ». Il n'est pas possible à une femme de lettres de prétendre au delà, à moins qu'elle ne possède un grain de valeur originale qui lui permette de survivre à son siècle. Mais, hélas! les couronnes académiques et les applaudissements des ruelles ne gonflent pas une bourse plate :

Il est certains talents qu'il ne faut pas choisir:
Ceux qui ne servent qu'au plaisir
Ne mènent guère à l'opulence... (1)

Avec son rouge et ses mouches, « l'illustre » Bernard ne cessait de sentir l'aiguillon de cette douleur non pareille qui s'appelle faulte d'argent.

Elle finit pourtant, sur le tard, par triompher de la gêne. Fermant le cycle d'une carrière bien conduite, elle atteignit par l'abandon de la littérature à une aisance matérielle que la littérature n'avait pas pu lui procurer. Ce fut une seconde conversion, et non moins fructueuse en un autre genre que la première. Catherine renonça aux pompes du théâtre entre les mains de Mme la Chancelière de Pontchartrain. Cette dévote dame accorda une pension à sa prosélyte, mais en lui conseil-

(1) Mlle Bernard : *la Nymphe et la Cigale*, fable, à Mme la chancelière de Pontchartrain : (*Suite de la grammaire française* du P. Buffier, Paris, 1728, p. 287.)

lant, à ce qu'il semble, d'abandonner, en même temps que l'art dramatique, toute espèce de poésie. Nous voyons à ce moment Catherine Bernard s'en prendre à « quantité de pièces différentes en vers qu'elle avait composées dans un âge plus jeune » et les supprimer tout bonnement parce qu'elles contenaient « des expressions et des sentiments peu conformes à la sainteté de notre religion et à la pureté de la morale chrétienne ». Seules furent encore tolérées quelques fables allégoriques, « morales et chrétiennes », flatteuses pour ses bienfaiteurs, et que le R. P. Buffier jugeait dignes d'être insérées dans sa *Grammaire française* ou dans son *Traité philosophique et pratique de poésie* comme de parfaits modèles du genre.

A la pension de Mme de Pontchartrain le Roi en joignit bientôt une autre de 600 livres. Ainsi « l'invincible Calliope » put connaître un peu de bien-être pendant ses dernières années. Elle mourut le 6 septembre 1712 et fut enterrée à l'église Saint-Paul.

LE PREMIER *RIQUET A LA HOUPPE*

Or, démunie, plus encore que d'argent, de ces dons qui permettent à un écrivain de durer dans la mémoire des hommes, réduite à emprunter de toutes mains, la pauvre Mlle Bernard a pourtant prêté aux riches par deux fois : à M. de Voltaire et à Charles Perrault.

Comment Voltaire a peut-être dû au *Brutus* de 1690 et l'idée et en partie le plan de sa tragédie du même nom, comment il en sut choisir à coup sûr la meilleure scène, la plus émouvante réplique, pour se l'approprier sans vergogne, et comment Fontenelle dénonça l'imitation au public, c'est ce qui peut se lire aussi bien dans le *Cours de littérature* de La Harpe que dans *l'Histoire du Théâtre-Français* des frères Parfaict ou même dans n'importe quel dictionnaire biographique. Au contraire, la dette de Charles Perrault envers Catherine Bernard n'a pas encore été reconnue jusqu'à ce jour : elle n'en est pas moins aussi certaine que celle de Voltaire.

Le 10 mai 1696, c'est-à-dire sept ou huit mois avant l'apparition des *Contes de ma Mère l'Oye*, le libraire Jouvenel achevait d'imprimer un petit volume in-16, intitulé *Inès de Cordoue*, sans nom d'auteur, mais qui continuait la série des *Malheurs*

de l'amour, inaugurée quinze ans plus tôt par Mlle Bernard.

Rien ne serait plus banal que ce roman, s'il ne commençait d'une manière inattendue, et qui dut sembler piquante en 1696, au moment où s'établissait une mode littéraire nouvelle. A la cour du sombre roi d'Espagne Philippe II, la jeune reine Élisabeth de France, pour combattre l'ennui qui la ronge, décide de se faire conter des histoires de féerie : « Elle proposa pour faire un amusement nouveau d'imaginer des contes galants. L'ordre fut reçu avec plaisir de toutes les dames qui composaient cette petite cour; on convint de faire des règles pour ces sortes d'histoires, dont voici les deux principales : *que les aventures fussent toujours contre la vraisemblance et les sentiments toujours naturels;* on jugea que l'agrément de ces contes ne consistait qu'à faire voir ce qui se passe dans le cœur et que du reste il y avait une sorte de mérite dans le merveilleux des imaginations qui n'étaient point retenues par les apparences de la vérité. »

Et aussitôt, pour obéir à sa souveraine, la belle Inès de Cordoue improvise l'histoire du *Prince Rosier*. Il nous faut l'écouter aussi, car nous en trouverons plus tard l'écho dans l'entourage de Perrault.

La princesse Florinde et la Reine sa mère voient un jour venir vers elles, à travers les airs, *un char d'ivoire minuscule, traîné par six papillons*, « *dont les ailes étaient peintes de mille couleurs* » *et conduit par une petite fée* (ce détail est curieux et rappellerait plutôt la reine Mab et les *fairies* anglaises que nos fées de France qui ont en général taille humaine). La fée annonce, en mauvais vers, que Florinde sera malheureuse, si elle vient jamais à aimer « l'amant qu'elle ne verra pas ». Personne ne comprend cet oracle, mais bientôt, se promenant au jardin, la Princesse est surprise par les façons galantes « d'un rosier plus vert et plus fleuri que les autres qui, courbant ses petites branches à son approche, semblait lui donner de l'approbation à sa manière ». Le rosier « redouble ses révérences » chaque fois qu'elle revient à lui. Il s'enhardit même un jour jusqu'à l'enlacer de ses rameaux, puis il soupire, prend voix, et avoue qu'il est un prince amoureux ainsi métamorphosé par une fée (l'auteur ne nous dit pas pour quelle raison). La Princesse, d'abord indignée, se laisse émouvoir peu à peu par les déclarations de l'arbuste parlant. Pour le préserver des

intempéries, elle fait élever autour de lui « un petit cabinet de marbre soutenu par des pilastres ». Enfin, menacée d'être emmenée au loin par la Reine, elle pleure en entourant de ses bras son cher rosier. A peine ses larmes ont-elles touché les fleurs qu'elles mettent fin à l'enchantement, et le Prince, beau comme les amours, tombe aux genoux de sa belle maîtresse.

Cette bluette, assez gracieuse, devrait logiquement finir là, mais Catherine Bernard n'a jamais permis à deux amants d'être heureux. « Le mariage, selon la coutume, finit tous les agréments de leur vie. » Florinde est sujette à de terribles accès de jalousie, si bien que, « persécuté de ses fureurs », le prince obtient des fées de redevenir rosier. Et la femme qui l'a tant aimé ne peut plus souffrir le parfum de ses fleurs. « C'est depuis ce temps-là que les roses ont toujours donné des vapeurs. »

Si Mlle Bernard ne nous offrait que cet échantillon des histoires merveilleuses improvisées à la cour d'Élisabeth, c'est tout juste si, — à cause de la date de son livre, — il vaudrait la peine de mentionner son nom parmi les conteuses de la première heure. Mais, après Inès de Cordoue, une autre demoiselle d'honneur prend la parole, et le récit qu'elle annonce a son titre imprimé en capitales en haut d'une page :

RIQUET A LA HOUPPE

Un grand Seigneur de Grenade, possédant des richesses dignes de sa naissance, avait un chagrin domestique qui empoisonnait tous les biens dont le comblait la fortune. Sa fille unique, née avec tous les traits qui font la beauté, était si stupide, que la beauté même ne servait qu'à la rendre désagréable. Ses actions n'avaient rien de ce qui fait la grâce; sa taille, quoique déliée, était lourde, parce qu'il manquait une âme à son corps.

« Mama (c'était le nom de cette fille) n'avait pas assez d'esprit pour savoir qu'elle n'en avait point, mais elle ne laissait pas de sentir qu'elle était dédaignée, quoiqu'elle ne démêlât pas pourquoi. Un jour qu'elle se promenait seule (ce qui lui était ordinaire) elle vit sortir de la terre un homme assez hideux pour paraître un monstre. Sa vue donnait envie de fuir, mais ses discours rappelèrent Mama : Arrêtez, lui dit-il, j'ai des

choses fâcheuses à vous apprendre, mais j'en ai d'agréables à vous promettre.

« Avec votre beauté vous avez je ne sais quoi qui fait qu'on ne vous regarde pas, c'est que vous ne pensez rien; et sans me faire valoir, ce défaut vous met infiniment au-dessous de moi qui ne suis que par le corps ce que vous êtes par l'esprit. Voilà ce que j'avais de cruel à vous dire; mais à la manière stupide dont vous me regardez, je juge que je vous ai fait trop d'honneur, lorsque j'ai craint de vous offenser; c'est ce qui me fait désespérer du sujet de mes propositions, cependant je hasarde de vous les faire. Voulez-vous avoir de l'esprit? — Oui, lui répondit Mama, de l'air dont elle aurait dit non. — Hé bien! ajouta-t-il, en voici les moyens. Il faut aimer Riquet à la Houppe, c'est mon nom; il faut m'épouser dans un an; c'est la condition que je vous impose; songez-y, si vous pouvez : sinon, répétez souvent les paroles que je vais vous dire, elles vous apprendront enfin à penser. Adieu pour un an : voici les paroles qui vont chasser votre indolence, et en même temps guérir votre imbécillité :

Toi qui peux tout animer,
Amour, si pour n'être plus bête,
Il ne faut que savoir aimer,
Me voilà prête.

« A mesure que Mama prononçait ces vers, sa taille se dégageait, son air devenait plus vif, sa démarche plus libre; elle les répéta. Elle va chez son père, lui dit des choses suivies, peu après de sensées, et enfin de spirituelles. Une si grande et si prompte métamorphose ne pouvait être ignorée de ceux qu'elle intéressait davantage. Les Amants vinrent en foule; Mama ne fut plus solitaire ni au bal ni à la promenade; elle fit bientôt des infidèles et des jaloux; il n'était bruit que d'elle et que pour elle.

« Parmi tous ceux qui la trouvèrent aimable, il n'était pas possible qu'elle ne trouvât rien de mieux fait que Riquet à la Houppe; l'esprit qu'il lui avait donné rendit de mauvais offices à son bienfaiteur. Les paroles qu'elle répétait fidèlement lui inspiraient de l'amour, mais par un effet contraire aux intentions de l'Auteur, ce n'était pas pour lui.

« Le mieux fait de ceux qui soupirèrent pour elle eut la

préférence. Ce n'était pas le plus heureux du côté de la fortune ; ainsi son père et sa mère, voyant qu'ils avaient souhaité le malheur de leur fille en lui souhaitant de l'esprit, et ne pouvant le lui ôter, lui firent au moins des leçons contre l'amour; mais défendre d'aimer à une jeune et jolie personne, ce serait défendre à un arbre de porter des feuilles au mois de Mai ; elle n'en aima qu'un peu davantage Arada, c'était le nom de son amant.

« Elle s'était bien gardée de dire à personne par quelle aventure la raison lui était venue. Sa vanité était intéressée à garder le secret ; elle avait alors assez d'esprit pour comprendre l'importance de cacher par quel mystère il lui était venu.

« Cependant, l'année que lui avait laissée Riquet à la Houppe pour apprendre à penser et pour se résoudre à l'épouser, était presque expirée; elle en voyait le terme avec une douleur extrême ; son esprit, qui lui devenait un présent si funeste, ne lui laissait échapper aucune circonstance affligeante; perdre son Amant pour jamais, être au pouvoir de quelqu'un dont elle ne connaissait que la difformité, ce qui était peut-être son moindre défaut, enfin quelqu'un qu'elle s'était engagée à épouser en acceptant ses dons qu'elle ne voulait pas lui rendre. Voilà ses réflexions.

Un jour que, rêvant à sa cruelle destinée, elle s'était écartée seule, elle entendit un grand bruit, et des voix souterraines, qui chantaient les paroles que Riquet à la Houppe lui avait fait apprendre, elle en frémit ; c'était le signal de son malheur. Aussitôt la terre s'ouvre, elle y descend insensiblement, et elle y voit Riquet à la Houppe environné d'hommes difformes comme lui. Quel spectacle pour une personne qui avait été suivie de tout ce qu'il y avait de plus aimable dans son pays ? Sa douleur fut encore plus grande que sa surprise ; elle versa un torrent de larmes sans parler, ce fut le seul usage qu'elle fit alors de l'esprit que Riquet à la Houppe lui avait donné.

« Il la regarda tristement à son tour :

— Madame, lui dit-il, il ne m'est pas difficile de voir que je vous suis plus désagréable que la première fois que j'ai paru à vos yeux ; je me suis perdu moi-même en vous donnant de

l'esprit; mais enfin, vous êtes encore libre, et vous avez le choix de m'épouser ou de retomber dans votre premier état; je vous remettrai chez votre père, telle que je vous ai trouvée, ou je vous rendrai maîtresse de ce Royaume. Je suis le Roi des Gnomes, vous en serez la Reine; et si vous voulez me pardonner ma figure, et sacrifier le plaisir de vos yeux, tous les autres plaisirs vous seront prodigués. Je possède les trésors renfermés dans la terre, vous en serez la maîtresse; et avec de l'or et de l'esprit, qui peut être malheureux mérite de l'être. J'ai peur que vous n'ayez quelque fausse délicatesse; j'ai peur qu'au milieu de tous mes biens je ne vous paraisse de trop; mais si mes trésors avec moi ne vous conviennent pas, parlez, je vous conduirai loin d'ici, où je ne veux rien qui puisse troubler mon bonheur. Vous avez deux jours pour connaître ce lieu, et pour décider de ma fortune et de la vôtre.

« Riquet à la Houppe la laissa après l'avoir conduite dans un appartement magnifique; elle y fut servie par des gnomes de son sexe, dont la laideur la blessa moins que celle des hommes. On lui servit un repas où il ne manquait que la bonne compagnie. L'après-dînée elle vit la Comédie, dont les acteurs difformes l'empêchèrent de s'intéresser au sujet. Le soir on lui donna le Bal, mais elle y était sans le désir de plaire; ainsi elle se sentit un mortel dégoût qui ne l'aurait pas laissée balancer à remercier Riquet à la Houppe de ses richesses, comme de ses plaisirs, si la menace de la sottise ne l'eût arrêtée.

« Pour se délivrer d'un époux odieux, elle aurait repris sans peine la stupidité, si elle n'avait eu un Amant, mais ç'aurait été perdre cet Amant de la manière la plus cruelle. Il est vrai qu'elle était perdue pour lui en épousant le Gnome; elle ne pouvait jamais voir Arada ni lui parler, ni même lui donner de ses nouvelles; il pouvait la soupçonner d'infidélité. Enfin elle allait être à un mari, qui en l'ôtant à ce qu'elle aimait, lui aurait toujours été odieux, même quand il eût été aimable; mais de plus, c'était un monstre. Aussi la résolution était difficile à prendre.

« Quand les deux jours furent passés, elle n'en était pas moins incertaine; elle dit au Gnome qu'il ne lui était pas possible de faire un choix.

— C'est décider contre moi, lui dit-il; ainsi je vais vous rendre votre premier état que vous n'osez choisir. Elle trembla;

l'idée de perdre son Amant par le mépris qu'il aurait pour elle, la toucha assez vivement pour la faire renoncer à lui.

— Hé bien ! dit-elle au Gnome, vous l'avez décidé, il faut être à vous.

« Riquet à la Houppe ne fit point le difficile ; il l'épousa, et l'esprit de Mama augmenta encore par ce mariage, mais son malheur augmenta à proportion de son esprit; elle fut effrayée de s'être donnée à un monstre, et à tous moments elle ne comprenait pas qu'elle pût passer encore un moment avec lui.

« Le Gnome s'apercevait bien de la haine de sa femme et il en était blessé, quoiqu'il se piquât de force d'esprit. Cette aversion lui reprochait sans cesse sa difformité, et lui faisait détester les femmes, le mariage et la curiosité qui l'avait conduit hors de chez lui. Il laissait souvent Mama seule; et comme elle était réduite à penser, elle pensa qu'il fallait convaincre Arada par ses propres yeux qu'elle n'était pas inconstante. Il pouvait aborder en ce lieu, puisqu'elle y était bien arrivée; il fallait du moins lui donner de ses nouvelles, et s'excuser de son absence sur le gnome qui l'avait enlevée, et dont la vue lui répondrait de sa fidélité. Il n'est rien d'impossible à une femme d'esprit qui aime. Elle gagna un gnome qui porta de ses nouvelles à Arada; par bonheur, le temps des Amants fidèles durait encore. Il se désespérait de l'oubli de Mama sans en être aigri; les soupçons injurieux n'entraient point dans son esprit; il se plaignait, il mourait sans avoir une pensée qui pût offenser sa maîtresse, et sans chercher à se guérir; il n'est pas difficile de croire qu'avec ces sentiments il alla trouver Mama au péril de ses jours sitôt qu'il sut le lieu où elle était, et qu'elle ne lui défendait pas d'y venir.

« Il arriva dans les lieux souterrains, où vivait Mama, il la vit; il se jeta à ses pieds; elle lui dit des choses plus tendres encore que spirituelles. Il obtint d'elle la permission de renoncer au monde pour vivre sous la terre, et elle s'en fit beaucoup prier, quoiqu'elle n'eût point d'autre désir que de l'engager à prendre ce parti.

« La gaîté de Mama revint peu à peu, et sa beauté en fut plus parfaite, mais l'amour du Gnome en fut alarmé; il avait trop d'esprit, et il connaissait trop le dégoût de Mama, pour croire que l'habitude d'être à lui pût adoucir sa peine. Mama avait l'imprudence de se parer; il se faisait trop de justice pour

croire qu'il en fût digne; il chercha tant, qu'il démêla qu'il y avait dans son Palais un homme bien fait qui se tenait caché; il n'en fallut pas davantage. Il médita une vengeance plus fine que celle de s'en défaire. Il fit venir Mama :

— Je ne m'amuse point à faire des plaintes et des reproches, lui dit-il, je les laisse en partage aux hommes; quand je vous ai donné de l'esprit, je prétendais en jouir, vous en avez fait usage contre moi; cependant, je ne puis vous l'ôter absolument, vous avez subi la loi qui vous était imposée. Mais si vous n'avez pas rompu notre Traité, vous ne l'avez pas observé à la rigueur. Partageons le différend; vous aurez de l'esprit la nuit, je ne veux point d'une femme stupide... mais vous le serez le jour pour qui il vous plaira.

« Mama dans ce moment sentit une pesanteur d'esprit que bientôt elle ne sentit même plus. La nuit ses idées se réveillèrent; elle fit réflexion sur son malheur; elle pleura, et ne put se résoudre à se consoler, ni à chercher les expédients que ses lumières lui pouvaient fournir.

« La nuit suivante elle s'aperçut que son mari dormait profondément, elle lui mit sous le nez une herbe assoupissante qui augmenta son sommeil, et qui le fit durer autant qu'elle voulut; elle se leva pour s'éloigner de l'objet de son courroux. Conduite par ses rêveries, elle alla du côté où logeait Arada, non pas pour le chercher, mais peut-être qu'elle se flatta qu'il la chercherait; elle le trouva dans une allée, où ils s'étaient entretenus, et où il la demandait à toute la nature. Mama lui fit le récit de ses malheurs, et ils furent adoucis par le plaisir qu'elle eut de les lui conter.

« La nuit suivante, ils se rencontrèrent dans le même lieu sans se l'être marqué, et ces rendez-vous tacites continuèrent si longtemps, que leur disgrâce ne servait qu'à leur faire goûter une nouvelle sorte de bonheur; l'esprit et l'amour de Mama lui fournissaient mille expédients pour être agréable et pour faire oublier à Arada qu'elle manquait d'esprit la moitié du temps.

« Lorsque les Amants sentaient venir le jour, Mama allait éveiller le Gnome; elle prenait soin de lui ôter les herbes assoupissantes, sitôt qu'elle était auprès de lui. Le jour arrivait, elle redevenait imbécile, mais elle employait le temps à dormir.

« Un état passablement heureux ne saurait durer toujours ; la feuille qui faisait dormir faisait aussi ronfler. Un Gnome domestique qui n'était ni bien endormi ni bien éveillé crut que son maître se plaignait, il court à lui, aperçoit les herbes qu'on avait mises sous son nez, les ôte, croyant qu'elles l'incommodaient; soin qui fit trois malheureux à la fois. Le Gnome se vit seul, il chercha sa femme en furieux; le hasard ou son mauvais destin le conduisit au lieu où les deux amants ne se lassaient pas de se jurer un éternel amour; il ne dit rien, mais il toucha l'Amant d'une baguette qui le rendit d'une figure semblable à la sienne; et ayant fait plusieurs tours avec lui, Mama ne le distingua plus de son époux. Elle se vit deux maris au lieu d'un, et ne sut jamais à qui adresser ses plaintes, de peur de prendre l'objet de sa haine pour l'objet de son amour; mais peut-être qu'elle n'y perdit guère : les Amants à la longue deviennent des maris. »

LES ÉNIGMES RÉSOLUES

Bien que ce conte « ne fût pas sans art et que sa narration ne fût pas sans agrément », comme il est dit dans *Inès de Cordoue*, bien qu'il puisse, avec son dénouement inattendu, nous séduire encore par une certaine grâce ironique et désabusée, Catherine Bernard ne l'aimait pas, ni ne lui accordait d'importance. Elle l'a placé dans la bouche d'un personnage antipathique et elle l'abandonne au mépris des auditeurs qui n'ont de louanges que pour *le Prince Rosier*.

Ce détail est à retenir si l'on veut comprendre les relations du premier *Riquet à la Houppe* avec le conte de Perrault et sa destinée.

L'illustre Calliope, si éprise de succès facile et qui vit s'épanouir dès 1697 la vogue de la féerie, n'écrivit plus jamais aucun conte après *Riquet* et *le Prince Rosier*. Dédain d'une mode nouvelle qui préférait au roman d'analyse des amusements enfantins, dégoût de n'avoir réussi qu'à demi dans une première tentative?... On ne sait. En tout cas, elle ne fit rien pour s'assurer une place parmi les maîtres du genre, si bien que jusqu'à nos jours, elle a été complètement ignorée comme auteur de contes de fées. Son nom ne figure pas dans les notices du *Cabinet des Fées*, où sont énumérées pourtant les conteuses

les plus infimes, non plus que dans les longues listes que donne à plusieurs reprises la *Bibliothèque des romans*. Aucun répertoire bibliographique ne la mentionne à côté de Mlle L'Héritier, de Mlle de la Force, des comtesses d'Aulnoy, d'Auneuil et de Murat. L'abbé Lenglet-Dufresnoy, dans son *Usage des romans*, paru en 1734, indique bien qu'*Inès de Cordoue* contient des contes de fées « qui en font presque tout l'agrément »; mais il traite ce roman comme un ouvrage anonyme et semble ne pas en connaître l'auteur.

Et ceci encore est à remarquer : lorsque le *Riquet à la Houppe* de Mlle Bernard a été réimprimé dans le courant du XVIIIe siècle, il a reçu un nouveau titre et subi des modifications destinées, suivant toute vraisemblance, à le différencier autant que possible du *Riquet à la Houppe* de *Ma Mère l'Oye*. C'est ainsi que nous le trouvons dans le recueil anonyme des *Nouveaux contes de Fées*, édité à Genève en 1718, et plus tard à Paris en 1731. Il y est intitulé *Kadour* (c'est la belle Mama qui, suivant le caprice du jour, a pris ce prénom oriental). L'amant reste toujours Arada, mais le Roi des Gnomes, au lieu de *Riquet*, s'appelle *Paratinparatos*. Le conte de *Kadour*, avec tout le recueil des *Nouveaux contes de Fées*, est reproduit tel quel au tome XXXI du *Cabinet des Fées* publié à Amsterdam (Paris), en 1785-1789. Rien ne nous indique qu'il ait attiré alors l'attention des lecteurs ni de la critique.

De nos jours seulement, le texte primitif a reparu à la lumière. Il semble bien qu'en 1878 l'histoire en ait été tout près d'être éclaircie : Charles Deulin, en feuilletant la *Bibliothèque des campagnes* (1749), y découvrait une réimpression d'*Inès de Cordoue* avec les deux contes de fées qui en forment le prologue, mais, — négligence surprenante de sa part, — il ne se préoccupait pas de rechercher la première édition du roman ni d'en identifier l'auteur. Il se contentait de signaler ce *Riquet à la Houppe* oublié comme une imitation ingénieuse du récit de *Ma Mère l'Oye*, comme la « tentative » d'un écrivain anonyme, « qui, sous le même titre, a la prétention de refaire le conte de Perrault en le complétant ». Quelque vingt ans plus tard, le nom de Catherine Bernard était enfin prononcé. M. Eugène Asse, au cours d'une étude assez bizarrement intitulée *Une nièce de Corneille*, et M. Théodore Pletscher, dans sa substantielle plaquette *Die Märchen von Perrault*,

citaient tous deux le *Riquet à la Houppe* de Mlle Bernard, imprimé un an avant celui de Perrault. Et, — nous touchons là le plus curieux épisode des vicissitudes de notre conte, — les deux érudits, en possession l'un et l'autre de toutes les données du problème, n'en savaient pas tirer la conclusion qu'elles imposent : ils se bornaient à reprendre à leur compte l'opinion de Charles Deulin et, comme ce dernier, ils ne voyaient dans le *Riquet* de 1696 qu'une « imitation » de celui qui devait paraître en 1697. Ces chercheurs n'auraient-ils pas eu la curiosité de lire le texte dont ils révélaient ainsi l'existence au public?

Inès de Cordoue a paru un an avant *Ma Mère l'Oye*. C'est un fait. Mais il y a plus. MM. Asse et Pletscher ne sont pas fondés à se demander si Mlle Bernard, ayant eu connaissance du conte de Perrault, soit pour l'avoir entendu raconter, soit pour l'avoir lu en manuscrit, ne l'aurait pas utilisé en le transformant. Il est hors de doute que le Riquet à la Houppe, roi des Gnomes, se révèle par son texte même comme antérieur à celui de *Ma Mère l'Oye* : il éclaircit ce dernier, il en résout les énigmes, il en explique les faiblesses.

Cet amant aimé que Riquet à la Houppe, en réapparaissant, vient arracher à la Princesse, ce comparse plus qu'inutile, fâcheux même pour le conte de Perrault, qui ne reconnaît en lui le fidèle Arada, personnage principal chez Mlle Bernard? On comprend mal que Perrault ne l'ait pas entièrement supprimé, mais c'en serait assez de cette survivance singulière pour rendre indubitable l'ordre de filiation des deux contes.

La cuisine mystérieuse qui s'ouvre sous les pieds de la Princesse dans le bois où, de même que Mama, elle est allée rêver à son destin, c'est celle du palais que le Riquet à la Houppe primitif, roi des Gnomes, a, comme il est naturel, dans les entrailles de la terre. Et il faut reconnaître ici que Perrault a eu la plus heureuse inspiration en transformant une scène banale d'engloutissement, accompagnée par des vers d'une rare platitude, en ce pittoresque épisode des rôtisseurs, « la lardoire à la main et la queue de renard sur l'oreille », travaillant en cadence « au son d'une chanson harmonieuse ». Il a négligé, cela est frappant, de rattacher cet épisode à son nouveau conte : le modèle en était sans doute aussi présent à sa mémoire qu'à celle des auditeurs et des lecteurs de son entourage, et la

question qui devait troubler plus tard tant de folkloristes ne s'est assurément jamais posée pour lui.

De même les éléments que l'auteur de *Ma Mère l'Oye* ajoute au conte de Mlle Bernard, — soit pour permettre un dénouement nouveau, comme le don fait à la jolie Princesse, soit pour modifier le début et rendre l'imitation moins servile, comme le rôle de la Princesse laide, — ne sont pas solidement incorporés au récit et font l'effet d'annexes inutiles. Le conteur, en somme, a suivi son modèle en laissant ses propres inventions sans emploi aussi longtemps qu'il ne lui a pas paru nécessaire de s'en servir.

Il y a plus encore. Nous savons de façon certaine, qu'en 1696, parmi les familiers de Perrault, non seulement on avait lu *Inès de Cordoue*, mais encore on s'était vivement intéressé aux contes et aux « principes pour faire un conte » que renferme ce petit roman. Nous en avons la preuve dans une curieuse nouvelle galante, l'*Histoire de la Marquise-Marquis de Banneville*, qui nous laisse apercevoir, vers le début de 1695, une collaboration inattendue de l'abbé de Choisy et Charles Perrault. Nous avons dit ailleurs ce qu'était cette nouvelle et par quelle aventure, un an et demi après avoir été publiée pour la première fois, elle dut reparaître dans le *Mercure Galant* avec des additions et des modifications nombreuses (1).

L'une de ces additions est particulièrement instructive pour nous. Elle nous présente la petite marquise de Banneville, convalescente après avoir été malade d'amour. Galamment parée, étendue sur son lit de velours bleu et de broderie d'argent, dont le dossier et le ciel sont incrustés de grands miroirs et les draps brodés de point d'Angleterre, la singulière jeune fille reçoit chaque jour ses belles amies, ainsi qu'un jeune marquis épris d'elle. La musique et les petits jeux alternent avec des propos moins frivoles, et l'on n'oublie pas de discuter la nouvelle mode littéraire des contes de fées :

« Quelquefois la petite Marquise et ses compagnes se jetaient dans la belle conversation. Mlle d'Aletref y brillait extrêmement et faisait des contes avec un agrément infini. — Convenez-vous, ma chère, disait-elle un jour à la petite Marquise, des principes qu'on veut établir pour bien faire un conte ?

(1) *Mercure de France*, tome CCI, 1928, pp. 513-564.

Il faut, dit-on, *que les aventures soient toujours contre la vraisemblance et les sentiments toujours naturels*. J'avoue que pour attacher l'esprit des jeunes gens, et principalement des enfants, il est bon de donner souvent dans le merveilleux, mais il faut bien se garder d'y donner toujours. Un Héros ne doit pas être toujours l'épée à la main et couper un homme en deux. En un mot, pour avoir du plaisir, nous aimons à être trompés, mais on ne nous trompe pas longtemps quand on veut le faire si grossièrement. *Le petit char d'ivoire, traîné par des papillons*, ne me réjouit point, et *la fée est trop petite* pour que je m'amuse à la regarder. Il faudrait toujours avoir le microscope à la main. — Vous nous dites là de grands mots, interrompit la petite Marquise, et vous oubliez sans doute que vous parlez contre une Muse qui fait honneur à notre sexe. Ne voudrez-vous point encore la condamner, lorsqu'elle dit que les sentiments doivent être toujours naturels? — Ne croyez pas vous moquer, reprit Mlle d'Aletref, cela n'est pas encore tout à fait vrai. Quand les sentiments sont retenus dans les bornes exactes de la nature, ils ne sont pas assez vifs, et comme il faut qu'un Héros du conte soit un peu plus beau et un peu plus vaillant que les autres hommes, il faut aussi pour bien faire que les sentiments de son cœur répondent aux agréments de sa personne et qu'il aime un peu plus fort qu'on n'aime ordinairement. Avez-vous lu *la Belle au bois dormant*? — Si je l'ai lue, s'écria la petite Marquise? Je l'ai lue quatre fois, et ce petit conte m'a raccommodée avec le *Mercure Galant*, où j'ai été ravie de le trouver. Je n'ai encore rien vu de mieux narré; un tour fin et délicat, des expressions toutes neuves, mais je ne m'en suis point étonnée quand on m'a dit le nom de l'auteur. Il est fils de maître, et s'il n'avait pas bien de l'esprit, il faudrait qu'on l'eût changé en nourrice. — Pour moi, dit le marquis de Bercourt, je suis ravi de me promener entre ces deux haies de gardes du Corps qui dorment et même qui ronflent le mousquet sur l'épaule, mais j'ai toutes les peines du monde à respecter les jeunes attraits d'une Demoiselle de cent quinze ans. — Ils en étaient là quand on vit entrer la collation, des fruits rouges et des tasses de glaces. — Mangeons, Mesdames, dit la petite Marquise, on ne peut pas toujours raisonner. »

Ce morceau était imprimé dans le *Mercure* de septembre 1696, quatre mois après la publication d'*Inès de Cordoue*, trois

mois environ avant que le libraire Barbin ne mît en vente les *Contes de ma Mère l'Oye*. Il est intéressant à plus d'un titre pour l'histoire de la littérature, car il nous révèle, dès 1696, l'existence de deux écoles au royaume de la Féerie. L'une, avec Perrault, Mlle L'Héritier, Mme d'Aulnoy, s'adresse aux enfants, et l'on y recherche des contes sortis du peuple, « de la vieille roche », comme le dira plus tard Charles Perrault. L'autre école nous a donné, avec les contes de Mlle Bernard, *le Parfait amour*, *le Palais de la vengeance* de Mme de Murat, *Vert et bleu*, *Tourbillon* de Mlle de La Force, *la Tyrannie des Fées détruite* de la comtesse d'Auneuil, etc., etc. On y est préoccupé de faire voir à un auditoire raffiné « ce qui se passe dans le cœur », et il semble plus honorable de tirer de sa propre imagination des aventures prodigieuses et galantes à la fois que d'aller servilement cueillir son miel sur les lèvres des vieilles filandières ou des nourrices radoteuses. C'est cette école qui l'emportera bientôt, et le XVIIIe siècle va se voir encombré de productions brillantes, agréables souvent à la première lecture, mais qu'on ne relit jamais et qui ont glissé de toutes les mémoires parce qu'elles ont dédaigné de s'appuyer au tuf solide de notre merveilleux populaire.

Quoi qu'il en soit, dans la discussion qui s'émeut entre la petite Marquise et ses amies, il nous est impossible de ne pas reconnaître d'où viennent « le petit char d'ivoire traîné par des papillons » avec la fée microscopique qui le conduit, ainsi que les principes qu'on veut établir « pour bien faire un conte ». Nous les avons rencontrés au début du *Prince Rosier* de Mlle Bernard. Ainsi, en 1696, non seulement Perrault avait lu *Inès de Cordoue*, mais encore il rédigeait — ou inspirait — une critique précise du premier conte de fées contenu dans ce roman. En revanche, il ne soufflait pas mot du deuxième conte, *Riquet à la Houppe*, et ce silence est d'autant plus caractéristique que les *Contes de ma Mère l'Oye* étaient précisément sous presse à ce moment-là (1). Si Perrault s'était vu frustré d'un thème original et de son invention par une emprunteuse qui le lui déflorait à l'heure même où il se préparait à en faire usage, se serait-il borné, dans le *Mercure*, à plaisanter *le Prince Rosier*? N'aurait-il pas pris soin, dans le joli couplet-

(1) Nous en avons l'assurance par une lettre de l'abbé Dubos à Bayle, datée du 26 septembre 1696.

réclame sur *la Belle au Bois dormant*, d'indiquer, à tout le moins pour prévenir une accusation de plagiat, que l'auteur d'*Inès de Cordoue* devait le titre et le sujet de son deuxième conte au jeune écrivain, « fils de maître », qui imprimait lui-même un *Riquet à la Houppe*? C'est ainsi que, dans la préface des *Histoires sublimes et allégoriques*, parues en 1699, Mme de Murat fera remarquer à ses lecteurs qu'elle n'a nullement pillé Mme d'Aulnoy pour les deux contes du *Prince Porc* et du *Turbot*, si semblables qu'ils soient au *Prince Marcassin* et au *Dauphin*, et que son volume existait en manuscrit avant la publication du tome second des *Fées à la mode* (1).

Le Riquet qui règne sur les Gnomes est donc antérieur à celui de *Ma Mère l'Oye*. Les dates d'impression nous le faisaient pressentir; l'examen des deux textes nous le démontre de manière évidente; et l'entretien sur les contes de la *Marquise-Marquis de Banneville* nous en apporte une preuve nouvelle. Mais d'où vient ce premier Riquet, et comment Perrault l'a-t-il emprunté à son auteur?

RENDONS A Mlle BERNARD...

Nous ne nous étonnerons pas que « l'ingénieuse Bernard » ait pu inventer son *Riquet à la Houppe*. Elle ne manquait pas d'imagination, et elle était amie de Fontenelle, le malin traducteur de *l'Origine des fables*, le conteur qui, dans l'*Histoire des oracles*, nous a rapporté si joliment la légende de Thammous le pilote ou l'aventure de la « dent d'or » d'un enfant de Silésie. Ce philosophe musqué ne se défendait pas plus d'avoir mis la

(1) La dédicace des *Histoires sublimes et allégoriques* nous apporte, elle aussi, une indication curieuse : « Aux Fées modernes. — Mesdames, les anciennes fées, vos devancières, ne passent plus que pour des badines auprès de vous. Leurs occupations étaient basses et puériles..., et les effets les plus considérables de leur art se terminaient à faire pleurer des perles et des diamants, moucher des émeraudes et cracher des rubis... C'est pourquoi tout ce qui nous reste aujourd'hui de leurs faits et gestes ne sont que *contes de ma Mère l'Oye*... Mais pour vous, Mesdames, vous avez bien pris une autre route. Vous ne vous occupez que de grandes choses, dont les moindres sont de *donner de l'esprit à ceux et à celles qui n'en ont point*, de la beauté aux laides..., etc. »

Ainsi Mme de Murat ne range point *Riquet à la Houppe* parmi « les contes de ma Mère l'Oye », à côté de ce conte des *Fées* de Perrault dont l'héroïne « crache » des pierreries et des fleurs. Bien au contraire, « donner de l'esprit à celles qui n'en ont pas » nous est présenté comme un enchantement nouveau et l'invention d'une « Fée moderne ».

main à *Inès de Cordoue* qu'à aucun autre roman de sa cousine Catherine. Si l'abbé de Choisy, prêtre aux atours de douairière, a probablement guidé les pas de Cendrillon le soir de son premier bal, devons-nous croire aussi que le Cydias de La Bruyère, avec ses manchettes de dentelle, est venu souffler aux fées quel don elles accorderaient au prince Riquet? François de Choisy et Bernard de Fontenelle, voilà certes d'étranges compères pour ma Mère l'Oye, la bonne paysanne en sabots, qui file si rustiquement sa quenouille à la première page du recueil de Perrault. Mais dans l'empire de Féerie il convient de ne guère s'étonner : pour présider à la naissance d'un livre, comme à celle d'un marmot royal, les parrains et les marraines ne se révèlent pas toujours tels qu'on les aurait attendus.

D'ailleurs, vers 1696, les éléments du premier *Riquet à la Houppe* étaient presque tous dans le domaine public. Pour l'idée principale : un dicton malicieux sur la façon dont l'esprit vient aux filles, le même qui devait plus tard fournir son thème à *la Chercheuse d'esprit* de Favart. Pour l'intrigue : un sujet de nouvelle banal, familier entre tous à la bonne Catherine, l'aventure d'une femme qui, par malheur, se trouve avoir déjà promis ou donné sa main lorsqu'elle rencontre le cavalier qu'elle aimera, comme dans *le Comte d'Amboise* après *la Princesse de Clèves*. Pour la partie fantastique : un souvenir du *Comte de Gabalis* de Villars, venu peut-être par Mme de Murat qui était éprise de cabale et familière avec les esprits élémentaires (elle ne publia qu'en 1698 son conte du *Parfait Amour*, où se trouve un roi des Gnomes qui, en l'honneur de la princesse Irolite, donne des fêtes dans un palais souterrain; mais nous savons que, dès 1695, elle contait de vive voix ou même faisait lire à ses amies des histoires d'enchantements dont Mlle Bernard a pu faire son profit). Enfin, pour un épisode au moins, *l'Astrée*, bréviaire des précieuses, et sans doute celui de la belle Mama, car la ruse qu'elle emploie contre son mari lui a été enseignée par cette Clarine (3e partie, livre VII) qui, pour s'entretenir avec un amant, endormait sa duègne en lui plaçant « une boîte d'onguent » sous les narines, et le gnome Riquet se réveille en sursaut, tout comme la duègne, aussitôt que le soporifique se trouve écarté par mégarde.

Un seul point demeure obscur : c'est l'origine du titre même de notre conte, de ce nom de Riquet à la Houppe, visible-

ment populaire et emprunté à notre terroir et qui détonne dans un récit tout artificiel. Le mieux est sans doute de s'en tenir là-dessus à l'opinion de Gaston Paris, pour qui ce nom, recueilli sans le conte, n'y avait été rattaché que par un heureux caprice de l'auteur.

LA REVANCHE DES FÉES

L'emprunt est établi, mais de quel nom le nommer ? Y faut-il voir un plagiat, un simple vol dont l'audace extraordinaire aurait remporté le plus étonnant succès ? Ce serait insoutenable. On n'imagine pas Charles Perrault, cet homme « vrai en toutes choses », « désintéressé jusqu'à éviter même les gains les plus innocents », cet académicien qui, dans la querelle des anciens et des modernes, avait eu sur Boileau l'avantage d'une conduite pleine de dignité, ce père de famille attentif à la tenue morale de sa maison, pillant à soixante-huit ans passés les œuvres d'un jeune écrivain pour enrichir d'un conte de plus une collection enfantine. L'hypothèse, absurde en soi, le demeure encore si l'on écarte même toute considération de caractère.

Voltaire, en 1730, pouvait tenter de prendre quelques idées, quelques répliques, dans une pièce vieille de quarante ans, dont l'auteur était mort et semblait oublié, et cependant cette imitation n'a point passé inaperçue. Mais en 1697 Mlle Bernard était vivante, fort répandue dans le monde, et même à l'apogée de sa carrière. *Inès de Cordoue* avait paru depuis sept mois seulement, et une autre édition devait en être donnée dès 1697, ce qui indique un assez réel succès. Nous savons de plus que les deux contes de fées inclus dans le roman avaient été appréciés en eux-mêmes par des amateurs de haut rang. On conserve à la bibliothèque Mazarine un recueil manuscrit de *Petits contes en prose et en vers* relié aux armes de la duchesse de Bourbon, et qui contient, soigneusement recopiés, *le Prince Rosier* et *Riquet à la Houppe*. Si donc Mlle Bernard, lorsque parurent, en 1697, les *Contes de ma Mère l'Oye*, avait pu le moins du monde se sentir lésée par une imitation flagrante qui empruntait jusqu'au titre de son *Riquet à la Houppe*, publié depuis quelques mois à peine, comment concevoir son silence et celui de ses amis, un silence si complet, si profond que le conte original est demeuré inaperçu jusqu'à nos jours ?

Ce n'est pas un vol qui peut expliquer la ressemblance des deux textes, mais bien au contraire un emprunt loyal, l'acceptation d'un don. Peut-être même une complaisance de Perrault, et presque une faveur conférée par lui à cette éternelle solliciteuse que fut la pauvre Calliope.

Pour être juste en effet, — une fois les droits de Mlle Bernard dûment constatés, — il sied de se demander ce que fût devenu le conte si sur ce canevas bien choisi Charles Perrault n'était pas venu jeter « un peu de broderie », comme disait Marie-Jeanne L'Héritier. Peut-être quelques curieux, feuilletant *le Cabinet des Fées*, reliraient-ils d'aventure ce premier *Riquet à la Houppe*, avec un hochement de tête amusé, comme il nous arrive de parcourir *le Phénix* de Mme Durand ou *la Rosanie* du comte de Caylus. Ce serait tout.

Riquet à la Houppe a été inventé par Catherine Bernard, mais il appartient à Perrault. Catherine Bernard avait taillé à facettes un caillou curieux de son jardin : c'est Charles Perrault, vieil enchanteur en perruque grise, qui a su, d'un coup de baguette magique, en faire le joyau sans prix, la petite merveille à la fois précieuse, ironique et naïve qui, après deux siècles, charme encore les enfants d'aujourd'hui. Et nous devons constater là une belle revanche de ces fées de France, un peu rustiques et bonnes marraines de bambins, auxquelles Mlle Bernard préférait les Elfes et les Gnomes : c'est parce que Perrault a voulu faire un conte d'enfants, et un conte aussi voisin que possible de la tradition populaire, qu'il nous a donné un chef-d'œuvre. Tous les changements qu'il apporte au récit primitif ont été commandés par ces deux préoccupations.

Un écrivain qui prend pour son modèle les « contes de la vieille roche, ceux que nos aïeux ont inventés », sait qu'en notre pays les esprits souterrains sont rares et que le pouvoir des enchantements y passe pour limité, retenu toujours dans les bornes par un certain bon sens malicieux. C'est pourquoi Perrault a éliminé du conte de Mlle Bernard le fantastique insolite, et il a substitué aux Gnomes hideux la fée des légendes villageoises, aussi pareille que possible à une bonne dame, savante et sage, qui visite les accouchées pour leur apporter réconfort. Son goût sobre, d'autre part, l'a porté à ne faire intervenir le merveilleux qu'en manière de prologue, avant que l'action ne s'engage. Il n'y a de surnaturel que les visites de la

fée et le don fait au prince Riquet : le reste de l'histoire semble se dérouler de façon presque réelle, dans quelque château royal où les courtisans, comme à Versailles, font le cercle autour des princesses, tandis que pour le Conseil le souverain réunit ses ministres chez une belle personne pleine d'esprit, judicieuse autant que la marquise de Maintenon.

Par ailleurs, le père de famille qui ne songeait d'abord qu'à amuser et instruire ses enfants ne pouvait adopter telle quelle l'histoire d'un adultère, même souterrain, où le mari, gnome ou non, est endormi par des herbes pour que sa femme coure à des rendez-vous nocturnes. Si le dénouement triste voulu par Mlle Bernard, — le juste châtiment des coupables, — n'eût peut-être pas peiné de jeunes auditeurs, il devait du moins leur demeurer totalement incompréhensible. L'auteur de *ma Mère l'Oye* devait donc s'ingénier à trouver une autre fin, et il l'a trouvée sans peine. A un amateur de littérature populaire, aussi bien qu'à un moraliste, le thème de *la Belle et la Bête* semblait s'offrir de lui-même. Perrault n'a pas hésité à s'en saisir, et c'est grâce à cette inspiration que *Riquet à la Houppe* est devenu, comme le disait Émile Montégut, « le type le plus général et le plus philosophique du merveilleux français ». Le sujet du conte est maintenant « ce contraste d'une belle âme enfermée dans un corps difforme, d'une divine lumière condamnée à luire à l'intérieur d'une grossière lampe d'argile. Cependant, si l'amour intervient, l'enchantement cesse aussitôt, et à la place du nain contrefait on voit apparaître un jeune prince éclatant de beauté. Qu'est-ce à dire, sinon que la source de toute magie est dans l'âme humaine ? Les fées sont humaines et les âmes sont fées. »

Et cependant Charles Perrault ne nous propose qu'en passant son dénouement féerique par le thème de *la Belle et la Bête*. Il n'aimait pas demander à ses fées de trop étonnantes métamorphoses. Son sens de la mesure et son ironie le retenaient également. Le goût de voir dans les enchantements des contes autant d'allégories aimables et morales n'était pas nouveau chez lui. A la fin des *Souhaits* il avait déjà indiqué combien les passions humaines semblent changer l'aspect des choses,

Et que, quand on est couronnée,
On a toujours le nez bien fait.

Il se souvenait peut-être d'un conte publié en 1696 par une admiratrice de *Grisélidis*, où le nain du Roi, protégé par son maître, fait un riche et brillant mariage : « Ce petit nain parut de la plus belle taille du monde aussitôt qu'il fut grand seigneur. » Mais, plus probablement, il ne pouvait résister au désir de récrire spirituellement à son tour le célèbre morceau de Lucrèce sur les illusions des amants, traduit par Molière dans *le Misanthrope*.

La princesse oublie de même la difformité de Riquet : « sa bosse ne lui sembla plus que le bon air d'un homme qui fait le gros dos ; au lieu que jusqu'alors elle l'avait vu boiter effroyablement, elle ne lui trouva plus qu'un certain air penché qui la charmait;... ses yeux qui étaient louches ne lui en parurent que plus brillants;... enfin son gros nez rouge eut pour elle quelque chose de martial et d'héroïque ».

Ainsi le nouveau conte était complet. Il pouvait prendre sa place à côté de *Cendrillon* et du *Chat botté* dans le volume qu'allait signer Pierre d'Armancour. Peut-être, avant de l'imprimer, l'écrivain demanda-t-il l'agrément de Catherine Bernard; peut-être fut-ce celle-ci qui, suivant l'exemple de Mlle L'Héritier, vint elle-même supplier qu'on fît une petite place à ses ingénieuses inventions parmi les contes de source populaire. Si tel est le cas, cette femme de lettres ne prit pas de résolution plus heureuse dans son existence toute tissue de démarches habiles. Elle atteignit du coup la postérité. A peine quelques érudits, qui ne les ont pas lus d'ailleurs, connaissent-ils encore les noms de ses quatre romans, de ses deux tragédies et de ses innombrables poèmes. Mais, prêté à un écolier, le conte qu'elle méprisait est demeuré vivant dans toutes les mémoires, et même il nous semble maintenant faire partie du trésor légendaire de l'humanité, si bien qu'on ne le distingue guère des récits merveilleux qui nous sont venus, à travers les siècles, de l'Arabie, de la Perse ou des Indes. C'est là en vérité pour une petite romancière précieuse, sans beaucoup d'âme ni de talent, une réussite plus surprenante que, pour une villageoise, d'épouser le fils du Roi, et telle est pourtant la chance qui est advenue à Catherine Bernard parce qu'elle rencontra sur sa route l'ami des Fées, Charles Perrault.

JEANNE ROCHE-MAZON.

QUESTIONS ÉCONOMIQUES

L'IMPÉRIALISME FINANCIER

Si respectueux que l'on soit de l'expérience qui attribue aux grandes lois de la politique une vertu permanente, personne n'oserait nier le caractère nouveau de mobilité que les inventions et les applications de la science, comme, aussi, la variation incessante des données économiques, confèrent aux rapports de puissance entre les peuples. La puissance n'est plus un fait aussi simple qu'autrefois. C'est un composé d'éléments très nombreux, dont l'importance et l'équilibre subissent, de jour en jour, des retouches inattendues.

De même, quand on parle aujourd'hui d'impérialisme, il faut considérer, au delà des organes nationaux et de leurs réflexes habituels, militaires ou diplomatiques, certaines poussées d'expansion et certains moyens de domination dont la valeur déborde parfois, non seulement la vigilance de ceux qui en seront les victimes, mais la conscience présente de ceux qui, tôt ou tard, en tireront parti.

Ainsi, pour citer un exemple familier à toutes les mémoires, la grande guerre nous révéla brusquement les solidarités innombrables qui lient l'effort guerrier d'un État au développement de son outillage industriel et à ses ressources en matières premières.

De même, depuis l'armistice, est apparu, soudain, le déplacement de puissance effective, dans tous les domaines, qu'entraînait le transfert de l'or...

Certes, la répartition des richesses matérielles et notamment de l'or, n'est pas un élément nouveau dans l'équilibre des puissances. Pas plus nouveau n'est le mélange des combinaisons financières, des soucis mercantiles et, en général, de tous les calculs de profit aux ambitions conquérantes des peuples. On trouverait difficilement, à travers l'histoire, hormis quelques poussées de fanatisme religieux, des actes d'expansion ou de conquête qu'aurait inspirés seulement un goût en quelque sorte esthétique de la domination, sans qu'y eût été associé l'espoir d'un bénéfice matériel. Il n'y a guère que l'épopée napoléonienne où l'art militaire soit apparu, dans une certaine mesure, comme une force trouvant en soi ses propres motifs et ses propres fins. C'est, d'ailleurs, le « désintéressement » global de l'aventure napoléonienne qui a fait naître la légende du militarisme français, autrement dit du penchant des Français pour la guerre en elle-même.

Mais, compte tenu des calculs utilitaires qui inspirèrent et guidèrent, plus ou moins, dans le passé, l'expansion des peuples, il faut observer que, jusqu'au XIXe siècle, toute conquête ou domination effective conserva la figure extérieure d'un impérialisme guerrier.

Or, depuis cinquante ans, en même temps que l'influence des besoins ou des ambitions d'ordre économique devenait plus apparente dans la genèse de l'impérialisme, on a vu les forces économiques tendre à un rythme de développement autonome, comportant un équilibre d'ensemble qui dépasse de beaucoup la limite d'initiative de chaque État. Les États, tant bien que mal, s'y adaptent et en tirent profit : ils ne sont plus maîtres, chacun isolément, même pour une période relativement brève, de borner leurs chances ou leurs risques généraux et de prévoir une ligne de conduite arrêtée pour y faire face.

Autrement dit, des positions d'impérialisme se constitueraient, exaltantes pour les uns, menaçantes pour les autres, avant que les uns ou les autres en eussent pris une conscience assez nette pour orienter leurs calculs. En revanche, ces positions d'impérialisme pourraient être détruites ou modifiées, sans l'intervention d'aucune politique et, à plus forte raison, d'aucune violence, par le jeu compensateur du mouvement économique.

On aperçoit ainsi, dans l'évolution de l'impérialisme, un

processus nouveau. Il est particulièrement digne d'attention sous son aspect financier.

* * *

Toujours, à travers l'histoire, des groupes firent métier de prêter leur argent ou leur crédit aux États et aux entreprises. On dresserait aisément la liste des « nations » qui se sont succédé dans le rôle de principal créancier du monde, Lombards, Lucquois et Florentins, Allemands de la Ligue hanséatique, Hollandais... Jusqu'à l'époque moderne, ces prêteurs, s'il leur arrivait parfois de dicter leurs conditions aux princes pour se procurer un bénéfice supplémentaire ou sauvegarder leurs créances, gardaient figure de simples fournisseurs, fournisseurs d'un appoint de puissance, d'une puissance dont ils ne contrôlaient ni l'orientation ni la destination et sur les conditions de laquelle ils se bornaient à spéculer. Ils ne songeaient guère à transformer leur commerce en un moyen de domination politique. Cela est si vrai que les anciens bailleurs de fonds de l'Europe se recrutèrent presque toujours dans les petites républiques, étrangères au cadre social et au développement politique des grands États. Leur neutralité assurait leur richesse, et par conséquent leur aptitude au commerce de l'argent, mais consacrait leur faiblesse politique. Il semblait que la croissance des grands États les contraignît, pour subvenir à leurs dépenses d'agrandissement, à être toujours débiteurs, tandis que les petites républiques tiraient de l'économie qu'elles faisaient sur leurs ambitions, le privilège de devenir créancières d'autrui.

Brusquement, au XIXe siècle, cela fut changé : par suite de la révolution industrielle, qui ne pouvait donner tous ses bénéfices que dans un cadre politique assez large, — l'activité de l'industrie étant proportionnée à l'ampleur d'un marché stable et régulier, — les grands États devinrent aussi les États les plus riches d'épargne, de capitaux et de crédit. Londres, Paris, puis Berlin se partagèrent le bénéfice des principales créances sur l'univers.

Dès lors il apparut que l'activité industrielle, pourvue d'un marché initial de suffisante ampleur, créait des disponibilités de capitaux et de crédit, lesquelles développaient une force spécifique d'expansion et, non seulement soutenaient les États, mais

les entraînaient à s'élargir ou à intervenir au dehors sans qu'ils l'eussent prémédité. Ce n'est pas par hasard que les deux plus grands empires coloniaux qui s'épanouirent au XIXe siècle, l'empire britannique et l'empire français, se formèrent dans la dépendance des deux nations qui avaient été les premières à bénéficier de la révolution industrielle et qui étaient les plus riches de créances sur l'extérieur. De même, ce n'est pas par hasard que l'Allemagne, à peine constituée dans un cadre politique assez large pour assurer le plein essor de ses industries, se sentit poussée à une expansion formidable...

Il restait à voir le cas d'un peuple, entièrement satisfait de son domaine, de ses ressources et du progrès naturel de sa fortune sur un territoire à peu près complet, professant le désintéressement le plus explicite à l'égard d'autrui et habilité par son repliement sur lui-même à condamner tout impérialisme, — à voir ce peuple subir, presque à son insu et malgré sa doctrine, l'entraînement d'une sorte d'impérialisme dont la source serait dans sa richesse même. Tel est le spectacle que nous ont offert les États-Unis d'Amérique depuis la guerre. Fait intéressant à la fois par son évolution automatique et par les réflexes d'équilibre, à peine plus conscients, qu'il détermine chez autrui.

* * *

Les Américains se proclament et se croient très sincèrement pacifistes. Ils ont une horreur de principe pour les formes traditionnelles de la conquête. Qu'est-ce à dire, au juste? C'est-à-dire qu'ils ne désirent ni annexer des territoires, ni soumettre des populations étrangères, ni imposer à quiconque leur forme de gouvernement. L'impérialisme politique n'a, pour eux, effectivement aucun sens, n'ayant aucun attrait. Pourtant, il n'est pas d'impérialisme dénoncé plus souvent, aujourd'hui, dans le monde, que l'impérialisme des États-Unis. La dénonciation vient tantôt à propos d'une conférence panaméricaine, tantôt à propos des affaires du Nicaragua ou du Mexique, tantôt à propos des agissements des compagnies pétrolières, tantôt à propos d'un nouveau programme de constructions navales, tantôt à propos de l'Extrême-Orient et tantôt à propos de l'Europe. Aux États-Unis mêmes, on perçoit un conflit incessant entre les forces fatales qui semblent mettre ce peuple, malgré

lui, en posture d'impérialisme, et la résistance traditionnelle de ses goûts ou de ses instincts. Conflit qui apparaît jusque dans le magistère moral que s'attribuent certains dirigeants de la banque américaine vis-à-vis des autres peuples.

De fait, c'est sur la base des capitaux investis à l'extérieur que s'est formée, plus ou moins consciemment, la puissance dite « impérialiste » des États-Unis.

Le phénomène se développe depuis vingt ans, avec une rapidité et une ampleur inouïes. On sait que, jusqu'au début de ce siècle, l'Amérique n'avait cessé d'absorber des capitaux européens, que lui fournissaient l'Angleterre, la Hollande, l'Allemagne et la France. Le coût de son outillage public et de son équipement industriel, l'un et l'autre prodigieux, avait fait d'elle, comme l'a écrit un professeur de Columbia, M. Edwin Seligman, « la grande débitrice du monde ». Mais, à partir des premières années du XXe siècle, le courant fut renversé : les grands réseaux de voies ferrées des États-Unis étaient achevés et, par là, se fermait le champ le plus large pour l'investissement massif de capitaux; l'industrie pleinement équipée bénéficiait des chances extraordinaires que lui assuraient à la fois l'afflux des immigrants et la hausse générale du *standard* de vie... La richesse émanant d'un travail multiplié et favorisé devait produire automatiquement l'expansion. Le peuple américain, le plus grand débiteur du monde, allait devenir, en quelques années, le plus grand créancier. A cet égard, la guerre, en détruisant les capitaux de l'Europe et provoquant la hausse universelle du taux d'intérêt, doubla les chances qui s'offraient déjà à l'expansion financière des États-Unis.

En 1900, les capitaux investis par les États-Unis à l'étranger ne surpassaient guère 500 millions de dollars. En 1909, ces capitaux montaient déjà à 2 milliards 500 millions. Aujourd'hui, il est difficile d'en préciser rigoureusement la somme. Mais on estime que les prêts consentis aux gouvernements étrangers et les prêts dits privés représentent un total d'environ 30 milliards de dollars, soit à peu près 15 milliards pour la première catégorie et 15 milliards pour la seconde.

Laissant à part, pour le moment, les prêts de guerre aux Alliés, considérons la progression et la distribution des investissements dits privés.

Les investissements privés sont répartis, aujourd'hui, comme suit : dans l'Amérique latine, 5 161 100 000 dollars; au Canada, 3 922 000 000; en Europe, 4 327 000 000; en Extrême-Orient et divers, 1 300 000 000.

La progression de ces investissements nous éclairera peut-être encore mieux que leur importance. De 1913 à 1927, les prêts des États-Unis à l'Amérique du Sud ont passé de 100 millions de dollars à 2 246 millions; à l'Europe, de 350 millions de dollars à 4 327 millions; au Japon, à la Chine et aux divers, de 225 millions de dollars à près de 1 300 millions; au Canada, de 750 millions de dollars à 3 922 millions; à l'Amérique centrale, de 1 200 millions de dollars à environ 3 milliards.

Une telle progression traduit nettement deux faits : avant la guerre l'expansion financière des États-Unis s'était développée principalement sur les marchés limitrophes, le Canada et l'Amérique centrale, zones de rayonnement, pour ainsi dire, immédiat et naturel; depuis la guerre, cette expansion gagne toutes les parties du monde et, proportionnellement, elle a grandi beaucoup plus vite dans les pays lointains que dans les pays limitrophes. Naguère les États-Unis investissaient leurs capitaux dans un cercle restreint; aujourd'hui, ils soutiennent l'Europe et se sont substitués à elle, comme bailleurs de capitaux et de crédits aux peuples jeunes ou arriérés. Leur expansion financière s'est substituée, notons-le bien, non seulement à celle de telle ou telle place européenne, mais à celle de toutes les places de l'Europe. Ainsi a pris figure une hégémonie qui, calculée ou non, représente le plus vaste déploiement de puissance financière qu'on ait jamais connu.

Cette expansion financière qui correspond à un impérialisme de fait, peut-elle demeurer en quelque sorte spécialisée, sans que la politique tende à s'y conformer? Là encore, l'important n'est pas dans la préméditation ou les calculs; l'essentiel est que le jeu mécanique de l'expansion financière commande des influences et entraîne des réflexes de nature politique. Ce serait méconnaître toute l'expérience que de le nier, ce serait aussi fermer les yeux à l'évidence immédiate. La politique suit les investissements de capitaux, elle les suit, bon gré, mal gré, d'une démarche paisible ou brutale.

Observons quelques cas. Quoi de plus paisible que les rela-

tions des États-Unis et du Canada? Il n'existe, pour ainsi dire, aucune barrière entre les deux pays, en tout cas, aucune barrière de défiance. Les capitaux américains ont pu s'investir au Canada sans la moindre difficulté : ils y surpassent, depuis longtemps déjà, en importance, les capitaux d'origine britannique. Résultat : la politique canadienne subit de plus en plus l'influence de Washington, et l'influence de Washington sur la politique canadienne agit indirectement sur la politique de Londres... Dans l'Amérique latine, le *processus* présente des aspects variés. Tantôt, comme au Vénézuela ou en Bolivie, à mesure qu'augmente le montant des dollars investis, croît le pouvoir de contrôle des banques et des hommes d'affaires américains, sans incident. Tantôt, comme au Mexique ou au Nicaragua, surgissent des oppositions et des menaces : alors, pour protéger leurs capitaux, les États-Unis exercent une pression diplomatique, envoient des corps d'armée... En Europe, depuis la paix, la présence discrète, mais effective, des intérêts américains agit sur la politique du vieux continent, jusque dans certains détails qui échappent au grand public, plus, peut-être, que n'eût agi une intervention constante, officielle et déclarée. Cette présence deviendrait, pour quelque temps du moins, un véritable contrôle si, par la difficulté croissante de transférer les sommes dues d'un continent à l'autre, les États-Unis réussissaient à faire passer en investissements sur place leur énorme créance de guerre à l'égard des États...

N'est-il pas vain de chercher, dans l'enchaînement des causes et des effets ainsi décrits, le dessein d'une domination voulue? Bornons-nous à constater qu'en l'espèce, à l'insu, peut-être, des hommes, — inconscience que favorise, d'ailleurs, l'ampleur même du phénomène, — joue une grande loi de l'impérialisme : la richesse active commande l'expansion, et l'expansion, fût-elle d'inspiration pacifique, entraîne un déploiement égal de puissance.

***

Les capitaux investis sous une forme stable dans un pays comportent toujours pour ce pays, même s'ils proviennent de l'étranger, quelque bienfait. Nous l'indiquerons tout à l'heure d'une manière plus précise.

Mais le pouvoir de contrôler les marchés financiers de

monde confère à qui le détient, ne serait-ce qu'en partie, le moyen de soumettre les places étrangères à des mouvements spéculatifs d'une tout autre nature et d'un tout autre effet que le simple investissement de capitaux. Si les métaphores militaires convenaient à un tel domaine, nous dirions que l'impérialisme financier n'a pas seulement des troupes d'occupation, qui sont les capitaux investis : il a aussi des troupes mobiles et des compagnies volantes, pour l'attaque brusquée ou l'incursion rapide, et que constituent les crédits à la spéculation.

Depuis la guerre, la spéculation a pris une place souvent prépondérante dans le mouvement des fortunes. Le revenu du capital s'efface devant les bénéfices que l'on peut réaliser sur les déplacements du capital même. Il en fut toujours ainsi dans les périodes de troubles monétaires, de déséquilibre économique et de rajustement social. Dans ces périodes, le crédit sert moins à soutenir le travail productif qu'à augmenter l'ampleur et accélérer le rythme d'échange des biens ou des titres. Aujourd'hui, par suite de l'interdépendance universelle et presque immédiate des marchés, un tel phénomène crée des courants, des chutes ou des hausses, qui déconcertent la prévision des hommes les mieux avertis. De plus, dès qu'un marché, par l'effet de circonstances politiques, économiques et monétaires, favorise le jeu des « différences », ce n'est plus seulement le spéculateur local ou national, c'est le spéculateur du monde entier qui s'y précipite : les secousses reçoivent ainsi une force amplifiée.

Or, de même que le peuple qui produit la plus grande quantité d'une matière indispensable aux échanges, le coton, le pétrole, le sucre, ou en contrôle les stocks les plus importants, peut faire varier le prix de cette matière, non seulement chez les peuples qui le consomment, mais chez d'autres peuples qui le produisent en plus faible quantité, de même le peuple qui détient le plus d'or et, par conséquent, dispose des plus larges crédits, fera varier, suivant ses propres tendances, le prix des valeurs sur toutes les places du monde. Ainsi les fluctuations de la Bourse de New-York ou les modifications du taux de l'escompte à Chicago auront pour effet que, tel jour, le Français, l'Allemand, le Japonais vendront à gain ou à perte une valeur de leur propre pays, sans que ce trouble loin-

tain soit justifié en apparence par la moindre cause sur place.

L'ébranlement se propage, que ses auteurs l'aient voulu ou non, créant, selon les milieux qu'il atteint, d'un marché à l'autre, des rapports inattendus, des équilibres nouveaux. On conçoit qu'à observer les répercussions de leurs actes, dont il leur serait impossible, désormais, de limiter le champ, les maîtres du crédit se sentent, parfois, inquiets de leur puissance et cherchent de plus en plus une couverture pour leur responsabilité. D'où la tendance des grandes banques d'émission, régulatrices du crédit, à concerter leur attitude.

Mais, même dans cette attitude concertée, l'intérêt immédiat du principal détenteur d'or et bailleur de crédit, demeure inexorablement prédominant. Il a suffi que l'approche de l'élection présidentielle aux États-Unis rendît inopportun le moindre fléchissement de la prospérité américaine, pour que les dirigeants du *Federal Reserve Board* s'abstinssent, après l'avoir favorisée, de réduire énergiquement l'inflation de crédits qui a débordé sur le monde entier...

Au vrai, les investissements de capitaux et les mouvements de valeurs, si larges qu'ils apparaissent, ne sont que des aspects fragmentaires de l'ensemble de privilèges que la maîtrise financière confère à un peuple. A notre époque, le travail, la science, l'art, le génie même ont besoin du crédit pour réaliser leurs œuvres, lesquelles ne s'épanouissent, sous une forme profitable au grand nombre, que dans la mesure où le crédit les soutient et les utilise. C'est dire que la civilisation tout entière, si indépendantes que demeurent ses sources profondes, subit l'attrait et l'influence des bailleurs de crédit. La diffusion surprenante de l'américanisme dans le monde, depuis dix ans, n'a pas d'autre cause. Ainsi l'impérialisme financier dicte les mœurs et les goûts, et, par une surenchère constante, après avoir annexé les valeurs matérielles, annexerait, peut-être, les valeurs humaines.

On ne saurait donc prêter trop d'attention à certains mouvements de correction ou de compensation qui naissent du progrès même de l'impérialisme financier, tant à son point de départ qu'à ses divers points d'arrivée.

***

En effet, l'expansion financière provoque un changement du rythme économique dans le peuple créancier, comme elle provoque des réactions variées chez les peuples débiteurs. Changement et réactions qui tendent à ramener l'équilibre, suivant une loi fondamentale de la nature. Le doute ne porte que sur le délai du retour à l'équilibre, délai durant lequel l'influence dominante du peuple créancier imposera ou non sa marque indélébile à une phase de l'histoire humaine.

L'expansion financière résulte presque toujours, au début, d'une surabondance de biens et d'une surabondance d'activités. Mais elle a ce caractère qu'elle comporte en elle-même des profits suffisants et que, par conséquent, elle rend moins nécessaire l'effort ou le perfectionnement des autres formes d'activité. Le peuple qui tire trop aisément et trop largement bénéfice de sa position de créancier, incline à devenir rentier; celui qui a pris l'habitude de s'enrichir par des spéculations, perd le goût du labeur patient. La décadence industrielle de l'Angleterre, qui apparut si brutalement au lendemain de la guerre, date, en fait, de l'époque où le rayonnement financier de la Grande-Bretagne lui assura certains monopoles de commerce. De même, la France laissa vieillir son outillage industriel et subit passivement le déficit de son exportation, dès que grossit le revenu de ses capitaux placés au dehors. En revanche, l'Allemagne, toujours à court de crédit, doit en partie à ce fait la continuité de ses progrès techniques...

Pour qui observe attentivement l'économie américaine, il n'est pas difficile d'y reconnaître les premiers symptômes d'un ralentissement de l'effort industriel, sous l'influence psychologique de la richesse acquise et des gains provenant de la spéculation. Depuis quelque temps déjà, les entreprises inclinent à réduire le volume de leurs affaires et à laisser une partie de leurs fonds de roulement en dépôt dans les banques. Ces fonds de roulement, ainsi que les réserves des sociétés, sont de moins en moins tenus à l'écart des jeux de la Bourse. On cite telle firme célèbre qui réalisa un bénéfice de plusieurs millions de dollars par la vente d'un paquet d'actions de l'*U. S. Steel*, qu'elle avait acheté six mois auparavant. Déjà certaines branches

de l'industrie américaine, notamment dans la Nouvelle-Angleterre, semblent frappées de vieillesse. L'élite et le peuple tout entier se tournent vers une conception de la vie qui suppose la facilité et la sécurité du gain. Sans doute la marge intérieure pour le développement économique et l'emploi des crédits reste grande. Mais le bénéfice aisé des placements extérieurs et des opérations spéculatives, s'il devenait régulier, rendrait moins attrayante, aux yeux des Américains, la mise en valeur, à prix d'efforts, des ressources encore inexploitées de leur propre pays.

***

Cependant l'Europe commence à réagir... Et ses réactions, qu'elles proviennent de desseins calculés, de réflexes instinctifs ou de phénomènes en quelque sorte physiques, nous permettent de voir comment un impérialisme financier, quelle qu'en soit l'étendue, finit par trouver ses limites.

Tout investissement de capitaux suppose que les capitaux seront rémunérés. Or les capitaux ne peuvent être rémunérés que si leur intervention détermine, là où ils sont investis, un progrès des moyens de production, un surcroît d'activité et de revenus.

Autrement dit, il faut que les capacités du débiteur augmentent pour garantir le bénéfice du prêteur. Ainsi tout crédit tend à devenir superflu et à retourner au bailleur, à mesure que l'emprunteur tire des moyens que lui a fournis son emprunt, plus de force pour se libérer.

On avait vu, au cours du XIXe siècle, l'expansion financière de l'Europe transformer les pays neufs, développer leurs facultés de production et de travail, leur apporter les armes de la technique, susciter en eux des forces d'entreprise, les élever vers un état de richesse, profitable pour le créancier européen, profitable surtout, par rapport aux conditions passées, pour le colon ou l'indigène. L'Amérique, le plus grand et le mieux pourvu des pays neufs, était le plus illustre exemple de la colonisation européenne. La première, aussi, elle s'était libérée de son créancier, d'abord en développant son outillage économique, — ce qui lui permit d'opposer une barrière de douanes de plus en plus haute à l'entrée des marchandises d'Europe, — puis en formant elle-même des capitaux si abondants qu'ils

débordèrent au dehors, jusqu'au jour où l'Europe, à son tour, lui demanda un ample crédit. Il était fatal que l'Europe, sollicitant les capitaux de sa propre « colonie » l'Amérique, après en avoir été si longtemps la créancière, trouvât, dans le crédit qui lui revenait d'outre-mer, le moyen, non seulement de remédier à sa gêne immédiate, mais d'accroître sa puissance économique. L'Europe devait tirer parti d'autant plus vite de cet afflux ou reflux de crédit qu'elle n'avait besoin, précisément, que de crédit, et qu'à la différence des pays neufs, elle possédait déjà, comme forces acquises, toutes les ressources de la science, de la technique, de l'organisation et d'une expérience incomparable.

De fait, l'Europe, sous les yeux de son créancier américain et grâce au crédit qu'elle reçoit de lui, augmente, améliore et renouvelle son outillage, réforme ses méthodes de production, coordonne ses activités en vue d'un rendement supérieur. Le *potentiel* des industries mêmes qui avaient souffert de la guerre, dans les divers pays de l'Europe, est aujourd'hui beaucoup plus élevé qu'il y a dix ans. Que l'on observe la vieille Angleterre ou la jeune Italie, l'Allemagne plus que jamais soucieuse des formules de progrès ou la France reconstruite à neuf, la Belgique, la Pologne, la Tchécoslovaquie et même les États balkaniques, partout ce sont des moyens élargis et des capacités accrues. Comme l'Europe ruinée par la guerre n'a pu trouver dans son épargne détruite de quoi soutenir un tel élan d'entreprises ni payer les frais d'un tel renouvellement, il faut bien admettre que les capitaux et crédits américains, sous des formes variées, par cheminement direct ou par détour, ont introduit une sève imprévue dans l'organisme du vieux continent. Même si les premiers fruits devaient être cueillis par le créancier d'outre-mer, l'arbre demeurerait en Europe, produisant bientôt de quoi enrichir son possesseur.

D'ailleurs, l'Europe ne se borne pas à absorber les crédits américains, elle en distribue une part pour son compte et sous son contrôle.

Ainsi, malgré sa gêne présente, elle réussit à sauvegarder son prestige financier et les profits qu'il implique, vis-à-vis de clientèles qui, sans cela, lui échapperaient. L'Angleterre, notamment, grâce au vieux savoir-faire de ses banquiers, a obtenu d'étonnants résultats d'un tel procédé. Comment n'être

pas étonné que cette Angleterre, dont le commerce extérieur reste dans un déséquilibre tragique et que semblent écraser les charges de son budget, tire un revenu de près de 300 millions de livres sterling des capitaux placés sous son nom à l'étranger?...

Quant au paiement intégral des dettes contractées par les Alliés pendant la guerre, il ne serait possible que moyennant une croissance ininterrompue de la production et du commerce européens. Cette croissance exigerait elle-même un retour constant en Europe, sous forme de crédits privés, des sommes versées à l'Amérique. A la longue, il en résulterait un nouveau renversement de puissance, par la suprématie décisive que le progrès continu de son outillage et de son activité donnerait au débiteur.

L'impérialisme financier, à vrai dire, ne comporte une domination durable qu'à l'égard des peuples jeunes ou arriérés, encore dépourvus d'initiative propre, de science technique, d'instruments de travail et de génie créateur. Partout ailleurs, il surexcite les forces qui lui feront concurrence un jour, et rétabliront l'équilibre à son détriment... Là où il s'impose longtemps, il représente, en fait, une supériorité de civilisation, intellectuelle et morale. A égalité de valeurs humaines, il ne saurait menacer qu'à titre précaire l'indépendance d'autrui.

LUCIEN ROMIER.

IMPRESSIONS ET FANTAISIES

A L'EXPOSITION DES GOBELINS : *LA TAPISSERIE GOTHIQUE*

Il y a quelque chose d'ineffablement mystérieux dans les personnages de tapisseries. J'entends par tapisseries celles-là qui sont belles ou illustres à juste titre. Leurs personnages viennent à notre rencontre, ils vivent; leur fresque s'anime en avant. Toujours, ils semblent prêts à se détacher de la muraille où les fils de leur trame les suspendent sans les fixer ; plus que les figures des peintures les plus renommées, ils nous rendent le geste et l'expression, avec leur naïveté humaine, des êtres du temps passé. En dehors de la valeur artistique, admirable, des tapisseries gothiques exposées en cette saison aux Gobelins, ce sortilège nous y saisit avec une puissance toute particulière. Et c'est avec une véritable émotion, un respect ravi, un étonnement émerveillé, que nous recevons l'accueil de ces Saints, de ces Anges, de ces Rois et de ces Vierges, de ces chevaliers et de ces dames que les maîtres « hautelisseurs » du xve et du xvie siècle ont capté dans ces compositions, extraordinaires à la fois de savoir et de simplicité. Tout un peuple, encore charnel, tant les couleurs en imbibant la laine animale y ont gagné une force vivante, tout un peuple né de l'imagination, de la foi, de la crédulité d'une époque y fleurit; végétaux, bêtes et dieux, ailes, étoffes, armures, paysages, architectures, jardins, temples, objets de faste ou d'humilité, en scènes familières ou en grandes anecdotes, en splendeurs guerrières ou sacrées, en douceurs champêtres ou célestes. Les hautes figures, les beaux lointains, les petites fleurs, les oiseaux ou les moutons, les vêtements,

d'une exactitude de plis si vraie, le chat qui se sauve, le seau du puits, l'instrument de musique, les plus humbles détails de la vie domestique sont traités avec une minutie aussi parfaite que le vol de l'ange, le bonnet de l'évêque, la simarre du Roi, la chasuble du saint ou la robe de la Sainte Vierge.

La profusion des êtres et des choses, distribuée d'ailleurs avec une aisance sans égale, loin de nuire à l'impression de vie, la renforce. Ces gens de laine ont tout ce qu'il faut pour vivre chez eux, dans leur univers tissé; des gobelets et des fontaines, du vin, des fruits, des mets, des serviteurs, des lits, et des habits magnifiques, des livres, des objets, et des oiseaux et des anges. Ah! que l'on voudrait donc pouvoir passer l'été dans ces paysages d'un bleu sombre, parmi toutes ces fleurettes que l'on sent à la fois ornementales et médicinales! On rentrerait le soir dans ces maisons couleur de pain où tant de fraîcheur se repose. Si quelque chose y manquait, on pourrait, la nuit venue, l'emprunter à la tapisserie voisine; et, par exemple, utiliser le vase de Soissons pour boire une tisane faite avec les herbes du pré où broutent ces moutons et sans doute aussi ces bergers, tisane faite avec de l'eau de ce puits où s'abreuvait sainte Anne, et bouillie sur le feu aux langues également écarlates, parmi ces bohémiens?

Mais, fascinés bientôt par la noblesse multiple du spectacle, nous ne penserons plus qu'à l'admirer, rêvant, contemplant, comparant, allant de l'une des merveilles à l'autre merveille, d'un trésor à l'autre trésor. Les cathédrales de France ont envoyé ici, pour cet ensemble, quelques-unes de leurs plus précieuses tapisseries. On s'imagine les anges de ces lices, se délivrant d'abord, pour, ensuite, soutenir, comme un dais dans les airs, les tapisseries sacrées, et les transportant ainsi au-dessus des cités, des fleuves, des forêts, des nuages ; puis les suspendant au but et réintégrant enfin leurs places marquées dans ces pages de missels géants.

Car elles sont, ces pages, d'une fraîcheur intacte, et de coloris délicieux. La plus ancienne est une scène de *la Série de l'Apocalypse* de la cathédrale d'Angers. Elle date du

XIVe siècle. Certes, dès le XIIIe siècle, les tapisseries étaient en honneur en France, mais aucun spécimen ne nous en est, dit-on, parvenu. Et pourtant, dès l'an 985, une manufacture de tapisseries fonctionnait dans le monastère de Saint-Florent de Saumur. Poitiers, Reims, Troyes, Beauvais bientôt rivalisèrent avec Saumur; et les tisseurs fameux d'Angleterre nous ont laissé, du XIe siècle, la célèbre tapisserie de Bayeux. Mais les œuvres françaises ont disparu; est-ce parce qu'elles étaient utilisées de toutes façons, en toutes fêtes, en plein air, dans les tournois et les camps, ornant les tentes ou tombant des balcons, couvrant des estrades, qu'elles ont eu une vie si éphémère? Celles des églises ou des demeures seigneuriales, à l'abri, rêvant dans une ombre conservatrice, devaient en effet durer plus longuement, à moins que les navettes des larves ne vinssent en travaux inverses disjoindre les fils, entamer les trames, rompre les couleurs. Un des premiers témoignages de l'art de nos tapissiers parisiens et de l'atelier de Nicolas Bataille, restent donc ces sept pièces apocalyptiques, exécutées d'après un manuscrit enluminé par Jehan de Bandol. Chaque pièce est divisée en quinze tableaux, inspirés des visions du prophète. Celle exposée aux Gobelins, personnages bleus sur fond de brique éteinte, est d'une assez saisissante bizarrerie, avec ses petits personnages inquiétants, son prophète au nez curieux, à gauche, sous le dais; son ange porteur de banderole et son bandeau représentant un ciel constellé d'astres insolites. L'église Notre-Dame de Nantilly de Saumur nous offre quatre fois la prise de Jérusalem exécutée différemment : la plus belle en sa confusion ordonnée est grande, dressant sur des murailles robustes des groupes violents où les visages sont rudes et sombres sous des casques bleus assortis à la couleur des coupoles, de sorte que les tours semblent elles aussi en armes. Le *Saint Antoine* de l'hospice de Beaune est étonnant de vieillesse impérieuse, debout, livre en main, pages lues par le vent, sur un fond rouge vineux et tout ponctué de mots brodés et d'oiseaux délicieux de vérité qui semblent apprendre à chanter les mots sans doute envolés du livre.

Voici des fleurs, voici des grappes; leur vendangeur; les grappes sont pâles et l'homme, le fond du tableau sont de la couleur des vins : rouge sombre, or blond, bleu violet. Scène de chasse; familière *Histoire de saint Maurille* où le jardinier

offre au roi et à la reine dans une jatte rustique ses fruits les plus beaux; c'est d'une naïveté campagnarde pleine de saveur, comme les fruits offerts. Cela vient de la cathédrale d'Angers; et aussi cette vaste, noble *Passion du Christ*, traitée dans des tons de pierre et de sang, austère; tout en haut, un ange fait planer avec ses ailes un peu d'espoir sur le sacrifice désolé; et des petites fleurs pressées, nombreuses, formant toute la base de la composition, semblent nées de toute cette douleur chrétienne, comme les anémones du sang d'Adonis. Encore des fleurs... et encore un semis de fleurs d'une grâce minutieuse, mièvre, où s'ébattent un enfant nu et des lapins heureux. Du musée de Nancy voici une page admirable et biblique : *Assuérus révoque son édit contre les Juifs*. Cette composition est d'un sens étonnamment asiatique. Esther, aux joues persanes, est vêtue d'une étoffe à fleurs bleues d'une richesse de forme inouïe à laquelle répondent les arabesques florales de la robe rose d'Assuérus. Le petit juif assis aux pieds d'Esther est d'un comique admirable. Les visages sont d'une acuité d'expression déjà racinienne. Racine a-t-il connu cette tapisserie avant d'écrire Esther?

Un campement de bohémiens du XVe *siècle* est fort curieux : un des Maures semble faire partie d'une adoration des Mages; une vieille fait chauffer de l'eau pour laver un enfant nu. Tout autour du feu, des hommes rêvent. Et sans doute voudraient-ils aussi marcher vers l'étoile, adorer un Enfant-Dieu, ainsi que dans ce vaste et beau panneau qui leur fait face. Là, combien charment l'étonnement, la stupéfaction éblouie du visage nègre! Le noir tend la main, avec une convoitise puérile, vers la Vierge bleue, le Jésus presque immatériel qui redisparaît dans son sein. D'âpres lointains, des contours abrupts prolongent en le limitant l'horizon de cette scène.

Mais comment décrire toutes ces tapisseries, leur simplicité si pleine, leur vie intense, leurs nuances et leur éclat, pour lesquels peu de couleurs ont suffi aux artistes, et s'épanouissent encore pour notre enchantement comme les tons éternels des fleurs? Suivons ces beaux anges, qui viennent de Notre-Dame de Nantilly et, venant aussi de Nantilly, cet extravagant et si moderne *Bal des Sauvages*, d'une intensité d'expression, d'une diversité de regards fascinantes. Les voiles flottent du haut des hennins, si légers qu'on croirait les saisir, jusque sur les toisons

dont, à côté des élégants, des fantaisistes sont affublés. Cela pourrait se passer de nos jours au bal du Grand Prix, à l'Opéra: mais les visages d'aujourd'hui n'ont plus cette flamme, ni ces laideurs bien modelées, où le diable avait promené le pouce, une fois Dieu détourné, — ces visages ardents, les uns de ferveur, les autres de plaisir, les autres enfin, de sacrilège.

Voici le Concert, parmi les oiseaux et les fleurs autour d'une fontaine. Voici des miracles, et saint Pierre et Louis XI. Et une charmante scène de roman du xve siècle : un sous-bois d'un bleu de féerie où ondule la chevelure azurée d'un torrent; au-dessus de l'eau, des personnages amoureux essaient de se tendre la main, cependant que des dames se couronnent de fleurs et rêvent sous les arbres de laine. Mais voici, quadruples et splendides, les tapisseries du musée de Reims, exprimant les épisodes de la vie de saint Rémy: la bataille de Tolbiac, le baptême de Clovis; des miracles: Reims en flammes (déjà!) et le saint la sauvant; et saint Rémy ressuscitant une femme, et saint Rémy, à table, bénissant un tonneau vide qu'il remplit de vin. Un mélange de splendeur et de familiarité, de beautés, de couleurs, de dessins, d'inventions multiples, ébahit, subjugue, ravit, depuis les anges charmants jouant sur les architectures en haut d'une tapisserie, jusqu'aux démons qui, dans une autre, auprès de la majesté du saint, de sa tiare étincelante, de son manteau rose, volant sur sa chasuble sombre et brodée, jusqu'aux démons, aux carapaces rugueuses et qui s'enfuient, couleur de corail, cuits comme des langoustes.

Mais montons l'escalier; hâtons-nous de parcourir la large et longue galerie, toute habitée des plus grands, des plus beaux chefs-d'œuvre de cet art du xve et du xvie siècle. Et d'abord, longuement, arrêtons-nous près de cette *Procession*, une des plus belles pages de tous ces feuillets détachés d'un livre immense. Cette *Procession* est un ravissement avec les bleus, les roses, les orangés de ses personnages, faisant ressortir le brun des bures monastiques, coloris vifs fleurissant le petit jardin où la procession se déroule, près de petits arbres et d'un gazon; au fond, la pierre écrue d'un château; au loin, à gauche,

l'air bleuissant sur la campagne. Voici *la Vierge aux anges et aux bergers* (venant de Nantilly). Quels ravissants moutons tissés avec leur propre laine et broutant à l'ombre des petits feuillages, ce pré féerique où poussent à l'envi les fleurs aux simples contours dont se contentaient les artistes et les jardiniers de ce temps-là : narcisses, fraisiers, violettes, scabieuses, mélilots, clochettes bleues, muguets et gants de Notre Dame, étoiles naïves des saponaires, coucous, œillets, bluets, pensées... fleurs toutes en plants, avec les feuilles, les tiges, la forme totale de la plante. Et que l'herbe est bleue! Voici des seigneurs et des dames : celle-là chevauche un gros cheval blanc; elle revient de chasse ou va voir la Sainte Vierge. *La Vierge glorieuse* (prêtée par le Louvre) si admirable, et dont le paysage est si ravissant, tout au loin, qu'il donne envie de revenir à la terre, n'est pas loin du *Couronnement de la Vierge*, parement d'autel de la cathédrale de Sens, ainsi que cette *Adoration des Mages* qui est de la plus frappante beauté.

Ici, la Vierge, magnifique en ses rouges et ses bleus atours, est assise avec l'enfant à l'entrée de l'étable. A ses côtés se groupent les mages, les hommes d'armes. Quel est ce personnage, étonnant, dont un nègre accroupi et la tête stupéfaite du bœuf contemplent avec effarement, en les encadrant de leurs bruns, les jambes androgynes, gainées de vert? Ce vert éclate dans la symphonie des tons sourds comme un fifre vicieux : le personnage a un visage équivoque, des boucles d'oreilles; il semble dire : « Je veux être sauvé, moi aussi, par cet enfant; j'en ai besoin plus que les autres; je suis celui qui cède à toutes les tentations. » C'est admirable, inoubliable.

Mais encore, ces *Bergers*... et ces *Annonciations* et ces *Rois des Gaules* des manufactures d'Arras?... et ces admirables panneaux de la *Vie de Saint Martin* (église de Montpezat de Quercy), dont l'un est si beau, où le saint a un visage si vivant, une attitude si vraie, et dont le manteau, volant sur la chasuble bleue, semble prêt à se partager au gré du vent pendant que, penaud, ricane un Satan cocasse et fourré d'hermine!

Comment décrire toutes ces splendeurs? Ces *Chevaliers*, ces *Plaisirs*, où le jeune homme couronné s'étire avec tant de mollesse voluptueuse, sans souci de l'*Apparition de l'Ange* et du *Jugement dernier* et du *Christ* et de *Sainte Élisabeth*? Mais, sachez-le, toute cette galerie est illuminée par la triple aurore

des tapisseries de Reims représentant la *Vie de la Vierge*. A droite, *Marie dans le Temple;* à gauche, *la Naissance*. Sainte Anne en son lit d'accouchée; sa garde puisant de l'eau, un chat diabolique filant par une fenêtre de mansarde, tout cela d'une humble familiarité, d'une grâce quotidienne, naïve, mais transfigurée par cette couleur de rose qui est la gloire de ces trois compositions et les rend à la fois solides comme le marbre, pures comme les fleurs et célestes comme les nuages. Le Mariage, triomphe semblant se soulever de terre, où s'unissent architectures et personnages, corps gracieux et colonnades légères, paraît se préciser sous nos yeux et, avec des guirlandes, composer son temple irréel.

Les vapeurs d'un matin divin, l'effeuillement d'un jardin d'églantines ont passé pour teindre les laines douces à travers la harpe des fils de chaîne, y propageant comme un arpège angélique le ton sans pareil de ce rose frais et doux. Il a vraiment l'éclat d'une fleur éternelle et la couleur que doit chercher à la pointe du sein de Marie le surnaturel nouveau-né.

Cette magnifique imagerie, à travers laquelle je n'ai pu que promener hâtivement mes lecteurs, est, je le crois, visible encore à la date où paraissent ces lignes. Il faut aller voir aux Gobelins ces trésors venus, pour éblouir Paris, des diverses villes de France; ces tapisseries et leurs personnages ont fait pour nous, non seulement le voyage de leurs provinces, mais elles nous viennent du fond des âges. Applaudissons leur troupe sacrée qui représente les plus beaux mystères et les légendes les plus vivaces, sur le grand théâtre des siècles.

GÉRARD D'HOUVILLE.

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

L'HISTOIRE DE LA MANCHE

Quand on regarde une carte géographique, on est instinctivement porté à s'imaginer que tout au moins ses grands traits, ses rivages, ses montagnes ont été fixés de longue date dans leur dessin immuable. En particulier, la figure de notre France offre un aspect si harmonieux et si bien équilibré dans sa symétrie presque géométrique qu'il semble difficile de la concevoir autrement. Notre pays apparaît un et voulu comme un édifice d'architecture, comme un polyèdre cristallin dont les saillies et les faces se répondent.

La géologie introduit d'abord quelque trouble dans cette assurance. Elle nous montre que cette structure à l'apparence si rigide a constamment varié, que montagnes et mers y ont sans cesse changé de place, repris, effacés, retouchés avec des tâtonnements constants, que les éléments les plus caractéristiques du modelé sont aussi les plus jeunes. Mais elle nous apprend en même temps comment ce passé géologique a peu à peu préparé le présent qui est lui-même en marche vers l'avenir, de même que l'histoire humaine, suite et souvent conséquence de l'histoire géologique, a d'un bout à l'autre déterminé, provoqué l'étape à laquelle nous assistons. Cette très vieille histoire, ce lent travail de sculpture à coups de masse, de gouge, de burin et de polissoir accompli à travers les millénaires, non pas au hasard, mais suivant des lois, elle nous inspire le désir de le comprendre.

Nous arrivons sur la terre dans une période qui ne doit

présenter rien de très particulier, qui sera sans doute suivie de beaucoup d'autres, mais qui nous donne pourtant l'illusion du calme et d'une stabilité définitive : peut-être parce qu'en vieillissant, la terre s'ankylose ; peut-être aussi parce que notre existence est très brève, tandis que les mouvements effectués autour de nous par les forces naturelles sont, pour la plupart, très lents. Nous savons que cette sorte de stabilité a été précédée par une longue évolution, par beaucoup de révolutions qui, pareilles aux révolutions des hommes, se prolongent à travers les temps par des répercussions indéfinies. Lorsque cette idée de mobilité, de « devenir » a germé dans notre esprit, nous nous sentons curieux comme des enfants de savoir le pourquoi des choses qui nous sont le plus familières : la silhouette de nos montagnes, le tracé de nos côtes, le dessin de nos fleuves, la croissance de nos villes, la forme de nos paysages les plus aimés. Je voudrais, autant qu'on peut le faire sans renvoyer constamment le lecteur à un dictionnaire géologique et à un atlas, montrer, dans un cas particulier, celui de notre rivage septentrional, quelques-uns des problèmes qui se posent à nous et la manière dont on croit pouvoir les résoudre. Les pays dont il va être question sont particulièrement bien connus grâce aux innombrables stations balnéaires qui s'y succèdent et, à défaut d'autre résultat, les images que je m'efforcerai d'évoquer réveilleront, je l'espère, quelques souvenirs d'heures joyeuses, sinon quelques regrets.

C'est au bord de la mer que nous allons cheminer ; c'est la mer qui va nous occuper, mais non pas la mer du paysagiste ou du marin : celle du géologue. Cette mer-là nous apparaît à travers les temps comme un immense instrument, conduit de très haut par des forces étrangères à notre globe, instrument qui a été chargé d'élaborer le modelé des continents, au milieu desquels ses eaux dessinent aujourd'hui des arabesques familières à notre mémoire. Nous la voyons sans cesse en marche, mais pour revenir toujours presque au même point et, si nous concevons aisément pour l'avoir constaté de tous côtés qu'elle puisse avancer ou reculer de quelques kilomètres, nous nous représentons avec plus de peine qu'elle ait pu, dans une époque très voisine de la nôtre, par l'effet de mouvements internes, laisser à sec une partie de la Méditerranée et de la

Manche, ou passer au contraire par-dessus les Pyrénées et les Alpes.

Les mers des âges géologiques ont abandonné ces sédiments qui constituent à peu près tout le sous-sol de nos champs. La mer actuelle qui nous attire sur ses rivages continue son œuvre de nivellement et joue un rôle prédominant dans la topographie de notre globe. Elle en occupe les trois quarts. Elle en règle les climats. Elle forme le niveau de base, sur lequel tend à s'établir le profil d'équilibre de nos fleuves. Un atlas où la position des mers serait changée cesserait pour nous d'être reconnaissable. Et pourtant, quand on y réfléchit, qu'est-ce que le rivage des mers, sinon une courbe de niveau quelconque dessinée sur un modelé terrestre variable par un liquide en équilibre dont le volume est d'ailleurs arbitraire? Ce volume a-t-il changé au cours des âges, augmenté ou diminué, nous ne le savons pas précisément. De l'eau a dû se fixer dans les roches; de l'eau est montée de la profondeur. Après les premiers temps où la scorification de l'écorce a dû en absorber des quantités considérables, il n'y a pas de raison bien déterminante pour admettre une diminution ou une augmentation. Ce qui s'est produit au cours de l'histoire, c'est, plutôt qu'un changement de volume, un simple déplacement superficiel. Mais supposons cependant, qu'une modification du volume marin se produise dans un sens ou dans l'autre, déluge ou assèchement, le contour des mers s'élèvera ou descendra de courbe de niveau en courbe de niveau, réduisant, dans un cas, les continents à quelques îles; dans l'autre, les océans à quelques cuvettes disséminées. Pour comprendre les rivages, il faut commencer par faire abstraction de la mer, supposer la surface de ses fonds mise à sec et imaginer que l'eau vient en envahir les parties creuses.

C'est un peu ce qui s'est produit localement à la suite des grands déplacements profonds qui ont amené la série des soulèvements montagneux. Chaque fois, on s'est trouvé en présence d'un globe nouveau, sur lequel la même masse d'eau marine s'est promenée, tandis que de semblables eaux pluviales se précipitaient ailleurs sur les monts. Chaque fois ainsi, le modelé topographique s'est transformé en deux phases qui ont laissé notamment leur empreinte sur nos côtes actuelles, dans deux champs d'action séparés l'un de l'autre par notre

rivage. D'un côté, la mer a envahi un ancien relief continental, entièrement élaboré par le travail des eaux courantes et, depuis son arrivée, s'est efforcée d'en combler les creux, d'en user les saillies. De l'autre, d'anciens dépôts marins maintenant émergés, dépôts plissés et parfois mêlés d'intrusions éruptives, se sont offerts, dans leur aspect inégal, au travail du ruissellement continental réglé sur le niveau de la mer. Les cours d'eau ont progressivement modifié leur parcours et élaboré le profil de leur lit pour arriver à la mer sans cascades et sans lacs par une pente continue. Indépendamment de toute géologie, on peut juger si un rivage est plus ou moins ancien d'après ses formes, en tenant compte, bien entendu, de la résistance plus ou moins grande que les roches, suivant leur dureté, offrent à l'usure. Un aspect de jeunesse se traduit par des vallées submergées ou *rias*, dessinant des sinuosités compliquées. Contrairement à ce qui se produit dans un visage humain, la terre en vieillissant perd ses rides.

Retracer toute l'histoire géologique de la région actuellement occupée par la Manche serait long, compliqué et difficile à suivre sans les nécessaires précisions, sans les noms latins de fossiles que nous voulons éviter ici. Les séries de petites oscillations qui ont successivement élevé ou abaissé les côtes par rapport à la mer deviendraient fastidieuses à suivre. Il suffira de résumer les épisodes principaux.

Si nous remontons un instant à l'époque dite « secondaire », le sud de l'Angleterre, la Manche et le bassin de Paris étaient occupés par une même mer. Puis, les soulèvements des Pyrénées et des Alpes se succèdent au sud sous la forme de vastes ondulations, de vagues solides poussées de là vers le nord, qui vont exercer leurs effets à de grandes distances et modifier sans cesse le régime de la Manche. Rappelons simplement que l'on divise la période tertiaire en trois parties principales, éocène, miocène et pliocène. Dans la première phase éocène, tout le pays de Caux, avec une partie de la Picardie et de la Manche, émerge en se bombant et ondulant suivant des rides parallèles dont la plus visible forme aujourd'hui le pays de Bray. Après quoi, le mouvement de compression s'accentue pendant le soulèvement des Alpes et, vers le milieu du tertiaire, dans le miocène, il n'existe, sur l'emplacement de la Manche actuelle, à l'est du Cotentin, rien qui ressemble à une

mer. Le splendide isolement britannique ne se réalise pas plus dans le sens de la France que dans celui de l'Allemagne. Sans tunnel sous-marin, des animaux terrestres, à défaut des hommes encore inexistants, peuvent passer à pied sec d'un pays à l'autre.

Pendant ces deux mêmes périodes éocène et miocène qui commencent le tertiaire, un vaste travail d'érosion agit à la fois sur ce qui est pour nous la terre ferme et sur ce qui est sous nos yeux couvert par les flots. Cette érosion modèle aussitôt tout le vaste ensemble ainsi émergé, pour en faire un grand plateau aujourd'hui situé en Normandie à 150 mètres d'altitude. Un immense ruissellement, qui part du Plateau Central, étend de tous côtés ses galets et ses sables, bouche les cavités du sol, creuse des vallées dans la direction de l'Océan, qui s'est alors réfugié au delà du Cotentin. A ce moment se dessinent, dans la Seine inférieure, une série d'entailles parallèles, les vallées de rivières mortes que l'on voit aujourd'hui asséchées et suspendues sur la côte au sommet de la falaise, les valleuses de Saint-Valery en Caux, Fécamp, Étretat, etc. Prolongées au delà de la falaise qui les coupe aujourd'hui, ces valleuses atteindraient le fond marin, dans lequel elles devaient déboucher jadis à l'air libre, à 25 ou 30 kilomètres de la côte.

Mais ce ne sont là que des accidents dans un dessin plus vaste. La topographie sous-marine de la Manche et de la mer du Nord, telle que la dessinent nos cartes, accuse encore d'une façon bien caractéristique l'existence d'une crête transversale, d'une ligne de partage des eaux occupant le Pas de Calais presque à l'endroit où se fait généralement la traversée de Paris à Londres. A partir de cette crête, une véritable rivière coule suivant l'axe de la Manche, dans une fosse de plus en plus approfondie, qui passe au nord du Cotentin et aboutit dans l'Atlantique. Sa pente, de Douvres à Guernesey, est d'environ douze centimètres par kilomètre, analogue à la pente actuelle de la Seine. Sur cette vallée principale, qui s'est jadis creusée à l'air libre, se greffe, comme un affluent, le *thalweg* sous-marin qui prolonge au large du Havre le lit de la Seine. Quand on fait abstraction des alluvions qui ont comblé en partie cet ancien lit de la Seine, et au milieu desquelles, dans notre Seine actuelle, les bateaux dragueurs sont constamment occupés à maintenir un chenal, on constate que le fond du lit primitif

descend déjà à 10 mètres au-dessous de la mer du côté de Rouen et à 25 mètres près de Lillebonne pour s'enfoncer progressivement jusqu'à 50 mètres au large de Barfleur. La pente primitive de la Seine était jadis six fois plus forte qu'aujourd'hui de Paris à la mer, et trois fois plus forte dans la zone aujourd'hui sous-marine. Cette rivière, comme toutes les autres, perdait de la vitesse en approchant de son embouchure. Avec un petit effort d'imagination on peut se représenter ce dessin du fleuve principal et de ses affluents, cette topographie de l'époque miocène, ce paysage qui s'est ultérieurement affaissé sous les eaux dans notre Manche actuelle, tandis que le continent subissait peut-être un léger relèvement.

Il nous reste, en effet, à raconter l'engloutissement de cette Atlantide : engloutissement qui ne paraît pas avoir eu l'allure d'un cataclysme, mais qui s'est traduit par une suite de petits déplacements verticaux, tantôt vers le bas, tantôt vers le haut, amenant chaque fois une avancée ou un recul de la mer, avec totalisation négative.

Si nous remontons à la fin de l'époque miocène, nous voyons l'Atlantique pénétrer dans le Cotentin par un bras de mer coupant la base de la presqu'île de Dol à Isigny. A l'époque suivante, dite pliocène, la mer avance probablement jusqu'au Havre; mais la région actuellement sillonnée par les paquebots qui relient la France et l'Angleterre reste longtemps à l'état de continent. Nous arrivons ainsi à la phase dernière, souvent appelée quaternaire, qui correspond à la présence de l'homme sur la terre et qui rentre par conséquent, sinon dans l'histoire proprement dite, au moins dans la préhistoire.

La phase paléolithique, marquée dans tout le nord de l'Europe par des glaciations intenses, voit encore le Boulonnais relié aux Iles britanniques. L'éléphant antique qu'ont chassé sous un climat chaud les hommes aux haches de pierre chelléennes, le mammouth ou éléphant primordial du moustiérien, circulent librement de Calais à Douvres. Ils sont si nombreux que les pêcheurs retrouvent parfois leurs débris accumulés au large de Dunkerque ou sur les bas-fonds de la mer du Nord. Puis un grand affaissement se produit vers l'âge du renne dans toute la Norvège, la mer du Nord, etc. La Scandinavie s'abaisse de 300 mètres et passe en partie sous les eaux d'une mer dite *à yoldia*. Sur la côte norvégienne, les eaux

pénètrent dans des vallées surcreusées par les glaciers dont elles font des fjords et s'y élèvent même beaucoup plus haut que la mer actuelle. En France, la Manche entière est envahie et, là aussi, la mer, dépassant notre rivage, va former sur le continent, des terrasses littorales qui ont été ultérieurement portées par un petit soulèvement de la côte à des hauteurs atteignant 14 mètres dans la baie du mont Saint-Michel, et 7 mètres à Sangatte, dans le Pas-de-Calais.

Vient alors une émersion lente rattachée à l'époque où les hommes ont commencé à se servir des pierres polies : émersion qui atteint en Suède 125 mètres, et fait de la Baltique un lac d'eau douce sans communication avec la mer. Encore une fois, une grande partie de la mer du Nord et de la Manche sort des eaux. A ce moment, le Rhin n'atteint la mer qu'entre les Shetland et la Norvège; la Seine ne rencontre probablement l'Océan qu'à la hauteur de la Bretagne.

Tout cela est, on le voit, bien compliqué, et on ne peut pas dire que le dessin d'une mer pourtant si simple ait été arrêté du premier jet, ni même que les hésitations de l'écorce terrestre se soient interrompues avec l'arrivée de l'homme; mais nous ne sommes pas encore au bout, et les oscillations du sol se sont prolongées dans des temps encore bien plus récents. On peut même dire qu'elles se poursuivent à peu près à notre insu. La terre n'est pas morte. Les phénomènes géologiques continuent, malgré la présence de l'homme. Très probablement, l'ensemble de notre écorce subit des déplacements verticaux et horizontaux dont les séismes ne sont que des épisodes critiques. Nos rivages doivent se déplacer lentement, rapprochant ou éloignant, comme la politique, la France de l'Angleterre ou l'Angleterre des États-Unis. Des expériences que l'on vient d'annoncer avec quelque fracas ne pourront que confirmer le fait sans nous instruire directement sur ses causes profondes.

Nous le constatons, en effet, pour cette période tellement récente que constitue le néolithique. A ce moment, l'émersion que je viens de décrire a été suivie, sur certains points de la côte francaise, par l'établissement de tourbières qui, elles aussi, ont été réenvahies par la mer à une époque déjà historique. Ce dernier affaissement paraît avoir été très général sur la Manche et l'on en retrouve de tous côtés des indices sur nos plages. Vers Dunkerque ou Nieuport et près de la Somme, ce

sont des tourbières et des forêts aux arbres brisés et couchés que le sable marin a recouvertes. Ailleurs, des lits fluviaux comme ceux de Cherbourg, de Caen et de Dives, descendent à 6 ou 7 mètres au-dessous des plus basses mers. Des dépôts à poteries des IIIe et IVe siècles sont recouverts par des sables marins dans l'estuaire de la Bresle près du Tréport. Plus au sud, des cromlechs sont enfouis dans la dune sur la côte du Morbihan, etc. On constate en divers autres points un dernier fléchissement de quelques mètres prolongé après l'époque gallo-romaine.

Maintenant, pourquoi la mer dessine-t-elle ses courbes actuelles et vient-elle, tantôt battre contre des falaises plus ou moins hautes, tantôt mourir en pente douce sur des plages de sable? C'est là l'effet d'un dernier travail superficiel que nous pouvons voir constamment effectué sous nos yeux.

Rappelons que notre côte de la Manche participe à l'allure géologique de tout le bassin de Paris qui constitue une vaste cuvette dans laquelle les strates successives se sont embouties. On peut assimiler la région qui s'étend depuis le Boulonnais jusqu'au Cotentin à un grand pli déprimé, à un *thalweg*, où les terrains secondaires se sont trouvés resserrés entre deux solides massifs primaires. Des deux côtés s'adossent, contre ces piliers de terrains anciens et de granit, les couches successives du jurassique et du crétacé plongeant vers un axe central que jalonne à peu près une grande faille suivant le lit de la Seine. Il en résulte que, de Boulogne au Havre, on remonte l'échelle stratigraphique des terrains de plus en plus récents. Après quoi, de Honfleur à Isigny, on redescend jusqu'aux plus anciens. On observe ainsi, en suivant la longueur de nos côtes au bord de la mer, deux échelles stratigraphiques inverses dont chaque terme présente une compacité, une dureté, une résistance différentes : ici des argiles comme à Villers, des calcaires jaunâtres en bancs minces comme à Langrune ou à Arromanches, là des craies solides à silex noir comme à Dieppe, à Étretat ou au cap d'Antifer.

Tout cet ensemble avait été, nous venons de le raconter, modelé à l'air libre, à la façon de nos vallées, même dans la partie pour nous submergée, et devait en présenter toutes les irrégularités, quand la mer y a pénétré pour la dernière fois en s'enfonçant plus ou moins loin dans le continent. La côte

devait alors offrir cet aspect sinueux que nous avons signalé comme caractéristique de la jeunesse et qui subsiste encore dans les régions où la mer a rencontré devant elle des roches dures, difficiles et longues à détruire, en Bretagne. Mais il n'en a pas été de même sur le rivage de la Manche où tous les terrains étaient plus ou moins friables. Alors, sur tous ces calcaires, ces craies, ces marnes, ces argiles, ces grès, les flots, poussés de l'ouest à l'est par les vents dominants de l'Atlantique, sont venus battre. Progressivement, ils ont miné la base des coteaux et amené des effondrements qui se sont propagés vers l'intérieur. Dans les argiles ou les marnes, il en est résulté des talus d'éboulement à pente naturelle; dans les craies plus dures, entre la Somme et la Seine, des falaises qui chaque jour reculent devant l'envahissement de la mer en devenant, par là, de plus en plus hautes. Quand, au-dessus des argiles, se présentait un banc de calcaire plus résistant, par exemple dans le jurassique, ce banc a formé bastion au sommet de la colline.

Par l'effet de ce travail des marées et des vagues, il s'est constitué, au niveau des basses mers, une plate-forme à peu près horizontale. En même temps, les produits de la destruction, blocs éboulés, galets et sables, ont été poussés par les courants littoraux toujours dans le même sens et sont venus ensabler, envaser les baies ou former des cordons littoraux, en déterminant notamment la courbe si régulière qui va de Saint-Valery à Boulogne. Tout le rivage nord de la Seine inférieure est ainsi bordé par une longue falaise rectiligne qui fuit et se dérobe obliquement par rapport à la direction des flots les plus violents. Là, au pied du pays de Caux, ne peuvent subsister que des plages infimes, où généralement dominent les galets empruntés aux silex de la craie. Tous les apports, tous les produits de destruction, sont peu à peu emportés vers la Somme où ils vont combler les estuaires de Saint-Valery.

Quand on regarde l'éperon de la Bretagne avancer dans l'Atlantique, on voit de même que, depuis la pointe du Finistère, les deux côtes vont en s'évasant et, peu à peu régularisées par le travail de la mer, dessinent deux courbes qui vont se raccorder : d'une part, avec la Normandie; de l'autre, avec la Vendée. On peut comparer ce qui se passe là avec la régularisation que le temps effectue dans le profil d'un torrent alpestre, faisant sauter les barrages des lacs, comblant leurs dépressions,

et creusant une pente douce à la place des anciennes cascades. Ici, les barrages qui s'effondrent sont les presqu'îles; les dépressions qui se comblent sont les golfes. Déjà la latitude de Saint-Valery en Caux correspond à peu près à celle du Cap de la Hague. Ce qui est au sud du Havre se trouve un peu défilé du flot; ce qui est au nord reste soumis à un effort particulier de destruction. Le pays de Caux a des chances pour être peu à peu enlevé, de manière que la côte se continue un jour de Trouville à Cayeux, formant une grande courbe encore plus analogue à celle du golfe de Gascogne, dans laquelle l'estuaire de la Seine n'occuperait plus qu'une position comparable à celle de l'estuaire de la Gironde, avec pareille tendance à l'ensablement. La pointe du Cotentin doit également sauter jusqu'à l'ancien bras de mer qui reliait Isigny à Granville, tandis que le fond du golfe où sont les îles anglo-normandes s'ensablera progressivement. La forme alors réalisée pour ce littoral, si d'ici là des mouvements d'origine interne ne viennent pas interrompre le travail, ressemblera à celle d'un tricorne ayant sa pointe en Bretagne et sa base continentale de Calais à Saint-Sébastien. Il est même à présumer que, surtout lorsque ces premiers obstacles seront détruits, la pointe du Boulonnais s'effacera à son tour et que le Pas de Calais s'élargira.

Ce ne sont là évidemment que des prophéties à longue distance et dont la réalisation apparaît trop lointaine pour inquiéter ces moucherons éphémères que sont les hommes. Mais la géologie ne marchande pas les années ni les siècles ni les millénaires, et, sans cesse, un petit coup de gouge qui prépare la forme définitive vient nous rappeler que tout sur la terre est provisoire. C'est, un jour ou l'autre, un pan de falaise qui s'éboule, un rocher qui disparaît, une maison qui s'effondre, une digue qui s'écroule, une plage de sable qu'envahissent les galets. Nous avons beau être très fiers de notre science, nous nous sentons très petits en face des forces naturelles et ce que nous pouvons faire de mieux le plus souvent, quand l'Océan se permet de gronder ou l'écorce terrestre d'onduler et de fléchir, c'est de constater le phénomène, de le mesurer, de l'enregistrer et, s'il s'agit des temps passés, d'en reconstituer orgueilleusement l'histoire.

LOUIS DE LAUNAY.

RÉCEPTION

DE M. ÉMILE MÂLE

A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

M. Émile Mâle, que M. Estaunié a reçu le 28 juin sous la Coupole, et qui succédait à Richepin, a renouvelé l'étude de l'Art français au moyen âge. Je le dis avec mélancolie; car ces renouvellements dont nous sommes témoins nous marquent clairement que nous vieillissons, nos idées et nous. La plus frivole des nouvelles élèves de l'École du Louvre vous déclarera tout net, à vous qui avez été nourri de la doctrine antérieure, que vous n'avez jamais su ce qu'est une ogive. Quand on a cru tenir la vérité sous le signe de Courajod, on s'afflige de la voir déjà changée en ombre. Mais enfin, il faut bien que les doctrines se succèdent, et qu'il y ait, avec des déclins, des avènements. Tout le monde a applaudi à celui de M. Mâle. Et lui-même a défini son œuvre, au début de son remerciement, avec beaucoup de grâce et de modestie fière : « Vous avez appelé à vous, a-t-il dit, un homme qui n'eut d'autre mérite que de parcourir la France avec passion, d'aller d'église en église... Vous avez voulu dire que les cathédrales valaient nos plus beaux poèmes, que la France y avait mis autant de génie que dans ses livres les plus profonds et que ceux qui avaient passé leur vie à les étudier n'avaient pas fait une œuvre vaine. »

L'histoire étant la sœur de la poésie, l'historien des cathédrales a commencé l'éloge du poète des gueux. Il nous l'a montré, artiste raffiné avec un air de négligence, humaniste passionné, profondément sensible à la beauté du mot et du rythme, rêvant d'un art rajeuni par la verve du peuple ; enveloppé de légendes, bohémien

par adoption, auteur dramatique et acteur lui-même, et beau comme un prince indien ; peintre du mendiant, du vagabond, du rôdeur nocturne, du dormeur des terrains vagues, « du gamin de Paris, qui s'élève par l'ironie au-dessus du destin » : société peu choisie, avoue M. Mâle par un aimable euphémisme. Mais il ajoute : « Il y avait sur cette basse humanité une palpitation de lumière, qui faisait penser aux toiles de ces impressionnistes qui commençaient à peindre au moment où Richepin commençait à chanter. » On le comparait à Villon; mais, nous dit M. Mâle, la différence est profonde. Villon a décrit le monde où il vivait. Au contraire, « votre confrère, messieurs, s'il a été contraint parfois de regarder d'assez près le monde qu'il peignait, n'y a jamais vu qu'un objet d'étude. Il l'a contemplé en pur artiste. » Dans la *Chanson des Gueux* elle-même, on ne sent « aucune révolte contre l'ordre social et le problème de l'inégalité des conditions n'est pas même posé ». Ces gueux, comment n'auraient-ils pas rappelé à M. Mâle les pauvres qu'il a lui-même rencontrés sur les routes du moyen âge, quand la pauvreté était une vertu, qui se fiançait avec les saints? « On regrette, dit-il avec émotion, que le poète ne se soit pas élevé de la misère jusqu'à la pauvreté... La pauvreté affranchissait l'âme, la faisait libre pour qu'elle pût admirer et aimer; et c'est parce qu'il ne possédait rien en ce monde que saint François d'Assise, l'âme débordante de richesses, avait chanté la plus belle chanson faite sur sa route par un mendiant : le cantique du soleil. »

Les Blasphèmes donnent à M. Mâle un peu de tristesse. « Richepin ne se contentait pas de tourner en dérision les espérances de l'humanité, il faisait le procès de l'esprit humain lui-même. Il affirmait que la pensée n'enfante que des illusions et que la science qu'elle crée n'a pas plus de réalité que ses rêves. » Mais c'est aujourd'hui indulgence et jubilé : le livre sera absous comme simplement paradoxal, et trop excessif pour être dangereux. Au surplus, le poète lui-même l'a désavoué. Non, quoi qu'il en ait dit, Richepin n'était pas Touranien et ne méprisait pas les lois. La preuve, c'est que, deux ans après *les Blasphèmes*, il écrit *Braves gens*, où il restaure tout ce qu'il a détruit. Enfin, vers 1894, quand paraissent *Mes Paradis*, il est enfin sage. Il a quarante-cinq ans. Il a neigé dans la nuit de sa barbe. Ces Paradis, « ce sont ceux qu'il découvre dans l'affection, dans la tendresse, dans les joies quotidiennes de la maison ». M. Mâle a raison, et Richepin croit maintenant à la bonté. Il le dit : « Partage ton broc solitaire. Bois le vin; sois bon comme lui. »

Assurément, sa maturité est gaillarde; M. Estaunié nous le dira tout à l'heure. Mais les caps dangereux sont franchis. M. Mâle va louer en termes agréables *le Flibustier* et *Miarka*, faire un joli tableau des Bohémiens, vanter le respect de Richepin pour le langage, et le blâmer doucement d'avoir parlé argot.

Les curieux chercheront un jour les blâmes dans le discours de M. Mâle, comme les violettes sous la verdure. Il y a du plaisir à les découvrir, tant ils sont discrets. L'éminent historien de l'art reproche au poète d'avoir mieux aimé Claudien que Virgile. Ah! dites-vous, c'est un tort léger. Attendez la suite : « Il préférait les poètes qui vont jusqu'à l'extrême limite de l'art, qui croient n'être jamais assez ingénieux, jamais assez éloquents, jamais assez pittoresques ; il se reconnaissait en eux. C'est pourquoi il était moins séduit par la grandeur du génie romain que par les commencements de sa décadence. » Ces érudits sont d'une politesse redoutable. C'est ainsi que M. Mâle, tenant par la main cette Ombre romantique, la griffait doucement, tout en la conduisant vers le Léthé.

M. Estaunié a d'abord, selon l'usage, tracé la vie de M. Émile Mâle, sous la forme d'une ligne droite, avec une étape tous les dix ans. Né à Commentry et fils d'un ingénieur des mines, M. Mâle a grandi à Saint-Étienne, ville sans monuments, où les fleurs succombent sous une rosée noire. L'enfant rêvait d'être peintre. D'où ce goût a-t-il pu lui venir? M. Estaunié interroge en vain l'ombre muette de Taine. Ni la race, ni le milieu, ni le moment n'expliquent rien. Un disciple de Freud invoquerait le refoulement du sens des arts chez les ascendants : il a éclaté chez leur fils. Cependant Émile Mâle consentit à préparer aussi l'École normale. Il rêvait « de mener l'existence d'un Titien dans une chaire de lycée ». Il y aurait bien quelques difficultés à cela. « Ne sourions pas de l'illogisme de tels désirs, dit agréablement M. Estaunié... Aux premières heures de la vie, une brume couvre le monde aux yeux du jeune homme invité à y découvrir son chemin. Tenté par chacun des sentiers qui se présentent, il va, recule, repart, mais toujours un instinct sûr le guide, sans qu'il s'en doute, vers sa patrie véritable, si bien que, jugeant ensuite son passé, l'homme mûr découvre avec surprise n'avoir suivi qu'un seul dessein. »

Peut-être n'aviez-vous pas supposé M. Estaunié si optimiste. Raison de plus pour l'en croire. Au surplus, cette maxime, que chacun suit la voie où il est destiné, a la qualité fondamentale des doctrines

consolantes : elle est invérifiable. Toujours pour obéir à son destin, et aussi par une pieuse fidélité au devoir filial, M. Mâle, au lieu d'aller à Athènes, devint professeur et corrigea des copies à Saint-Étienne. De là il alla à Toulouse, et de Toulouse à Paris. Nous savons tous que telle est la ligne droite. Trois beaux ouvrages, en 1899, en 1909, en 1921. Trente ans de labeur, où tout l'art des cathédrales est décrit ; « histoire idéale et consolante d'une humanité sortie de Dieu et retournant à lui ».

De ce travail M. Estaunié a tiré deux phrases magnifiques, d'un sens profond, et dignes de survivre. L'une est l'essence même de l'art religieux. « Il semble que les idées de tendresse croissent, à mesure que la foi diminue. » L'autre est pleine de nostalgie et d'amour : « Nous creusons des ports et des canaux, nous bâtissons des usines : nos ancêtres pensaient qu'il n'y avait rien de plus urgent que d'élever sur la terre une image du Ciel. »

Toujours selon l'usage, M. Estaunié a achevé, de souvenir, le portrait que M. Mâle avait, sans l'avoir connu, commencé de Richepin. Il a donné les derniers traits à une image qu'il a lui-même déclarée rassurante. Richepin, dit-il, avait une âme d'enfant. « Elle en avait la générosité, la droiture et la faculté d'illusion. Elle en avait les révoltes irrésistibles et les admirations de prime-saut. De toutes les puissances d'un cœur juvénile, Richepin a ainsi aimé la mer, la patrie, les pauvres, ses amis, dont il nommait certains ses plus que frères. »

...Pendant ce temps, quelques-uns d'entre nous revoyaient, à la même place où M. Estaunié parlait, Richepin lui-même, mais debout, tel qu'il était le jour qu'il prononça le mémorable éloge du Poilu ; Richepin crépu, chenu, barbu, sonore, et pareil à un vieux Lucifer sourcilleux. Maint vers de lui chantait dans nos mémoires, moins pudique que l'éloge qu'on venait d'en faire. Il vantait avec orgueil son esprit mécréant et ses aïeux anthropophages. Il chantait les gueux, qui brûlent les fermes. Il était truculent et tonitruant. M. Estaunié a raconté qu'au moment de faire ses visites académiques, Richepin portait une cape rouge. On l'engagea à la quitter, en signe de modération. Il m'a semblé qu'on la lui avait ôtée en effet, et qu'on ne la lui avait pas remise.

HENRY BIDOU.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

L'aménagement et le développement des forces économiques de la France : tel apparaît, après la stabilisation de la monnaie, le programme nécessaire d'un gouvernement réparateur; il implique l'équilibre politique et le maintien durable, à la tête des principaux départements ministériels, d'hommes capables d'y restaurer l'autorité indispensable et d'en accroître le rendement utile. Le ministre de la Marine, M. Georges Leygues, est un de ceux-là : c'est une flotte en pleine renaissance matérielle et morale qu'il a présentée, le 3 juillet, au Président de la République. Il y a trois ans, à Cherbourg, M. Gaston Doumergue avait passé en revue des unités fatiguées, anciennes, des équipages qui, faute de crédits, se rouillaient dans les ports. Hier, au Havre, à côté d'une escadre de ligne encore puissante mais vieillie, le Président a pu admirer des croiseurs de 10 000 et de 8 000 tonnes, des contre-torpilleurs, des torpilleurs et des sous-marins tout neufs, identiques les uns aux autres dans chaque catégorie, qui déjà, partout où nos marins les ont promenés, dans la Baltique, dans le Levant, en Afrique, en Amérique du Sud, ont fait admirer leurs qualités nautiques et leur puissante structure. Officiers et matelots sont fiers des bâtiments qu'ils ont à conduire, et la rénovation du matériel a été l'un des éléments de l'assainissement du moral.

Dans un excellent discours, M. Leygues a retracé la tâche « ingrate et rude » mais glorieuse qui fut celle de la flotte française durant la guerre et, après avoir dépeint la grande misère des navires à l'issue de ces quatre années, il a montré la marine, après une période de recueillement, se remettant à l'œuvre : « elle se reconstitue avec méthode, suivant des principes fixes et selon les derniers progrès de la science nautique. Ses bâtiments de surface, ses sous-

marins et ses aéronefs sortent des chantiers par larges groupes du même type et donnent à nos forces navales la cohésion et l'homogénéité. » Puis le ministre a défini le rôle de la nouvelle flotte, adaptée à la politique pacifique et défensive et aux besoins d'expansion économique et de développement colonial de la France. « La marine assure notre sécurité, garantit la liberté des routes océaniques, relie la métropole à ses colonies, resserre les liens d'amitié qui nous unissent aux autres peuples, affirme partout notre présence et concourt au maintien de l'ordre et de l'équilibre international. » Les accords de Washington n'ont accordé à la France qu'un contingent de navires égal à celui de l'Italie qui n'a à défendre que ses côtes méditerranéennes ; le temps viendra de les reviser. Pour le moment, la marine française procède, dans ce cadre exigu, à sa restauration ; elle aura bientôt à résoudre le problème difficile du rajeunissement de ses cuirassés de ligne. A chaque jour suffit sa peine : constatons aujourd'hui, avec le ministre et le Président de la République, les progrès d'une marine qui n'est pas encore celle qui convient à la France mais qui est digne, — pour employer les expressions mêmes de M. Doumergue, — « de son glorieux passé, de sa renaissance présente, de son lumineux avenir ».

Après la revue navale, le Président de la République est allé visiter les travaux du « port autonome » du Havre, inaugurer le nouveau quai à grande profondeur et la grande forme de radoub. Il y a été reçu par M. André Tardieu, ministre des Travaux publics, qui est, lui aussi, un administrateur ordonné, un novateur hardi. En termes particulièrement heureux, il a fait ressortir les initiatives de l'administration du port autonome sous le contrôle de l'État : « On a vu, — fait sans précédent, — le port et la ville du Havre, les chemins de fer français, le tourisme, les importateurs, les producteurs de pétrole, les compagnies de navigation, accueillir les forces financières d'Angleterre et des États-Unis, pour doter le Havre de ce quai à grande profondeur, du bassin au pétrole et de ce qui bientôt suivra. » M. Tardieu possède un tempérament de grand administrateur ; son esprit méthodique et résolu se plaît aux réalisations et aux créations plus qu'aux jeux de l'éloquence où pourtant il excelle ; il a rapporté des États-Unis la juste notion de « l'efficience ».

La méthode qu'il pratique au ministère des Travaux publics, il ne craint pas de la généraliser et de l'appliquer à la gestion des affaires de l'État : « Quand, a-t-il dit, en face de l'œuvre immense qu'impose cette autorité [de ministre des Travaux publics], j'assiste

à certaines controverses de politique pure qui, fussent-elles conduites dans le meilleur esprit de conciliation, divisent toujours plus qu'elles n'unissent, je sens ma pensée dominée par un impérieux ordre d'urgence, urgence des réalisations primant celle des définitions.

« Doter la France des moyens qu'elle réclame ; ajouter à sa puissance de qualité la puissance de l'outillage ; l'adapter à son rôle d'intermédiaire entre l'outre-mer et la vieille Europe ; la libérer de ce que naguère, poilus résignés, nous appelions le système D ; l'organiser de façon moderne pour la défense de ses meilleures et de ses plus vieilles traditions, quel programme, messieurs, et combien supérieur aux combinaisons qu'on honore si aisément de ce nom aux heures de lutte électorale !

« C'est au service de ce programme que vous avez voulu, monsieur le Président, mettre ici votre autorité et votre popularité ! »

Que ces fortes paroles, qui sont d'un chef et d'un homme d'État, puissent être adressées au Président de la République et, par-dessus sa tête, à la démocratie française tout entière, que toute la nation, à l'exception peut-être de quelques politiciens professionnels, les apprécie comme la traduction exacte d'une vérité qui s'impose à tous, c'est un signe des temps. La démocratie, si elle veut vivre, ne peut être en contradiction ni avec l'autorité, ni avec l'organisation. La politique, au sens déformé et faussé que prend souvent ce beau mot, est moins nécessaire que la production, car les peuples, comme le bonhomme Chrysale, vivent d'abord de bonne soupe. Si nos difficultés financières, qui sont aujourd'hui en marche vers une solution grâce à M. Poincaré, nous ont enseigné ces vérités essentielles, l'acquisition de cette sagesse un peu tardive sera une compensation à nos sacrifices en même temps que le moyen de les réparer.

Dans ses *Idées très simples pour les Français*, M. Lucien Romier nous montre qu'à bien des points de vue nous sommes un peuple arriéré, dépassé et qui, s'il ne rajeunit pas ses méthodes, ne pourra plus rattraper le temps perdu. Plusieurs branches de notre administration n'ont pas reçu jusqu'à présent l'impulsion heureuse que M. Leygues a donnée à la Marine, M. Tardieu aux Travaux publics, sans parler de M. Poincaré aux Finances. Il est temps, par exemple, qu'un grand administrateur prenne en main notre Empire colonial, si riche et dont les récents progrès sont déjà si remarquables, afin d'en accélérer l'aménagement, d'en rationaliser le gouvernement, d'en améliorer le rendement. La victoire apporte avec elle l'esprit d'initiative ; ce que l'on aime dans les paroles de M. Tardieu, c'est

l'accent d'un vainqueur. Le goût de l'effort, la confiance dans le succès, « l'imagination créatrice » sont, chez un peuple, des signes de santé morale. C'est par le mouvement et dans le mouvement que se résolvent les difficultés économiques, financières ou sociales : la politique est un art dynamique.

C'est ainsi que les États-Unis ont résolu par la prospérité générale des difficultés sociales qui, à certains stades de leur développement, paraissaient menaçantes. Mais l'éducation du public est faite ou plutôt il n'a pas été besoin de la faire, elle résulte des circonstances, de l'origine et de la croissance de l'Union; sauf en temps d'élections présidentielles, auxquelles la foule se passionne à la manière des Anglais pour le derby d'Epsom, la masse ne prend qu'un intérêt fort mince aux débats du Parlement et à tout ce que nous appelons la politique. Il appartient à la presse française, qui est déjà entrée dans cette voie, d'appeler l'attention du public sur les faits d'ordre économique, social, colonial, plutôt que sur les péripéties de la vie parlementaire. Le Parlement lui-même y gagnerait, car ses travaux méritoires seraient mieux connus et appréciés. Que deux députés s'invectivent et que le Président, à bout de ressources, mette son chapeau, toute la presse le répète aux quatre vents de la renommée. Mais qu'une loi importante soit discutée sérieusement, comme il arrive souvent, le compte rendu des journaux tient en quelques lignes. Les Parlements utiles n'ont pas d'histoire. Les députés laborieux ne sont connus que d'un public très restreint.

A la Chambre française, les discussions passionnées des premiers jours se sont peu à peu apaisées. Au lendemain de la loi rétablissant la convertibilité de la monnaie en or, aucun homme politique ayant le moindre sentiment de ses responsabilités ne pouvait songer à une crise ministérielle. Le débat sur la politique générale du gouvernement s'est développé dans le calme. M. Poincaré a précisé, dans un vigoureux discours, qu'il n'avait pas un mot à retrancher ou à modifier dans la déclaration ministérielle dont il n'est pas un seul passage qui n'ait été approuvé par l'unanimité des ministres et dont par conséquent leurs amis respectifs n'ont pas le droit de prendre ombrage. Il est permis de lire entre les lignes, par exemple, que M. Herriot a explicitement souscrit les engagements formulés dans la déclaration au sujet de l'Alsace et de la Lorraine et qu'il définit la neutralité scolaire dans les termes mêmes dont s'est servi le président du Conseil : il sera intéressant de voir comment il en concevra l'application. Quant à la majorité avec laquelle M. Poincaré entend

gouverner; ce sera celle qui le suivra; il désire qu'elle soit aussi large que possible; il sera fidèle à qui lui sera fidèle. « Nous gouvernerons avec ceux qui approuveront nos déclarations et nos programmes, avec ceux-là seulement; nous n'exclurons que ceux qui s'excluront eux-mêmes. » Dans les circonstances actuelles, ce que demande le président du Conseil, « ce qu'il faut pour vivre et agir, ce n'est pas un ordre du jour voté à contre-cœur, c'est une pleine adhésion qui donne au gouvernement la certitude du lendemain et qui lui permette de se mettre à l'œuvre avec confiance ».

On attendait avec curiosité les décisions du groupe radical-socialiste qui, dans plusieurs scrutins précédents, s'était partagé en trois tronçons : pour, contre et abstention. La veille, dans une réunion préparatoire, M. François-Albert et M. Daladier avaient préconisé l'abstention, mais ils avaient été battus par 32 voix contre 21. Le 29 juin, l'ordre du jour de confiance présenté par MM. Daniélou et Sibille fut adopté par 451 voix contre 120. Les opposants comprenaient les socialistes et les communistes et quelques isolés. Parmi les radicaux-socialistes, 107 ont voté pour, 6 contre, 7 se sont abstenus. M. Daladier, par une déclaration lue en séance, et, après lui, les journaux du parti, ont expliqué que le vote du 29 juin n'implique qu'une confiance provisoire et que la partie sérieuse ne commencera qu'au mois d'octobre; en attendant, on va travailler à la sape et à la mine ; déjà M. Caillaux sourit de loin à la perspective d'un cartel restauré, invite les socialistes à ne plus refuser leur participation à un cabinet de gauche et se propose lui-même comme capable de continuer l'œuvre financière de M. Poincaré.

Vains propos. Une majorité très considérable s'est dégagée le 29; serait-elle moins nombreuse qu'elle n'en serait pas moins forte. « Si une crise ministérielle s'ouvrait aujourd'hui, le pays ne comprendrait pas », a dit justement M. Violette. L'union nationale ne sera pas moins nécessaire en octobre, pour le vote du budget, qu'en juin pour la stabilisation. « Nous voulons rester unis, a conclu M. Franklin-Bouillon, tout le temps nécessaire au service de la France et servir, sans restriction et sans espoir de profit, l'idée nationale qui a sauvé le pays. » Le Parlement s'est remis au travail. M. Loucheur a fait voter précipitamment une loi prévoyant la construction de logements à bon marché. Le problème est bien posé, mais il n'est pas résolu et M. Paul Reynaud a montré avec raison qu'il ne pouvait l'être sans un plan général d'extension des grandes villes. Il faudrait ajouter : et sans une politique agricole qui

empêche la désertion des campagnes. Et puis les Chambres partent en vacances...

En Allemagne, après les élections du 20 mai, on croyait généralement que la formation d'un nouveau gouvernement serait facile. Elle a été, au contraire, très laborieuse; il a fallu trois semaines de négociations épineuses pour aboutir à une combinaison que, déjà, la presse annonce provisoire. Pour des raisons historiques et par l'effet de la représentation proportionnelle intégrale, les partis sont nombreux et le gouvernement ne peut s'appuyer que sur une coalition. Mais les partis sont très fortement organisés et hiérarchisés, si bien que chacun d'eux défend âprement ce qu'il regarde comme ses droits; il faut aussi faire la part d'un certain formalisme ergoteur que les Allemands qualifient de byzantinisme.

Il était naturel que le président Hindenburg, loyal observateur de la constitution, appelât un social-démocrate à la chancellerie. Il fit choix de M. Hermann Muller, qui a déjà rempli ces hautes fonctions; il fut convenu que M. Otto Braun resterait à la présidence du Conseil en Prusse. Il semblait également naturel que le nouveau ministère s'appuyât sur la « grande coalition », c'est-à-dire celle qui englobe les populistes et ne laisse en dehors que les communistes à gauche et les allemands-nationaux à droite. La présence de M. Stresemann aux Affaires étrangères paraissait, en effet, s'imposer et, par conséquent, le groupe dont il est le chef ne pouvait être exclu, malgré son caractère nationaliste et conservateur : c'est le groupe des grands industriels. Pourtant les négociations échouèrent sur trois écueils. D'abord la question du ministère prussien : le pouvoir était, depuis longtemps, aux mains d'une coalition restreinte, la coalition dite de Weimar qui englobe les socialistes, les démocrates et le Centre catholique à l'exclusion des populistes. M. Braun, président du Conseil, et M. Severing, ministre de l'Intérieur, l'un et l'autre socialistes, étaient les chefs de ce gouvernement qui, malgré sa faible majorité d'une seule voix, s'est maintenu et a combattu très énergiquement pour la démocratisation de l'Allemagne, remplaçant partout où il le pouvait les créatures des hobereaux par des fonctionnaires démocrates. Cette faible majorité a été renforcée de quelques voix aux dernières élections. Malgré cela, les populistes soutiennent que le système de la grande coalition, puisqu'il paraît bon pour le Reich, doit être bon aussi pour la Prusse et demandent à participer au gouvernement prussien. Ils sont soutenus par tous les

éléments conservateurs qui poursuivent M. Severing d'une haine implacable. Les socialistes sont résolus à garder les positions qu'ils ont eu tant de peine à conquérir en Prusse et à y poursuivre leur œuvre de démocratisation. Sur deux autres points l'accord ne put se faire. Construira-t-on un nouveau croiseur-cuirassé qui serait le noyau d'une flotte allemande ressuscitée? La fête nationale sera-t-elle l'anniversaire de la proclamation de l'Empire à Versailles ou de la promulgation de la constitution républicaine à Weimar?

Sur ces trois questions, l'entente se révéla impossible et la combinaison échoua. M. Muller essaya de se rabattre sur un ministère « coalition de Weimar », pour lequel l'appoint des populistes bavarois (fraction bavaroise du Centre catholique) était indispensable ; or, ceux-ci déclarèrent qu'ils ne participeraient qu'à un ministère de grande coalition. Il fallut en revenir au point de départ; mais, cette fois, l'obstacle vint du Centre. M. Wirth, l'ancien chancelier, exigeait la création d'un poste de vice-chancelier qui lui serait réservé avec le ministère de l'Intérieur et demandait pour ses amis deux autres portefeuilles. Mais le président Hindenburg était opposé à la création d'une vice-chancellerie, non prévue dans la constitution, et les socialistes tenaient à installer M. Severing, qui a fait ses preuves en Prusse, au ministère de l'Intérieur du Reich. A la fin, M. Muller se décida à constituer avec les chefs des partis de la grande coalition un ministère de personnalités, dont la participation n'engageât pas la responsabilité de leur groupe, et il aboutit le 28 juin. La grande coalition est réalisée en fait, mais sans qu'il y ait un pacte formel et sans que les groupes soient liés. Les socialistes se réservent, avec la chancellerie, les trois principaux ministères politiques : Intérieur (M. Severing), Finances (M. Hilferding), Travail (M. Wissel). Les démocrates, qui n'ont que 25 députés, ont deux ministres : Justice (M. Koch), Agriculture (M. Dietrich); les populistes gardent les Affaires étrangères avec M. Stresemann et gagnent l'Économie publique avec M. Curtius. Le populiste bavarois Schœtzel reste aux Postes et télégraphes. Mais le Centre n'est représenté que par le seul président du groupe, M. de Guerard, qui cumule le ministère des Transports avec celui des Régions occupées. M. Wirth n'entre pas dans la combinaison et l'abbé Brauns quitte le ministère du Travail où, installé depuis 1920, il a fait d'utile besogne. Enfin, au-dessus des partis, le général Grœner demeure ministre de la Reichswehr.

Cette combinaison, si difficile à mettre debout, apparaît cependant viable ; elle sera forte le jour où M. Muller aura donné satisfaction au

Centre et scellé une entente avec la grande coalition. Les socialistes se sont adjugé la part du lion et ils vont se hâter de pourvoir leurs amis de bonnes prébendes. Mais ils font là, en face du communisme, dont le succès aux dernières élections les a fort alarmés, une expérience dangereuse. Il n'est pas démontré que M. Muller ait l'étoffe d'un homme d'État, et il est au contraire certain que la présence de M. Hilferding aux Finances inquiète les gens d'affaires. Les communistes ne manquent pas de remarquer que le programme du nouveau ministère n'a rien de spécifiquement socialiste ; ils en concluent que la social-démocratie n'est qu'un parti bourgeois qui se soucie peu du marxisme et qui trompe le peuple par des promesses qu'il ne pourra pas réaliser. Le parti social-démocrate a donc besoin, pour se maintenir et ne pas mécontenter ses troupes, d'un succès en politique extérieure. Mais, sur ce terrain, il est obligé de suivre M. Stresemann. C'est à la lumière de cette situation intérieure qu'il convient de juger la déclaration ministérielle que le nouveau chancelier a lue le 3 juillet devant le Reichstag.

Pour la politique intérieure, deux traits caractérisent la déclaration ministérielle. C'est d'abord une constatation : la République se consolide, la démocratie s'implante dans les institutions et dans les mœurs. C'est ensuite une affirmation des tendances centralisatrices du nouveau gouvernement : la législation fiscale sera unifiée ; le tribunal administratif supérieur de Prusse sera étendu à tout le Reich. Les relations entre le Reich et les États appellent une réforme, mais les tendances générales de la social-démocratie nous avertissent qu'elle ne cherchera pas à donner satisfaction aux aspirations fédéralistes.

Les passages de la déclaration ministérielle qui ont trait à la politique extérieure sont, à certains égards, satisfaisants pour un lecteur français. Ils le sont d'abord par ce qu'ils ne disent pas : c'est la première fois, sauf erreur, qu'il n'est pas question du « mensonge des responsabilités ». Les socialistes, qui ont eu le courage, après la guerre, de publier, sous la direction de Bernstein, quatre volumes édifiants, sont fixés sur ce point. Les hommes aujourd'hui au pouvoir estiment qu'il est inutile de rouvrir sur ce sujet de stériles et irritantes polémiques. La déclaration affirme nettement la « volonté d'arriver à une entente pacifique et en renonçant à l'idée de revanche ». Nous ne mettons pas en doute les sentiments pacifiques du nouveau gouvernement ; la meilleure preuve qu'il en pourrait apporter serait une surveillance des écoles et des associations de jeunesse où

trop souvent est inculquée aux générations qui montent, avec la haine de l'étranger, l'idée que l'Allemagne est la victime innocente d'une injustice et que l'avenir lui apportera une revanche légitime.

En ce qui concerne les rapports avec la France et les alliés, la déclaration de M. Muller ne fait que continuer la politique de M. Stresemann. Cette méthode a d'ailleurs le consentement de presque tous les Allemands : les uns se donnent l'air de la critiquer, tout en l'approuvant, afin d'en tirer meilleur parti; les autres, en l'approuvant bruyamment, prennent un ton d'autorité pour en réclamer de prompts avantages. La déclaration ministérielle présente cette argumentation comme un syllogisme et c'est une véritable mise en demeure qu'elle adresse à la France. Les élections du 20 mai ont été démocratiques et pacifiques; le ministère affirme sa volonté de paix et sa renonciation à toute idée de revanche : donc la France est dans l'obligation d'évacuer sans délai les régions encore occupées; c'est, pour l'Allemagne, un droit : ainsi se formule le raisonnement. « D'accord avec le peuple allemand, le gouvernement du Reich est convaincu que notre prétention est bien justifiée d'arriver à la libération immédiate des territoires encore occupés en Rhénanie et dans la Sarre. » Il s'agit de délivrer les populations des charges de l'occupation, mais aussi « d'abaisser enfin la barrière qui date du temps de la guerre et qui met obstacle à une véritable confiance entre les peuples ». Commentant ces paroles, la *Gazette de Francfort* écrit le 4 juillet : « Le nouveau cabinet a le droit d'exiger. Il a ses racines dans les partis allemands de gauche qui se sont toujours prononcés pour la politique d'entente, il s'appuie sur la volonté nettement exprimée par la grande majorité du peuple, au cours de la lutte électorale, de poursuivre cette politique. Qu'il soit en mesure d'exiger, on s'en rend compte également en France. Et il exigera. » La *Gazette de Cologne* (24 juin) met en garde les Français : qu'ils n'espèrent pas obtenir d'un ministère socialiste des concessions que le cabinet de coalition à droite n'aurait pas faites ; « la politique d'exécution de M. Stresemann représente l'extrême limite de ce qu'on peut supporter en Allemagne... Entre Hermann Muller ou Breitscheid, et Stresemann, il pourrait bien n'y avoir pas même une différence de tactique. » Nous le savions de reste, puisque M. Stresemann est le ministre des Affaires étrangères du cabinet Muller. Mais alors, pourquoi M. Muller mériterait-il plus de confiance que le précédent ministère ?

Sans imputer au gouvernement le langage des journaux, nous remarquerons que M. Muller se place sur le terrain parlementaire et

non dans le plan diplomatique. Il s'agit de la déclaration ministérielle d'un chancelier socialiste qui éprouve le besoin de rassurer l'opinion publique. Cela dit, il reste qu'une telle mise en demeure va directement à l'encontre du but qu'elle se propose; elle froisse l'opinion française et ferme les portes qu'elle se proposait d'ouvrir. Il ne s'agit pas ici de sentiments, mais d'intérêts. Il n'est pas exact que toutes les stipulations du traité soient exécutées, puisque la question des réparations n'est pas réglée; le plan Dawes fonctionne, mais c'est seulement maintenant qu'il va entrer dans la première annuité pleine; il faut voir si elle sera payée. Les Allemands ne cessent de parler d'une revision du plan Dawes; on peut, en effet, concevoir un aménagement général du problème des dettes interalliées et des réparations. La question n'est pas seulement franco-allemande; elle intéresse tous les alliés; il en est de même de celle de l'occupation. Le chancelier ne veut pas que, à propos des réparations, « on embrouille l'état des choses en y impliquant sans raison d'autres problèmes ». C'est là une grave erreur : toutes les questions concernant l'exécution du traité sont connexes et solidaires; c'est beaucoup qu'on les aborde aujourd'hui dans un esprit de concorde et d'entente; mais on ne saurait les résoudre que par une négociation générale. Les affaires sont distinctes : par exemple celle de la Sarre, que M. Muller mentionne avec celle de la Rhénanie, est économique, tandis que celle de l'occupation est politique et militaire; mais elles sont liées et ne sauraient être résolues isolément. Le nouveau ministère, par ses déclarations, ne les a pas fait avancer, pas plus qu'il ne les rendra plus aisément solubles en les posant, en septembre, comme il l'annonce, devant l'Assemblée de Genève. C'est par une négociation diplomatique que ces difficultés, quand l'heure y sera propice, pourront être abordées et par des concessions réciproques. Le Reich est demandeur; ce sera à lui de formuler ses propositions que les alliés étudieront avec le plus sincère désir d'arriver le plus tôt possible à des solutions amiables. La confiance, à laquelle le chancelier Muller estime avoir tous les titres, ne saurait créer à l'Allemagne un droit; elle est un facteur d'ordre pyschologique qui facilite tout, mais ne suffit à rien.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

è-
er
re
se
ir.
ıet
la
ıe,
ère
ne
et,
er-
co-
elle
ıra-
son
ons
est
e et
ion
rre,
no-
re ;
ıou-
pas,
, en
ève.
and
ions
ses
ésir
nce,
ırait
olo-